

REVUE
DES
DEUX MONDES

CIII^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

D

LIBRARY
COLLEGE
PORTLAND

REVUE
DES
DEUX MONDES

CIII^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME SEIZIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 13
—
1933

054
R3274

1933, cl. 42

OCT 1 1935
335328
G.P.

UNIVERSITY
COLLEGE
LIBRARY

LES DÉCLASSÉS

PREMIÈRE PARTIE

CHATEAU A VENDRE

Chose singulière : le coteau de Saint-Paul qui domine Évian, la grasse plaine du Chablais et le lac Léman, est demeuré lui-même libre de toute entrave, ne porte aucun palace, aucun casino, aucun hôtel. Le voisinage d'une ville d'eaux et l'exemple visible de la Suisse toute constellée de pensions de famille et de stations de montagne n'ont pas réussi à le contaminer. Il se baigne dans sa propre verdure, forêts de châtaigniers aux troncs épais et aux feuillages en dôme, vergers de cerisiers dont les fruits servent à la distillation d'un kirsch aussi réputé que celui de la Forêt-Noire. Au printemps, les rossignols s'y donnent rendez-vous et l'air est tout vibrant de leurs notes prolongées et renforcées comme ces flèches lancées qui, plantées dans le cœur des arbres, continuent d'être toutes secouées. Les cerisiers sont en fleur quand la neige n'a pas encore quitté les sommets. Et quelle vue ! Les pentes suppriment les rivages peuplés, en sorte que les bois et les prés semblent finir en petites vagues ou en miroir liquide. Le lac qui les baigne est d'un bleu pareil à celui du ciel, un bleu pâle qui parfois se fonce pour prendre une intensité, une profondeur comparables au ciel d'Orient ou de Sicile. De l'autre côté, c'est la chaîne des rochers de Memise et de la Dent d'Oche qui a la forme conique d'un petit Cervin, au bout du plateau où

s'étaient les villages de Vinzier et de Bernex, où paissent les troupeaux de vaches au pelage clair de la race d'Abondance. Tout ici respire la paix agricole.

Cependant le coteau est dominé par un vieux château qui, à lui seul, en modifie le caractère, car il a l'air d'une forteresse bâtie là pour la garde de la frontière voisine. Frontière qui n'est plus aujourd'hui que douanière, mais qui fut longtemps disputée entre les pays de Vaud et de Berne et le duché de Savoie. C'est le château d'Ormoy, grande masse grise uniforme qui date de sept ou huit siècles, éclairée par des fenêtres à meneaux qui ont été multipliées ou élargies, ornée d'un escalier à double rampe qui a dû être ajouté au temps de la Renaissance, et flanquée d'un donjon qui porte une terrasse et que recouvre presque entièrement une végétation de lierre et de vigne vierge mêlés. Tel quel, il n'est pas sans beauté, à cause de son aspect puissant, de l'avenue de hêtres qui le précède, des pelouses et des massifs qui l'entourent, de toute cette force féodale qui lui est restée.

Les comtes d'Ormoy comptaient parmi les plus illustres seigneurs du pays, avec les barons de Blonay et d'Hermance, les marquis d'Allinges et de Lullin. N'était alors châtelain que celui qui possédait, avec son château, vingt-quatre fermes au moins. Ne fallait-il pas que le châtelain pût recevoir dignement son suzerain, ces petits souverains de Savoie d'abord simples comtes, puis ducs, puis rois de Sardaigne, puis rois de Piémont, aujourd'hui rois d'Italie, qui ont poursuivi leur accroissement avec une ténacité indomptable et qui ont fini par franchir les Alpes pour s'en aller prendre en mains les destinées italiennes? Ils sont venus en Chablais tour à tour, Humbert aux Blanches Mains, Amédée II, comte de Maurienne, et Pierre, dit le Petit Charlemagne, qui, par sa victoire de Chillon, annexa toute une partie du pays de Vaud, et la série des Amédée : Amédée V qui fonda Ripaille, l'un des plus beaux domaines riverains du lac; Amédée VI, le comte Vert, qui épousa Bonne de Bourbon; Amédée VII, le comte Rouge, allié de Charles VI de France, qui mourut à Ripaille d'une chute de cheval dans la forêt où il chassait le sanglier; Amédée VIII enfin, qui fut pape sous le nom de Félix V et déposa la tiare pour restituer la paix et l'unité à l'Église. Tour à tour ils vinrent de Chambéry et même, plus tard, de Turin,

résider momentanément dans leur château de Thonon ou dans celui d'Évian.

La noblesse des environs ne manquait pas de les recevoir. Réceptions coûteuses : il fallait vendre l'une ou l'autre des vingt-quatre fermes, mais l'honneur était sauf. Un des fermiers du comte d'Ormoy, devant qui son maître se vantait d'avoir ainsi touché la main du roi, ne craignit pas de l'avertir :

— Ah! monsieur le comte, il ne faudrait pas que vous la touchiez trop souvent!

N'est-ce pas un autre comte d'Ormoy qui, venant faire sa cour à son souverain à Évian, avec tout un peloton d'autres gentilshommes du Chablais en habits de gala magnifiques, comme le Roi les louait de leur accoutrement et s'en réjouissait, car on lui avait assuré que sa noblesse de la Savoie du nord était très pauvre, lui répondit avec le plus gracieux sourire :

— Sire, nous avons appris l'arrivée de Votre Majesté; nous avons fait tout ce que nous devons, mais nous devons tout ce que nous avons fait.

Il exagérât néanmoins. Ses descendants, après les confiscations révolutionnaires, se virent restituer la plupart de leurs terres par les braves gens du pays qui avaient fait semblant de se les partager à coups d'assignats. Au retour du roi Charles-Félix, ils se retrouvèrent en possession, sinon des vingt-quatre fermes, tout au moins de la plupart et du château qu'ils restaurèrent. Ils occupèrent des charges militaires, furent à la défaite de Novare, puis à la victoire de San Martino, après quoi, devenus Français avec l'annexion de la Savoie en 1860, ils commencèrent de connaître l'oisiveté et son perfide compagnon l'ennui. Le Second Empire ne sut pas employer cette noblesse active et accoutumée à la familiarité de ses princes. Restés en place, ils chassaient, couraient les jupons, jouaient aux casinos d'Évian et d'Aix qui s'ouvraient, vendaient une à une les fermes si bien gardées par les anciennes générations. Le dernier descendant, Robert d'Ormoy, bon à la guerre et non à la paix, après s'être bravement comporté durant la longue campagne d'abord dans la cavalerie, puis dans la cavalerie à pied, et enfin dans l'aviation, achevait de dévorer l'héritage à Paris et sur la Côte d'azur. Il n'avait pas reparu sur le coteau de Saint-Paul depuis plusieurs années. Le

vieux domaine, transmis fidèlement depuis des siècles, avait-il cessé de l'intéresser ?

Le plus intelligent de ses fermiers, Jérémie Fégère, choisi par lui pour exercer une surveillance sur le château, le jardin, et le parc environnant, vague régisseur, intelligent, sans instruction, mais non sans ambition ni cupidité, comme il rentrait de faucher pour la soupe du matin au Bois du Feu qui était sa résidence, un peu au-dessous des terres d'Ormoy, trouva chez lui le facteur et lui offrit un verre :

— Du kirsch ou du vin ?

— Du kirsch. Ton vin de crosses est mauvais.

Dans le pays on fait grimper la vigne sur des troncs et des branches d'arbres morts qu'on appelle des *crosses*. La récolte abondante donne une piquette acide.

— J'ai aussi de la vigne basse, se défendit Jérémie.

— Mais tu n'en offres pas le jus, tandis que ton eau-de-vie de cerise est connue.

Ils trinquèrent avec des verres qui n'étaient pas des verres à liqueur, sur quoi l'homme des champs réclama son *Messenger* dont c'était le jour. Le journal auquel il était abonné ne s'occupait pas de politique. Les paysans l'achetaient pour ses mercuriales, qui les renseignaient exactement sur la hausse ou la baisse des prix de leurs denrées, et aussi pour son bulletin météorologique que rédigeait au hasard un avocat facétieux. Celui-ci se tirait de toutes difficultés avec des indications telles que *temps incertain* ou *neige sur les hauteurs* : il utilisait avec art toutes les formules imprécises. De grands penseurs n'ont jamais fait autre chose.

— Voilà ton *Messenger*, tendit le facteur. Il y a aussi une lettre.

— Je n'en attends point.

— Il y en a une, de Paris.

Jérémie Fégère prit l'enveloppe avec une méfiance qui s'accrut dès qu'il reconnut l'écriture :

— Du patron.

Sans doute n'en attendait-il rien de bon, car il ne se pressa pas de l'ouvrir. Et même, quand le facteur eut disparu sous les arbres avec son kirsch dans l'estomac, il la posa au bout de la table, afin qu'elle ne courût pas de risque et il plongea sa cuiller dans son assiette. Le repas suivit, lent, silencieux, à la

manière paysanne qui implique le respect de la nourriture. Le fermier mangeait assis, avec le garçon de ferme, un petit gars de l'Assistance publique, âgé d'une quinzaine d'années, déjà vigoureux, qui répondait au nom de Prosper et qui ne chômait ni à table ni dans les champs, tandis que Péronne, la femme, prématurément usée par le travail et par la perte de ses deux fils tués à la guerre, était assise dans un coin avec son écuelle dans les mains, et que Pernette, la fille, servait les hommes et distribuait après la soupe le fromage et le pain. Quant à la boisson, les hommes se servaient eux-mêmes.

— Il faudrait pourtant savoir, quémанда Péronne qui s'attendait toujours à des catastrophes et semblait hâter leur venue par sa mine longue et désespérée.

— On saura toujours assez tôt.

— Il revient ?

— C'est probable.

— Il était gentil autrefois. Tu te souviens, Pernette ?

— Bien sûr, maman.

— Il y a si longtemps, petite.

— Pas tant que ça, maman. Il n'est pas revenu depuis quatre ans.

— Tu as compté ?

— Non.

— Comment le sais-tu ?

— J'ai coupé mes cheveux à ce moment-là, parce qu'il s'en moquait.

— Pourquoi s'en moquait-il ?

— Les femmes qu'il fréquentait les portaient courts. Je l'avais bien vu à Évian.

— Je les ai vendus, intervint Jérémie, à un coiffeur.

— Un bon prix ? s'informa Péronne.

— Non, pas cher.

— L'as-tu donné à Pernette ?

— Pourquoi ?

— Ses cheveux étaient bien à elle.

— Tout, ici, est à moi. Après, on verra.

Il avait parlé avec cette rapacité et ce despotisme qu'il associait dans le gouvernement de sa maison. La mère et la fille échangèrent un regard d'esclave résignée contre un regard de jeunesse indignée, mais qui ne se sentait ni le courage ni la

force de la révolte. Il n'y prit pas garde et se décida à étendre sa main velue pour saisir la lettre momentanément abandonnée. Il en prit connaissance lentement, avec des yeux mal accoutumés à lire les écritures et il conclut :

— C'est bien ça. Monsieur le comte arrive demain.

Il lui avait donné son titre avec ce respect, inné chez le peuple, de la hiérarchie et qu'un siècle bientôt de démocratie n'a pu détruire encore tout à fait, ni même transformer, — respect qui subsiste jusque pour des titres sans réalité. Puis à mi-voix, il ajouta, comme pour lui-même :

— Il vient pour la vente.

— Pour la vente ? répéta la femme qui avait entendu. Il te le dit ?

— Non, mais je le sais.

— Comment le sais-tu ?

Jérémie, dans sa déception, se révéla :

— Comment l'ignorer, pauvre Péronne ? Ce n'est pas malin. Il m'a fallu donner les clefs du château, plusieurs fois, à Buffat, le marchand de biens, qui a tout visité. Il m'a fallu remuer la vaisselle, — et il y en avait ! — pour la rassembler toute dans une pièce. Le Buffat a tout regardé, tout tâté, tout palpé. Il a fait le compte des meubles, mais les plus anciens et les tapisseries ont déjà été vendus ces dernières années. Il paraît que c'était ça qui avait de la valeur. Après quoi, il a arpenté et mesuré les terres.

— Les nôtres aussi ?

— Oui, la ferme du Bois du Feu, la nôtre aussi. Mais il paraît qu'il n'avait pas d'ordre.

— Pas d'ordre ? il nous la laissera.

— Il nous la laissera peut-être, mais le bail arrive à expiration. Alors ?...

— Alors ?

— Alors il va nous augmenter, pour sûr.

— Ça serait juste.

— Oh ! la justice ! se moqua Jérémie.

Puis, toisant le jeune Prosper qui écoutait, il l'expédia :

— Que fais-tu encore ici, toi ? Va travailler.

Et à sa fille :

— Va mettre en ordre le pavillon, c'est là qu'il couchera.

Au Bois du Feu, outre la maison de ferme et les rustiques,

il y avait un pavillon de chasse, datant du xviii^e siècle, assez bien aménagé et meublé, où les seigneurs, disait-on dans le pays, se livraient à leurs débauches pour en épargner le voisinage à leurs femmes et à leurs enfants qui ne les voyaient eux-mêmes que dans le cérémonial et la bonne tenue du château. C'était là que descendait le dernier des d'Ormoy quand il venait sur son domaine, — si rarement ! — pour ne pas ouvrir le trop vaste immeuble ancestral. Quand les deux jeunes gens eurent disparu, Jérémie se confia davantage. Il ne trichait pas devant sa femme : elle était sa chose, comme les cheveux de Pernelle. Ne lui avait-il pas tout pris : sa personne, sa santé, son bonheur, sa liberté ? Mais prend-on jamais tout à un être humain ? Ni l'amour ni la haine n'y parviennent. La confiscation matérielle a-t-elle plus de pouvoir ? Dans tous les cas, Péronne ne se dérobaît à aucune obligation, pas même à celle d'une confidente qui n'a que le droit d'approuver :

— Voilà, dit-il. Cette fois, il va tout vendre.

— Même le Bois du Feu ?

— Je l'espère bien.

— Et nous ?

— Mais je l'achète.

— Tu as de quoi ?

— Oui, dans un coffre, à la banque. J'ai un coffre, moi, Jérémie Fégère, tout comme un bourgeois.

— Où as-tu ramassé tout cet argent ? demanda la femme dont la curiosité était éveillée malgré elle dans cette lutte pour la terre qui ne pouvait la laisser indifférente.

— Eh bien ! il a oublié d'augmenter le bail depuis la guerre. Il y a eu de bonnes années, pour le blé, pour le vin, pour l'eau-de-vie, pour le bétail. J'ai entassé les coupures de cinq et de dix francs, et celles de cinquante, et celles de cent, et même celles de cinq cents.

— Et de mille ?

— De mille aussi. Et puis le jardin du château, là-haut, et les arbres du parc, ça rapporte.

— Pour lui ?

— Pas pour lui. Je suis le régisseur. Je garde.

— As-tu le droit ?

— Sûrement. Alors j'ai parlé à Buffat le marchand de biens, et même je lui ai graissé la patte. Il ne tient pas au Bois du

Feu. Il ne tient qu'aux terres d'un seul tenant autour du château. Demain, Péronne, nous serons les maîtres ici.

— Le vrai maître n'était pas gênant.

— Il pourrait le devenir. Il pourrait se marier. Il pourrait avoir des enfants.

— Comme nous, dit-elle avec douleur. Et les perdre.

Elle tenta de retirer de sa mémoire les traits de ses fils, Étienne et Claude, deux beaux gars solides, tous deux tués à vingt ans à peine, l'un à Verdun en juin 1916, l'autre à Lassigny à la fin de mars 1918. Mais sa pauvre imagination déjà les brouillait, les confondait. Elle dut recourir à de mauvaises photographies debout dans leurs cadres sur la crédence de la pièce qui servait ensemble de cuisine et de salle à manger. Son mari surprit le geste :

— Oui, de bons ouvriers, que j'avais dressés. Et plus personne.

— Et Pernelle ?

Il eut un geste vague, comme si les filles ne comptaient pas. Le paysan à qui l'on demande le nombre de ses enfants ne cite jamais que les garçons. Pernelle, qui n'avait que dix ans à la fin de la maudite guerre, marchait sur ses vingt ans. Elle se marierait bientôt. Elle suivrait son mari. Elle quitterait la maison définitivement. Serait-ce donc à un étranger qu'appartiendraient un jour les belles terres du Bois du Feu quand on les aurait arrachées au dernier comte d'Ormoy ? Un étranger : le mari de la fille qui porterait un autre nom et que l'on ne connaissait peut-être même pas. Un individu de Saint-Paul, de Larringes ou de Vinzier, peut-être un sans-le-sou, peut-être un ivrogne. Jérémie eut malgré lui un mouvement de colère pour écarter cette hypothèse, et la plus affreuse pensée lui vint. Il ne l'avait pas cherchée, mais il la laissa venir, et quand elle fut venue, il ne chercha pas à l'écarter. Ainsi devenons-nous les complices des pires audaces criminelles qui se forgent dans notre cerveau et, parce qu'elles semblent s'être créées toutes seules et comme en dehors de nous, notre indulgence les supporte ou leur est acquise.

Sa femme était bien cassée, bien usée et débile. Elle se traînait dans la maison, d'une pièce à l'autre, sans pouvoir rendre des services au dehors. Elle avait abandonné le poulailler à Pernelle, et les descentes à Évian les jours de marché,

et les achats pour la maison. La guerre l'avait épuisée avec le décès de ses deux fils. Tandis que lui-même, la cinquantaine franchie, demeurait solide et résistant comme un chêne au tronc nouveau. Il survivrait sans aucun doute à Péronne, il pourrait se remarier, avoir un fils, un héritier. D'un regard impitoyable il évalua la durée de sa compagne, après quoi il s'offrit le luxe d'une pensée amicale : « C'est tout de même une bonne femme et de bon conseil. »

— Bien sûr, approuva-t-il, il y a Pernette. Les garçons tournent déjà autour d'elle.

— Mais elle est sage.

— Ah ! bien, faudrait voir qu'elle ne le fût pas !

Et le fermier, redressé, fit un geste menaçant. Il gardait son bien, y compris sa fille dont il avait vendu les cheveux et qu'il marierait de sa propre main. Il prit son chapeau et gagna le seuil :

— Ta faulx ? lui offrit Péronne. Ne vas-tu pas rejoindre Prosper dans le pré d'en haut ?

— Non. Je veux revoir les terres.

Et, clignant de l'œil, il répéta en se pouléchant les lèvres avec sa phrase :

— Mes terres.

Il en fit le tour avec méthode et lenteur. Par un chemin de traverse destiné aux cultures, il gagna la grande route qui passe au-dessus de la ferme et qui s'en va, après une série de contours, jusqu'au plateau de Saint-Paul après avoir desservi l'avenue du château d'Ormoy. De là, il pouvait embrasser du regard tout son domaine, son futur domaine. Les bâtiments, il est vrai, apparaissaient à peine dans la verdure, mais il les savait en bon état. Patiemment, poursuivant déjà son dessein à longue échéance, il avait obtenu du propriétaire une série de réparations au cours des dernières années. Le pavillon, séparé de la maison et des rustiques par un bouquet d'arbres, pourrait se louer à part à l'un ou l'autre de ces étrangers qui viennent, l'été, à Évian et qui recherchent la solitude, soit pour eux-mêmes, soit pour leurs amours. Un bois de châtaigniers, — de ces beaux châtaigniers qui sont la gloire du coteau, — fournissait le chauffage et y ajoutait sa récolte de châtaignes, — la meilleure espèce, les petites verdannes, — si savoureuses après les vendanges, quand on goûte le vin nou-

veau après qu'il a travaillé en tonneau quelques jours. Puis venait le verger de cerisiers dont il retirait un kirsch dont la marque était connue maintenant : les cerises du Bois du Feu valaient celles de l'Abbaye de Marèches si réputées. Les *crosses* portaient la vigne enroulée autour de leurs troncs blancs et de leurs branches pareilles à des bras levés, mais il y avait aussi de la vigne basse, plus rapprochée du sol pour en recevoir la sève, et qui donnait un vin blanc sec et fanfaron, comme le vin de Féternes, pétillant et si agréable quand il faisait chaud qu'on ne s'arrêtait plus d'en boire. C'était véritablement une terre bénie des dieux agricoles : elle répondait à tous les besoins. Voici des champs de céréales, — sarrazin, froment, avoine, — et, pour le bétail, des prairies dont les deux récoltes de foin, engrangées, assurent sa nourriture d'hiver, sans compter le trèfle et la luzerne, et voici les carrés de pommes de terre, et le potager. Pernette cultive même des fleurs devant la maison de ferme, et Péronne entretient des chrysanthèmes pour les tombes, car on a rapporté les deux morts au cimetière de Saint-Paul.

Jérémie Fégère demeura longtemps à considérer les diverses cultures, non pour les admirer, mais pour les évaluer. Par exemple, il ne dépasserait pas un certain chiffre d'achat sur lequel il s'était mis d'accord avec Buffat, le marchand de biens. Un prix maximum que celui-ci, devenu complice, s'efforcerait de ne pas atteindre : la commission promise garantissait le succès du marché conclu. Il faudrait encore ajouter les frais, et ces frais étaient lourds. L'État était si exigeant pour les ventes immobilières ! Néanmoins, il pourrait faire face à toute la somme exigée. Tout récemment, il avait palpé le contenu du coffre. Qu'il lui en avait donc passé par les mains de ces papiers chiffonnés, accumulés depuis la guerre, et qui, tous, représentaient quelque produit du domaine ! Jérémie Fégère eut alors la tentation de toucher à son tour ce que représentaient réellement ces billets entassés, de substituer enfin la vérité au symbole. Il choisit son meilleur champ, celui où poussait le plus haut et le plus dru le blé d'or ; il se pencha et avec ses ongles il en retira une motte. Puis, religieusement, il porta cette motte à ses narines, l'aspira, la huma, la renifla. Elle avait un parfum qu'il aurait reconnu entre tous, comme on devine un crû à son bouquet.

Après l'avoir sentie, il y porta ses lèvres et l'embrassa comme on cherche une bouche aimée et il murmura pour lui seul, oubliant le manque d'héritier, oubliant tout au monde dans une sorte de frénésie :

— Ma terre...

LE RETOUR

Robert d'Ormoy n'était pas descendu au pavillon aménagé par les soins de Pernette Fégère. En vain le fermier l'avait-il attendu toute la soirée, après l'heure du train. Il n'y était pas descendu, parce qu'il n'était pas venu seul. Il fallait plus de confort à celle qui l'accompagnait. Alice Gisors, sa maîtresse, qui, pour mieux vivre à son crochet, avait quitté la carrière dramatique où, d'ailleurs, elle n'avait jamais brillé qu'au second plan, s'était imposée à lui pour ce voyage qu'il eût désiré d'accomplir seul. Elle se méfiait de la sensibilité de son amant et de ce retour au pays natal avant le départ définitif. Elle s'en méfiait, comme elle se méfiait de tout ce qui ne tournait pas autour d'elle, à tout hasard. Comment eût-elle imaginé le charme, la séduction, l'envoûtement de la terre, elle qui n'avait comme souvenirs d'enfance qu'un salon de coiffure, dans le XVI^e arrondissement il est vrai, avec de belles têtes de cire en devanture et à l'intérieur des dames suppliciées par des garçons experts ? Elle poursuivait un but déterminé avec cette continuité et cette duplicité féminines qui finissent toujours par triompher de la résistance des hommes : se faire indemniser de l'abandon du théâtre et du sacrifice, qu'elle ne manquait jamais l'occasion de mettre en valeur, d'une ambition légitime à un amour qui ne l'était pas. Certes, Robert se montrait généreux. Il l'avait installée luxueusement, refusant la cohabitation, dans le voisinage du Bois. Les vieilles tapisseries et le mobilier du plus pur Louis XV qui ornaient le château d'Ormoy avaient été mués en perles, en fourrures et en meubles modernes. Mais c'était le décor. Alice, pratique, espérait mieux. Elle guettait son heure, et son heure était venue, puisque Robert, d'un seul coup, allait réaliser sa fortune immobilière.

Des vingt-quatre fermes des ancêtres il ne restait que la moitié. Mais, sauf le Bois du Feu, elles se joignaient et compo-

saient sur le coteau de Saint-Paul un domaine assez imposant déjà hypothéqué pour un million. Robert d'Ormoy ne pouvait plus soutenir son train sans cette vente. Ses prédécesseurs avaient pu sur place réparer les erreurs de leur munificence quand ils recevaient leur duc ou leur roi. Lui-même s'était placé au-dessus des choses d'argent et refusait de tenir des comptes, ce dont profitaient, non seulement Alice Gisors, mais d'autres parasites, compagnons d'armes ou compatriotes. Or les temps avaient évolué et écrasaient impitoyablement les oisifs. Sans doute un beau mariage eût-il aisément relevé l'état de ses finances mal en point, et par exemple un de ces mariages américains, avant la débâcle actuelle, que son titre fameux eût autorisés. Mais il n'était pas à vendre et, de plus, il était gardé. L'art des ruptures est inconnu de la plupart des hommes : ils ne savent guère que multiplier les chaînes en souhaitant de les alléger.

Ainsi avait-il dû finir par négocier la vente de son château héréditaire et des fermes qui l'escortaient. Il avait fallu en débattre longuement le prix. Sans le vouloir, il faisait monter ce prix rien que par ses hésitations et ses remords. Sans cesse il se reprenait, et l'habile marchand de biens, Buffat, qui s'était chargé des tractations pour tout un groupe d'acheteurs, ne pouvant venir à bout de son indécision et le supposant très fort en affaires, avait été amené jusqu'à lui offrir un chiffre rond et magnifique : un million, plus la liquidation des dettes hypothécaires, ce qui en faisait deux bel et bien. Deux millions, quand l'immeuble, battu des siècles comme un flot des flots, exigeait de coûteuses réparations, devenu presque inhabitable, et quand les baux, non renouvelés par négligence ou générosité, favorisaient outrageusement les preneurs. De plus, il s'était réservé la ferme du Bois du Feu, au-dessous du domaine, dont il connaissait les bonnes terres, avec ce rendez-vous de chasse où il pourrait à la rigueur se terrer, si quelque jour il se détachait de Paris et des plaisirs ou s'il avait épuisé ses ressources. Enfin, il avait exigé que toute la vaiselle aux armes ou au chiffre d'Ormoy lui fût réservée, et ces services princiers, sortis seulement pour recevoir les souverains, formaient, bien que dépareillés et incomplets, une rare collection de céramique qui représentait à coup sûr un capital.

Le couple était descendu à l'hôtel Royal qui domine Évian. La saison était à peine commencée : ils se trouvaient presque seuls dans l'immense palace dont la terrasse qui paraît supprimer la ville et accéder directement au lac plaisait à Alice à cause de la vue, des fleurs, de tout cet entourage de luxe sans quoi elle n'imaginait plus la vie.

— C'est là que je voudrais vivre, déclara-t-elle, s'inspirant de *Mignon*, à son amant.

Elle préférait l'hôtel à son appartement du Bois où elle se disputait avec ses servantes et ne savait pas commander à son maître d'hôtel. Sur quoi elle ajouta malencontreusement :

— Allons voir ton manoir.

Manoir lui semblait très Comédie-Française, très *Mademoiselle de la Seiglière*. Moins patient qu'à l'accoutumée, vite agacé, Robert la morigéna :

— Ce n'est pas un manoir.

— Qu'est-ce que c'est alors ?

— Le contraire.

— Comment ! le contraire ?

— Parfaitement. Quand on emploie des mots qui ne sont pas usuels, on doit en connaître le sens.

— Dis donc : tu ne vas pas m'apprendre à parler. Un manoir, c'est un château.

— Puisque je te dis que c'est le contraire.

Et il récita comme une leçon qu'on apprend à un élève :

— Un manoir est l'habitation d'un propriétaire de fief qui n'avait pas le droit de construire un château avec donjon. Tu entends ? Mes ancêtres, à moi, avaient, il y a mille ans, le droit de construire un château avec un donjon. Je vais me déshonorer en le vendant, mais, du moins, je sais ce que c'est.

Blessée dans sa vanité, elle ne prit pas garde à la sorte de désespoir enclos dans la dernière phrase, et cria de sa voix aiguë :

— Garçon, un dictionnaire.

Ce n'est pas un meuble de palace. On eut grande peine à lui procurer un Larousse. Elle y retrouva l'exacte définition donnée par Robert, mais elle était précédée d'un mot : *autrefois*. Autrefois ne comptait pas pour la belle enfant. Elle

sauta sur l'aujourd'hui qui suivait avec cette autre mention : *toute habitation de quelque importance, entourée de terres.*

— Ah ! ah ! triompha-t-elle, tu vois bien. Un château est un manoir.

Il la toisa pour tâcher de comprendre à quel point une créature aussi désirable peut inspirer subitement des idées de massacre. Alice Gisors était une créature désirable en effet, grande et bien faite, avec une de ces peaux dont le grain est quasi lumineux, des cheveux artificiellement dorés, un visage qui tenait de l'ange et du chien, de l'ange par le regard, et du chien par le museau trop rassemblé. Elle attirait aisément la convoitise par ce mélange de bestialité et de candeur. Elle pouvait être gaie et amusante au delà du possible, et tout à coup exigeante et brutale. Cent fois Robert d'Ormoy avait voulu la renvoyer. Il n'avait jamais sous la main l'indemnité nécessaire, et surtout elle savait le reprendre, l'asservir. Il était revenu de la guerre avec cette ardeur, cette révolte et cette faiblesse ensemble qui ont désarmé toute une génération et l'ont empêchée de s'unir pour assurer la victoire. Car la victoire n'est pas seulement un fait : pour donner ses fruits, elle doit être un état, faute de quoi elle se perd.

N'usant pas de la cravache, Robert d'Ormoy s'accommoda du sarcasme :

— Il y a même une loge de concierge.

— Pour qui ? réclama-t-elle, prête à se courroucer.

— Oh ! pour moi, quand tu m'auras ruiné.

— Ruiné, quand c'est moi qui t'ai fait demander un million, outre tes dettes.

— Un million est vite mangé avec des dents comme les tiennes.

Elle rit aussitôt pour les montrer et considéra cette absorption hypothétique comme le plus bel éloge de son appétit et de sa santé. Rassérénée, elle prit familièrement le bras de son amant, sans remarquer dans son inconscience qu'il demeurait tout frémissant de leur banale algarade.

— Nous partons ?

— Nous avons le temps. Le rendez-vous est pour dix heures. L'automobile est commandée.

Le contrat devait être signé sur place. Robert d'Ormoy avait voulu rentrer chez lui une dernière fois. Il signe-

rait sa déchéance aux lieux mêmes de la grandeur des siens.

Quand la voiture entra dans l'avenue de hêtres au bout de laquelle apparaissait la vieille forteresse, couronnée de son donjon et précédée d'une cour d'honneur, Alice Gisors ne put retenir des exclamations de théâtre :

— Oh ! oh ! quel immeuble ! A moi *la tour de Nesle, Hernani, le marquis de Villemér, le prince d'Aurec* ! Ce qu'on devait s'ennuyer là-dedans ! Et tes parents y ont vécu ?

— Mille ans.

— Mille ans ? Les uns sur les autres !

— Les uns après les autres.

— Et toi ?

— Moi ? J'ai déserté. C'est un déserteur qui revient. Il ne me reste plus qu'à m'exécuter.

La voiture s'arrêta devant le perron. Buffat, le marchand de biens et le fermier Fégère, — ce dernier avec les clefs, — attendaient le propriétaire. Quand ils virent sortir de l'automobile une gracieuse silhouette de femme en blanc, ils échangèrent un coup d'œil significatif. Cette présence les rassurait, car ils n'étaient pas sans inquiétude. Au dernier moment Robert d'Ormoy, remis en contact avec la terre et avec les murs, pouvait se ressaisir. En somme, rien n'était signé. Il n'y avait qu'un accord sur le prix, dans le cas où la proposition d'achat serait agréée.

« Nous le tenons, pensèrent simultanément les deux augures. Il est déjà ligoté. »

Pas un instant ils n'hésitèrent sur la qualité de la dame qui devenait inconsciemment leur complice en jupon. Ah ! s'ils avaient eu affaire à une femme légitime, comme ils eussent tremblé ! Une femme légitime, même acariâtre et personnelle, ne saurait négliger les intérêts de son mari. Elle le conseille presque toujours dans le sens de la prudence et de la raison. Tandis qu'une maîtresse pousse à la dissipation et à la dépense. Elle ne laisserait pas son amant résister à l'offre d'un million plus facile à grignoter qu'un château inhabitable et des fermes.

— Nous voilà, dit Robert d'Ormoy, descendant à son tour de l'automobile.

Il portait plus que son âge : trente-cinq ans, alourdis par l'oisiveté et peut-être aussi par l'abus des cocktails après les

rudes saisons de la guerre qui l'avaient rendu, maigre et efflanqué, mais musclé, à une liberté dont il s'était hâté d'abuser. Cependant, comme il était grand et vigoureux, il gardait une certaine élégance de tournure, et cet air de commandement qui fait attribuer la race aux hommes qui le portent sur le visage, — air de commandement qui dissimule parfois les plus lamentables faiblesses. Son apparence pouvait donner le change, laisser croire à de l'énergie, à de la résolution. C'est pourquoi les deux complices avaient considéré d'un œil si favorable la venue de la dame. Déjà ils se confondaient en saluts obséquieux :

— Monsieur le comte !

— Monsieur le comte !

Le jeune homme toisa dédaigneusement le marchand de biens, comme s'il voyait en lui un ennemi, l'ennemi qui le faisait capituler et à qui l'on masque sa défaite sous une affection de dédain. Mais il s'adressa familièrement à son fermier qu'il tutoyait à l'ancienne mode et dont il avait connu les fils avant la guerre et dans la guerre.

— Eh bien ! mon vieux Jérémie, quelle lamentation vas-tu me faire entendre ?

Comme tous les paysans, Jérémie Fégère n'avouait jamais ni un temps favorable, ni une récolte avantageuse. Il se plaignait toujours de la saison, quelle qu'elle fût. Son nom de Jérémie [avait dû lui être donné en souvenir de l'ancêtre biblique qui annonçait des catastrophes. S'il ne les annonçait pas, il semblait toujours offrir le dos pour les recevoir. Ainsi avait-il amassé une fortune avec les terres d'Ormoy, si gémissant qu'on n'osait ni relever son bail ni lui refuser des réparations.

— Bien sûr, répliqua-t-il habilement, puisque monsieur le comte va nous quitter.

— Eh ! eh ! ce n'est pas si sûr !

Et Robert d'Ormoy éclata d'un rire qui consterna pareillement sa maîtresse, son fermier et son acquéreur. Allait-il les rouler tous au dernier moment ? La seule qui manqua de tact en cette occasion dangereuse fut la femme. Elle s'écria, tandis que les deux autres se taisaient prudemment, devinant qu'il ne fallait pas exciter le patient à qui il s'agissait d'arracher son domaine :

— Oh! mon chéri, tu ne vas pas garder ce manoir!

Il se tourna vers elle et lui répliqua presque cérémonieusement :

— Je vous ai déjà recommandé, madame, de ne pas employer des mots dont vous ignorez le sens.

Bien que vexée de ce rappel, elle comprit trop tard sa bétise et, chose pire encore! la voulut réparer :

— Ça t'ennuie, n'est-ce pas? A cause des souvenirs. Mais je ne t'ai pas quitté. Je suis venue.

Elle était venue en effet pour le surveiller. Elle le suivrait partout, dans les bois, dans les jardins, dans les salles du château, s'il s'obstinait à cette suprême visite. Sa présence n'était-elle pas un témoignage de tendresse dans cette épreuve immobilière? Elle empêcherait les fantômes du passé d'apparaître à l'héritier défaillant. La garde qu'elle montait pouvait n'être pas inutile. Une fois les signatures données et le chèque touché, elle se relâcherait de sa surveillance. Robert d'Ormoy, dûment escorté de cette jeune première ou plutôt de cette grande coquette qui avait échoué sur la scène, mais brillait savamment à la ville, ne pouvait plus jouer décemment le rôle du gentilhomme ruiné qui vient dire adieu à des murs millénaires : il devrait se contenter de plaisanteries à la d'Aurec pour afficher sa liberté d'esprit.

Le calcul n'était pas si mauvais. Quand il avait décidé ce dernier voyage à son pays d'enfance, Robert d'Ormoy n'avait pas écarté la compagnie de sa maîtresse. Comme il redoutait et souhaitait ensemble la solitude où il se fût laissé choir dans sa vraie nature, il ne savait pas si cette présence lui était agréable ou importune. Son humeur cherchait encore une orientation. Elle allait dépendre des plus minimes circonstances, comme il arrive lorsque notre sensibilité est surexcitée par un drame intérieur dont nous commençons à soupçonner toute l'importance.

Avec ces antennes que donne l'instinct, le marchand de biens et le fermier, avertis par leur cupidité même, soupçonnaient ce drame intérieur et se méfiaient.

— Je veux faire le tour du propriétaire, déclara le jeune homme.

— Oh! c'est bien inutile, opina Jérémie. M. le comte connaît toutes les terres. Il fait déjà chaud : cela ferait une longue promenade.

— Je n'ai pas lésiné sur le prix global, prononça Buffat. Deux millions.

— Comment, deux millions ?

— Oui, monsieur le comte, un pour vous, et l'autre pour les créanciers hypothécaires.

— Oh ! celui-ci ne compte plus. Il a déjà disparu.

Buffat aurait dû garder le silence. Robert d'Ormoy l'avait immédiatement pris en grippe :

— Qui vous parle de prix ? reprit-il durement. Nous verrons tout à l'heure, si je me décide. Au revoir, monsieur.

Et il se mit en route pour traverser le parc et gagner les bois et les champs qu'il désirait de revoir avant de les abandonner.

— Je t'accompagne, offrit Alice Gisors dans un grand élan.

— Nous vous suivons, déclara le marchand de biens.

— A votre aise, mais pas à ma hauteur.

L'ordre s'appliquait-il aussi à la femme ? Elle tenta de le transgresser, mais fut rabrouée promptement. Comme elle n'était pas accoutumée à ces façons méprisantes et rudes, et que d'habitude elle imposait, au contraire, à son compagnon ses caprices, elle fut tentée de se révolter. Jérémie Fégère, qui se trouvait derrière elle, la tira par la manche. Outrée de cette familiarité, elle se retourna. Il lui sourit comme il put, montrant des dents noires et un affreux rictus, et il leva la main dans un geste qui indiquait le silence. Elle ne manquait pas de finesse et comprit l'avertissement. En sorte que la marche s'établit régulièrement : Robert le premier, à quelque distance sa maîtresse qui avait ouvert son ombrelle pour se garantir du soleil, et plus en arrière le marchand de biens et le fermier. Quand le jeune homme s'arrêtait, la suite en faisait autant. Il paraissait avoir totalement oublié qu'il était suivi. Lui-même se laissait guider par ses souvenirs qui se levaient devant lui comme un vol de perdreaux et allaient se poser jusqu'à ce qu'il les eût rejoints.

Dans le parc rapproché du château il avait joué tout enfant, avec une sœur prématurément décédée et un frère aîné tué à la guerre. Sous ce massif châtaignier, il revoyait la chaise longue qu'on installait pour sa mère épuisée, que les éclats de colère de son père adonné à l'alcool remplissaient d'épouvante. La pensée de la frêle martyre l'attendrissait, mais lui rappelait

aussi son horreur filiale pour ce père brutal qui, pour comble, lui avait légué ses goûts : le vin et les femmes. Grand chasseur, grand buveur, celui-ci avait commencé la ruine des d'Ormoy et vendu les fermes éloignées du château, sauf le Bois du Feu. Comme il jugeait avec sévérité sa mémoire, Robert songea que tous les reproches qu'il lui adressait l'atteignaient lui-même par surcroît. A quoi avait-il servi, hors la guerre ? Hérissé de citations, il consommait sa propre ruine. Quelle illusion garder sur l'emploi du million qu'il allait recevoir ? Les mains aux ongles sanglants d'Alice Gisors auraient tôt fait de laisser couler ce Pactole. Seule, la terre le retenait encore. S'il refusait de la vendre, s'il revenait habiter chez lui, chez ses ancêtres, il pouvait être sauvé, changer de vie, reprendre un rôle utile, administrer en personne son domaine, demeuré assez vaste pour lui donner de l'occupation.

Après s'être arrêté devant l'arbre aux souvenirs, il s'élança dans la direction des cultures avec un esprit nouveau. Tous ses sentiments ataviques, toutes les connaissances agricoles que possèdent dès l'enfance ceux qui ont vécu sur leurs terres lui montaient au cerveau, le remplissaient d'une sorte d'ivresse. Il relevait les erreurs de l'exploitation : cette vigne n'avait pas été fumée ; là, il aurait fallu semer du sarrazin ; ces prairies étaient laissées en friche par indolence et paresse, quand leur exposition et la qualité du sol les désignaient pour être des champs. Sans doute pouvait-on gagner sa vie en exploitant soi-même au lieu de se fier aux tenanciers qui s'en rapportaient à de vieilles routines. Avec les machines on économiserait la main-d'œuvre trop coûteuse et qui, jadis, ne comptait pas à cause des familles nombreuses qui vivaient sur la terre, mais qui aidaient à la travailler.

Il sourit de plaisir à constater, par cette pure matinée de juin, que la récolte de fruits s'annonçait belle aux branches garnies des cerisiers et des pommiers. Il considéra les emblavures avec amitié : le blé de froment serait abondant, il faisait une belle tache d'un vert clair qui, bientôt, se muerait en or, et les tiges flexibles des avoines plus avancées se balançaient avec leurs grains naissants comparables à de minuscules clochettes. Toutes ces promesses l'encharmaient. Il reniflait la

bonne odeur du sol couvert des moissons futures. Il retrouvait dans ce contact une jeunesse perdue. Se retournant par hasard, il vit sa suite et fronça les sourcils. Relevant les yeux pour passer par-dessus, il les reposa sur les familières lignes d'horizon, les plateaux de Memise et la Dent d'Oche pointant dans le ciel bleu.

Puis il gagna les bois, foulant cet humus fait des feuilles décomposées des automnes précédents. Il se souvint de son premier coup de fusil, du plaisir de la chasse, non pour la destruction du gibier, mais pour la marche, la poursuite, l'adresse, la domination. Pourquoi donc avait-il quitté cette vie si simple et si normale et lui avait-il substitué une existence sans but, sans intérêt, dévorée par de sots exercices quotidiens, en compagnie de femmes stupides, — cette Alice Gisors, — et de parasites inquiétants? Comment avait-il préféré les cabarets de Montmartre ou de Montparnasse à ces asiles forestiers? Un pic-vert au plumage presque jaune cogna du bec devant lui, contre un tronc d'arbre, à la recherche des insectes, sans s'occuper de sa présence. Il s'intéressa à son bruit, et bientôt il perçut toute la rumeur profonde de la forêt, les appels monotones et lointains des oiseaux, ceux du lièvre et de la hase et le vent dans les hautes branches. Il écouta ce concert qu'il reconnaissait avec une joie enfantine et se demanda comment il avait pu entendre tant de jazz agités par des blancs ou des noirs. Comme Antée, il retrouvait ses forces et sa fraîcheur d'âme en touchant le sol natal. Cette fois il était décidé et, revenant vers le château par l'allée de hêtres, il rit tout seul en imaginant la déconvenue de Buffat, le marchand de biens, quand il lui ferait part de sa résolution. Quant à Alice Gisors, il la liquiderait, avec une indemnité. Une indemnité? où la prendrait-il? Bah! il emprunterait, il hypothéquerait une ou deux fermes. Son père avait commencé par en hypothéquer quelques-unes et ne les avait jamais libérées.

Alice le rejoignit sur le seuil. Cette promenade au grand air avait avivé le teint de ses joues. Elle se balançait en marchant, comme un voilier s'abandonne au rythme de l'eau, et de sa démarche se dégageait quelque chose de voluptueux à quoi il fut sensible, car il la regardait venir contre son agrément. Elle occupait encore son désir au moment même où il se détachait d'elle et la pensait renvoyer.

— Eh bien ! lui dit-elle gaiement, je crois avoir claqué mes petits souliers. Mais ne ferais-je pas une belle fermière ?

— Toi ? Tu ne pourrais pas vivre ici vingt-quatre heures.

— Toi non plus.

— Oh ! moi, j'y suis né. Je me réhabituerai.

— Trop tard, mon chéri, trop tard.

— C'est pourtant ce que je vais faire.

— Tu es devenu fou.

— Je suis devenu sage. Tant pis pour toi !

— Pourquoi tant pis pour moi ? Si tu restes, je resterai.

— Ah ! non.

— Crois-tu te débarrasser de moi si facilement ?

— Facilement, non. Mais je m'en débarrasserai.

Étonnée, indignée de perdre un pouvoir dont elle se croyait sûre, elle eut néanmoins assez de finesse pour se rendre compte qu'il ne fallait pas heurter de front l'obstacle. Elle voulut prendre la chose en riant et affecta de croire à une plaisanterie qui eût été lourde. Cependant il gardait un visage fermé.

— Ai-je cessé de te plaire ? finit-elle par dire sur un ton volontairement enjoué.

Il l'enveloppa toute d'un regard dur qui la fit trembler, quand il était en réalité chargé de désir.

— Non, répliqua-t-il.

— Alors je ne comprends pas.

— Tu vas comprendre.

Et il la poussa devant elle dans le château dont la porte était ouverte. Le fermier et le marchand de biens les suivirent, en proie à la plus vive inquiétude sur le marché qui leur échappait.

LE GESTE

Après avoir traversé l'ancienne salle de garde devenue une vaste antichambre, Robert d'Ormoy, précédant cette fois sa compagne, entra dans l'immense salon du rez-de-chaussée dont il commença de pousser les persiennes, bientôt aidé par Jérémie Fégère. Les fenêtres donnaient sur le lac qui semblait l'aboutissement des pelouses. Mais il se détourna de ce spectacle pour regarder la muraille opposée où les portraits de famille

étaient rangés. Il pensait n'avoir qu'à les montrer à Alice Gisors pour mettre celle-ci en fuite, et ce fut lui qui en prit peur. La terre l'avait repris : les ancêtres le rejetaient sans hésitation.

Du haut de leurs cadres bien alignés, ils semblaient, figés et immobiles, le mépriser ensemble et l'avertir du noir ennui qui l'attendait. Jamais plus les descendants ne seraient en état de soutenir leur train et de leur succéder. Les temps avaient évolué trop vite. Les souverains à recevoir ? Quelque méchant petit député d'arrondissement sorti d'une officine de procureur ou d'un laboratoire d'apothicaire. L'influence à exercer ? Tous les électeurs conscients s'y dérobent à qui mieux mieux et préfèrent la chaleur du cabaret et les flatteries et boniments de leurs élus. Les relations à garder ? Avec des hobereaux voisins, moisissant dans leurs ruines faute de pouvoir s'en aller. En vérité, quel mauvais conseil lui avait donné la terre tout à l'heure en essayant de le retenir ? Il pensait accabler sa compagne avec la comparaison des grandes dames fières et insolentes de la muraille qui répudiaient l'intruse, et c'était lui-même que les hommes de cour, les capitaines, les ambassadeurs renvoyaient sévèrement à ses turpitudes, comme indigne de prendre place à leur suite. Ils l'invitaient de toute évidence à les laisser en repos. Leur lignée était morte avant ce dernier survivant. La noblesse n'avait plus de raison d'être en un temps où le nombre avait remplacé l'élite.

Il y avait bien une voix intérieure qui protestait. Ne pourrait-on s'accommoder de cette vie nouvelle et, vivant sur le sol et du sol, se relier aux paysans d'alentour, les rassembler, les diriger ? Mais c'était une voix timide et aigrette comme celle des rainettes au bord des étangs le soir. Allons donc ! il ne serait plus, il ne pouvait plus être qu'un émigré à l'intérieur. Mieux valait continuer à Paris et sur la Côte d'azur son existence oisive et inutile mais, somme toute, assez divertissante pour lui donner l'oubli de cette inutilité. Réconcilié subitement avec Alice Gisors, il cessa de la rabrouer, sans qu'elle pût s'expliquer ce revirement inattendu. Mais elle ne s'étonnait que de ce qui lui était désagréable, tout le reste lui paraissant naturel et même dû. Puis, d'un ton de commandement, il appela :

— Buffat.

Le marchand de biens accourut à l'appel, s'attendant à être renvoyé avec ses papiers.

— Montrez-moi le contrat, lui fut-il réclamé.

— Voilà, monsieur le comte.

Il sortit de sa poche le papier timbré qui contenait les clauses et conditions de la vente pour le château et pour les fermes composant le domaine d'un seul tenant. Le Bois du Feu n'y figurait pas. Le prix était inscrit en lettres bien détachées et destinées à le mettre en évidence : deux millions dont la moitié avait été dévorée auparavant. Une des conditions exigées par le vendeur était le morcellement : le château serait vraisemblablement transformé en un palace dont la situation sur le coteau garantissait le succès, et les terres divisées pour être offertes dans un délai d'un an aux paysans enrichis depuis la guerre. Robert d'Ormoy relut cette clause avec satisfaction. Tout le monde le remplacerait, c'est-à-dire personne. Il ne trahissait plus le passé, il le supprimait. Il n'acceptait de livrer son patrimoine que pour le détruire. S'estimant lui-même incapable de continuer la race, il n'entendait pas que personne se crût autorisé à recueillir sur place cette succession abandonnée. Il alla jusqu'au bout dans cette lecture impitoyable, puis il la recommença. Les trois spectateurs assistaient en silence à cette scène muette. Aucun ne la comprenait, aucun n'était apte à la comprendre. Jérémie Fégère, plus près de la terre, la pressentait pourtant :

« Il n'arrive pas à s'en débarrasser, pensait-il. Mais, s'il se décide à signer, il ne gardera pas le Bois du Feu et je l'aurai... »

Le marchand de biens s'attendait au refus, mais songeait :

« Il n'en est pas encore au prix. Il y arrive. L'y voici. Quand il rencontrera le million, qu'il touchera immédiatement, il hésitera. Il ne refusera pas un million. Il doit avoir, il a sûrement d'autres créanciers chirographaires qui suivent sa piste et le traquent comme des chiens courants. Sans cette maudite promenade dans les champs et les prés, ce serait déjà fait. Tout espoir n'est pas perdu. Une des chiennes de la meute l'a relancé jusqu'ici... »

Alice Gisors ainsi désignée, prompte à l'optimisme, guettait le geste. Elle avait passé, depuis le matin, par de telles alter-

natives qu'elle en avait froid dans le dos malgré la chaleur. Mais elle connaissait la faiblesse rassurante de son amant qui, chaque fois qu'il l'effrayait par ses violences, lui revenait bientôt, prompt au repentir et aux cadeaux.

« Il signera. Il ne peut pas faire autrement. Nous avons besoin de cet argent... »

Cependant Robert ne se décidait pas. Au moment d'abdiquer, il était pris de remords et sentait peser sur lui les protestations d'une dynastie qui se perdait dans la nuit. Par les fenêtres ouvertes, il voyait le domaine qui s'en allait finir dans les eaux. Les bois surtout, châtaigniers et fayards aux verdure claires de printemps, lui parlaient. Ses instincts de chasseur, attentif à la vie secrète de la forêt, se réveillaient : le *non* qui lui montait du cœur aux lèvres, il allait le prononcer, quand, se retournant pour chercher le trio qui l'accompagnait, il retrouva l'exaspérant alignement des portraits d'ancêtres dans leur cadre. Vivre avec tout ce passé, il n'en était plus capable. D'un geste découragé, il reprit le contrat qu'il avait laissé tomber.

— Tous ces tableaux de famille, prononça-t-il, s'adressant au marchand de biens, vous les mettez en tas pour moi.

— Naturellement, monsieur le comte, approuva Buffat déjà transporté d'allégresse.

— Je me suis réservé aussi la vaisselle à mes armes.

— Oui, monsieur le comte. Nous l'avons entassée dans une pièce au premier étage, Jérémie Fégère et moi. Il y en a !

— Bien. J'irai voir tout à l'heure.

Après une pause que personne n'osait troubler, il reprit :

— Le chèque est prêt ?

— Il est prêt.

— Avec la garantie de la banque ?

— Avec la garantie de la banque.

— Et la garantie du règlement de toutes les hypothèques, avec les frais ?

— Lisez, monsieur le comte. C'est une des clauses du contrat qui serait rompu de droit, si elle n'était exécutée dans le délai fixé.

— Bien.

Robert d'Ormoy se pencha et écrivit son nom au bas de l'acte :

— Voilà, dit-il. J'ai signé.

Alice Gisors se précipita.

— Mon chéri, comme tu as bien fait!

Elle fut aussitôt repoussée. Le moment était mal choisi pour les effusions. Le marchand de biens et le fermier avaient échangé un regard complice. Mais ce dernier n'avait pas son compte. Il poussa du coude Buffat pour provoquer une intervention.

— Monsieur le comte, insinua l'acquéreur, s'est réservé la ferme du Bois du Feu. Sans doute n'a-t-il pas l'intention de la garder, puisqu'il veut quitter le pays.

— Qui vous l'a dit ? réclama le jeune homme.

— C'est une idée.

— Expliquez-vous.

— Eh bien ! je me suis dit comme ça que monsieur le comte ne viendrait pas habiter à la porte de son château, dans une loge de concierge, sauf votre respect.

— Une loge de concierge ?

— Je parle de ce pavillon qui est à côté de la ferme de Jérémie Fégère.

— Ce n'est pas une loge de concierge, monsieur Buffat. C'était un rendez-vous de chasse.

— Précisément, monsieur ne chassera plus.

— Et pourquoi ?

— Vous avez vendu la forêt. Alors, j'ai un acquéreur pour le Bois du Feu.

— Qui ?

— C'est un secret. Mais il paiera rubis sur l'ongle. Il a tout l'argent dans un coffre.

— Qu'il le garde. Le Bois du Feu, c'est ma retraite. Je ne le vends pas.

— On irait jusqu'à cent mille francs.

— Non.

— Cent cinquante mille.

— J'ai dit non.

— Cent quatre-vingt mille.

— Non.

— Eh bien ! voilà : deux cents.

Le chiffre dépassait celui qu'avait fixé Jérémie Fégère, mais Buffat avait deviné qu'il irait jusque-là en empruntant. En

somme, le pavillon seul pouvait se louer cinq ou six mille francs, peut-être davantage, pendant la saison d'Évian. Alice se mit en devoir de caresser de la main la joue de son amant pour le décider à cette nouvelle opération qui s'annonçait fructueuse. Mais elle fut écartée une fois de plus, presque avec violence.

— J'ai dit : non. Non, c'est non.

— Pourtant, mon chéri, deux cent mille.

Deux cent mille francs ! Elle les transformait déjà en perles, fourrures, automobile. Allait-on laisser échapper ces trésors pour garder une terre de peu de profit, car le bail d'avant-guerre, par incurie, n'avait pas été renouvelé ? Il est vrai qu'il arrivait à échéance. Le marchand de biens, croyant comme elle au magnétisme du nombre, répéta :

— Deux cent mille.

— C'est assez, décida Robert d'Ormoy avec un calme apparent. Je ne vendrai pas le Bois du Feu.

Et se tournant vers son fermier, il le toisa.

— C'est toi, Jérémie, qui voulais l'acheter.

— Pensez-vous, monsieur le comte ? protesta Jérémie déconvenant par cette attaque brusquée.

— Tu en as fait des économies sur mon dos !

— Oh ! mais où donc aurais-je pris tout cet argent ?

— Sur mes terres, parbleu !

— Les terres de M. le comte ne sont pas déjà si bonnes !

— Veux-tu rompre ton bail ?

— J'ai l'habitude de les travailler. J'ai toujours bien payé la *cense* (1).

— Que j'avais oublié de multiplier par cinq, au moins par trois. Tu as l'habitude aussi de couper mes arbres, de vendre mes légumes au marché, de boire mon vin et mon eau-de-vie. Tu as pris de bonnes habitudes, Jérémie.

— Monsieur le comte n'est pas content de moi ?

— Mais si ! Mais si ! Seulement, tu as trop d'ambition.

— Je n'ai jamais pensé à acheter le Bois du Feu. Avec quoi ?

(1) *Cense* : expression savoyarde qui équivaut au prix du bail, payable selon l'usage en deux termes, l'un à la Saint-Jean (juin) et l'autre à la Saint-Martin (novembre). *Cense* est sans doute une altération de *cens*, qui, au moyen âge, signifiait la redevance payée par les roturiers au seigneur.

— Tu n'y as jamais pensé ? Eh bien ! je le vendrai directement à un autre. J'ai, moi aussi, un acquéreur.

Atterré par cette concurrence, Jérémie se livra à demi :

— Alors, pourquoi pas moi ? Avec des termes pour le paiement.

— Ah ! ah ! Et tu n'y as jamais pensé ? Allons, mon vieux Jérémie, tu peux déguerpir tranquillement. Va faucher mes prés : c'est le moment. Je ne vendrai pas le Bois du Feu. Je le garde. Qui sait ? J'y reviendrai peut-être un jour.

— On vous y recevra bien, monsieur le comte.

— Je sais. Et Péronne se console-t-elle ? Toujours malade ?

— Toujours malade, et c'est bien cher.

— Tais-toi. N'as-tu pas mon argent ? Et la petite Pernette, qu'est-elle devenue ? Mariée ?

— Pas encore. Elle remplace la mère.

— Ah ! oui, tu n'es pas pressé de la voir partir. Tu l'exploites, elle aussi. Quel âge a-t-elle ?

— Dans les vingt ans.

— Jolie fille ?

— Peut-être bien.

— Elle ne doit pas te ressembler, mon vieux Jérémie. Si j'ai le temps cet après-midi, avant de repartir pour Paris, j'irai leur dire un petit bonjour.

— Vous leur donnerez du plaisir, monsieur le comte. On pourrait vous faire à manger. Pour madame aussi.

Robert d'Ormoï, au moment où il se séparait de la vie agricole, ressentait une dernière satisfaction à taquiner son fermier et à s'entretenir avec lui familièrement. Le rappel d'Alice le rendit à la réalité :

— Non, non, pas madame. Elle ne digérerait pas tes pommes de terre et ton jambon. Madame, c'est pour les palaces, non pour les chaumières. Au revoir, Jérémie.

Ayant congédié Fégère, il se tourna vers le marchand de biens :

— Je veux voir ces services que j'ai réservés.

— Je vous conduirai. C'est au premier.

Ils montèrent un étage. La faïence et la porcelaine étaient disposées en ordre dans une pièce démeublée dont Buffat ouvrit les fenêtres, non sans l'avoir traversée avec précaution pour ne rien casser, afin d'y laisser pénétrer la lumière

et l'air. Elle donnait sur les anciennes douves changées en fossés de gazon et, au delà, sur un bois de châtaigniers, sur le coteau penché, sur les eaux du lac. Les rayons du jour se précipitèrent comme une charge dorée sur ce merveilleux amoncellement de vaisselle, assiettes, plats, soupières, légumiers, vases de fleurs, coupes de fruits, aux armes ou au chiffre des comtes d'Ormoy. Des générations de seigneurs et de dames avaient mangé dans ces services. La Maison de Savoie, comtes, puis ducs, puis rois de Piémont et rois de Sardaigne avant d'avoir réalisé l'unité italienne, avait accepté les invitations de ses fidèles vassaux aux différentes étapes de son ascension. Les souverains étaient venus des châteaux voisins, Ripaille, Thonon, Évian, quand ils y tenaient leur cour. Les Nemours, de la branche cadette, étaient pareillement venus de leur château d'Annecy, et notamment ce duc Jacques qui mérita d'être surnommé le don Juan de la cour des Valois, qui fut par surcroît un grand homme de guerre et qu'épousa cette Anne d'Este, veuve du grand François de Lorraine, duc de Guise, que Ronsard appelle Vénus la Sainte et que Brantôme nous montre dansant avec Marie Stuart, et la Cour éblouie se demandant qui des deux est la plus belle.

Alice Gisors, sensible au luxe et même à la beauté, ne put retenir une exclamation et lui donna sa forme particulière :

— Oh ! oh ! quel magasin de... de...

Ce qui lui valut de son amant un regard plus méprisant que courroucé.

— De céramique, chère amie, acheva-t-il doucereusement comme elle cherchait ce mot. Mais rien n'est à vendre ici.

Il avait parlé si doucereusement, en effet, qu'elle ne prit pas la réflexion au sérieux :

— Allons donc ! C'est une fortune.

— Le compte y est, fit observer le marchand de biens qui tenait à dégager sa responsabilité. J'ai contrôlé moi-même avec Jérémie Fégère la liste dont vous nous aviez envoyé le double.

— Ah ! ah ! le compte y est. Voyons cette liste.

Buffat la lui tendit et Robert d'Ormoy parut la vérifier, mais elle était longue. Tout en lisant et comparant, il commentait l'énumération des services :

— Voilà celui du pape Félix V.

— Un pape ? se moqua la femme.

— Le duc de Savoie Amédée VIII est devenu pape, sous le nom de Félix V. Ceux-ci, plus récents, ont été sortis pour Charles-Félix, pour Charles-Albert, et le dernier pour Victor-Emmanuel, avant la campagne d'Italie et l'annexion de la Savoie à la France.

Il parlait à mi-voix d'un air détaché, à quoi sa maîtresse se trompa, le jugeant aimable et de bonne humeur comme il savait l'être quand on ne le contrariait pas.

— Comme tu es calé en histoire, mon chéri !

— Oh ! continua-t-il de sa même voix tranquille, je sais bien d'autres choses. Ainsi je connais cette coutume de certaines nations, du Portugal par exemple : lorsqu'une maison avait été honorée de la visite du Roi, on brisait ensuite tout le service de la Compagnie des Indes dans lequel le souverain avait mangé.

Elle rit de plus belle :

— Heureusement nous sommes en République !

Mais Robert ne s'adressait pas à elle. A qui s'adressait-il ?

— Les tapisseries et les meubles représentent moins directement le passé. Je n'avais gardé que les portraits d'ancêtres, dont beaucoup ne sont plus que de la mauvaise peinture, et ceci. Ceci qui représente une assez belle collection.

Alice Gisors, extasiée, tendait les mains en avant. Une belle collection en effet, où la finesse de la pâte rivalisait avec le coloris. Faïences hispano-mauresques de Malaga et de Majorque dont les teintes passent du rouge foncé à la nacre transparente, imitant les blondes clartés de l'aurore, les tons du crépuscule, les laiteux rayons lunaires, ou de Biar et de Tragueyra dans le royaume de Valence, avec des motifs persans à feuillages d'érable, de houx et de rosiers se détachant d'un fond de rinceaux à feuilles de fougère. Majoliques d'Italie, des fabriques de Faenza ou de Cossighiolo, de Pesaro ou d'Urbino, de Gubbio ou de Castel-Durante, tantôt si blanches et polies qu'on les dirait plongées dans la clarté de la lune, avec des bleus lapis tournant au pourpre et des ornements d'arabesques, d'écussons ou de feuillages, tantôt décorées de grotesques, de sirènes et d'amours sur jaune d'or ou bleu profond, tantôt parées de couleurs éclatantes, or du soleil, morceaux d'azur, rouges ardents et sanglants, incrustés comme des escarboucles, flammes

multicolores où reparait tout l'embrasement oriental, et tout envahies par des scènes de mythologie ou d'histoire, des saints ou des Hamlet à tête de mort, et comme dominées par l'éclat de la peinture. Faïences françaises : de Nevers, à fond bleu ondé sur quoi se détachent les dieux marins, aux teintes plus délicates et plus pâles que les italiennes ; de Rouen, reine de la poterie, dont les décors sont de lambrequins, de fleurs, de guirlandes, de draperies, de rosaces et d'arabesques en couleurs bleues, jaunes, vertes et rouges sur émail blanc ; de Moustiers, gloire des Clérissy, moins gaies dans leur monotonie monochrome, mais d'un air ravissant avec leurs entrelacs encadrant des trophées, des grotesques, des silhouettes de femmes balancées sur des guirlandes ; de Strasbourg avec la floraison des roses, des tulipes, des pivoines, des œillets et toutes les promesses des jardins et des vergers ; de Sceaux, en pâte si légère qu'elle semble prête à se gonfler au vent comme les voiliers qu'elle représente. Faïences de Delft et de Nuremberg enfin, un peu trop surchargées avec leurs kermesses ou leurs chocs de cavalerie. Les porcelaines, plus rares, offraient leur pâte translucide, les Chantilly, avec leurs fleurs jetées toutes vives des jardins, les Capo di Monte, avec leurs scènes antiques cerclées d'or, les Napolitaines, avec leurs déesses nues dansant dans un cercle doré, ou leurs petits dieux pareils à des amours, la Compagnie des Indes avec ses motifs français ou chinois.

Intégrale, la collection eût été sans prix. Mais aucun service n'était au complet. Quelques-uns n'étaient même représentés que par des pièces dépareillées. Le temps, l'inintelligence ou l'indifférence des maîtres ne réalisant pas la valeur de ces œuvres d'art, la maladresse des serviteurs et des servantes dont les mains grossières, indignes d'effleurer même ces trésors, n'avaient pas manqué de les manier comme des casseroles, l'oubli coupable du dernier des d'Ormoy avaient commencé de dilapider l'héritage. Où s'en irait ce qui survivrait des splendeurs et des fêtes d'autrefois ? Chez le marchand d'antiquités, ou dans un musée ?

— Oh ! oh ! déclara Alice Gisors avec autorité, il ne faut pas tout vendre, mon chéri. Je veux manger là-dedans. Comme la nourriture y doit être savoureuse !

Son amour de l'argent était dépassé par sa gourmandise,

et sa gourmandise excitée au paroxysme par la vision de ces plats et de ces assiettes.

— Ah! tu veux manger là-dedans, répéta Robert d'Ormoy.

— Je connais un antiquaire d'Évian, intervint le marchand de biens, qui en offre un prix magnifique. Un prix absurde. Mais il y a des gens qui tiennent à ces choses-là. Il paraît que cela ferait une fortune, si c'était au complet. Mais il le vendra par pièces détachées. Par exemple, vous me réserverez une commission. Car, pour une belle affaire, c'est une belle affaire.

— Ah! c'est une belle affaire, répéta, comme distraitement, le jeune homme.

— Oh! superbe, superbe.

Et l'intermédiaire cita des chiffres, fort honorables en effet pour des services dépareillés, et même fantastiques en raison de leur origine et de leur rareté, qui firent écarquiller les yeux de la comédienne.

— C'est bon à prendre, conclut-elle comme si elle avait voix au chapitre. Mais je me réserve ces coupes de fruits et ce service à dessert.

— Ah! tu le réserves, répéta encore son amant.

Ni le marchand, ni la femme, hypnotisés par les piles d'assiettes et de plats, n'avaient pris garde à l'expression singulière de leur interlocuteur, une expression presque bénigne à force d'être ironique et sarcastique. Il ajouta :

— Eh bien! mais c'est dommage. Car je ne pourrai donner suite ni à cette réserve, ni à cette commission.

— Et pourquoi donc, monsieur le comte?

— Et pourquoi donc, mon chéri?

— Parce que j'ai disposé du tout.

— Vous ne m'en avez pas averti, protesta le marchand de biens qui avait conclu un traité d'alliance avec l'antiquaire.

— Mais tu ne m'en as pas soufflé mot, ajouta la comédienne vexée, car elle voyait déjà l'effet de ces coupes de fruits sur le dressoir moderne de sa salle à manger.

Les voix angoissées révélaient sans pudeur l'amertume d'avoir été trompées et devancées. Robert d'Ormoy parut s'amuser de cette déconvenue trop évidente.

— Mais oui, j'ai disposé de tout. Voyez plutôt.

Et prenant dans le tas les plus magnifiques services, un

Rouen, un Urbino, il les jeta par la fenêtre. On les entendit s'écraser dans les douves.

La comédienne et le marchand, trépignant de colère devant ce scandale, tentèrent d'arrêter son bras. Mais, tout à coup, pris d'une fureur sacrée qui couvait en lui depuis sa promenade sur ses terres et depuis son abdication, il les écarta avec violence :

— Suis-je le maître ici, oui ou non ? Je me suis réservé cette vaisselle pour en faire un dernier usage. La coutume du Portugal, Alice, et de bien d'autres nations, car je suis calé en histoire, comme tu dis. Cet usage, le voici. Personne ne mangera plus dans mes assiettes où des souverains, nos souverains de Savoie, ont mangé. Ah ! vous aviez imaginé, vous, qu'un nouvel enrichi dans quelque louche commerce offrirait à dîner à sa valetaille dans les services marqués au chiffre et aux armoiries des miens ! Ah ! tu croyais, pauvre fille, que tes lèvres payées toucheraient à ces coupes royales et tu pensais te les réserver ! Allez donc boire et manger dans le fossé, c'est votre place...

Et, tout en parlant, il précipitait dans le gouffre des piles entières. Le marchand, consterné, ayant voulu retenir l'un ou l'autre geste, reçut un légumier dans la figure. C'était une pièce superbe, une italienne de Coffagiolo, avec un sujet tiré du Nouveau Testament : les marchands du temple mis en fuite.

Alice, plus audacieuse et l'injure aux lèvres, ayant tenté de se coller à lui pour le gêner et paralyser ses mouvements, fut empoignée à bras le corps, amenée au bord de la croisée et menacée de subir le même outrage que les plats armoriés qu'elle souhaitait de préserver. Ainsi traités, ils durent assister, impuissants, au massacre.

Le massacre dura le temps nécessaire. Ce fut comme une cascade ouverte dans le château par où coulait tout un passé de festins glorieux, de princières agapes, de célébrations de naissances et de mariages, de repas funéraires, d'apothéoses de victoires et de sacres. Dans les douves, elle rejaillissait en éclats bondissants avec un fracas de canonnade. Des fermières et lavandières qui s'ébrouaient à la fontaine voisine, attirées par le vacarme, demeuraient bouche bée et les yeux fixés à contempler l'étrange spectacle :

— M. le comte est devenu fou ! disait l'une.

— Si ce n'est pas une pitié ! protestait l'autre.

— Il ne nous laissera pas seulement une écuelle, murmurait une troisième.

L'exécution s'acheva. Robert d'Ormoï ne tenait plus dans la main qu'une assiette échappée au désastre, au bas d'une pile. C'était une porcelaine de Capo di Monte, si légère et transparente, si fine et diaphane que ses doigts semblaient la traverser comme de l'eau. Il la souleva en l'air. Elle apparut dans le soleil, elle-même cerclée d'or. Au centre, Terpsichore, la muse de la danse, apparut un instant comme une miniature de poupée vivante, soulevant le bas de sa tunique pour esquisser un pas et montrant son cothurne. Robert d'Ormoï, tout à coup émerveillé, hésita une seconde devant tant de grâce. Il la balança un instant, comme pris de folie, puis il la jeta à son tour aux ordures.

Sur cette exécution, il se retourna vers ses compagnons terrifiés. Son visage rayonnait d'une joie sauvage. Il avait détruit en quelques instants l'œuvre de tant d'aïeules acharnées à remplir les buffets et les armoires pour la belle tenue du château, pour l'ornement des tables et le plaisir des hôtes, quand ces hôtes étaient des souverains. Du moins, il n'avait pas permis que cette œuvre domestique et sacrée reçût un usage sacrilège. Mieux valait l'anéantissement définitif qu'une lâche complaisance et un avilissant commerce.

— C'est stupide, conclut enfin Alice Gisors, encore pâle de peur et de colère ensemble.

— Assez, lui imposa silence son amant.

— Je me suis sacrifiée pour toi, cria-t-elle encore. Et tu jettes notre argent par les fenêtres !

— Ah ! tu t'es sacrifiée !

— Parfaitement : le théâtre, ma jeunesse...

— Tu désires une indemnité, peut-être.

— Tu me la dois.

— Je ne dois plus rien à personne.

Et prenant le chèque signé par Buffat avec la garantie de la banque, il l'endossa au nom de la fille et le lui tendit :

— Tiens, fit-il méprisant, te voilà payée. Va-t-en.

Outrée de cette insolence et suffoquée ensemble d'une telle générosité, elle sembla tourner sur elle-même comme la

Terpsichore de l'assiette avant de reprendre son esprit. Mais son esprit était pratique. Il la chassait, mais avec un million. Elle eût souhaité de garder l'homme avec l'argent, car l'homme lui plaisait aussi. Elle le souhaita quelques secondes. Elle cessa de le souhaiter. Elle se sentit humiliée, mais libre et riche. Cela valait bien l'humiliation. Elle accepta celle-ci par surcroît, parut chercher une direction, trouva la porte et s'enfuit.

Buffat ne put s'empêcher de donner ce conseil :

— Rattrapez-la, monsieur le comte. C'est trop bête.

Robert d'Ormoy le toisa :

— Rattrapez-la, vous, et épousez-la. Je vous la donne.

Puis, à son tour, sur cette parole flétrissante et cette série de gestes reluisants accomplis par entraînement comme une série de coups heureux au billard, il sortit dignement de ce château conservé mille ans dans sa famille et qui allait mourir, faute d'un homme, ou plutôt faute d'un chef, car un château ne peut se contenter d'un homme, et c'est pourquoi ils sont tous à vendre.

LE REFUGE

Robert d'Ormoy, après le beau geste de destruction par quoi il pensait se relier à ses ancêtres constructeurs, quitta le château qui avait cessé de lui appartenir. Il traversa de nouveau les terres qu'il avait visitées le matin avec la fierté du propriétaire et qui n'étaient plus siennes. Elles lui parurent plus belles encore, plus grasses, plus plaisantes. Avait-il remarqué suffisamment ces vergers de cerisiers dont les fruits seraient mûrs dans quelques semaines ? Comme ces bois de châtaigniers avaient de profondeur ! Sous les voûtes de feuillages se donnaient des fêtes autrefois, où les seigneurs dansaient avec des villageoises en bonnet blanc. Il pouvait imaginer des scènes à la Watteau dans ces ombres bleutées qui se mêlaient au bout du coteau avec les eaux bleues du lac. Il se rappelait ses premiers perdreaux et ses premières caillies, son premier lièvre au fauve poil sanglant abattu, là, au pied de ce bel arbre. Chose curieuse ! il regrettait son domaine et n'en regrettait pas le prix.

Qu'allait-il devenir cependant ? A mesure qu'il marchait,

son exaltation tombait et il mesurait l'abîme où il s'était précipité avec sa céramique. Le million qui lui devait permettre de continuer son existence désœuvrée n'avait eu qu'une éphémère durée. Jamais il ne chercherait une réconciliation avec l'odieuse créature qui venait de révéler sa bassesse, sa cupidité et son incompréhension. Non qu'il ne les eût déjà soupçonnées maintes fois au cours de sa liaison déjà longue, mais une circonstance suffit pour mettre en relief les vices ou les mérites comme un projecteur sort brutalement les objets ou les êtres de l'obscurité dont ils bénéficiaient. Au contraire, il était débarrassé d'elle. Si le million était au compte des pertes, cette rupture était au compte des profits, et les deux comptes se balançaient. Par quoi donc lui était-il attaché ? Pourquoi l'avait-il gardée ? Il dut s'avouer à lui-même cet unique lien de chair qui fait accepter peu à peu toutes les compromissions, toutes les lâchetés, toutes les turpitudes. Revenu de la guerre avec cette faiblesse si fréquente chez les anciens combattants fatigués d'avoir trop peiné dans la boue, le sang et l'ennui, il avait bien essayé de réagir, de retrouver et maintenir dans Paris ses relations de famille, de reprendre ses études interrompues en 1914, de revenir à ses goûts d'art et de politique qui l'attiraient à ses débuts dans la vie. Alice Gisors l'avait aidé à sombrer.

Tandis qu'elle appartenait encore à une troupe de théâtre, il avait tenté de s'évader d'elle, de retrouver sa place dans le monde. Mais elle s'était aperçue de ces évasions et, soit qu'elle eût pour lui, sinon un sentiment, du moins une passion physique, soit qu'elle eût bientôt compris le parti qu'elle pouvait tirer de son pouvoir sur cet amant d'un beau nom et d'une apparence fortunée, elle quitta les planches pour se rapprocher de lui définitivement. Définitivement, pensait-elle, car elle ne manquait pas de lui rappeler le sacrifice qu'elle avait consenti par amour et les succès dramatiques abandonnés. Elle ne serait pas la première comédienne épousée par quelque seigneur. Elle ferait une jolie comtesse d'Ormoy. Et quel plaisir d'écraser avec ce nom connu et estimé des rivales plus heureuses à la scène et qui l'avaient accablée de leur supériorité avec des sourires aimables et des airs condescendants !

Pendant un an ou deux, vivant de ce rêve de vanité, elle s'était montrée souple et facile. Une femme est capable de tant

de résolution, quand elle s'est fixé un but en vue! Mais, lasse de jouer un rôle aussi compliqué, elle n'avait pas tardé à s'abandonner à sa nature qui n'aimait rien tant que les plaisirs immédiats et aisément accessibles. Elle contraignit son amant de peu de volonté à ces soirées fatigantes, coûteuses et bientôt monotones qui, des restaurants à la mode, du théâtre et du cinéma, échouent dans les bars, les cabarets, les dancings de Montmartre ou de Montparnasse.

Précisément Robert d'Ormoy, dans les bois où il ne reviendrait plus jamais, respirant à pleins poumons l'air que l'ombre rafraîchissait, se remémorait tout ce temps perdu, toute sa jeunesse gâchée, et naturellement, au lieu de s'accuser lui-même, il accusait sa compagne et se réjouissait de l'avoir expulsée de sa vie. Il s'en réjouissait même trop pour être absolument sincère :

« Comme elle a vite attrapé le chèque au vol! se disait-il en s'excitant au mépris. Elle ne s'est même pas retournée, la coquine... »

Il s'admirait encore dans la série des mouvements magnanimes qui le dépouillaient : le chèque insolemment jeté à la figure de sa maîtresse, la vaisselle des souverains précipitée à la volée dans les douves du château. Il s'admirait, mais il calculait les conséquences de tant de noblesse et de désintéressement. C'était de toute évidence renoncer à Paris. Il ne lui restait plus qu'à s'accommoder de la retraite provinciale et à s'installer au Bois du Feu. Cette ferme du Bois du Feu, assez importante, représentait maintenant son unique avoir. Elle se composait d'une habitation de ferme avec ses rustiques en bon état, et du pavillon de chasse, fort modeste, mais nouvellement réparé, plus vingt ou vingt-cinq hectares de bonnes terres, les meilleures du pays, mais comprenant, avec les champs et les vignes, des bois et des prés d'un rendement inférieur. Il consommerait sur place les denrées qu'il retirerait péniblement des redevances de son fermier, ce Jérémie Fégère âpre et sournois aux côtés de qui il lui faudrait vivre. Après tout, il avait subi de plus dures averses : ses quatre ans de guerre vécus dans la terre ou dans l'air, presque jamais posés sur le sol, lui communiquaient encore à distance un reste de philosophie désabusée et d'indifférence.

Cependant il était parvenu à l'extrémité du domaine. Avant

d'en franchir la clôture par une claire-voie cachée dans les branches qu'il connaissait et de gagner la grande route de Saint-Paul à Évian, il eut un haut-le-corps, une révolte de tout l'être dépossédé contre le sort qui le dépossède. Était-il possible qu'il posât les pieds sur ces feuilles mortes, sur ce gazon, sur ce chemin pour la dernière fois? Car il ne reviendrait jamais chez un autre après avoir été le maître. Depuis des siècles, les d'Ormoy s'étaient accrochés à ce patrimoine. Certes, la race avait essuyé bien des traverses. On avait vendu et racheté l'une ou l'autre ferme, l'une ou l'autre métairie. Jamais le château ni le parc n'avaient été même grevés d'hypothèques. Ils s'étaient toujours transmis librement. A lui était réservé le crime de la désertion. Il se retourna, pour mieux mesurer l'importance de ce crime. Les murailles flanquées des quatre tours prenaient des tons clairs et luisants aux rayons de soleil qui les caressaient, leur ôtaient leur dureté, leur tristesse, leur grisaille. L'allée de fayards qui aboutissait au portail dessinait une épaisse masse verte qui adoucissait aussi la sévérité du vieil édifice. Et il se sentit pareil à l'exilé qui dit adieu à sa patrie en sachant qu'il ne la reverra pas.

« Misérable! s'accusa-t-il. Je suis un misérable. »

Il gagna, presque machinalement, comme on va s'appuyer dans le malheur à l'épaule de la femme aimée, cette ferme du Bois du Feu qui, seule, échappait au désastre et demeurerait sa propriété. A constater les promesses des cultures il trouva quelque consolation. Tout n'était pas perdu, puisqu'il lui restait encore ce domaine. Il alla s'asseoir, au-dessus du chemin qui desservait le pavillon de chasse, sa demeure désormais, son refuge, sur un tertre de gazon ombragé par un frêne. Peu à peu il sentit se calmer son bouillonnement intérieur. Il finit par s'étendre tout de son long sur l'herbe, comme pour s'y cacher et y enfouir son visage. L'odeur de cette herbe fraîche lui venait aux narines rapprochées. Et il engagea avec la terre, comme avec une amie perdue et retrouvée, un dialogue où il entendait distinctement les demandes et les réponses :

- Tout m'a trahi et je viens à toi.
- Repose-toi sur moi. Je n'ai jamais repoussé personne, et pourtant je ne sais plus retenir personne.
- Près de dix siècles les miens s'étaient succédé de père

en fils sur ce coteau de Saint-Paul. Et voici que j'ai vendu leur manoir, comme dit cette sotte d'Alice, et que j'en ai donné bêtement le prix à cette gourgandine. Non seulement je suis un traître, mais par surcroît je suis un imbécile.

— Accuse-toi, mais ne te calomnie pas inutilement. Ce que tu as fait était généreux, et n'est peut-être pas si stupide que tu pourrais le croire. Il a fallu cette leçon pour te ramener au pays. Le million que tu as perdu, ne l'aurais-tu pas dépensé plus stupidement encore en quelques années, avec la même femme ignorante, ou avec d'autres aussi bornées ? Quel bénéfice en aurais-tu retiré ? Dans quelques années, tu te serais trouvé devant le même abîme, avec une jeunesse plus atteinte, un estomac plus délabré par les alcools et les mauvaises nourritures des restaurants à la mode, des habitudes plus enracinées. Dans quelques années tu n'aurais pas été en état de secouer le joug. Tu m'aurais vendue moi aussi, et même de loin, sans me revoir. Tu n'aurais plus songé à garder le Bois du Feu. J'aurais rejoint dans le même fossé le château, les terres et la vaisselle d'Ormoy. Tandis que je suis à toi et que je puis encore te sauver.

— Me sauver ? Quelle présomption ! J'ai perdu un million et tu crois en prendre la place, toi qui ne vaux pas plus de cent cinquante mille francs, au plus deux cent mille en tenant compte de la situation privilégiée du pavillon de chasse.

— Quel mauvais calcul que ces calculs d'argent ! Qu'est-ce qu'un million aujourd'hui pour un homme de ton espèce qui n'a pas appris à compter ? Et pour une femme comme cette Alice Gisors qui renverse tous les comptes à son profit ? Tandis que moi, je vais te loger, te chauffer, te nourrir. Tu boiras mon vin, celui des crosses aux jours ordinaires et celui des vignes basses les dimanches et les jours de fête ; tu mangeras mes légumes et mes pommes de terre, les poules et les lapins que tu élèveras ; tu brûleras mon bois. Je te rendrai cette belle santé que tu avais reçue en naissant, — en naissant ici, — et que tu avais commencé de compromettre avec tes promenades nocturnes dans les quartiers où l'on est censé s'amuser. Je te reprends à temps. Je ne te lâcherai plus. Crois-moi, ces fameux gestes généreux, un peu théâtraux, je te l'accorde, étaient beaucoup plus pratiques et heureux que tu ne l'as pensé quand

tu les as faits. Ce sont les ancêtres qui te les ont inspirés, et tout spécialement ces bonnes dames d'autrefois, plus ménagères que belles, à en juger par leurs portraits, qui ont su conserver les biens de famille beaucoup mieux que les hommes. Ils ont découvert ce moyen, un peu coûteux, de te ressaisir.

— En me débarrassant de leur immeuble historique.

— Il était trop lourd pour toi. Ne le regrette pas : tu n'avais pas les épaules assez robustes pour l'administrer.

— Dis donc : tu ne me complimentes pas.

— Je n'ai jamais flatté personne. Pour garder les châteaux avec l'autorité et l'influence qu'ils représentent, il faut de fortes races et non des races déchues. Tandis que pour me garder, moi, pauvre ferme limitée, dite du Bois du Feu, un homme comme toi peut suffire à la rigueur. Tu n'étais bon à rien...

— Merci.

— Ou du moins tu n'étais pas bon à grand chose. Tu as manqué ton diplôme des Sciences politiques et la carrière des ambassades.

— A cause de la guerre.

— C'est entendu. Tu as manqué la carrière militaire.

— Elle ne m'intéresse pas dans la paix.

— Elle y est aussi importante pourtant. Quelle carrière peut-il te rester ?

— Aucune.

— Pardon. Celle du paysan.

— Du paysan ?

— Parfaitement. Tu as de bons bras, un coffre solide. Tu sais commander les ouvriers. Tu connais les cultures. Tu les connaissais en naissant. Que te faut-il de plus ?

— Ah ! ça, c'est une idée, et je te remercie...

Ce dialogue échangé en silence et bouche contre bouche rendit à Robert d'Ormoy sa bonne humeur. Il se redressa rasséréné. En somme, la terre avait raison. Débarrassé de son million sans retard, il gagnait quelques années de jeunesse, et le gain en valait la peine. Sans aucun doute, il ne se serait arrêté à Paris que devant la ruine totale qui eût mis en fuite toutes les Alice Gisors. Sa folie n'avait été qu'une sagesse inattendue, un réflexe de la race. Il se redressa, il s'assit et se

mit à rire tout seul en pensant que sa maîtresse et le marchand de biens devaient le croire effondré. Cependant il avait grand faim, car si sa montre marquait midi, les événements de la matinée l'avaient creusé. D'où lui tomberait son déjeuner? Il était peu disposé à l'aller chercher.

Précisément la fille de Jérémie Fégère sortait de la maison de ferme voisine avec un panier sur la tête. Assez grande et bien charpentée, les joues rondes et rouges, les bras nus et hâlés relevés en l'air, la jupe courte laissant voir les jambes bien faites, les pieds nus dans les sandales, marchant le buste droit à cause de sa charge, elle dessinait sur le fond des arbres une silhouette avenante, un charmant tableau, non peut-être pour ces peintres de bergeries qui paraient et pomponnaient la nature au XVIII^e siècle, mais pour un réaliste sensible à la force naturelle qui est toute la grâce paysanne. Il la vit venir comme le loup dut suivre des yeux le petit chaperon rouge portant des provisions à sa grand-mère. Quand elle fut à sa hauteur, il la héla :

— Eh! Pernette, où vas-tu?

Elle n'avait pas aperçu le jeune homme, mais elle reconnut sa voix après tant d'années. Elle en fut si surprise qu'elle rougit jusqu'à la racine des cheveux et qu'elle dut rattraper au vol le panier qui basculait. Les femmes du Léman portaient ainsi leur fardeau, à la mode d'autrefois qui s'est conservée ça et là, comme leurs sœurs d'Orient portaient l'amphore sur l'épaule ou sur la tête.

Il se leva et vint à elle :

— Tu es devenue une belle fille, ma foi! Et tes cheveux, qu'en as-tu fait?

Elle rit franchement.

— Je les ai coupés, et papa les as vendus.

— Pourquoi les as-tu coupés?

— Parce que vous vous en moquiez.

— Moi, je m'en moquais?

— Mais oui, monsieur le comte.

— Eh bien! je ne m'en souviens plus. Et je regrette tes beaux cheveux châains, parce que j'aurais pu les tirer.

Il l'avait vue naître et caressée toute petite. Pendant la guerre, au cours de ses permissions, il avait joué avec cette enfant. Pour continuer le jeu, il lui demanda ;

— C'est mon dîner que tu as sur la tête. Justement, j'ai bien faim.

— Ah! mais non. Je porte à manger aux hommes. Ils coupent le foin dans le pré d'en haut.

— Les veinards! Et à moi, tu ne m'offres rien?

— Oh! si, monsieur le comte. Si vous voulez entrer chez nous, il doit bien rester quelque chose. Et la maman sera bien contente.

— Non, non, je ne me dérangerai pas. Je veux un panier, moi aussi, comme celui que tu portes et dont j'ai bien envie de te dépouiller.

Elle rit de plus belle, soutenant à pleins bras sa charge qui vacillait. Quelle idée de nourrir son maître comme elle nourrissait son père et le domestique occupés à la fenaison?

— Alors, tu ne veux pas?

— Mais si, monsieur le comte. Donnez-moi le temps de monter là-haut et de redescendre.

— Je te l'accorde et je t'attends. Dépêche-toi, et plus vite que ça.

Il l'attendit en fumant la pipe dont il avait conservé l'habitude depuis la guerre. Elle fut rapide en effet. Quand il la revint, elle était toute rouge, car elle avait descendu les prés en courant pour ne pas le rendre impatient. Et peu après, elle lui apporta du jambon fumé et des pommes de terre qu'il trouva délicieux et qu'il arrosa d'une bouteille de vin rouge. Allons! il ne fallait pas se troubler la cervelle. Les choses s'arrangeaient mieux qu'il n'aurait pensé.

Quand la jeune fille revint pour chercher le couvert, il était de si belle humeur qu'il la voulut embrasser. Mais les joues fraîches s'enflammèrent plus encore qu'à la course dans les prés et elle se sauva. Étonné, il la rappela en riant :

— Pernette! Pernette!

Comme elle se sauvait toujours, il tenta de la rattraper. Ses jambes étaient molles et son souffle court. Il avait perdu l'habitude du sport le plus simple. Il s'était alourdi. Vexé, il s'arrêta. Elle fuyait encore sous les arbres où sa jupe claire paraissait et disparaissait tour à tour. Ne pouvant la vaincre en vitesse, il s'avisa de la ruse et se posta derrière un châtaignier qui commandait la maison de ferme. Elle devrait passer devant pour rentrer au logis. En effet, quand elle revint,

croyant l'avoir dépisté, il surgit brusquement de sa cachette et lui fit peur, comme à une enfant :

— Hou ! hou !

Elle allait reprendre sa course, quand il la supplia doucement :

— Voyons, Pernette, je ne veux pas te manger.

Elle s'arrêta, attendant la suite :

— Nous étions bons amis autrefois, il n'y a pas si longtemps.

— Quatre ans.

— Ah ! tu as compté ?

— Non, mais c'est l'année où j'ai coupé mes cheveux.

— Je reviens et tu te sauves.

— Je ne me suis pas sauvée tout de suite. Je vous ai porté à manger.

— Un déjeuner excellent. Mais pourquoi t'es-tu sauvée ?

Elle le regarda en face, bravement :

— Monsieur le comte le sait bien.

Il supporta mal ce regard dont il comprit toute la loyauté tout le reproche :

— J'ai cru que tu étais encore une petite fille. Maintenant, tu es une belle jeune fille. Je te demande pardon.

Elle fut toute interloquée de cette gentillesse et baissa les yeux comme si une telle parole l'intimidait, la gênait.

— Mais, reprit-il, tu veux bien faire la paix, me toucher la main.

— Oh ! oui.

Il pressa cette main qui n'était ni fine ni jolie et qui était même crevassée et gercée par les travaux du ménage et les lavages à l'eau froide et il ressentit un plaisir tout nouveau à ce contact un peu rude, mais si franc. Il sourit à ce visage net et candide sans fadeur et sans ignorance, si différent des figures maquillées de toutes les Alice Gisors rencontrées dans les bars et les dancings. Pernette Fégère complétait sans le savoir les conseils de la terre.

Le soir, Jérémie Fégère, rentrant du travail, trouva son maître assis à la même place. Il n'y était pas resté tout l'après-midi, il s'était promené de long en large sur le terrain, découvrant tout à coup l'importance de cette petite propriété qu'il avait toujours un peu dédaignée. Le fermier le considéra avec méfiance. Sans doute, M. le comte venait-il inspecter les lieux

en vue d'une augmentation, car le bail venait à expiration dans un délai assez rapproché. Or, ces terres étaient les plus fertiles du pays. Mais Robert d'Ormoy l'accueillit avec une rondeur familière :

— Eh bien ! mon vieux Jérémie, veux-tu m'embaucher ?

— Vous embaucher, monsieur le comte ? répéta-t-il, soupçonneux et croyant à une plaisanterie.

— Oui. Les bras sont bons et le coffre solide. Je sais faucher. Et pour tenir les mancherons de la charrue et tracer le sillon droit, je ne crains personne.

Il ne s'agissait donc pas d'un divertissement. Jérémie Fégère flaira l'amateur et ne goûta pas l'offre indiscreète :

— Monsieur le comte a mieux à faire.

— Mais non, mais non, je n'ai rien d'autre à faire. J'ai accepté ce matin le déjeuner de Pernette. Ce soir, il me faut payer mon diner.

— Oh ! pour cela, que monsieur le comte ne s'inquiète pas. Il y aura toujours une assiette de soupe. Mais qu'est-ce que monsieur le comte a donc fait de son argent ? Je me suis laissé dire, comme ça, par Buffat, le marchand de biens, qu'on offrait un million tout rond du château et des terres. Un million tout rond, ça ne s'avale pas comme un petit pain cuit au four.

— Et pourtant, c'est avalé, mon pauvre Jérémie.

— Avalé ? et par qui, bon Dieu ?

— Par une petite bouche ronde comme une de tes cerises.

Et il rit, songeant aux lèvres rouges et peintes d'Alice Gisors. Le fermier le toisa avec mépris. Était-ce possible qu'on distribuât aux femmes autre chose que des ordres et des coups de trique ? Sa Péronne à lui mourait à la peine, et Pernette, avec ses airs de chèvre indépendante, obéissait au doigt et à l'œil. Ces gens des villes avaient de drôles de mœurs : ils faisaient des mariages avantageux et donnaient leurs capitaux à des drôlesses. A la campagne, on s'épousait sans le sou, mais le mari attelait la femme et, s'il s'offrait des servantes, il en profitait pour ne plus les payer. Chacun ses habitudes et l'on perdrait son temps à vouloir se comprendre.

Le péril qui apparaissait nettement à Jérémie Fégère suffisait à occuper son imagination. Il formula ses craintes sans retard :

— Vous n'allez tout de même pas rester ici, monsieur le comte?

— Eh! mon vieux, où veux-tu que j'aille?

— Je ne sais pas, moi. A Paris.

— A Paris? quand on n'a plus le sou? Ici, j'ai mon souper et mon gîte, sinon le reste.

Le fermier se gratta la tête. Comment faire déguerpir un pareil voisin? Mieux valait encore consentir un sacrifice.

— Si monsieur le comte préfère de l'argent, on pourrait augmenter les censes et diminuer les redevances.

— Merci bien! J'aime mieux tes denrées que tes billets.

— Monsieur le comte ne saura pas les revendre.

— Je m'arrangerai.

Rien n'y fit, et Robert d'Ormoy s'installa. Il fut convenu que Pernette tiendrait sa maison et cuisinerait ses repas. Oh! des repas très simples, les mêmes que ceux de Jérémie et du domestique. Étonné et content de son nouveau sort après toutes les péripéties de la journée, il se frotta les mains en se disant à lui-même :

— J'ai trouvé ma voie. Je suis un paysan...

Et il se répéta avec satisfaction, comme s'il recevait un titre de noblesse :

— Un paysan.

HENRY BORDEAUX.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA POLITIQUE MILITAIRE DE L'ALLEMAGNE

Le programme des nationaux-socialistes en matière de politique étrangère comportait non seulement l'égalité des droits, la suppression des traités de Versailles et de Saint-Germain, mais aussi la réunion de tous les Allemands en une grande Allemagne. Or, depuis son ascension à la chancellerie, le *Führer* a proclamé à différentes reprises son désir de paix. Cette nouvelle profession de foi n'est-elle pas une manœuvre pour gagner du temps en attendant le rétablissement de la puissance militaire allemande ? En effet, si dans son dernier discours de Munich, Hitler a dit : « L'Allemagne veut la paix et désire la paix », il ajoutait quelques minutes plus tard : « La révolution nationale ne sera terminée que le jour où le monde allemand entier sera réorganisé à l'intérieur et à l'extérieur. » Pour cela il faut une politique militaire. Cette politique, quelle est-elle ?

ARMÉE DE MÉTIER, MILICE, SERVICE DU TRAVAIL

Au mois de janvier 1930, le général von Seeckt, grand théoricien des questions militaires, fit une tournée de conférences pour la société suisse des officiers. Le général, qui parla devant les sections de cette association à Berne, à Bâle, à Zurich, à Saint-Gall, avait pris comme sujet : « les Principes modernes de la défense nationale ». Ses exposés furent alors suivis avec beaucoup d'attention, ce qui semblait normal, puisque le conférencier était le créateur et l'animateur de la Reichswehr.

Le général von Seeckt, tout en se déclarant, en principe, partisan du service militaire obligatoire, y a fait une objection : celle de diminuer la qualité intrinsèque des armées. Les armées populaires reflètent la situation morale et politique d'un pays; elles comportent les dangers de celle-ci; elles peuvent conduire les États à des catastrophes internes. En jetant des peuples entiers les uns contre les autres, on rend les hostilités interminables. Durant la dernière guerre, la décision finale a été obtenue par la pression des masses les plus fortes. Mais le temps fit défaut pour donner, pendant le conflit, à ces masses énormes sur lesquelles l'action du haut commandement était infime, une instruction militaire suffisante. Devant une telle situation, on peut se demander où réside l'esprit de conduite de la guerre (*Kriegsführung*). Les plans de guerre des États, surtout ceux de l'Allemagne, visaient à obtenir une décision rapide. Ils avaient trouvé leur expression concrète dans la création d'une armée à gros effectifs avec un service à long terme. Les armées qui durent être formées par la suite, à l'aide d'une instruction sommaire, virent leur valeur constamment amoindrie, malgré le bon esprit qui les animait, et la durée des hostilités en fut prolongée. Avec la guerre de tranchées, trop d'hommes étaient rassemblés sur un front étroit, ce qui rendait les opérations difficiles.

Au contraire, l'armée de métier, vu le développement des armes savantes, assure au soldat la triple formation qui lui est nécessaire : nationale, technique, morale. A conditions égales de patriotisme et d'esprit de sacrifice, le soldat de profession servant à long terme est supérieur au soldat de l'armée populaire. Les facteurs politiques ont visé à la réduction du temps de service, alors que l'emploi des moyens techniques se développait. Il y a là deux propositions contradictoires qui font qu'il est plus difficile de conduire à la guerre des troupes dont l'instruction militaire est insuffisante. Si l'esprit d'une armée de conscription, comme celui d'une armée de métier, doit être national, le soldat n'en a pas moins besoin pour remplir ses devoirs d'un « dressage » (*Schulung*) intellectuel et moral. Pour le général von Seeckt, ce « dressage » ne peut venir que de l'habitude. C'est pourquoi il donne la préférence à l'armée de métier.

En définitive, la question se pose de savoir si les armées ont besoin d'effectifs considérables pour la défense du pays. L'exemple de la dernière guerre prouve que l'augmentation perpétuelle des effectifs et le déclin de la qualité des soldats ont interdit une décision que pouvait amener une opération tentée par un commandement bien secondé. Il faut, par suite, restituer à l'esprit sa supériorité sur la matière. L'armée de l'avenir serait donc une armée de professionnels recrutée par engagements volontaires pour six ans, très mobile, agissant rapidement avant l'intervention des masses. Les effectifs seraient fixés par des accords internationaux. Cette petite armée, ne comportant pas de réservistes, n'aurait pas à mobiliser. Les armées professionnelles pourraient du reste être doublées de milices dont la tâche serait la défense passive du pays. Leur recrutement serait fondé sur la conscription.

Parallèlement à ce système, il faudrait instituer la préparation militaire de la jeunesse.

Depuis ses conférences en Suisse le général von Seeckt a, dans une série d'articles publiés en novembre dernier par le journal *der Tag*, quelque peu modifié les idées qu'il avait émises.

Après avoir repris sa théorie sur la diminution de la qualité dans les armées-foules, le général a examiné la question du matériel : « La quantité de matériel et son perfectionnement sont destinés à parer à l'insuffisance d'instruction des armées-foules. On opposera à cette assertion que, dans cette lutte continuelle entre les hommes et le matériel, ce n'est pas la masse qui doit l'emporter, mais qu'il faut plutôt que la qualité du matériel corresponde à la qualité des troupes. Cela ne peut s'obtenir que par une éducation et une instruction approfondies.

« C'est ainsi que l'on parvient à une nouvelle conception du service militaire. Le service militaire obligatoire reste intact, si l'on comprend par ce mot le devoir qu'a chaque citoyen de se mettre à la disposition de l'État en temps de guerre et pour sa préparation. Mais le service obligatoire (*Dienstpflicht*) comprend aussi bien le service militaire (*Wehrpflicht*), c'est-à-dire l'exercice de défense avec des armes, que le service civil (*Arbeitspflicht*) en vue de la guerre. Tous deux ont besoin d'être préparés en temps de paix. »

Pour sa protection immédiate, conclut le général von Seeckt, le pays a besoin d'une armée prête à combattre, capable de répondre rapidement à une offensive ennemie et de tenir pour donner à l'armée nationale le temps et la possibilité d'intervenir efficacement. Cette armée permanente constitue, par son existence même, le fondement de la force de l'État. C'est à elle qu'incombe l'étude scientifique de l'art militaire et du développement de la technique de guerre. C'est elle qui préparera la défense nationale qu'assumera l'armée de milice. L'armée permanente doit contrôler et diriger l'éducation militaire de la jeunesse. Elle formera les chefs de la milice.

La constitution d'une armée nationale, en entendant ce terme dans son sens le plus large, n'est donc possible, pour le général von Seeckt, qu'en s'appuyant sur une armée permanente. Le système militaire préconisé dans sa dernière étude par le général, tout en s'inspirant des mêmes principes que ceux émis précédemment, semble faire une place plus considérable à la conscription. En définitive, ce système reviendrait à combiner milice et armée de métier. C'est celui qui a été combattu à la Conférence du désarmement par M. Pierre Cot, délégué de la France, comme devant être « la pire des solutions pour le maintien de la paix ».

Les idées du général von Seeckt se sont imposées dans les milieux militaires allemands et elles sont à la base des projets de réorganisation de l'armée du Reich. Toutefois, elles comportent, sous la plume des publicistes militaires, plusieurs variantes.

Voici, par exemple, les idées essentielles développées dans une conférence faite récemment à Stuttgart aux membres de la *Staatspolitische Arbeitsgemeinschaft* par le lieutenant-colonel Brand, de l'état-major de la 5^e division d'infanterie. Après avoir rappelé la lutte tenace menée par l'Allemagne pour obtenir l'égalité des droits en matière militaire, l'orateur a discuté la thèse du général von Seeckt, qui prévoit que les guerres futures seront menées par de petites armées, composées de soldats de métier bien entraînés et dotées de tous les perfectionnements techniques. L'idée militaire, estime-t-il, ne peut pas rester limitée à une élite, il faut qu'elle s'étende à la

nation entière. C'est pourquoi il nous faut envisager *la mise sur pied d'une milice nationale tout en conservant la Reichswehr*. C'est là *une nécessité de la politique intérieure*, car le caractère de la Reichswehr qui la place au-dessus des partis lui interdirait d'incorporer en bloc des formations mises sur pied par les partis politiques.

L'idée de défense nationale a une portée morale, écrit de son côté le général von Stulpnagel (1), l'organisateur de la préparation militaire de la jeunesse allemande. Cette portée morale de l'idée de défense nationale, il faut la faire pénétrer dans le peuple parce qu'il est indispensable que les masses syndicalistes ne soient pas amenées à refuser le service en cas de guerre (*Kriegsdienstverweigerung*), que le budget de la défense nationale ne soit pas soumis à une critique trop serrée, que la divulgation des secrets militaires (*Landesverrat*) soit évitée. L'intérêt de la défense nationale explique ce « socialisme des généraux », observé depuis plusieurs années parmi certains dirigeants de la Reichswehr, dont le général von Schleicher fut le type.

Fait curieux, le service militaire obligatoire sous forme d'une milice a été combattu à la fois par les milieux d'extrême droite et par les pacifistes.

Le général Arnold von Möhl, dans la *Deutsche Zeitung*, a réclamé une armée active et une réserve. Il estime que la réserve doit passer par l'école de l'armée active. Chaque homme doit servir dix-huit mois dans l'armée active, dont quinze de façon continue. Afin de ne pas se trouver uniquement, pendant une certaine période, en face de recrues non exercées, les trois derniers mois peuvent être accomplis sous forme de périodes de réserve. « Nous n'avons que faire de deux armées juxtaposées, l'une de « grande valeur », l'autre de valeur moindre, c'est-à-dire d'une armée de métier et d'une milice, car en temps de guerre les deux seront soumises aux mêmes efforts », a écrit le général. La guerre mondiale l'a prouvé de façon péremptoire. Qu'on lise seulement le dernier volume de l'histoire officielle de la guerre et qu'on observe avec attention la conduite tenue par les troupes de la Landwehr et par celles du Landsturm. Une milice se conduirait-

(1) *Berliner Börsenzeitung*, 16 décembre 1932.

elle de même? La guerre nous montre par ailleurs des exemples terrifiants résultant de la précipitation avec laquelle on avait envoyé au feu, au moment de combats décisifs, des troupes insuffisamment instruites.

« Il nous faut donner à notre armée une instruction uniforme fondée sur le service militaire obligatoire. Quant au nombre d'hommes auquel pourra et devra s'élever cette armée, cela dépendra de nos ressources financières et de nos voisins. La question de savoir quand cette nouvelle armée devra être créée est une question de politique extérieure et non de politique intérieure. Il faudra le faire dès que ce sera possible. »

Cette opinion diverge, on le voit, de celle du général von Seeckt sur la valeur, ainsi que sur l'utilisation de l'armée de métier et de l'armée nationale en cas de guerre.

Quant aux pacifistes, du temps où ils pouvaient exprimer leur opinion, ils étaient opposés à toute armée recrutée par la conscription, qu'il s'agisse d'une milice ou d'une armée nationale. Ils redoutaient que la création d'une milice n'influât sur le peuple allemand en excitant en lui les sentiments militaristes et belliqueux. La Prusse, disaient-ils, a été astreinte pendant tout un siècle au service militaire obligatoire. Encore maintenant, elle a le militarisme ancré dans l'âme. Il lui faudra une longue cure d'abstinence pour s'en guérir (?). Certainement la Reichswehr est un mal. Mais ne serait-ce pas un plus grand mal encore si de jeunes Allemands, qui aujourd'hui ont perdu tout contact avec le militarisme, se voyaient de nouveau, par centaines de mille, soumis à un dressage à la prussienne sous les ordres d'officiers et de sous-officiers? De nouveau le militarisme s'infiltrerait dans le peuple allemand tout entier en lui inspirant un redoutable esprit guerrier.

La discussion à Genève des plans français et anglais de désarmement a ravivé en Allemagne la controverse sur les milices. On sait que ces plans prévoient une même organisation des armées continentales sous la forme d'armées de conscription avec service actif à court terme.

Le système des milices a un caractère exclusivement défensif. Aussi les publicistes d'opinion modérée se sont-ils ralliés à ce système qui leur paraissait garantir la sécurité du Reich tout en intéressant le peuple entier à l'idée de défense

nationale. Mais les milieux nationalistes ont protesté et la *Deutsche Allgemeine Zeitung* a écrit que « la demande française tendant à remplacer la Reichswehr par une armée analogue à une milice allait à l'encontre du désir de l'Allemagne de se libérer des clauses du traité de Versailles ».

Vers le service obligatoire. — Lors de la discussion du plan MacDonald, le délégué de l'Allemagne, M. Nadolny, a nettement pris position en réclamant, avec la création d'une milice, le maintien de la Reichswehr, dont les effectifs seraient éventuellement portés à 200 000 hommes. Le programme de 1926 du parti national-socialiste prévoyait la suppression de l'armée de métier et la création d'une armée nationale afin de revenir au service militaire obligatoire. Mais Hitler entend maintenant profiter des avantages des deux systèmes, suivant la doctrine du général von Seeckt.

Il est intéressant de noter qu'il semble ressortir des commentaires donnés par les journaux allemands les mieux informés des affaires militaires, que la création d'une milice serait une étape dans la voie du rétablissement d'un véritable service militaire obligatoire. La *Tägliche Rundschau* a laissé entendre que la seconde étape serait atteinte « pour le printemps de 1934 ». Le général von Schleicher, lorsqu'il était chancelier, avait, dans son discours prononcé le 15 janvier, jour anniversaire de la fondation de l'Empire allemand, au *Kyffhäuserbund*, en présence du maréchal-président et du Kronprinz, lancé comme mot d'ordre : « retour au service militaire obligatoire ». Ce mot d'ordre avait alors trouvé un vif écho dans l'opinion et dans la presse. L'amiral Reader, chef de la marine allemande, l'avait repris dans une réunion d'étudiants. « Le rétablissement du service militaire, sous la forme d'une milice, a-t-il déclaré, éveillera le peuple allemand à une vie nouvelle. » Et le général von Blomberg, ministre de la Reichswehr, a déclaré que le service militaire obligatoire avait affirmé sa valeur « non seulement du point de vue militaire, mais aussi comme moyen d'éducation populaire ».

Le service du travail. — La création d'une milice rendra-t-elle inutiles les organisations de travail actuelles? Selon le général Faupel, le service du travail donne à la jeunesse

une éducation rationnelle, crée l'esprit de camaraderie, développe le patriotisme. Il faudrait rendre obligatoire le service du travail, auquel succéderait une incorporation dans la milice. Le temps passé dans les camps de travail et dans la milice devrait être d'une année.

A l'heure actuelle, en effet, le service du travail est volontaire (*Freiwilliger Arbeitsdienst*). Institué aussitôt après la guerre, ce service fut représenté comme devant remédier à l'interdiction de la conscription; il fut ultérieurement justifié par l'existence de six millions de chômeurs.

Le programme du parti national-socialiste, avant son arrivée au pouvoir, prévoyait que tout Allemand de l'un ou de l'autre sexe, âgé de seize ans, serait astreint au service du travail. Le service devait être organisé sur le modèle militaire avec commandement unique et logement dans les casernes. Les chefs devaient être choisis parmi les anciens militaires. Le chancelier Hitler dans son discours du 1^{er} mai a annoncé qu'il rendrait obligatoire ce service. Des dépêches de Berlin ont précisé que les autorités compétentes mettaient la dernière main à l'organisation de ce service. La première classe mobilisable comprendrait les jeunes gens qui entreraient dans leur vingtième année le 1^{er} janvier 1934.

D'intéressants détails sur le service du travail dans ses relations avec l'organisation militaire ont été donnés par le colonel Duesterberg, alors vice-président du Casque d'acier, dans un discours prononcé à Oebisfelde, le 9 février. Le colonel Duesterberg a rappelé que le Casque d'acier avait organisé, dès 1921, un service de travail volontaire. Il possède plus de 400 camps, où travaillent des dizaines de milliers d'hommes.

« Maintenant que l'Allemagne a enfin proclamé devant le monde sa revendication à l'égalité des droits et à la souveraineté militaire, a déclaré le colonel Duesterberg, elle devra évoluer, pendant les prochaines dix années, à travers une zone dangereuse et, durant cette période, il sera peut-être nécessaire de tenir toutes les forces défensives disponibles pour la protection de la patrie. Le rôle de l'Office du Reich pour la formation de la jeunesse, qui est placé maintenant sous les ordres du ministre Seldte, est d'entraîner physiquement la jeunesse allemande, afin de la préparer au grand devoir qui peut lui être un jour imposé. »

De son côté, M. Seldte, ministre du Travail dans le cabinet Hitler et aussi, à cette époque, président du Casque d'acier, n'a pas caché que dans les camps de travail les étudiants recevaient une instruction militaire. Dorénavant, les étudiants pourront faire dans ces camps six semaines d'instruction militaire et quatre mois de travail aux frais de l'État. Il serait donc plus juste de parler de *camps de travail et d'instruction militaire*. Ce sont les propres paroles d'un ministre du Reich qui permettent ce rapprochement significatif.

Ainsi l'Allemagne reviendrait au service militaire obligatoire par l'intermédiaire du service du travail d'abord et de la milice ensuite. La Reichswehr maintenue lui fournirait alors des cadres de premier ordre.

LA REICHSWEHR EN 1932

La Reichswehr a fait preuve, en 1932, d'une grande activité. Des manœuvres de division, de brigade, de régiment, ont été exécutées un peu partout, sans oublier des exercices spéciaux de sapeurs du génie, de radiotélégraphistes, ou d'unités stationnées dans les pays de montagne. En outre, l'état-major a organisé, pour la première fois depuis deux ans, des grandes manœuvres d'automne dans la région de Francfort-sur-l'Oder.

Grandes manœuvres. — Les publicistes militaires allemands ont écrit que le choix du théâtre des opérations n'avait été nullement dicté par des considérations politiques, mais uniquement par la proximité des villes de garnison. Nous voudrions accepter cette assertion, mais certains commentaires, le thème de la manœuvre, la critique qui en a été faite, nous permettent d'être d'un avis différent.

La région choisie fut celle du fameux champ de bataille de Kunesdorf où, le 12 août 1759, Frédéric II fut défait par les Austro-Russes. A la suite de cette victoire des coureurs russes atteignirent Berlin. Le roi de Prusse ne dut son salut qu'à la division de ses ennemis.

Quand on observe le tracé de la frontière germano-polonaise à l'est de Berlin, on est frappé de sa ressemblance avec l'ancienne frontière germano-russe. Comme l'ancienne Pologne, la province polonaise de Poznan s'enfonce très avant vers

l'ouest dans la direction de Berlin qu'elle menace. Au nord et au sud, au contraire, la frontière polonaise s'infléchit vers l'est, si bien que la Silésie et la Poméranie allemandes enveloppent ce bastion offensif comme le faisaient autrefois la Prusse orientale et la Galicie autrichienne. L'un des critiques militaires ayant suivi les grandes manœuvres, le général Kabisch, avoue qu'il n'est donc pas étonnant que la situation stratégique de ces manœuvres rappelle le début de la guerre sur le front est en 1914.

Le parti bleu, formé par la troisième division d'infanterie sous les ordres du général von Rundstedt, avait opéré sa concentration aux environs de Küstrin. Le parti rouge était un corps de cavalerie constitué pour la durée des manœuvres par des éléments des première et deuxième divisions de cavalerie et placé sous les ordres du général von Bock. D'après le thème de la manœuvre, des forces rouges venant de l'est (Pologne) attaquaient Francfort. En Silésie, les troupes bleues, après avoir perdu la ligne de l'Oder, battaient en retraite en direction du Bober. En Poméranie, le parti bleu continuait à se défendre sur la ligne Friedberg-Arnswalde. Au contraire, la région comprise entre l'Oder et la Wartha n'était pas primitivement occupée par l'ennemi. Le parti bleu fut informé de la concentration d'importantes forces rouges à l'est de la frontière et prit ses dispositions en conséquence. Le corps de cavalerie rouge eut pour mission de pousser rapidement en avant, précédant le gros de l'armée, afin de forcer le passage de l'Oder à l'est de Berlin.

En somme, il s'agissait pour le parti rouge d'imiter la manœuvre en 1914 du grand-duc Nicolas qui se proposait de faire marcher sur Berlin les neuvième et dixième armées russes après avoir tenu en respect l'armée Priwitz au nord et l'armée Conrad au sud.

Le parti rouge rassembla de grandes forces à l'ouest de Poznan en vue, selon toute apparence, de marcher dans la direction de Küstrin-Fürstenberg. Ce mouvement menaça non seulement Berlin, mais aussi l'aile droite de l'armée de Poméranie. Pour sa défense, le parti bleu lança deux divisions sur Küstrin. La troisième division fut placée plus au sud avec des effectifs complets, la deuxième division ne fut figurée, comme division de cadres, que par un état-major.

La leçon qui se dégagea de ces manœuvres, toujours selon les critiques militaires allemands, c'est qu'en réalité Berlin aurait été fortement menacé, après l'attaque poussée par le parti rouge dans le flanc du parti bleu. Cette manœuvre aurait eu pour résultat d'amener une rupture du front bleu par les éléments motorisés et la cavalerie du parti rouge. Les troupes auraient été alors débordées par le sud. Un changement de front du parti bleu, faisant face au sud, aurait peut-être permis de sauver le front principal de ce parti en Poméranie; cependant, le sort de Berlin et de la région industrielle de la Lusace aurait été incertain. C'est surtout le défaut d'aviation qui se serait fait le plus gravement sentir, car on ne peut concevoir une reconnaissance moderne sans aviation. Si le parti bleu avait disposé d'avions, il aurait pu être renseigné sur les intentions de rupture du parti rouge dans le secteur de Fürstenberg et il aurait pu parer au danger en prenant les mesures qui s'imposaient. En outre, la présence de bataillons de chars au parti bleu, — comme le parti rouge en possédait sous forme de simulacres (*attrappen*) (1), — aurait pu influencer considérablement la décision en faveur du parti bleu. L'Oder est évidemment apparu comme un obstacle stratégique de la plus haute importance pour un adversaire venant de l'est. Mais avec l'armement moderne, un tel obstacle n'est pas insurmontable.

Les critiques militaires n'ont pas manqué de conclure que l'impuissance de la Reichswehr en présence d'armées dotées de tous les perfectionnements modernes a entièrement justifié les revendications présentées à Genève par le gouvernement du Reich en matière d'armements.

Les grandes manœuvres allemandes, après cet examen politique et stratégique, méritent également un examen tactique.

Divers problèmes concernant l'emploi de la cavalerie dans la guerre moderne y ont été élucidés, en particulier la question de la motorisation des services de reconnaissance, du passage des rivières et de l'engagement de forts contingents de cavalerie dans le combat.

La coopération de la cavalerie et des éléments motorisés

(1) Les armes interdites à l'Allemagne par le traité de Versailles, comme les tanks, sont figurées dans les manœuvres par des « simulacres » (*attrappen*) généralement en bois.

exerça la plus grande influence sur les décisions à prendre par les chefs des deux partis. Les unités motorisées réalisèrent, en effet, une vitesse de marche de vingt à vingt-cinq kilomètres à l'heure contre cinq kilomètres pour l'infanterie. Le corps de cavalerie rouge, qui comprenait presque toutes les unités motorisées du Reich, montra ses aptitudes à l'attaque et aux reconnaissances. Dès le premier jour, il força le parti bleu à modifier ses plans.

L'opération la plus intéressante des grandes manœuvres fut le franchissement de l'Oder par les éléments motorisés du parti rouge au sud de Fürstenberg. Alors que le corps de cavalerie rouge se trouvait concentré à une distance de cinq à vingt kilomètres à l'est de l'Oder, l'avant-garde avait déjà franchi le fleuve, en vue d'effectuer des reconnaissances à l'ouest de l'Oder, en direction du nord et du nord-ouest. Les premiers véhicules automobiles furent placés sur des canots pneumatiques sur lesquels des planches furent posées. Le personnel fut transporté sur des pontons actionnés par des moteurs hors-bord. Six pontons reliés entre eux par des planches et des madriers ont servi à faire passer en quelques minutes les plus lourds camions sur l'autre rive. Un bac de ce genre était actionné par deux moteurs hors-bord seulement. Malgré ce travail rapide, il n'a pas fallu moins de dix heures pour transporter d'une rive à l'autre tous les éléments de reconnaissance motorisés du parti rouge. Tous les ponts étant détruits, la situation de ces éléments sur la rive opposée serait devenue intenable, s'ils avaient été attaqués par d'importantes forces ennemies. Dans la soirée, le corps de cavalerie commença de passer l'Oder, sous la protection de son avant-garde installée sur l'autre rive. Le mouvement fut terminé au cours de la nuit.

Après des exercices dans la haute montagne, durant les mois de septembre, les troupes bavaroises se sont rendues dans la région vallonnée du Chiemgau au sud-est de Munich, pour s'opposer à une avance d'importantes forces ennemies qui, venant du sud par les cols des Alpes, auraient franchi la frontière de la Bavière.

Le thème de ces manœuvres était au point de vue politique fort intéressant. D'après un journal bavarois, ils s'agissait de protéger Munich contre une attaque italienne et contre une

attaque tchécoslovaque. Les forces ennemies venant du sud seraient des forces italiennes, dont la marche aurait été ralentie par l'armée autrichienne. L'attaque de la frontière bavaroise s'opéra dans la partie de cette frontière limitrophe du pays autrichien de Salzbourg (trouée de Lofer et cours de la Salzbach). Les troupes bavaroises étaient établies primitivement sur la ligne Muehldorf-Rosenheim, c'est-à-dire sur le cours moyen de l'Inn en Bavière, pour se porter ensuite en avant. Le thème prévoyait que, pendant ce temps, une bataille indécise était engagée au nord de Passau, dans la forêt de Bavière et de Bohême, entre un parti rouge qui, selon toute évidence, devait être un parti tchécoslovaque, et un parti bleu (bavarois). Voilà qui est à retenir. Les manœuvres bavaroises étaient sans doute très intéressantes, puisque le président du Conseil y assistait, accompagné du préfet de police de Munich.

Les différentes formations de la 2^e division de la Reichswehr en Mecklembourg ont effectué, l'automne dernier, pendant une huitaine de jours des exercices dans le nord et dans l'est de cet État, puis elles ont été groupées dans le sud-est et divisées en deux partis, dont l'un était supposé débarquer sur la côte de la Baltique à Greifswald et marcher vers le sud. Il s'agissait en somme de couvrir Berlin contre une attaque venant du nord.

L'organisation technique et le matériel. — Malgré la situation financière du Reich, l'armement technique de l'armée allemande n'a pas été négligé.

Chacune des sept divisions d'infanterie dispose d'un détachement de transmission. Les hommes qui en font partie reçoivent tout d'abord, de même que les pionniers, l'instruction complète comme fantassins et apprennent la conduite des automobiles. Puis ils reçoivent ensuite l'instruction de leur spécialité comprenant le service téléphonique. Les exercices portent sur tout ce qui concerne la construction des lignes téléphoniques, depuis le transport des câbles de fortune, avec dérouleur et bobine, jusqu'au montage des lignes sur poteaux télégraphiques.

La télégraphie sans fil, qui, au cours des dernières années, a pris un développement si rapide, est très employée dans l'armée. La Reichswehr a des postes de T. S. F. de diverses

natures. Par exemple, dans les états-majors importants, elle dispose de postes puissants, installés sur des voitures construites spécialement à cet effet, et, dans les corps de troupes, des postes de moyenne et de faible puissance. Le radiotélégraphiste doit, bien entendu, connaître à fond tous les détails concernant la transmission des renseignements par sans-fil. La technique des ondes courtes, le service de T. S. F. par le sol, le service d'écoute, etc... sont depuis bien longtemps déjà familiers aux soldats.

Une branche voisine de la radio, le service de signalisation optique, avait déjà, pendant la guerre, acquis une grande importance. Là où la conduite téléphonique avait été détruite par le feu, l'appareil de signalisation entrait en action. Celui qui est en usage dans la Reichswehr aurait, de jour, une portée de dix kilomètres qui pourrait s'étendre de nuit au delà de vingt kilomètres avec des conditions atmosphériques tant soit peu favorables.

Notons que l'étranger semble porter un vif intérêt à l'activité de l'armée allemande, puisque le nombre total des délégations et des visites d'officiers est monté à 178 en 1932. En échange de ces officiers qui appartenaient à des États du monde entier, des officiers allemands ont été détachés à l'étranger. La France, la Belgique, la Pologne et quelques autres États n'ont pas pris part à ces échanges.

LES FORCES DE POLICE

Au cours des délibérations de la Conférence du désarmement, l'automne dernier, à Genève, le représentant de la France, M. Paul Boncour, a signalé à propos de la proposition Hoover, qu'avant d'adopter un pourcentage de réduction massive des armées des États, il serait indispensable de dresser un inventaire exact des forces de chaque pays, en tenant compte non seulement des armées officielles, mais aussi des forces militairement organisées. Le 14 octobre, M. René Massigli, délégué français, s'est expliqué sur ce sujet. La proposition américaine, a-t-il dit, fonde ses calculs sur les armées proprement dites, sans tenir compte de la police régulière. Or, dans le cas de l'Allemagne, la police est organisée comme une force militaire et se trouve apte à remplir des missions

qui ailleurs rentrent dans l'activité normale de l'armée (1).

Le texte de base concernant l'organisation de la police allemande est l'article 162 du traité de Versailles qui prévoyait le maintien à son effectif d'avant-guerre d'une police locale et municipale, dont les fonctionnaires ne devaient pas être réunis pour participer à des exercices militaires.

Or, les concessions faites depuis 1919 par les gouvernements alliés, avec la création d'une police d'État, avec l'organisation de centuries encadrées, avec l'encasernement de 35 000 policiers, avec l'octroi à la police d'un équipement et d'un armement analogues à ceux de l'armée, ont fait perdre à la majorité de la police allemande son véritable caractère. A l'heure actuelle, cette police comprend 140 000 hommes, dont 105 000 policiers d'État et 35 000 policiers communaux, contre 30 000 policiers d'État et 50 000 policiers communaux en 1913. Sur les 105 000 policiers d'État, 40 000 sont casernés. Ces derniers sont organisés en unités qui correspondent à la compagnie et fortement encadrés (trois officiers, quinze sous-officiers par centurie). Les policiers d'État se recrutent par engagements volontaires parmi les jeunes gens ayant de dix-huit à vingt-deux ans. Élèves policiers pendant un an, policiers casernés pendant six à sept ans, ils sont ensuite policiers non casernés. Après douze ans de service, ils deviennent fonctionnaires et sont retraités à soixante ans. Les policiers suivent des cours spéciaux pour le brevet de gradé subalterne; ceux qui sont refusés à cet examen sont congédiés : il en résulte que tous les policiers ayant plus de six ans de service sont aptes au grade de sous-officier. Les policiers communaux sont recrutés dans la police d'État. L'armement de la police allemande se compose de fusils, pistolets, mitrailleuses, grenades. On note en outre cent cinquante autos blindées et des services de transmission.

L'instruction de la « Schupo » n'est pas limitée, comme l'organisation exposée ci-dessus le laisse supposer, à l'exécution de missions de police; elle comprend aussi des manœuvres de caractère nettement militaire.

Les formations de la Schupo de Munich et d'Augsbourg, d'après nos informations, auraient été subitement alertées,

(1) *Le Temps*, 16 octobre 1932.

l'automne dernier, par le ministère de l'Intérieur de Bavière pour assurer le *Grenzschutz*, c'est-à-dire la protection de la frontière. Le thème de la manœuvre aurait été le suivant. « Des colonies ennemies, chargées d'effectuer des réquisitions dans leur pays, n'ayant rien pu trouver, ont violé la frontière bava-roise. Arrivées en Bavière, les troupes ennemies font main basse sur le bétail et les vivres. La Reichswehr étant occupée ailleurs, la Schupo doit assumer à elle seule le soin de refouler l'ennemi le plus rapidement possible au delà des frontières. »

Les opérations se déroulèrent dans la région de Schöngau. Alors que les manœuvres des deux premières journées eurent surtout pour but l'étude du combat défensif et le refoulement des envahisseurs, celles des deux dernières journées visèrent à rétablir l'ordre et à capturer les adversaires. Les commentaires publiés à la suite de ces manœuvres insisterent sur ce fait que les policiers ont démontré leur aptitude au combat (*Schlagfertigkeit*) et sur les performances qu'ils sont en mesure d'accomplir en se jouant de toutes les difficultés. Le haut degré de leur instruction se serait surtout manifesté dans l'utilisation du terrain et dans l'appui mutuel des différents groupes pour progresser chacun à son tour dans la zone occupée par l'ennemi. Aucun obstacle n'aurait existé pour les policiers partant à l'attaque, que ce soit dans l'assaut d'une colline, dans le franchissement d'un ruisseau ou dans l'escalade de murs ou de clôtures de jardins. Les opérations permirent de se rendre compte des excellents résultats de l'entraînement physique intensif auquel sont soumis les hommes. Les tirailleurs, les agents de transmission, les téléphonistes ou les estafettes remplirent parfaitement leur rôle. La transmission des ordres se fit avec une rapidité extraordinaire.

Au cours de la critique des opérations, le colonel de police Döhla, commandant la Schupo d'Augsbourg, a fait ressortir que la Schupo n'était pas seulement une troupe de protection apte à opérer dans les villes, mais qu'elle était aussi en mesure de combattre dans des terrains accidentés et dans des régions inconnues.

Des manœuvres analogues ont eu lieu dans le Wurtemberg, dans le Mecklembourg-Strelitz, dans le Mecklembourg-Schwerin.

Les Schupos de Mecklembourg et de Lubeck auraient

effectué l'automne dernier une manœuvre combinée dans la région de la « Palinger Heide ». Les opérations auraient été dirigées par le lieutenant-colonel de police Heidemann et le commandant de la police de Lubeck. Les troupes de police auraient occupé leurs positions respectives peu après huit heures. De violents combats se seraient produits sur différents points du front. Le thème de la manœuvre supposait une attaque ennemie venant de la direction Ratzburg et ayant Lubeck pour objectif. Il s'agissait donc de défendre Lubeck contre cette attaque et de repousser l'ennemi. Cependant, la progression des forces ennemies devait être arrêtée. Les troupes de police auraient attaqué l'adversaire de flanc et l'auraient complètement anéanti.

La police prit part, pour la première fois en 1932, durant plusieurs jours, à des manœuvres d'une pareille envergure. Est-il exagéré, dans ces conditions, de dire avec la délégation française à la Conférence du désarmement que la police allemande atteint un degré de militarisation qui n'est réalisé nulle part ailleurs et cela dans un pays où les armements se trouvent limités ?

Le Comité des effectifs, saisi par les délégués de la France du caractère militaire de la police allemande, a décidé que les 40 000 schupos encasernés devaient être considérés comme des troupes régulières à comprendre dans les effectifs de l'armée allemande, ce qui revient à reconnaître sur ce point la violation du traité de Versailles par l'Allemagne. Cependant le Comité n'a pas compris dans les forces militaires la police qui n'est pas casernée, malgré les arguments français. Or le non-encasernement ne saurait enlever à un homme sa valeur militaire.

LA PRÉPARATION MILITAIRE DE LA JEUNESSE

ET LE « REICHSKURATORIUM »

Le peuple allemand aime la vie au grand air, les exercices physiques. Il suffit pour s'en convaincre de voir durant les mois d'été sur les routes d'Allemagne une vigoureuse jeunesse allant sac au dos et canne à la main par monts et par vaux. L'Allemand a l'instinct cocardier et grégaire. Pour le satisfaire, il s'est groupé, après la guerre, dans des associations sportives

arborant l'uniforme : c'est là l'une des causes du succès des sections d'assaut hitlériennes. Le gouvernement du Reich a parfaitement compris l'intérêt que peut présenter pour la formation militaire de la jeunesse, dans un pays où la conscription est abolie, cette inclination. Il s'est efforcé de l'utiliser. Tous ses efforts ont tendu à établir un programme de sport militaire (*Wehrsport*). Pour éviter d'encourir le reproche de violer l'article 173 du traité de Versailles, qui interdit le service militaire obligatoire, il a fait ressortir que, tandis que le service militaire était un service imposé par l'État, dans l'exécution duquel chacun remplit ses engagements envers l'État et au profit de ce dernier, le *Wehrsport* ne comportait pour l'État que l'engagement de veiller à la santé physique de l'individu et était organisé au profit de ce dernier. Les dispositions du traité ne peuvent donc trouver leur application dans ce cas. Elles peuvent interdire aux jeunes Allemands de devenir des soldats, mais elles n'empêchent pas de faire de la jeunesse allemande des hommes aptes à se défendre. La distinction est très subtile, nous y reviendrons.

On vit, durant l'été dernier, s'établir un peu partout en Allemagne des camps d'instruction où la jeunesse des associations sportives était instruite dans les matières du *Wehrsport* : marches, lecture de la carte, orientation sur le terrain, rôle des patrouilles et des avant-postes, exercices en terrain varié, lancement de la grenade, tir aux armes de petit calibre, gymnastique, jeux sportifs exigeant de l'assouplissement, de l'attention, du jugement et de l'esprit de décision.

Le gouvernement de Mecklembourg-Schwerin, au cours de l'été, prit même toutes les dispositions pour que le *Wehrsport* fit partie de l'enseignement officiel dans toutes les écoles du pays. Dans son ordonnance, le ministre de l'Instruction publique de ce gouvernement fait un devoir aux instituteurs de propager par tous les moyens, parmi leurs élèves, l'idée de la défense nationale (*Wehrwille*). Les écoles ont une mission toute particulière à remplir à l'égard de la jeunesse masculine. Tout l'enseignement doit tenir compte de la nécessité de développer la volonté de défense. Les écoles doivent donc accorder une attention particulière à la question du *Wehrsport*, et utiliser les possibilités données par les programmes scolaires, notamment par les journées d'excursion. L'instruction des

élèves est prévue par les membres de la Schupo en collaboration avec les maîtres dont les aptitudes sont reconnues.

Devant les résultats obtenus et le caractère populaire du mouvement, le gouvernement du Reich intervint. Un décret du président d'Empire du 13 septembre dernier institua un office du Reich pour l'éducation physique de la jeunesse (*Reichskuratorium für Jugendtätigung*) et des écoles de sport en terrain varié (*Geländesportschulen*) en vue de former des moniteurs auxiliaires (*Hilfslehrer*) pour les différentes associations s'occupant de l'éducation physique. Toutes les associations pratiquant le sport en terrain varié ont la faculté de proposer des candidats pour suivre les cours des écoles.

La direction du *Kuratorium* et de l'instruction fut d'abord assurée par le général von Stulpnagel, puis, après sa mort, en mars dernier, par M. Seldte.

Le Reich, en créant le *Reichskuratorium*, a déclaré vouloir poursuivre la préparation militaire de la jeunesse comme en France et en Italie. Il a, en fait, placé toute l'éducation de cette jeunesse sous sa surveillance en laissant, il est vrai, aux associations militaires la liberté de régler le travail comme elles l'entendent. La nouvelle organisation ne leur porte nullement atteinte, car c'est à elle que revient le mérite d'avoir groupé la jeunesse allemande pour lui inculquer les vieilles traditions. Elle est une véritable confédération de ces associations dont elle respecte l'autonomie. Cependant le besoin s'est fait sentir de coordonner leurs efforts, dont les tendances sont parfois divergentes, de leur assigner un but commun en leur donnant des directives. A cet effet, treize de leurs représentants ont été appelés au *Reichskuratorium* où ils collaborent avec trois délégués du gouvernement d'Empire, avec onze délégués des gouvernements des « pays », avec six membres désignés pour leur compétence dans les questions de « sport militaire » ; ces derniers sont, en majeure partie, des anciens officiers de la Reichswehr. Nous trouvons dans ce *Reichskuratorium*, les représentants du *Kyffhäuserbund*, du comité d'éducation physique, de l'association de la marine, de la *Deutsche Jugendkraft*, des associations militaires comme le Casque d'acier et les sections d'assaut hitlériennes.

L'activité des associations est facilitée, puisque les nouvelles écoles forment leurs moniteurs. Ces moniteurs seront

particulièrement qualifiés pour enseigner à leurs camarades les matières apprises par eux dans les écoles officielles de *Wehrsport* dont nous avons indiqué ci-dessus les branches principales. Les directives élaborées par le *Reichskuratorium* et approuvées par le maréchal von Hindenburg porteraient, suivant la presse allemande, sur les points suivants :

— Habitude de l'ordre, ponctualité, soins corporels, vie simple, renoncement à tout confort, culture de l'esprit de camaraderie, obéissance.

— Exercices d'instruction physique, gymnastique, athlétisme, course, corps à corps, natation.

— Tourisme. Au cours des excursions effectuées en commun, les élèves feront des marches de 25 kilomètres au minimum avec paquetage. La cadence à réaliser sera de un kilomètre en douze minutes. Ces performances ne doivent pas être obtenues dès le début, mais progressivement au cours des marches, avec utilisation de la carte et de la boussole.

— Comptes rendus et croquis : les élèves seront exercés à rédiger des comptes rendus, ainsi qu'à établir les croquis planimétriques et perspectifs à l'appui.

— Appréciation des distances et du terrain. Le but à atteindre est d'apprécier les distances jusqu'à mille cinq cents mètres avec une erreur maximum de 20 pour 100.

— Jeux sur le terrain : le but de ces jeux est de développer l'esprit d'initiative et de décision, l'attention et le jugement des élèves. Lorsque l'occasion s'en présentera, ces jeux devront s'accompagner d'exercices de transmission, soit au moyen du téléphone, de la signalisation optique, soit par coureurs ou cyclistes.

— Instruction théorique : d'une façon générale, l'instruction théorique est donnée par le directeur de l'école. Mais celui-ci peut faire appel à ses instructeurs pour le seconder dans sa tâche. L'instruction théorique a pour but de préparer l'instruction donnée sur le terrain ou de la compléter et de la perfectionner.

L'instruction est donnée dans des cours d'une durée de trois semaines, organisés dans des camps spéciaux. Chacun des cours est suivi par cent cinquante à deux cents élèves. Ceux-ci sont habillés, nourris et logés gratuitement. Le personnel instructeur est recruté parmi les officiers libérés de la Reichs-

wehr, ayant le grade de capitaine. L'expérience montrera si une période de trois semaines sera suffisante pour donner aux jeunes gens l'instruction nécessaire et pour permettre au commandement de désigner ceux qui seront aptes à remplir les fonctions de moniteurs dans les associations. En ce qui concerne l'instruction physique et le tir aux armes de petit calibre, les élèves reçoivent dans leurs associations, avant leur arrivée au centre d'instruction, les premières notions indispensables.

Les associations pourraient à la rigueur enseigner la gymnastique et le tir, mais il paraît qu'il n'en est pas de même pour le *Geländesport* ou sport en terrain varié : la bonne volonté et le feu sacré ne suffisent pas pour faire un bon instructeur dans ce domaine. Il faut pour cela des connaissances positives qui ne s'acquièrent pas du jour au lendemain par des études théoriques, mais pour lesquelles une longue pratique avec la troupe et avec le terrain est indispensable. Les mêmes directives prévoient peu de temps pour l'instruction physique ; il suffira que les élèves apprennent à se rassembler rapidement dans les différentes formations et à marcher correctement dans les rues et sur le terrain. En outre, les élèves devront s'entraîner à la pratique du commandement en exerçant à tour de rôle le commandement d'un détachement.

Ces directives sont un témoignage précieux quant au véritable caractère de la nouvelle organisation. Pour donner à la jeunesse une éducation physique, il n'y a pas besoin de lui faire faire l'école de section ou des exercices de « sport militaire » en terrain varié, il n'est pas besoin non plus de prendre comme instructeurs des officiers de la Reichswehr, ni d'élaborer une organisation hiérarchisée dont le levier de commande est entre les mains du gouvernement du Reich. Cela ressemble à s'y méprendre au dressage à la prussienne que l'Empire a fait, avec le service militaire obligatoire, subir avant la guerre dans ses casernes à la jeunesse allemande.

M. Herriot, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, dans son discours de Gramat l'automne dernier, affirma que le décret du 13 septembre organisait la préparation de la jeunesse de façon à la mettre en état de porter les armes. Les directives pour le *Reichskuratorium* confirment pleinement cette assertion et les commentaires

provoqués en Allemagne par la nouvelle institution ne peuvent que la fortifier. Alors que certains l'ont saluée comme une tentative de restauration de la patrie allemande, tentative encore entravée par le traité de Versailles, d'autres y ont vu le premier pas vers une renaissance du militarisme prussien.

La *Reichsbanner*, association républicaine, a observé une attitude réservée ; les milieux catholiques ont formulé aussi des objections. Ce nouvel organisme du Reich vise autre chose, a-t-on dit dans ces milieux, que le sport en terrain varié. Le but que les pouvoirs publics se proposent d'atteindre est bien plus élevé. Il s'agit en la circonstance de la militarisation de la jeunesse, de l'absorption des associations par l'État. A la réunion du 22 novembre, des associations sportives, en vue de leur adhésion au *Reichskuratorium*, participaient en effet des sociétés d'athlétisme, de foot-ball, de cyclisme, de canotage, de natation, de boxe, de yachting... ce qui indique des intentions très étendues d'emprise.

Dès sa constitution, le *Reichskuratorium* s'est mis activement à l'œuvre. Pour faciliter l'organisation des cours et la liaison avec les associations sportives locales, le territoire du Reich aurait été divisé en treize sections : Prusse orientale (Kœnigsberg), Poméranie, républiques de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz (Stettin) ; Schleswig-Holstein, villes libres de Hambourg et de Lubeck (Kiel) ; Brandebourg (Berlin) ; Silésie (Breslau) ; république de Saxe (Dresde) ; province de Saxe et république d'Anhalt (Magdebourg) ; province de Hesse-Nassau, républiques de Hesse et de Thuringe (Cassel) ; républiques de Wurtemberg, de Bade, de l'État de Hohenzollern (Stuttgart) province de Hanovre, républiques de Braunschweig, Oldenbourg, Lippe, ville libre de Brême (Hanovre), Westphalie et Rhénanie (Munster en Westphalie) ; Bavière (Munich) ; sport nautique pour le Reich (Berlin).

Le *Reichskuratorium* a adopté pour ces cours le système des *Krumpers*, ce qui permettra de former à tour de rôle un grand nombre de moniteurs dans les différentes écoles qui sont plus exactement des centres d'instruction. L'adoption de ce système est significative, surtout lorsqu'on se reporte aux précédents historiques. En évacuant l'Allemagne en septembre 1808, Napoléon signa avec la Prusse une convention interdisant

à ce pays d'avoir sur pied, en temps de paix, plus de 42 000 hommes. Scharnhorst, le réorganisateur de l'armée prussienne, tourna alors la difficulté en faisant donner une instruction rapide aux recrues, mais suffisante pour les mettre en état de connaître l'essentiel du métier de soldat. Tout en n'ayant théoriquement que 42 000 hommes sous les drapeaux, un nombre beaucoup plus considérable de soldats fut instruit, ce qui permit à la Prusse de mettre en campagne, au début de 1813, à la grande surprise de Napoléon, 350 000 hommes.

En général, l'instruction n'est donnée aux élèves que dans des camps. Toutefois à Amberg, une école aurait été installée dans la nouvelle caserne d'artillerie, où sept chambrées comprenant chacune de douze à quatorze hommes ont été occupées. Les jeunes gens revêtent une tenue d'exercice qui se compose d'une ample vareuse, d'une culotte, de bandes molletières et d'un képi.

Après trois semaines d'instruction, l'examen porterait sur les matières suivantes : Description, appréciation, utilisation du terrain, recherche et désignation des objectifs; camouflage, marche d'approche avec utilisation des couverts; appréciation des distances; transmission de comptes rendus verbaux; rédaction d'un compte rendu avec croquis à l'appui; établissement d'un cheminement; lecture de la carte; orientation à l'aide de la boussole; marche, etc.

L'examen sur les autres matières, c'est-à-dire les performances sportives proprement dites et le tir, est passé dans les associations. Les candidats qui subissent toutes les épreuves avec succès, peuvent remplir les fonctions de moniteur auxiliaire de « sport militaire » (*Wehrsport-Hilfslehrer*) au sein de leurs associations respectives.

De cette façon, le *Reichskuratorium* forme pour l'Allemagne entière des moniteurs qui, répartis entre toutes les associations de combat ou de sport, deviennent autant d'instructeurs militaires de la jeunesse. Voilà une façon de procéder peu ordinaire qui révèle sa véritable destination. Les associations de combat ont été, lors de leur formation, représentées comme destinées à la lutte contre le parti communiste. Peu à peu les voiles se sont déchirés et la vérité est apparue. Il en sera, sans doute, de même pour le *Reichskuratorium*. On peut se demander comment ces organisations militaires camouflées

sont compatibles avec l'article 177 du traité de Versailles qui interdit aux associations de toute nature de s'occuper de questions militaires, d'instruire ou d'exercer leurs adhérents dans le métier ou l'emploi des armes de guerre

LES ASSOCIATIONS DE COMBAT

Le *Reichskuratorium* est, en somme, une fédération d'associations de préparation militaire. Il a été souvent question, même à la tribune de la Conférence du désarmement, de ces associations « paramilitaires », dont M. Seldte a écrit *qu'elles seront nécessaires à l'Allemagne tant que le service militaire obligatoire ne sera pas rétabli ou tant qu'une milice ne sera pas créée*. Elles sont maintenant entièrement absorbées par les nazis depuis la démission du colonel Duesterberg et l'adhésion du président des Casques d'acier, M. Seldte, au parti national-socialiste.

Les unes et les autres non seulement sont organisées militairement, mais effectuent des manœuvres de caractère nettement militaire.

Voici d'abord l'organisation d'un groupe local du Casque d'acier dans une ville industrielle de moyenne importance avant l'absorption de cette organisation par les nazis. Le *Stahlhelm* y compte quatre cents membres environ. La ville entière est divisée en sept districts. Tous les camarades qui habitent un district sont réunis en une équipe. Chaque équipe se subdivise en groupes suivant le quartier. Chaque groupe se compose de dix à quinze hommes. Cette organisation est nécessaire, afin de pouvoir manœuvrer, en cas d'alarme, avec le minimum de temps.

La tâche des équipes consiste à exécuter des mesures d'organisation, à veiller à l'éducation politique, à la propagande, aux questions de défense en général, etc... Chaque équipe est elle-même incorporée dans des unités de combat divisées en active, réserve et territoriale. Les membres de l'active ont chaque mois, outre les réunions d'équipes, un service actif extérieur. Le *Jungstahlhelm* et les associations de sport militaire y assistent, mais en plus ils s'exercent spécialement, deux fois par mois, afin de perfectionner le plus possible leur instruction. Les nouveaux venus et les camarades dont l'ins-

truction n'est pas encore terminée, forment une section à part.

La direction des trois unités de combat et de leurs sous-groupements est entre les mains des camarades compétents qui peuvent être en même temps chefs de groupes et d'équipes, mais pas obligatoirement. Les unités de combat de deux ou trois équipes sont réunies en pelotons qui possèdent à leur tour des chefs respectifs. Tout ce qui regarde les sports est dirigé par le président des sports militaires assisté de ses chefs de peloton. Différents groupes spéciaux, comme le service de liaison, les services automobiles, dépendent de ce président.

Un groupe local n'est pas seulement organisé par une bonne répartition des unités, il lui faut aussi un chef. Ce chef doit être appuyé par un comité. A ce comité appartiennent : le président des sports militaires, le président du *Jungstahlhelm*, le chef de la comptabilité, un patron et un ouvrier, éventuellement un fonctionnaire et un homme d'affaires si l'une ou l'autre de ces professions n'est pas représentée parmi la direction.

Quant à l'instruction militaire des hommes du Casque d'acier, elle a été étudiée dans tous les détails à l'occasion du deuxième cours pour gradés organisé avec l'appui du *Reichskuratorium*, au mois de décembre, par le *Gau Alt-Wurtemberg*, au *Kalten Feld*.

Passons maintenant aux exercices pratiques dont un bel exemple nous paraît être la manœuvre effectuée, fin septembre dernier, par les troupes du Casque d'acier de Haute-Silésie à la frontière germano-polonaise. La narration par le Casque d'acier de cette manœuvre prouve combien est prononcée l'instruction militaire de ses membres. La manœuvre avait pour but de contrôler l'instruction et l'entraînement de formations évoluant en terrain varié. Elle s'est déroulée dans l'arrondissement-frontière de Gleiwitz, à proximité immédiate de la frontière polonaise. Les unités du Casque d'acier des districts de Beuten, Gleiwitz-Ville et Campagne, Hindenburg et Gross-Strehlitz, y auraient pris part. Dès la nuit précédente, certaines unités avaient occupé des cantonnements d'alerte.

Les unités du parti B ont manœuvré d'une façon réellement étonnante, réservant aux troupes du parti A de nombreuses surprises dans ce terrain très vallonné.

Le Casque d'acier a annoncé aux assistants que c'était la

première fois que ses sections de Haute-Silésie effectuaient une manœuvre de cette envergure, qu'il espérait être en mesure d'organiser régulièrement des exercices de ce genre pour permettre à la jeunesse de s'entraîner d'une façon intensive. Jusqu'à l'été dernier, en effet, la police cherchait à mettre obstacle par tous les moyens à ces exercices. Les tracasseries de la police ont cessé lors de l'arrivée au pouvoir de M. von Papen, pour permettre au Casque d'acier de se consacrer en toute liberté à son travail « pour le plus grand bien de la patrie allemande ». Sous le ministère d'Hitler, les membres du Casque d'acier, comme ceux des sections d'assaut, constituent une police auxiliaire armée de revolvers et de matraques en caoutchouc, ce qui semble une violation des articles 162 et 177 du traité de Versailles, ci-dessus indiqués. Cependant, le Comité des effectifs de la Conférence du désarmement n'a pas cru, malgré l'exposé de nos représentants, inclure la police auxiliaire des nazis dans les effectifs de la nouvelle armée du Reich. L'utilisation officielle des associations « paramilitaires » marque pourtant une progression constante. Il ne reste plus que leur incorporation dans l'armée.

Le Casque d'acier montre une grande activité, non seulement sur terre, mais aussi sur mer. Convaincu que l'Allemagne pourra de nouveau un jour jouer un rôle sur mer et y déployer son ancien pavillon de guerre, il initie sur le Havel des équipes de jeunes gens au service naval et sanitaire, leur fait exécuter tous les exercices nautiques indispensables à de futurs marins.

Le Casque d'acier n'a pas même chômé en hiver. Afin de former des gradés aptes à diriger les manœuvres des sections de la Prusse orientale au printemps de 1933, il avait organisé, au début de cette année, des cours spéciaux au centre d'instruction de Metgethen. L'équipement exigé des hommes participant à ces cours paraît significatif : uniforme du Casque d'acier, havre-sac, couvertures, toile de tente avec accessoires, linge de corps, culotte, chemise et souliers de sport, gamelle, musette, bidon, nécessaire de toilette, maillot de bain, crayons et papier, porte-carte.

Si des Casques d'acier nous passons aux sections d'assaut d'Hitler, nous trouvons des développements de forces encore

plus considérables. L'automne dernier, les S. A. (1) ont exécuté, durant des semaines, des manœuvres dans les différentes parties de l'Allemagne, manœuvres organisées d'après les principes de la technique moderne du combat. Le chef d'état-major des sections d'assaut, M. Röhm, en a profité pour faire une tournée d'inspection de ses troupes. Le 9 octobre, M. Röhm a notamment assisté aux manœuvres de la *Standarte* (régiment) 123 dans la région de Tubingen. Au cours de la critique des manœuvres, le chef d'état-major s'est ainsi exprimé :

« Je n'ai encore vu nulle part ce que la *Standarte* 123 a réalisé. Ces manœuvres m'ont prouvé que les S. A. sont à la hauteur de n'importe quelle tâche. L'esprit qui anime les cinq cent vingt mille hommes des S. A. de toute l'Allemagne est excellent. Mais ce qu'il m'a été donné de voir ici, au point de vue de l'instruction, est au-dessus de tout éloge. »

Devant les douze cents hommes de la *Standarte*, le chef Röhm a encore déclaré :

« Camarades, par votre travail, vous montrez que vous continuez la tradition des glorieux régiments wurtembergeois de la Grande Guerre, connus pour être les meilleurs de toute l'armée allemande. Lorsqu'on voit des centaines de milliers d'hommes se grouper dans les S. A. pour travailler volontairement, en s'imposant bien souvent des sacrifices et des privations, au relèvement de l'Allemagne, nous savons que c'est là l'esprit qui rendra de nouveau l'Allemagne grande et puissante. »

Tout cela est assez modeste en comparaison de la manœuvre de vaste envergure, exécutée en octobre par les S. A., dans les environs de Berlin, à Freesdorf et à Tremsdorf, villages de la marche de Potsdam. Ces deux localités sont séparées par des terrains accidentés et boisés qui avaient été choisis par le haut commandement des S. A. comme théâtre des opérations.

Plusieurs milliers d'hommes, munis de simulacres (*attrappen*), représentant des minenwerfer, des mitrailleuses, des armes de défense contre avions, divisés en deux partis, y auraient été opposés. Les opérations se déroulerent avec le concours de l'aviation. Les troupes avaient à leur disposition

(1) Sections d'assaut hitlériennes.

des téléphones de campagne, et un important réseau de fils s'étendait le long des routes et à travers les champs. Des sentinelles avaient été placées à plusieurs kilomètres en avant des positions occupées pour en interdire l'accès aux étrangers. Des motocyclettes et des autos circulaient en tous sens. Sur les bas-côtés des routes, on voyait des cuisines et des postes de secours pour blessés. De loin en loin des positions d'artillerie étaient figurées.

Le village de Tremsdorf était sens dessus dessous. On y rencontrait partout des chemises brunes. Dans l'embrasure des portes et derrière les arbres se trouvaient des simulacres de mitrailleuses et de minenwerfer. Non loin du village, se seraient trouvés trois avions prêts au départ. Soudain l'alerte retentit. L'escadrille national-socialiste attaqua Tremsdorf, laissa tomber des bombes qui n'auraient été figurées que par des sacs de papier. De chaque côté des rues, le long des maisons et des clôtures, les soldats d'Hitler, couchés dans la boue, attendaient la fin du bombardement.

Au loin, on entendait le bruit de la bataille. Les officiers de carrière qui assistèrent à cette manœuvre auraient remarqué que les troupes ne faisaient pas preuve d'une bonne instruction. Soit, mais ce que nous redoutons c'est leur entraînement au service en campagne, qui fait qu'elles ne seraient nullement surprises par une alerte. Des manœuvres de ce genre ayant eu lieu durant l'été et l'automne dans toutes les régions de l'Allemagne, les S. A. sont vraiment « dressées ». Leur haut commandement a donné dernièrement à entendre qu'il était satisfait des résultats et que 40 pour 100 environ des membres actifs des sections d'assaut hitlériennes avaient participé aux manœuvres. Le haut commandement des S. A. est convaincu d'avoir derrière lui des formations utilisables.

Ni l'*Angriff*, ni le *Völkischer Beobachter* ne dirent un mot de cette « promenade » des S. A., alors qu'habituellement de longues colonnes sont consacrées aux réunions et aux exercices de l'« Allemagne ressuscitée ». Cette différence ne donne-t-elle pas à ces manœuvres leur véritable signification ? En tout cas, la France a saisi le comité des effectifs de la Conférence du désarmement de la question et ce comité a décidé d'inclure les formations paramilitaires allemandes parmi les effectifs militaires qui seront visés dans la convention de désarmement.

A la tribune du Sénat, lors de la discussion du budget des Affaires étrangères, M. Paul Boncour s'est élevé contre « le foisonnement d'organisations semi-militaires qui peuvent être un jour les éléments d'une organisation militaire générale ».

On a parlé souvent du dossier secret des armements du Reich. A l'heure actuelle, l'expression est périmée. M. Eccard a pu dire au Sénat, dans cet ordre d'idées, qu'une étude judiciaire du budget allemand, de la presse allemande, des comptes rendus des procès pour haute trahison contre les pacifistes allemands, constituait une source précieuse de renseignements. Le rapport de la commission de gouvernement de la Sarre sur l'activité militaire des troupes d'assaut hillé-riennes est un document d'autant plus important, que la commission est un organisme international où ne siège qu'un seul Français. La *Berliner Børsen Zeitung* a elle-même reconnu la gravité des faits en écrivant que le rapport était une arme dangereuse pour « la propagande française ». Les troupes d'assaut sont à l'heure actuelle l'armature du régime et une force supplétive utilisée pour « nettoyer » l'administration, chasser les gouvernements des États du Sud. Les associations « paramilitaires » avec la Reichswehr et la Schupo donnent à l'Allemagne, d'après le brigadier général Spears, député au Parlement anglais, la possibilité d'avoir plus d'hommes instruits militairement que n'importe quelle autre nation. Or, l'Allemagne a déclaré ne pas avoir d'argent pour les réparations et succomber sous le poids de la crise économique. Ne pourrait-elle pas employer ses capitaux à une besogne plus productive?

JACQUES MAUPAS.

UN HISTORIEN DE LA CAMPAGNE FRANÇAISE

M. GASTON ROUPNEL

« La France résulte d'abord d'une certaine nature de sa terre et des milliers d'habitudes que les hommes ont peu à peu reçues de cette terre. »

CAMILLE JULLIAN.

M. Gaston Roupnel s'est fait connaître, il y a une trentaine d'années, par un beau roman paysan, *Nono* ; il s'est fait estimer des érudits, voilà une dizaine d'années, par un ouvrage intitulé : *la Ville et la Campagne au dix-septième siècle, Étude sur les populations du pays dijonnais* ; il s'est fait remarquer des philosophes, voilà quatre ou cinq ans, par un essai de réflexion métaphysique, *Siloë* ; enfin il vient de nous donner cette *Histoire de la Campagne française*, qui nous intéresse aujourd'hui.

L'œuvre diverse et dense de notre Bourguignon, professeur d'histoire à la Faculté des lettres de Dijon, lui a valu de nombreux amis et un public fidèle, ce qui est le plus grand bien que puisse souhaiter un auteur, mais cette audience reste restreinte. Une longue vie toute provinciale ne recommande guère à l'attention des Parisiens, — non plus que des provinciaux, exception faite pour une seule province, — et une œuvre sobrement définie par quatre titres passe aisément inaperçue dans le flot de nos imprimés. J'ajoute qu'il est imprudent, d'un point de vue temporel, de pratiquer, comme l'a osé faire M. Gaston Roupnel, des genres tout à fait différents. Les lecteurs de *Nono* savent-ils que l'auteur qu'ils apprécient est un érudit ? Les érudits savent-ils que leur confrère est un métaphysicien ? Les métaphysiciens se doutent-ils que l'homme qui leur a proposé une définition

nouvelle de la durée et de l'instant est par ailleurs un romancier, un érudit ? Puissent ces lecteurs divers, ces trois publics se rencontrer, en lisant la récente *Histoire de la Campagne française*, ce livre qui puise sa force à une triple source de savoir, d'amour et de sagesse.

PREMIÈRES LECTURES

J'avais lu *Nono* en son temps, et je viens de le relire, ce beau livre qui a pour fond la paysannerie, montrée, racontée par un écrivain qui vit avec elle de plain pied. Il y a si peu de livres tels ! Je n'en connais, à dire vrai, qu'un seul, *la Vie d'un simple*, d'Émile Guillaumin, ce véritable paysan, qui travaille non détaché de la terre, de ces quelques hectares, et de ces quelques vaches qui sont l'appui matériel de tant de familles françaises et pourraient leur servir de signe héraldique. Émile Guillaumin, toujours des nôtres, vit avec une paisible dignité dans ce village d'Ygrande en Bourbonnais où il a trouvé toute son expérience, comme M. Gaston Roupnel vit sur la terre bourguignonne. *La Vie d'un simple* raconte la vie d'un métayer du centre, *Nono* raconte la vie d'un vigneron de Bourgogne. *La Vie d'un simple* est un beau livre grave ; il y a plus d'esprit et de soleil dans la vie traversée et les paroles abondantes de *Nono*. Dirons-nous que c'est la boisson où il se mouille les lèvres ? La différence est plus profonde. M. Émile Guillaumin est un travailleur stoïque qui accepte l'inévitable : s'il rencontre ses maîtres, c'est Épiclète, c'est Marc-Aurèle. M. Gaston Roupnel découvre d'autres horizons, d'où lui vient, baignée dans une autre lumière, une tendresse plus chaude et plus espérante.

On a beaucoup écrit, ces temps derniers, sur le peuple, et presque toujours on nous a donné à lire des livres désolants, où rien n'était montré que la bassesse, la tristesse ou le morne. Si douloureux que soit le récit de M. Gaston Roupnel, on y surprend toujours, comme la deuxième voix d'une pièce fuguée, lié au *lamento* de la vie populaire, de toute vie humaine, le riche frémissement des vibrations heureuses.

Et j'avais lu, comme *Nono*, en son temps, *la Ville et la Campagne au XVII^e siècle* ; lu, relu, et gardé sous la main comme une des nourrissantes lectures qui se puissent faire

sur l'ancienne société française. Livre d'érudit, porté, justifié de ligne en ligne, par les archives municipales, familiales, judicieusement dépouillées; livre pourtant d'où n'est jamais absente l'imagination, la sympathie du romancier. Je ne dis pas qu'elle se montre; ce serait hors de saison. Mais elle existe; silencieuse, réservée, elle éclaire les lentes analyses, elle anime chacune de ces pages apparemment sèches.

Le sujet de M. Gaston Roupnel est d'une simplicité classique. En 1650, le pays dijonnais est ruiné; la guerre de Trente ans, puis la Fronde, y ont promené leurs armées; le sol est dévasté. Au ^{xviii}^e siècle, le pays dijonnais est restauré, ses routes sont jalonnées par les bonnes maisons, les fermes, les chaumières. Entre la ruine et la restauration, il y a eu un travail; ce travail, voilà le livre.

La Bourgogne ruinée : c'est le tableau initial. La vanité nous tient toujours, nous autres modernes, et quand nous ne nous flattons pas d'avoir inventé la civilisation et le bonheur, renversant soudain les termes de l'affirmation, nous pensons avoir infiniment perfectionné les catastrophes et l'art de détruire. C'est nous flatter encore. Les moyens des destructions anciennes étaient plus lents que les nôtres, mais ils étaient efficaces, et le diable trouvait son dû. Au ^{xvii}^e siècle, le soldat en guerre « vivait sur le pays », et ce qu'étaient alors le soldat et sa vie, on s'en doute. Les villes, entourées de hauts murs, se défendaient mieux que les campagnes, mais avec les dévastations venait la peste, mal sans recours. Enfin les campagnes alentour étant abandonnées, la famine sévissait et décimait les survivants. Entre la Bourgogne royale et la Comté impériale, aux environs de 1650, s'étendait un pays désolé, auquel nos récentes régions dévastées n'auraient eu rien à envier. Cette misère est écrite dans les vieux livres de raison, dont M. Gaston Roupnel, si apte à sentir les joies et souffrances des êtres, nous livre la substance.

Écoutons comme il résume les registres de la seigneurie de Tavannes, à Beaumont. En mai 1636, c'est encore la vie paisible et l'activité ménagère : « Les dépenses y sont d'une bonne table. On y achète *le fromage blanc pour la nourriture des dindets de madame*. Mais un mois après, en juin, la dépense est d'autre nature : elle est de poudre et de munitions. En juillet et en août, frais de déménagement. En septembre,

frais de funérailles, car il y a huit cents morts à enterrer au cimetière de Sainte-Catherine. Enfin, en octobre, ce sont les messages de détresse envoyés précipitamment. Le dernier est du 22 octobre. Ce jour-là, le receveur Janvier quitte les lieux en toute hâte, *voyant à la portée du mousquet les armées du comte de Challas... et autres armées ennemies*. Et depuis, les années ont passé « sans que ledit feu Janvier et sa femme soient retournés audit Beaumont où leurs biens ont été brûlés et saccagés ». C'est seulement dix ans plus tard qu'un nouveau receveur, Bernard Galiet, ouvre un nouveau registre, où les dépenses notées ne sont plus *Fromage pour les dindets*, mais aumônes de froment pour les gens, et reconstruction pour des fours, des granges et des maisons. Entre les deux dates de 1636 à 1646, il n'y a rien aux comptes de Beaumont ; il n'y a guère davantage ailleurs, croyons-nous, et c'est le silence sur cette campagne et sur son histoire. »

Comment savaient détruire les hommes du XVII^e siècle, tel pourrait être le titre des cinquante premières pages du livre de M. Gaston Roupnel. Comment ils savaient reconstruire, le titre des cinquante suivantes. C'est le sujet d'un roman de Balzac, greffé sur un complexe de cent mille familles. On pourrait même étendre l'analogie et dire que le sujet de la *Comédie Humaine* tout entière, c'est la reconstruction des patrimoines, des familles françaises après les bouleversements de la Révolution et de l'Empire. M. Gaston Roupnel nous raconte l'ancienne reconstruction bourguignonne. Les autorité locales, l'État, n'y sont pour rien ; à peine voit-on paraître la figure de l'intendant Bouchu. La paysannerie locale ne compte pas davantage, par la triste et décisive raison qu'elle a été décimée, balayée. En maints lieux, la campagne n'est que ruines et désert. Ce sont les villes, mieux préservées, ce sont les bourgeois de Dijon qui vont agir.

Ils ont gardé quelques réserves, qui suffiront à la besogne. Ils achètent les biens, appellent la main d'œuvre. C'est un vrai travail de colonisation. Trente villages portent dans leurs archives que les paysans en sont « tous rentiers des habitants de Dijon ». Les anciens nobles avaient été ruinés, détruits par les guerres, presque autant que la paysannerie. Les bourgeois rachètent, en même temps que leurs terres, leurs noms et leurs droits féodaux. Une nouvelle noblesse commence, forte

par les biens, les magistratures, les offices, et qui écrit, définit avec une rigueur juridique, qui administre avec un savoir faire d'avoué, les droits nombreux et imprécis qu'elle trouve dans les vieilles chartes tombées entre ses mains. Influente dans les cours de justice, cette nouvelle noblesse ajoute au pouvoir de la propriété celui de la jurisprudence. Une des causes de la Révolution française, récemment aperçue par les historiens, est là, parfaitement montrée par M. Gaston Roupnel pour l'étroit domaine où porte sa recherche : jamais les droits féodaux n'ont été d'un meilleur rendement qu'administrés par les hommes de loi, les parlementaires du XVIII^e siècle. Ces possédants capables et durs, ils reparaitront, sous d'autres figures, d'autres noms, mais les mêmes exactement un peu plus tard : ce seront les acheteurs de biens nationaux, héros de ce Balzac dont nous nous souvenions tout à l'heure ; ils s'appelleront Grandet, Sauviat, Graslin, et ce seront les mêmes hommes qui enrichiront, s'enrichissant eux-mêmes, la France de Louis-Philippe et de Napoléon III.

Ils ont, eux et leurs pareils auront toujours, qu'ils soient du XVIII^e ou du XIX^e siècle, une masse de défauts : parcimonie, suffisance, vanité. Mais ils ont aussi des qualités puissantes, qui sont essentiellement des qualités paysannes, et M. Gaston Roupnel est trop de cette race pour n'en pas estimer le haut prix. « Des richesses qu'ils ont acquises, ils font l'emploi le moins désintéressé sans doute, mais socialement le plus judicieux », écrit-il et il montre, dans cette restauration terrienne qui est leur œuvre, « ce goût naturel aux choses fortement achevées qui prolongera ses conséquences sur d'autres activités, et sur celles mêmes de la pensée ».

Tandis que l'anobli s'élève, le noble de race continue de fléchir. Voici les Tavannes. Au XVII^e siècle, fortifiés par des alliances parlementaires, ils administraient bien. Mais au XVIII^e siècle la Cour les séduit, ils ne résident plus, ils oublient d'être bourguignons, ne savent plus compter, et leurs dettes égalent bientôt leurs richesses. Les voilà dans la gêne, harcelés par leurs fournisseurs, et leurs archives familiales ne contiennent plus que des mémoires de bijoutiers, tailleurs, modistes et marchands de chapeaux. Les Mairetet, au contraire, bientôt seigneurs de Minot, avec quelle force ils montent dans le siècle ! Ils administrent pour les Tavannes, et les déboires de

leurs maîtres profitent à leur cassette. Leur première acquisition terrienne date de 1541, la dernière est de l'an XII, et pendant ce long temps, presque trois siècles, ils n'ont cessé d'acquérir, prêter, gagner. Pendant près d'un demi-siècle, le conseiller Mairtet a tenu l'exacte comptabilité de toutes les longues de veau, volailles et pintes de vin qui lui furent offertes « au son des hauts-bois, au sortir de la messe », par les jeunes époux. Rien n'a été omis de la traditionnelle offrande, du 12 avril 1745, jour où s'ouvre le compte, jusqu'au 21 avril 1789, jour où François Girardot et sa jeune épouse ont apporté, « au son du haut-bois, au sortir de la messe », la dernière longe de veau et la dernière pinte de vin. Pour la première fois depuis un demi-siècle, les époux avaient oublié le gâteau. C'est un signe des temps !

Car s'il y a les Tavannes et les Mairtet, il y a aussi les François Girardot. Autour des entreprises agricoles des bourgeois de Dijon, s'est refait un peuple rural, dur et rétif : les archives nous le montrent faisant tumulte aux assemblées, prompt à plaider contre ses maîtres. Le grand procès, c'est la Révolution, où notre auteur n'entrera pas. Ce qui l'intéresse dans l'histoire, ce ne sont pas les crises, les déchirures du tissu social et ce bruit strident qu'elles font aux oreilles ; c'est le tissu même, la coexistence et la collaboration des êtres. Rares sont les auteurs qui, traitant du xvii^e ou du xviii^e siècle, ne laissent pas paraître le préjugé qui les attache à l'ancienne société ou les dresse contre elle. M. Gaston Roupnel est de ce petit nombre. Il montre les choses telles qu'il les voit, sans les farder. Mais il n'y a pas de venin dans sa manière de les montrer ; les abus ne le distraient pas de connaître l'ensemble, ce puissant et utile ménage que font ensemble une terre et des êtres. Les bourgeois de Bourgogne aimaient l'argent, et c'était d'un utile amour : l'argent, entre leurs mains, servait. Pris à la terre, il lui était rendu en étables plus saines, granges, greniers plus vastes, et labours plus profonds.

L'HISTOIRE DE LA CAMPAGNE FRANÇAISE

La Ville et la Campagne au xvii^e siècle nous avait été présenté comme le premier d'une suite de quatre ouvrages, dont le second, le troisième, le quatrième, étudieraient la vie poli-

tique, la vie régionale et patoisante, les mœurs et la vie privée. « Nous espérons, écrivait M. Gaston Roupnel, pouvoir présenter ainsi le spectacle de ce que furent la vie intérieure et le rôle particulier d'une province française à l'époque même où se décidait la centralisation. » M. Gaston Roupnel n'est pas de ceux qui espèrent à la légère, et nous sommes assurés que la substance des œuvres annoncées existe dans ses dossiers. Mais il a l'âme voyageuse ; la méditation historique, distraction et occupation de toute sa vie, l'entraîne toujours ; et voici qu'il nous donne ce livre au titre si vaste que le lisant on s'étonne d'abord : *Histoire de la Campagne française*.

La campagne, cette immobilité, ce silence, aurait donc, par elle-même, une histoire ? « Tout ce qui est de l'homme a la vie précaire et caduque, écrit notre auteur. Seule, la campagne qu'il créa reste l'œuvre qui dure à jamais. » C'est vrai, la campagne est une œuvre ; elle porte en chacun de ses traits l'empreinte d'une intention, d'une volonté, d'une peine ; le mot œuvre est le mot juste. « Il est étrange, continue M. Gaston Roupnel, que cette œuvre n'ait pas encore été racontée. » Telle va être son entreprise. Il nous met en garde contre notre inattention. L'énigme est partout dans les champs, et l'explication est due à chacun de leurs traits. D'où vient la répartition si juste des forêts, des cultures, la forme des parcelles, le tracé des chemins, le rapport des parcelles aux chemins ? Tout cela, à quoi nous ne pensons pas, est problème. « Cette indestructible fondation qui est devant nous et qui nous contemple de toute sa perpétuité et de tout son silence », il faut avouer que nous sommes singulièrement ignorants d'elle.

Je m'interroge, rassemblant tout mon savoir et, me hasardant à répondre, comme un bachelier inquiet je suggère : « Ce sont les Romains qui ont tracé les routes, les moines qui ont défriché les forêts... » Cela dit et me taisant, M. Gaston Roupnel me prévient sans rudesse qu'autant de mots, autant d'erreurs. Les moines ont si peu défriché les forêts, qu'autour de leurs abbayes (Citeaux, Froidevaux) elles se pressent encore. Ils pratiquaient l'élevage, et la forêt, aux temps primitifs, au moyen âge encore, était utilisée comme pâture pour les bêtes qu'on y laissait errer. Quant aux routes romaines, leur tracé rectiligne traverse la campagne comme un trait, et l'ignore. Elles vont droit ; M. Gaston Roupnel n'aime pas cette rectitude,

c'est une violence faite aux choses. Elles appartiennent à une construction politique, non à la construction rurale que nous voulons connaître. Ainsi les deux questions élémentaires restent posées : « quels ont été les défricheurs du sol, les traqueurs des chemins ? »

Ne perdons pas de vue que les Romains, découvrant la Gaule, l'ont trouvée habitée par des peuples dont M. Camille Jullian, leur historien, estime le nombre à 25 millions d'âmes, trente peut-être; habitée, cultivée, avec une intelligence qui leur inspirait la plus vive admiration. Ils n'avaient pas, dans leur Italie montagneuse, ces plaines, ces récoltes. La Gaule, dit Strabon, est l'Égypte du nord. Elle était déjà le pays du pain le plus fin, le plus blanc. Hasardons une réponse: « Les Gaulois, dirons-nous, ont tout fait, et les Romains ont reçu d'eux une Gaule achevée... » Gaston Roupnel nous fait signe que nous nous trompons encore. Les Gaulois, prévient-il, c'est un grand nom, qui nous abuse; en réalité, peu de chose dans l'histoire de notre pays; ils y sont tardivement entrés, quelque huit siècles avant la conquête romaine, à l'instant de ce vaste branle-bas inexplicable qui a jeté les Doriens sur la Grèce, les Latins sur l'Italie, et brisé sur les rives méditerranéennes de belles civilisations que nous commençons d'entrevoir.

Tout donne à penser qu'il en a été de même pour notre pays; qu'une civilisation rurale très complète y a précédé ce que nous sommes convenus d'appeler les temps historiques; que si les Méditerranéens ont créé la cité, les fondateurs de l'Europe occidentale ont fondé la communauté terrienne, le village; que les Gaulois n'ont pas introduit l'ordre, mais le désordre; qu'ils ont été les fourriers des hordes germaniques, et que leur arrivée a commencé ces deux mille ans troublés qu'occupent les guerres avec Rome, l'Empire, — trois siècles pacifiques, — les invasions barbares, et que terminent enfin les fondations sociales du xii^e siècle chrétien. Les Gaulois sont venus, portant l'épée de fer, l'arme longue et rigide, invention terrible qui sera l'épouvante, et ce n'est pas à eux que peuvent être attribuées ni la richesse, ni la culture du pays qui a pris d'eux son nom. « L'agriculture ne fut pas dans notre pays, écrit M. Roupnel, une révélation apportée par d'ingénieux victorieux. » Si nous voulons trouver les fonda-

teurs, il nous faudra chercher plus haut, là où l'enseignement reçu nous laisse dans les ténèbres.

Plus haut que l'histoire, il y a la préhistoire. Au moment d'y entrer, de nous séparer des textes classiques, des inscriptions gravées et datées dans la pierre, un vertige nous prend. Mais c'est sans raison, c'est manque d'habitude. Ce ne sont pas les parchemins qui font les coutumes humaines, et les races primitives de l'Europe occidentale avaient assurément en puissance ces dons d'intelligence et d'âme par lesquels nous nous croyons séparés d'elles, de ceux que nous appelons avec une hauteur dédaigneuse les hommes de l'âge de pierre. M. Gaston Roupnel n'a pas tant d'orgueil. Universitaire, expert en cette matière, il pense qu'un professeur d'Université risque de se tromper s'il se croit supérieur, pour l'esprit et l'âme, à un vigneron des côtes. Vigneron lui-même, il ne pense pas que la charrue d'acier qui assainit sa terre le fasse supérieur au primitif ingénieux et tenace qui travaillait la terre avec un araire en bois durci au feu. « Tout était dit et fait sur nos campagnes, écrit-il avec la force et la brièveté d'un homme persuadé, quand s'amorce ce superficiel affleurement du passé que nous appelons l'histoire. »

Il nous tend la main, nous aide à franchir le pas. Avant l'époque gauloise, il y a l'âge de bronze, puis, s'éloignant toujours, les âges de pierre, le néolithique, le paléolithique. Ne pensons pas aux fameux dessinateurs des Eyzies, qui appartiennent à un autre monde, à une préhistoire de la préhistoire même, et dont l'art parfait constitue un des plus étonnants épisodes de l'aventure humaine ; pensons aux ouvriers qui taillèrent dans la pierre ces beaux outils polis qu'on voit en si grand nombre dans nos musées provinciaux. Tout nous mène vers eux, nous découvre des liens inconnus. Les traditions historiques, les objets trouvés en fouillant, nous apprennent que notre Europe occidentale fut longtemps occupée par des races très sédentaires, très stables, très attachées au sol. Les anciens les appelaient Ibères ou Ligures, et M. Gaston Roupnel emploie souvent ce dernier mot. Mais c'est pour la commodité du langage, et sans y attacher d'importance. Mieux vaut sans doute les laisser inconnus. Ce sont les silencieux ancêtres, les primitifs. Du moins avons-nous leurs reliques, leurs ossements, leurs crânes ronds. Nous les rencontrons partout, depuis la

Bavière jusqu'au Plateau central. C'est d'Asie qu'ils sont venus, chasseurs nomades, pénétrant, dominant, pressant devant eux d'autres peuples qui ont résisté sur la frange Atlantique, Bretagne, Maine, Vendée, où nous trouvons des outils, des crânes différents.

Abandonné sur la plaine orientale qui va de l'Elbe à la Mongolie, l'homme ne peut qu'errer. Mais notre Europe occidentale, avec ses hauts reliefs, ses vallées ouvertes, entr'ouvertes, ses innombrables pays si divers et tous habitables, incite à une autre vie. Le sol français, à cet égard, offre un incomparable accueil. « Ce qui fixa l'homme et l'attacha au sol, écrit M. Gaston Roupnel, ce n'est pas une décision ou une direction qu'il puisait dans son génie propre. La puissance fixatrice, elle siège en chaque coin de cette future France. Elle est la grâce autoritaire de cette nature. Chaque lieu est un territoire complet où l'homme trouve, au raccourci de ses moyens, tout l'univers nécessaire, toutes les formes du relief, les sous-sols variés, les aptitudes qui se complètent. Partout, ce sont les mêmes doux mouvements du sol coupés de hardis traits brefs. Partout, la terre est à la convenance de nos besoins et de nos goûts, et non moins adaptée à nos intérêts qu'à nos rêves (1). »

L'homme errant a planté ses tentes, évitant les vallées marécageuses, préférant les plateaux, et par le feu créant l'espace au milieu des forêts. De cette halte perdue dans le lointain des âges, il est licite de penser que la marque est restée : le village massé, tel qu'on le rencontre de la Bavière jusqu'en Bourgogne, aux mêmes régions où se trouvent accumulés les vestiges de l'homme au crâne rond, le village en tas (*Haufen dörfer*, disent les Allemands), si caractéristique et inexpliqué par l'histoire, la préhistoire l'explique peut-être. « Notre village, fixé pour toujours au centre de sa terre dépouillée, est encore maintenant l'image attardée de ces tentes groupées que le nomade plie et déplie chaque soir et chaque matin. Dressé au milieu de l'étendue, à notre insu il porte pour nous, en

(1) J'ai un peu concentré ce passage cité. Je sais que je contreviens par là à la religion moderne du texte, et je me dénonce moi-même. L'ensemble de l'œuvre aurait gagné à être purgé de deux cents épithètes et points d'exclamation qui donnent parfois à la page un air declamatoire, alors que c'est tout le contraire. Le défaut ne touche que la surface, on l'effacerait avec la main.

son attitude et en son isolement, la confuse signification d'être encore le camp sur la plaine, la halte du soir, le rassemblement craintif des logis d'une nuit sur l'éternelle steppe, l'homme accablé par l'immensité et par la solitude. » Autour des tentes, des huttes succédant aux tentes, la clairière gagne sur la forêt à mesure que se développe l'aptitude agricole. Le village reste au centre, reste le centre d'où partent les longues bandes culturelles, jachères, pâtures, céréales. Entre les bandes, comme les rayons d'une roue, s'allongent les chemins, lentement construits par les pierres que le travail de l'araire a fait sortir des terres. Le sol, en maints lieux, montre la trace de ces parcours, car la terre est comme la chair, ses cicatrices sont ineffaçables. Tout cela correspond à une longueur de siècles, à un nombre d'années qui déconcertent, vingt, trente, quarante, cinquante mille ans, nous ne pouvons dire, nous n'avons pas de mesure pour ces lointains extrêmes.

Selon les anciens, la terre de Gaule, avant les Gaulois, avait été habitée par une population très sédentaire, très pacifique, très attachée au sol. Les dépôts archéologiques, étonnamment stables, confirment cette tradition, et M. Gaston Roupnel estime que c'est vers la fin de l'âge de bronze, avant la venue des turbulents Gaulois, qu'il convient de placer l'apogée de la civilisation dont ils témoignent. Les envahisseurs ensuite déferlent par vagues successives, mais les fondements de la civilisation indigène étaient solides, et elle persiste.

Ces usages ruraux que nous faisons commencer aux temps de Rome, M. Roupnel leur assigne pour origine la coutume ancestrale. Voici le colonat, plus tard le servage, qui attachent l'homme à la terre, la terre à l'homme, nouant entre eux un lien indissoluble, et qui ont été d'abord pour l'homme errant, non une diminution, mais une force, un droit et un grandissement : les prêteurs romains le constatent en tous lieux, le reçoivent avec la terre et le sanctionnent. *Cum... lex a majoribus constituta colonos quodam æternitatis jure continet... Quodam æternitatis jure*, le prêteur a compris : le colonat est l'expression juridique de l'attache primitive, de cette fidélité mutuelle instituée entre la terre et l'homme, et qui fut la condition de l'œuvre rurale. « Le groupe possède mystiquement le sol qu'il occupe, écrit un préhistorien philosophe, M. Blondel, mais on peut aussi bien dire que le sol possède

le groupe, et cette propriété est inaliénable.» Si le sens de la terre a en France cette force qui étonne l'observateur étranger, c'est que la France est le plus ancien pays terrien du monde.

De même pour les anciens usages communautaires du moyen âge : M. Gaston Roupnel ne les attribue pas à la construction féodale, où il ne voit qu'une manifestation de la force guerrière. Il demande qu'on distingue dans le régime social du moyen âge deux éléments qui se rapprochent mais ne se confondent pas, l'un domanial, l'autre seigneurial, et le premier (cette constatation est admise par les meilleurs historiens) paraît déjà solidement établi à une époque où les caractéristiques seigneuriales ne font que s'annoncer. Corvées, banalités, tout cela précède, et tout cela, suggère M. Gaston Roupnel, est primitif : sur la terre inchangée continuent les usages du clan communautaire. Là-dessus intervient le seigneur, qui ajoute au droit ancien ses exigences, ses extorsions. Ce ne sont que des additions ; le passage du seigneur n'est qu'un épisode de l'histoire de la campagne. « Juridiquement parlant, au moyen âge, la communauté reste l'indestructible unité qui continue, sous l'usurpation qui a été faite de ses droits et sous les œuvres que la violence lui impose. »

Le moyen âge a pourtant beaucoup transformé la vie paysanne, mais sur le plan de l'esprit, et par l'Église. Les instincts ancestraux avaient la force ; ils avaient aussi la matérialité des instincts animaux. Les superstitions dont ils s'entouraient n'avaient mené qu'à concevoir des dieux de carrefour, dieux d'une poignée de terre, d'une coupe d'eau, perdus dans la nature, reclus dans un peu de terre ou de ténèbres. « L'homme n'avait pas encore levé les yeux et découvert l'univers ; il restait l'animal sans front baissé sur la terre. » Rome, avec ses dieux impériaux, n'avait rien apporté aux humbles. L'antiquité tout entière, distraite par la possession de l'esclave, n'a jamais su éclairer, ennoblir ces peines manuelles, qui sont essentielles à l'homme. Il a fallu, pour les atteindre, le christianisme. Il y a là, dans cette *Histoire de la Campagne*, une page fort belle :

« Nos campagnes n'ont vraiment réalisé leur valeur humaine et épanoui leur esprit particulier, que sous l'influence de la foi et du culte chrétiens. A nos campagnes, minuscules comme

une matinée de marche, c'est le christianisme qui est venu donner un sens total et des grandeurs de vie humaine, qui les a investies d'une humanité complète et d'un devoir sans fin. Mais réciproquement, pendant que l'Église s'organisait d'après les circonstances administratives du Bas-Empire, c'est la vie agricole qui a élaboré le rythme chrétien des jours, des saisons et des fêtes. C'est elle qui a fait vivre humainement l'Évangile surnaturel, associant au culte chrétien l'émouvante douceur des réalités de la terre et de la tâche humaine. C'est l'humble vie des champs qui a, de toute sa misère, aidé à mettre la résignation dans l'existence et la paix sur la mort... L'année est devenue un pieux calendrier, et les jours en sont les feuillets d'un Évangile que tourne le geste du soleil dans les cieux. »

Ailleurs encore, en trois lignes dont on aime à entendre l'harmonie grave et le sens plein : « Nulle autre religion n'a su être mieux à la convenance de ces douces tâches de la terre qui n'ont presque besoin de rien pour devenir pieuses comme des prières. »

PROMENADE AVEC M. GASTON ROUPNEL

Ce vaste poème terrien a une sorte d'attrait auquel on cède volontiers. Encore ne l'avons-nous saisi que dans ses grandes lignes, et le plus séduisant, le plus riche, c'est peut-être le détail, l'étude minutieuse et concrète du chemin ou du champ. Que vaut enfin l'ensemble? Au regard de la multitude des faits historiques, l'audace constructive est licite, et si la construction est enfin habitable, si l'hypothèse est nourissante, c'est sans doute que l'auteur a capté quelque sève montante. Il y a pourtant un instinct de prudence qui ne peut abdiquer. Cette civilisation rurale primitive qui nous est révélée, notre auteur la pare d'une douceur, je n'en doute pas, indue. C'est sa trouvaille, sa Salente. Mais les âges d'or où se complait l'imagination des hommes malheureux, âges d'or du passé, âges d'or de l'avenir, ne sont que mirages, et M. Gaston Roupnel ne nous persuadera pas. Peu importe; il ne s'agit que d'une nuance dans son œuvre, d'une coloration sur le fond du tableau. Qu'on l'efface, le dessin reste. L'essentiel, c'est le lien établi entre l'histoire et la préhistoire, le soudain recul donné avec

puissance à nos traditions. C'est cela qui étonne d'abord, crée un sentiment de vertige, et laisse désireux de quelque vérification, fût-elle sommaire. Il faut avouer que le métier d'homme cultivé devient de plus en plus incommode; les aspects changent trop vite; il faut apprendre, oublier trop de choses. Or, nous voici dans l'obligation d'épeler les préhistoriens.

J'ai recouru à M. Camille Jullian, j'ai ouvert ce livre substantiel où il a résumé son expérience, *De la Gaule à la France*, et j'y ai très vite rencontré certaines confirmations des thèses de M. Gaston Roupnel. M. Camille Jullian a fortement senti la valeur civilisatrice des anciens âges : « On insiste sans cesse, écrit-il, pour décrire cette époque, sur la note de barbarie : j'ai le droit et le devoir d'insister sur celle du travail. » Il spécifie : « Je suis convaincu que l'homme de l'âge de la pierre, du bronze, a été le dessiccateur de la Limagne, le premier défricheur de nos grandes forêts. » Et il appuie, il grandit son affirmation : quand commence l'âge de fer, écrit-il, « l'éducation de la terre est terminée par le labour, par le tombeau, par la sainteté du nom ». Il est donc certain que M. Camille Jullian ne démentirait pas notre auteur, lorsque celui-ci nous affirme que les vingt-cinq, trente millions d'habitants (M. Camille Jullian admet ce dernier nombre) trouvés par les Romains en Gaule correspondent à un travail prolongé dont l'histoire ne rend pas compte.

Me voilà un peu rassuré. Je dis un peu, je voudrais davantage. M. Gaston Roupnel nous parle de chemins encore visibles, de vestiges. Ces vestiges, on voudrait les voir. Il manque à l'*Histoire de la Campagne française* quelques photographies, quelques cartes. La lacune est sérieuse, elle n'est pas irréparable. Aux exigences de notre temps répondent des facilités. J'ai pris la route, et en peu d'heures j'étais où je souhaitais être, auprès de M. Gaston Roupnel, dans son village, entre Dijon et Beaune, au bas des côtes illustres par leurs vins. Et le village même est illustre : il a nom Chevrey-Chambertin. Le vin cacheté qu'on y débouche faisait prime chez Bignon. Là notre historien est né dans une maison vigneronne, et là il réside six mois sur douze, partagé entre ses cours d'Université et sa vigne qu'il soigne toujours.

— Ne m'en veuillez pas, lui dis-je, je suis comme saint Thomas : je veux voir, je crois mal si je n'ai touché...

— C'est aisé ; la richesse préhistorique des plateaux qui nous entourent est incroyable, nous n'aurons pas à aller loin.

Et le lendemain nous gravissions les côtes, suivant le chemin neuf qui s'élève par une ample arabesque, puis s'enfonce dans les ombrages, presque disparaissant entre les pentes abruptes et boisées.

— Ceci est le chemin neuf ; le vieux montait plus raide. Il y en a un autre encore, un sentier bizarre, qui grimpe droit et qui subsiste par tronçons ; c'est le sentier des primitifs.

M. Gaston Roupnel est un terrien paisible : j'étais content de marcher à son pas. Il a le parler lent, le savoureux accent local, et dans sa voix que rien ne hâte il y a quelque chose de lointain qui correspond sans doute à ces lointains intérieurs qui lui rendent si aisées la méditation, la contemplation, la vision des âges reculés.

La sortie du creux d'ombre est soudaine, et voici la haute Bourgogne, sérieuse, un peu âpre, « la montagne », comme disent les gens, toute différente des côtes vigneronnes. En bas, aux temps préhistoriques, la Saône étendait ses marais. En haut, sur la terre aérée, s'établirent les primitifs. Nous y entrons dans leur pays. A notre gauche, les friches et les champs ; à notre droite, une lisière maigre et ronceuse.

— C'est plus loin que je veux vous mener, dit mon guide, mais dès ici on peut s'arrêter. Regardez ces épines.

J'aperçois, en effet, sur un champ, quelques ronces, épines, bordant, sur une longueur de quelques mètres, un alignement pierrenx, et ne vois rien de plus.

— Regardez plus avant, voyez ces autres ronces, plus loin d'autres encore, toutes dirigées dans un même sens. Il faut expliquer cela, la présence des ronces, les pierres, l'alignement. La réponse la plus probable, c'est que nous rencontrons ici la ruine d'un très vieux chemin. Et sur votre droite, regardez cette lisière qui se confond avec le haut des pentes. C'est assurément une très vieille lisière. Les récentes n'ont pas cet aspect, leurs tranches sont fraîches, elles portent la marque de la hache. Récente, c'est une manière de parler : dix siècles, ou vingt siècles, sont pour une lisière un âge de jeunesse. Regardez, en arrière du fossé, les premiers taillis. Il y a du charme, du coudrier, de l'alisier, des essences basses qui respirent mal dans les sous-bois. Plus en arrière, les

chênes, espèce solide et dure qui ne craint ni l'air vif ni le soleil. En arrière des chênes, nous trouverions d'autres espèces plus tendres. Tout cela est étagé, harmonisé. Les hommes avaient fait violence à la nature : la nature s'est adaptée, pliée à cette volonté qu'elle avait rencontrée. Ne vous y trompez pas : il a fallu des milliers d'années pour composer, construire un tel ensemble forestier. Tout ici annonce l'ancienneté ; remarquez cette sente qui court bordée d'épines à travers le taillis ; elle suit le bord du plateau, c'est un chemin de chasseur, un chemin sans âge. Avançons maintenant.

Le plateau s'élève par étages jusqu'au village de Chambœuvres dont les toitures sombres et massées formaient centre au milieu des cultures. (Chambœuf, en patois Chambœil ; dans les vieilles chartes Camborus, camp des Bavarois, a-t-on proposé, *campus Boïurum* ; d'autres voient dans ce nom un doublet et une déformation de *Chambolle* qui est le nom d'un village voisin, correspondant à quelque racine primitive, antérieure au celle même.) Nous n'entrons pas dans le village ; le laissant à notre gauche nous avançons sur le plateau désert, largement soulevé par des ondulations grandioses et portant un ensemble sévère de cultures, de maigres herbages. M. Roupnel m'arrête alors, content du point de vue. Devant nous, un lent affaissement de terrain, formant au loin une sorte de creux très ample, un vaste cirque, quelque combe creusée à la surface du plateau et limitée, à droite, sur la ligne qui domine le versant des côtes, par un ressaut, un mamelon buissonneux.

— Observez, au bas du mamelon, les tracés que font les épines dans les champs.

Les épines, très visibles, non tout à fait continues mais assurément alignées, formaient trois ou quatre traces convergentes vers le mamelon.

— Quand les traces, c'est-à-dire les anciens chemins présumés, convergent vers un même point, la force de la présomption augmente, et se complète par cette autre présomption qu'il y eut jadis, au point de convergence, un habitat. Et regardez le mamelon, tout dépouillé, pierreux, ronceux ; c'est un aspect tout à fait anormal. Si vous approchiez davantage, vous verriez que le morcellement du terrain, lui aussi, est anormal. Tout y décèle un sol abîmé par une longue occupation et atteint par cette misère incurable que l'homme laisse

après lui. D'ailleurs, la preuve directe est acquise : dans les taillis du mamelon, on a trouvé un tumulus. Il y a eu là un habitat, des huttes, peut-être des maisons, et les cultures disposées en éventail occupaient ces pentes qui sont devant nous.

Je soupçonne que M. Gaston Roupnel possède un don visionnaire, et que ce don est contagieux. Ce qu'il voyait, ce qu'il m'invitait à voir, je le voyais aussi. Je ne demandais plus rien, je n'avais plus de doute, je me sentais comblé. Le paysage était magnifique dans sa sobriété; silencieux, comme il convient à une maison des morts, et comme tel animé par un souvenir innombrable, par une courageuse et muette incitation. Des fondateurs qui vécurent là, rien ne reste que leur œuvre, ce grand vide qu'ils ont fait dans la forêt primitive, ces cultures qu'ils ont commencées. La solennité de ce grand vide parle assez haut. L'œuvre, c'est l'homme, et celle-ci, la conquête humaine et la fécondation d'une terre, est d'une insurpassable grandeur.

Remettons-nous à notre table, et, renseignés par la vue et les lieux, rouvrons l'*Histoire de la Campagne française*, lisons : « C'est dans la succession des calmes millénaires que se compose le fond de souvenirs et de traditions qui sont encore, à l'homme actuel, aux fondations de son être moral. » Ne le penserons-nous pas en effet ? La plus simple raison dit que l'homme antique, si laborieux, était le produit d'un long apprentissage, et pourquoi récuser les signes qui nous montrent sur ces plateaux de France, un des chantiers de cet apprentissage ? Un des chantiers les plus actifs, car la France, quant aux vestiges préhistoriques, est une nation privilégiée. « Ainsi fut bâti ce solide pays », conclut M. Gaston Roupnel avec cette force simple qu'on aime dans son œuvre. Enfin tourné vers l'avenir, il s'autorise du passé même pour accroître l'espérance : « Le succès appartiendra à ceux qui ont à leur disposition, non les sols neufs et les espaces d'un monde, mais l'antique expérience où s'accumulent la sagesse et l'épreuve d'une immémoriale fidélité à la terre. »

N'écartons pas ce favorable augure ! Pourtant, avouons-le, la promenade qu'on fait avec M. Gaston Roupnel dans sa montagne bourguignonne découvre presque à chaque tournant des horizons qui rendent soucieux. Tout près du mamelon

ronceux des ancêtres, Chambœuf, notre gros village, son héritier, s'attriste et se dépeuple ; les taillis et la friche gagnent sur les pâtures de la clairière primitive ; le mouton rase l'herbe maigre où passait la charrue et si le vieillard ou l'enfant qui les garde ne peut pas être remplacé, c'est le mouton et l'herbe qui disparaîtront dans l'ombre du taillis naissant qui recommence la forêt. Plus avant, autour du massif de Vergy, les pentes abandonnées montrent leur ossature rocheuse ; la terre naguère généreuse est usée, balayée ; rien ne poussera plus sur la pierre d'où elle a glissé. La France rurale montre encore de beaux dehors, mais, il ne faut pas s'y tromper, ces dehors enveloppent un vide inquiétant.

SILOË

Revenons à notre sage terrien, et confions-lui nos craintes. Elles ne l'étonneront pas, il en connaît mieux que nous les raisons. Mais le découragement ne corrompt pas son cœur fidèle. Il y a en lui une vertu résistante dont l'accent circule à travers toute son œuvre, la narrative comme la savante, et lui donne un très grand caractère. Il en est peu qui marquent davantage les traits douloureux de l'histoire, qui rendent davantage présentes les longues peines dont elle se nourrit et par ailleurs les sacrifices qui l'accomplissent ; il en est peu qui davantage attachent à la vie, qui soient plus exempts d'amertume. C'est une tristesse qui rappelle par son chant contenu ces insistantes mélodies paysannes naguère destinées aux labours, comme eux sans terme, sans défaillance admise.

Un tel accent implique le secret d'une foi. Cette foi, qui voudra la connaître devra lire les deux cents pages de l'essai intitulé *Siloë* (1). C'est un *De natura rerum*, conçu à la manière antique, une théorie et une description lyrique de l'univers.

(1) M. Gaston Roupnel a eu cette chance méritée qu'un philosophe expert et de grande valeur, M. Gaston Bachelard, son confrère à la Faculté des lettres de Dijon, s'est passionné pour ses thèses et a entrepris de les élucider en un très intéressant essai : *L'Intuition de l'instant, étude sur la Siloë de Gaston Roupnel*. La *Siloë* et l'essai ont également paru chez l'éditeur Stock. L'expression *l'instant, atome d'éternité...*, que je m'approprie, est de M. Jean Wahl, dans son étude sur Kierkegaard : *L'Angoisse et l'instant* (*Nouvelle Revue française*, 1^{er} avril 1932, p. 648). Il est bien remarquable que M. Gaston Roupnel, par ses analyses de l'instant, ses thèses sur la discontinuité du temps, se soit placé, en 1924, à l'extrême pointe des recherches métaphysiques présentes.

C'est un livre intrépide : les solitaires ont toutes les intrépidités. C'est un livre difficile, tant à cause des problèmes traités que des inhabiletés de l'auteur, novice en la matière. Pour tout dire, je ne pense pas que ce soit un livre réussi. Je crois que M. Gaston Roupnel, dont la suffisance n'est pas le grand défaut, admettrait la réserve. « Si j'échoue, écrivait-il dans son introduction avec la plus touchante bonhomie, d'autres plus tard réussiront, et il me sied de mourir un jour dans la grandeur intime de cette douce imprudence. » Mais si ce n'est une réussite, c'est encore moins un échec; c'est un livre attachant, dont on n'oublie pas volontiers les incitations. M. Gaston Roupnel s'attaque à l'espace, aux temps énigmatiques, ces enveloppes de notre expérience qui nous embrument l'univers, « ces deux spoliateurs du temple », écrit-il avec énergie. Il les oblige à rendre les dépouilles, il entrevoit le temple enseveli, Siloë, la source magique, et, reflété dans l'eau de cette source, l'Univers toujours jeune, sans cesse renouvelé par le miracle de l'Instant, atome d'éternité dont les rythmes sensibles sont la résonance ou l'écho de quelque chant trop haut, trop pur, trop éclatant, pour nos sens engourdis. « A travers les espaces sans âge, écrit M. Gaston Roupnel, passent les éternelles routes que gravissent en silence les astres rassurés et les êtres impérissables! Que notre âme se lève donc vers les lieux magnifiques avec ses désirs infinis et ses suprêmes croyances! »

Mais c'est trop peu dire, je le sais et m'en excuse, ou c'est trop dire, et, après avoir peiné en compagnie de notre auteur sur les routes assez ardues de la plus haute histoire, je n'entreprendrai pas de le suivre sur les routes plus ardues encore où la réflexion métaphysique le conduit. Il fallait pourtant, d'un mot, les montrer, car tout se tient dans cette œuvre pour laquelle nous souhaitons une large audience. M. Gaston Roupnel est un de ces sages dont tout pays a toujours bien besoin. Et je crois, optimiste en ceci, que les sages ne manquent jamais : la souche humaine est apte à les produire. Ce qui manque, c'est l'attention autour d'eux. Munis par leur sagesse même, ils s'en passent assez bien. Le dommage est pour les autres, il est bon de les prévenir.

DANIEL HALÉVY.

LE BRIGANDAGE

PENDANT LE CONSULAT

On s'est parfois étonné qu'il ait fallu au vainqueur de Marengo beaucoup de temps et d'efforts pour venir à bout des bandes de brigands et d'assassins qui avaient désolé la France pendant le Directoire. On s'étonnerait moins si l'on avait toujours présente à l'esprit la pitoyable situation dans laquelle le Consulat trouva la France. Comme il l'a merveilleusement tirée du désordre affreux dans lequel elle était plongée, on a été enclin à croire qu'il a été, dès le premier jour, le gouvernement libérateur et réparateur dont elle avait un si urgent besoin. La vérité est au contraire, — et cette vérité loin de diminuer Bonaparte ajoute au contraire à sa gloire, — que la tâche a été longue et difficile. En particulier, l'extrême pénurie à laquelle était en proie le Trésor public au moment du 18 brumaire n'a pas fait place immédiatement à un état de choses plus digne d'un grand pays, et Bonaparte n'a eu d'abord pour la protection de l'ordre à l'intérieur que les instruments dont le Directoire s'était servi : quelques troupes périssant de misère, une gendarmerie mal composée, des administrations départementales n'osant pas poursuivre le crime, des jurys l'acquittant par crainte de représailles redoutables, dont les exemples n'étaient que trop fréquents.

Rien d'étonnant donc que les assassinats, que les enlèvements de courriers, que les pillages de diligences dont la France était quotidiennement le théâtre, non seulement dans ces terres classiques du brigandage qu'étaient les pays de la

chouannerie à l'ouest ou les départements provençaux au sud-est, mais même dans les régions du Centre, moins éprouvées par les événements de la Révolution, aient continué, et même plus que jamais, au cours de l'an VIII et de l'an IX. En Normandie, les exemples en furent nombreux. Le Loir-et-Cher retentira en l'an X du bruit d'un procès monstre instruit contre trente individus, dont sept contumaces, pour crimes commis au cours des années VIII et IX. Quand Rivet, premier préfet qu'ait eu la Dordogne, viendra prendre possession de son poste, les brigands lui souhaiteront pour ainsi dire la bienvenue en enlevant successivement les fonds des recettes de Bergerac, de Sarlat et de Nontron lors de leur transport à Périgueux, et le malheureux préfet écrit au ministre de l'Intérieur une lettre désespérée dans laquelle il prévoit la famine, une recrudescence de misère qui grossira les bandes de malandrins d'un grand nombre de déserteurs et de fuyards, et il ne voit d'autre remède que d'obtenir à prix d'argent quelques intelligences dans le sein de ces bandes pour tâcher de connaître leurs desseins et leurs mouvements : et ce n'est pas la seule fois que des propositions de ce genre viendront sous la plume de préfets du Consulat. En ventôse an VIII, deux gendarmes sont assassinés dans le Cantal ; dans le Puy-de-Dôme le préfet, déplorant les vols et les brigandages dont son département est sans cesse troublé, voudrait bien agir énergiquement pour tâcher d'y mettre un terme, mais il est arrêté par cette pensée désolante qu'il serait trop dangereux de se servir de la gendarmerie telle qu'elle est encore, avant la réorganisation dont elle a un besoin urgent.

BESTES DE L'ANARCHIE DU DIRECTOIRE

Ce préfet ne disait, hélas ! que trop vrai. Il y avait de ce côté beaucoup à faire, et à faire au plus vite. La dernière loi qui ait été rendue pendant la Révolution sur cet objet important, celle du 28 germinal an VI, avait été précédée d'un rapport du député Porte aux Cinq Cents dans lequel il était dit que c'était une machine à remonter complètement à neuf, car le choix des hommes n'avait pas toujours été aussi bon qu'on devait s'y attendre. Rien encore n'avait été fait à cet égard lorsque survint le 18 brumaire, et les résumés des séances des conseils

généraux en l'an VIII contiennent à cet égard des faits à peine croyables : un jour les brigands enlèvent la recette d'Évaux (Creuse) en présence de cinq gendarmes dont trois prennent la fuite et dont les deux autres, faits prisonniers, tâchent de sauver leur vie en criant Vive Louis XVIII ! Une autre fois 128 gendarmes, officiers en tête, investissent dans une maison trois brigands et les laissent échapper. Le préfet de l'Orne parle de leur « lâcheté » qui encourage les malfaiteurs ; plus sévère encore, un lieutenant qui commande la gendarmerie de deux arrondissements du département du Nord fait au conseiller d'État Fourcroy, en mission dans cette région, un rapport désolant sur « l'immoralité de la plupart des hommes qu'on y a fait entrer dans les moments de crise de notre Révolution... dans ce pays plus qu'ailleurs il semble que l'on se soit attaché, si l'on peut parler ainsi, à ne former la gendarmerie que d'un ramas de brigands. Les réorganisations qui ont été faites depuis lors, les épurations qui en ont été les suites, ont chassé ces êtres infâmes, honte du corps, mais n'ont pu que faiblement lui rendre sa consistance : le temps seul peut la lui racquérir. »

Dans le Pas-de-Calais, un commissaire du Directoire avait de son côté signalé dans ce corps des « parties chancreuses » capables d'entraîner tôt ou tard la ruine du corps tout entier : et le Midi n'était guère plus favorisé, à en croire le général Férino, commandant les départements de l'Ardèche, de la Drôme, de la Vaucluse et des Basses-Alpes, qui écrit le 2 prairial an VIII que l'admission dans ce corps, qui n'aurait dû être que la récompense des services rendus à la République par des militaires braves et probes, était devenue, principalement en Vaucluse, le fruit du crime et l'apanage des hommes mal famés. Fût-elle même mieux composée, il s'en faudrait de beaucoup encore qu'elle pût rendre les services attendus d'elle, car elle manque d'armes ; et, du même département, Radet, un autre de ses plus illustres chefs, se plaint un jour d'avoir perdu depuis peu dix-sept gendarmes que déserteurs et brigands, munis de bonnes carabines, lui ont tués : s'ils eussent été armés, au moins eussent-ils pu se défendre. Il faudra du temps pour que ce corps essentiel soit purgé des éléments qui le déshonorent, pour qu'il soit réorganisé par les soins de son inspecteur général, celui qui sera le maréchal Moncey, pour

que son effectif soit porté à plus de quinze mille hommes, et pour qu'il soit enfin pourvu de tous les effets d'équipement nécessaires, qui, dans la grande pénurie de la Révolution et surtout du Directoire, lui ont fait lamentablement défaut.

Les préfets, dont le choix fut généralement tout à fait remarquable, gagnèrent leur poste dans le courant de germinal an VIII et travaillèrent de leur mieux à réparer les maux que des administrations électives et collectives avaient faits dans le pays, et à rapprocher les partis que ce mode d'administration avait au contraire exaspérés les uns contre les autres. Mais il fallut plus de temps pour que s'organisassent les tribunaux, non plus électifs et renouvelables, ceux-ci, mais au contraire nommés et inamovibles que la grande loi judiciaire de ventôse an VIII leur substitua. Puis la réforme judiciaire ne fut pas du premier coup complète : elle laissa subsister au plus bas degré, c'est-à-dire à celui qui touche de plus près la masse même du peuple, les juges de paix électifs, ces juges de paix dont tous les documents du temps sont unanimes à constater l'incompétence, la partialité, la corruption. C'est seulement en thermidor an X, lors du Consulat à vie, que ces magistrats inférieurs de l'ordre judiciaire furent mis plus complètement sous la main du pouvoir et amenés à coopérer, eux aussi, à la grande œuvre d'union et de pacification nationale qui a été la gloire du Consulat.

En outre, et peut-être surtout, les juges de paix jouaient un rôle des plus importants dans la nomination des jurés et par conséquent exerçaient une influence considérable sur l'administration de la justice. Influence généralement mauvaise, parce que les juges de paix par leur origine qui fut longtemps élective, et parce que les jurés, par ce sentiment très humain mais déplorable qu'on appelle la peur, avaient tendance à acquitter systématiquement les criminels traduits devant eux, même les plus certainement et les plus sauvagement criminels, par crainte des représailles auxquelles (il n'y en avait que trop d'exemples) pouvaient se livrer des condamnés en ce temps d'évasions faciles, de geôles tombant en ruine, et de geôliers impayés et bien faciles à corrompre, comme le sont toujours les gens qui meurent de faim. C'est ce qui avait tant développé la criminalité en France sous le Directoire et ce qui la maintint encore à un niveau malheureusement fort élevé sous le

Consulat, jusqu'au moment où le gouvernement eut assez de ressources pour faire faire bonne police et assez d'ascendant moral pour écarter le jury des tribunaux, au moins dans les régions de la France où le brigandage avait élu en quelque sorte domicile.

Jusque-là l'administration de la justice criminelle laissa malheureusement beaucoup à désirer. On peut se faire une idée de ce qu'elle était par la correspondance d'un des plus distingués préfets du Consulat, Richard, préfet de la Haute-Garonne : relatant, dans une lettre du 2 prairial an VIII, un assassinat qui vient de se commettre, il montre les juges de paix, ou très ignorants ou d'une partialité révoltante. « La poursuite des délits y est à peu près nulle et j'ai dans ce moment la douleur de faire poursuivre vainement les auteurs de l'assassinat du citoyen Bataille... Affaire si mal instruite dans son principe par l'ignorance ou la partialité du juge de paix et la négligence et la malveillance de l'agent municipal qu'on n'a pu parvenir à obtenir des renseignements sur un crime dont chacun se nomme l'auteur à l'oreille... Les directeurs du jury font subir aux prévenus un interrogatoire de pure forme, puis les gratifient d'une ordonnance de mise en liberté. Si cependant on vient jusqu'à un jugement, des acquittements scandaleux bouleversent le sentiment de la justice, empêchent les victimes d'attentats de porter plainte » et multiplient le nombre des crimes par le scandaleux spectacle de l'impunité.

LES TERRES D'ÉLECTION DU BRIGANDAGE

On ne le vit que trop en l'an VIII et en l'an IX, dans les départements surtout où le brigandage rencontrait des conditions particulièrement favorables. Ceux de l'Ouest, presque en insurrection déclarée à la veille du 18 brumaire, paraissaient devoir être les plus troublés ; mais l'habile politique de Bonaparte, qui ne perdit pas un moment pour donner à ces populations, avant tout catholiques, tous apaisements quant à la liberté de leur culte, obligea les chefs qui avaient déjà saisi les armes à les laisser tomber de leurs mains. Il n'y eut donc point de guerre, mais seulement des actes de brigandage de la part de quelques chouans déterminés, tantôt désireux seule-

ment de prouver leur force comme ceux qui enlevèrent Didelot, premier préfet du Finistère, et le laissèrent partir sain et sauf, tantôt voulant des victimes, comme ceux qui massacrèrent Audrein, l'évêque constitutionnel du Finistère, qu'on accusait d'avoir voté trois fois sous trois noms différents la mort de Louis XVI.

Mais l'événement qui causa le plus d'émotion est certainement l'enlèvement, le 26 fructidor an IX, par une bande de chouans, de Veillet-Dufrèche, riche négociant de Moncontour (Côtes-du-Nord), sa mise à rançon pour une somme de 150 000 francs or, et son exécution, ladite somme n'ayant pas été versée dans les délais ordonnés. Cette affaire sema la terreur parmi les acquéreurs de biens nationaux (c'était un des principaux griefs invoqués contre Veillet-Dufrèche) et l'instruction fut longue et laborieuse, personne n'osant rien dire. « Le maire de Moncontour, écrit Boullé, préfet des Côtes-du-Nord, m'expose les dangers personnels qu'il aurait à courir si l'on venait à savoir qu'il se fût permis de rien dire sur cette affaire. Ce préliminaire, devenu presque commun à tous les hommes que leurs places mettent en rapport avec moi, annonce suffisamment l'oppression dans laquelle vivent dans ce département les fonctionnaires publics et les bons citoyens... Les bandes de brigands vont se multiplier, des avis anonymes seront envoyés pour que l'on ait à payer une contribution déterminée dans un délai donné : ceux qui n'obtempéreront pas à cet avis seront guettés et assassinés à la première occasion... Les négociants les plus accrédités restreignent leurs affaires de plus en plus et ne songent qu'à mettre leur fortune et leur personne à l'abri des entreprises du brigandage (1). »

Des poursuites furent cependant faites contre les auteurs ou complices de l'assassinat de Veillet-Dufrèche, au nombre de quarante-cinq, dont dix-neuf contumaces, et le tribunal spécial des Côtes-du-Nord après de longs débats, du 9 au 28 messidor an X, prononça huit condamnations capitales (plus 18 autres par contumace) et une à treize ans de réclusion. Longtemps encore tout le pays trembla : Boullé (lui aussi) demandait avec instance des fonds pour payer des

(1) Arch. Nat., F⁷ 6332.

espions et parvenir à saisir « les monstres qui tiennent le pays sous le joug ». La terreur s'étendait jusqu'à l'Ille-et-Vilaine ; plusieurs propriétaires résidant à la campagne dans ce dernier département, écrit Bouvard, chef d'escadron de gendarmerie, « se sont réfugiés dans les villes pour échapper aux menaces qui leur ont été faites. Cinq habitants de Dinan ont reçu des demandes d'argent et n'en ayant pas fourni sont menacés d'être assassinés et ne peuvent sortir de l'enceinte de la ville qu'avec les plus grandes précautions. La terreur est si forte que parfois on préfère se laisser vexer et ruiner plutôt que de faire des rapports pouvant entraîner la perte de la vie ».

En réalité, cependant, c'étaient les chefs des chouans qui auraient eu le plus de raisons de trembler ; tous disparaissaient les uns après les autres : et Madiou, surnommé Sans Pitié, qui sorti des prisons de Port Brieuc (Saint-Brieuc) avait, paraît-il, tué de sa main quatorze témoins ayant eu le courage de déposer contre lui ; et Dujardin, longtemps la terreur des Côtes-du-Nord ; et Lecrône, surnommé Brutus, qui se vantait d'avoir fait vingt victimes et promettait d'en tuer encore six autres si son frère détenu à Vannes éprouvait le moindre mal ; et aussi, dans un milieu fort différent, le compagnon d'armes de Cadoudal, son *alter ego*, Mercier la Vendée, et Sol de Grisolles, et Rohu, et Guillemot « le roi de Bignon ».

Mais on restait, malgré tout, loin encore d'une pacification complète. On put l'espérer quelque temps des efforts combinés de Pancemont, l'évêque concordataire de Vannes, si célèbre par la courageuse résistance que, curé de Saint-Sulpice, il avait opposée, en 1791, à une foule en furie voulant lui arracher son serment à la constitution civile du clergé, et du préfet du Morbihan, Jullien, fanatiquement dévoué au Premier Consul dont il avait été le compagnon d'armes en Égypte : deux hommes profondément différents, l'un modèle accompli de toutes les vertus sacerdotales, l'autre soudard grossier et mal embouché, ayant trop vécu dans les corps de garde, mais se ressemblant par leur dévouement sans réserve à Bonaparte et faisant passer avant toute autre chose le service de sa politique. Leurs efforts, parfaitement combinés, tendirent à faire du département qui avait produit Cadoudal le pays le plus bonapartiste de France, et ils étaient en bonne voie de succès lorsque brusquement, le 23 août 1806, l'évêque en tournée de confirmation

et son secrétaire furent enlevés à deux lieues de Vannes, et avis fut donné à la préfecture que tous deux seraient fusillés si deux chouans détenus à Vannes n'étaient sur-le-champ mis en liberté.

Le préfet dut obéir à cette sommation et l'évêque fut libéré, mais le secrétaire fut gardé : les chouans exigèrent vingt-quatre mille francs pour le relâcher et il fallut encore subir cette condition. « On ne connaît pas le Morbihan, écrivait le préfet après cette désagréable aventure : les brigands trouvent sur tous les points des fanatiques très dévoués qui leur donnent les moyens de se soustraire à toutes les recherches; des troupes y seraient nécessaires, non pour leur donner la chasse mais pour les comprimer et encourager les habitants timides. »

Dans la région du Nord, où, au témoignage même du très jacobin préfet du Pas-de-Calais, Poitevin Messimy, les atrocités de Joseph Lebon pendant la Terreur (trois cents familles décimées par la guillotine rien qu'à Arras, sans compter les victimes de Cambrai) avaient laissé des divisions profondes, aggravées encore par la manière révoltante dont, toujours au dire du même préfet, avait été mise en activité la loi des otages du 24 messidor an VII, des troubles graves avaient été prévus par lui et ne manquèrent pas en effet de se produire en l'an VIII et en l'an IX : il y opposa, dès que ce fut légalement possible, un tribunal spécial, seul moyen, assurait-il (et ici il était, comme on le verra plus loin, pleinement dans le vrai), d'atteindre les coupables qui tous auraient infailliblement échappé devant les tribunaux ordinaires à cause de l'insouciance et de la faiblesse des jurés. On put ainsi faire entendre trois cent trente témoins, que sans cela tout aurait été mis en œuvre pour intimider et pour détourner, dans une grave affaire de vol du 29 messidor an IX : au bout d'un an, ce tribunal spécial prononça le 30 messidor an X trois condamnations à mort et deux à quatre années de fers.

Les départements belges, très surexcités contre la politique religieuse de la Révolution et quelque temps hésitant devant celle du Consulat, extrêmement hostiles à la conscription qui, en multipliant les réfractaires, multipliait aussi les brigands, infestés de mendiants toujours prêts, eux aussi, à se joindre aux bandes, furent très troublés; il s'y est produit quelques scènes atroces de chauffage et de garrottage. Mais ce furent

surtout les quatre départements d'origine allemande de la Roër, de Rhin-et-Moselle, de la Sarre, et du Mont-Tonnerre, qui furent un foyer dangereux de brigandage, à cause de leur relief tourmenté, de l'épais rideau de forêts qui les couvrait, et du long séjour qu'y avaient fait depuis 1792-1793 des armées de toutes nations, laissant toujours derrière elles un important contingent de déserteurs et d'aventuriers.

Certains chefs surent s'y constituer des bandes redoutables et y acquérir une manière de célébrité : tel un certain Schwartz Petters, qui, dès le début des guerres, s'était créé une troupe douée d'une organisation presque militaire, ayant une certaine discipline, des mots d'ordre, des plans concertés. Elle venait de subir en l'an VII des échecs qui l'avaient désorganisée, mais un ex-valet de bourreau, resté connu sous le nom de Schinderhannes, l'avait reconstituée. Il avait, au témoignage de Finot, accusateur public auprès du tribunal criminel du Mont-Tonnerre, qui en débarrassa le monde, une constitution robuste, une physionomie assez heureuse, une vivacité d'expression faisant regretter qu'il n'eût pas fait de ses talents, qui étaient réels, un meilleur usage. Dès l'âge de quatorze ans il sut imposer son autorité à d'autres vagabonds parcourant comme lui la région de Birkenfeld, s'apprenant à voler d'abord par des vols de bestiaux, ensuite osant davantage et opérant dans les villes. Il menait surtout rude guerre contre les Juifs qu'il accusait d'avoir causé la ruine de sa famille, et cela même lui valut parmi les paysans, ennemis du Juif usurier ou accusé de l'être, certaines sympathies qui survivaient à tous les larcins dont eux-mêmes étaient victimes de sa part et qui lui valaient des secours et des renseignements utiles. D'autre part, les Juifs eux-mêmes, qui le craignaient, le servaient aussi, par peur, obéissaient à ses sommations et n'osaient pas le dénoncer. D'où la longue domination qu'il exerça dans la contrée de Birkenfeld, dont les foires, jadis très fréquentées, étaient vers la fin de l'an IX devenues à peu près désertes à cause de la crainte qu'il inspirait. Bentzel, le principal de ses compagnons, tomba entre les mains de la justice et fut guillotiné à Coblenz en ventôse an X.

Cet événement porta un coup grave à la fortune de Schinderhannes, qui finit par être pris lui-même, ainsi que son père, longtemps compagnon de ses forfaits. Un procès monstre

s'ensuivit devant le tribunal spécial du Mont-Tonnerre et se termina (28 brumaire an XII) par la condamnation à mort de Schinderhannes, déclaré coupable de cinquante-trois vols ou assassinats, et de dix-huit de ses complices ; quatorze autres furent frappés de peines diverses, variant entre vingt-deux ans de fers et cinq mois de prison : deux furent déportés et vingt furent acquittés. Les condamnés furent exécutés dès le 29 en présence d'une foule énorme, venue pour voir la fin de cet homme pour lequel elle avait une horreur mêlée d'un peu de considération et de pitié.

LE MIDI EN FEU

Mais la véritable terre d'élection du brigandage reste, comme toujours, le Midi, et surtout la région provençale, de tout temps particulièrement riche en crimes et en criminels : celle où jadis, sous l'ancien régime, le Parlement de Provence prononçait à lui seul, les uns ont dit autant, les autres ont dit plus de condamnations à mort que tous les autres Parlements de France ensemble : celle où cette terre de refuge qu'était l'enclave pontificale d'Avignon et du Comtat Venaissin attirait nombre de malfaiteurs : celle où une révolution violente venait encore de surexciter les passions et d'engendrer les plus horribles excès. Bandits pour qui le vol et l'assassinat sont une habitude, ouvriers sans travail pour qui ils sont un besoin, proscrits pour qui ils sont une vengeance, propriétaires inscrits plus ou moins à tort sur les listes d'émigrés, dénués de toute ressource et forcés d'aller demander à des bandits une protection que leur refusent des juges passionnés, jeunes gens ruinés par le jeu, voilà ce que l'on rencontre à chaque pas dans ces malheureuses contrées.

Vandal a peint de façon saisissante tous ces déchets sociaux de l'ancien régime ou de la Révolution, criminels de métier, galériens en rupture de chaîne, farouches septembriseurs, aventuriers accourus de tous les ports de la Méditerranée, émigrés rentrés, non émigrés inscrits à tort sur les listes fatales par des haines de parti ou de personne ou par de criminelles convoitises, curés devenus chefs de bandes, catholiques ardents animés contre la Révolution et toutes ses mesures anti-religieuses d'une haine inextinguible, etc... Tous les partis s'y sont

tour à tour opprimés, proscrits, massacrés : tous ont plus ou moins sur les mains du sang d'adversaires qu'ils redoutent en raison même du mal qu'ils leur ont fait ; tous voudraient continuer à opprimer, jugeant, non sans raison, que la crainte qu'ils peuvent inspirer est une condition nécessaire de leur sécurité.

Aussi nulle part la politique de pacification et d'oubli que le Consulat veut faire prévaloir ne rencontrera-t-elle autant de difficultés que dans ces départements à passions véhémentes : *sulfureuses*, pour emprunter cette expression à un des meilleurs préfets que le Premier Consul ait envoyés dans ce pays, Texier Olivier, préfet des Basses-Alpes, qui s'en est souvent servi dans les remarquables rapports (1), où il mettait fort bien en lumière pourquoi la situation dans ce Midi brûlant avait souvent quelque chose de plus tragique qu'en Bretagne ou en Vendée. Certes les guerres de l'Ouest ont fait couler plus de sang : mais c'étaient, ou du moins ce furent longtemps, des guerres, faites par des armées ayant une apparence au moins d'organisation, conduites par des chefs de valeur, ayant laissé un nom dans l'histoire et capables quelquefois de concevoir, même d'exécuter, des opérations militaires de grande envergure. Rien de pareil dans le Sud-Est : des bandes d'au plus vingt à trente hommes, jamais de plus de cinquante, généralement masqués, se formant et se dissolvant au hasard des circonstances ; jamais de noms, rarement même des surnoms ; bandes plus difficiles à rejoindre qu'à vaincre et dont l'histoire a autant de peine à suivre les traces que la gendarmerie d'alors en avait à suivre ou à prévenir leurs mouvements. Point de combats : des coups de feu ou des coups de poignard, des incendies, des pillages de diligences : bref les procédés ordinaires du brigandage.

Plus on s'avance vers la Méditerranée, plus il rencontre de conditions favorables : et dans les départements qui, comme l'Ardèche, la Drôme, les Basses-Alpes, s'étendent sur une assez grande longueur en latitude, toujours on voit la partie nord relativement paisible, et la partie sud tourmentée par les plus brûlantes passions.

C'est à partir des régions très catholiques du Plateau central, mais où cependant la Réforme avait trouvé quelques

(1) Arch. Nat., Basses-Alpes, F¹c. III⁵.

adeptes, comme la Lozère, l'Ardèche, le Gard, et où les divisions religieuses se sont jointes aux divisions politiques pour déchaîner des luttes terribles pendant la Révolution, que l'on entre dans la zone la plus tragique et la plus ensanglantée. La Haute-Garonne, dont il a déjà été question ; l'Hérault, où le préfet Nogaret montrait dans un rapport du 7 frimaire an IX « la tranquillité publique à chaque instant menacée, les routes infestées de brigands... l'épouvante qu'ils inspirent apportant un obstacle invincible à toutes révélations, les brigands acquittés sur déclaration du jury reparaissant plus audacieux et plus féroces, et, sûrs de l'impunité, portant partout la désolation et la mort et surtout à ceux qui les ont signalés à l'autorité » ; le Gard et la Lozère, où opère la bande du curé Sans Peur, forment transition entre les régions à peu près calmes et celles qui sont violemment troublées. Au nord, la question religieuse a moins d'importance, mais la Terreur a laissé de si cruels souvenirs et déchaîné des haines tellement violentes que peu de chose suffirait pour qu'on y retombât dans ce chaos de persécutions et de meurtres où l'on a vécu, dans le Rhône par exemple, pendant le Directoire. « Presque journellement, écrit le président du tribunal criminel du Rhône, le 19 prairial an VIII, il se commet à Lyon ou dans ses environs d'horribles assassinats : si quelques délits sont dénoncés, si quelques témoins déposent avec fermeté, ils sont menacés et quelquefois la menace est suivie de l'assassinat ; il y a quelques jours un particulier fut assassiné et l'on en donna pour motif... qu'on lui avait présenté à acheter des marchandises volées, ce qu'il avait refusé et les voleurs craignant son témoignage avaient jugé plus expédient de le tuer (1). »

Longtemps épargnée, l'Isère commençait aussi à donner des inquiétudes : elle fut le théâtre en l'an VIII et en l'an IX de plusieurs attentats, notamment le 6 pluviôse an IX de l'arrestation du courrier de Lyon à Grenoble : les voyageurs furent dépouillés, liés à des arbres, et le postillon contraint de conduire les brigands jusqu'à l'endroit qu'ils lui indiquèrent. Ricard, ce préfet vraiment consulaire qui s'était déjà distingué sous le précédent gouvernement dans le Var comme un très habile et très clairvoyant administrateur (au point d'avoir, lui

(1) Arch. Nat., F⁷ 7694.

aussi, tracé dès l'an VII comme un brouillon de Concordat où il osait dire que si le gouvernement pouvait s'entendre et faire la paix avec les ministres du culte catholique, les difficultés qu'il rencontrait pour faire réussir la conscription seraient considérablement atténuées), adressa à cette occasion aux maires et aux habitants de son département une énergique proclamation, où il dénonçait l'apathie et la veulerie générale comme les véritables causes du brigandage, « cette maladie épidémique qui menace également vos personnes et vos propriétés. Tous les moyens doivent être pris pour garantir ce département des maux et des désordres qui marchent à sa suite. Voyez dans les départements méridionaux les routes interceptées, le commerce paralysé, les citoyens égorgés, leurs femmes et leurs filles déshonorées, le prix des denrées élevé à un taux exorbitant et les habitants obligés d'entretenir et de nourrir les corps de troupes mis à la poursuite des brigands. Tous ces malheurs sont le résultat de l'apathie, de l'égoïsme, de l'isolement des citoyens. Montrez-vous des hommes. Seul le courage des habitants dissoudra ces hordes atroces. » Et ce préfet courageux montrait dans la dépravation des mœurs, dans la passion du jeu qui a sévi alors d'une manière intense et dont les tristes résultats n'ont pas été assez signalés, les grandes causes du développement du brigandage : comme remèdes, il souhaitait une garnison suffisante pour en imposer à la malveillance, et l'envoi d'officiers de police réunissant la probité à l'activité et à l'intelligence.

De la troupe, il en fallait, sans doute, et de la police aussi. Mais encore fallait-il que cette troupe vécût d'autre chose que de réquisitions et de pillage, et c'est ce que la pénurie lamentable dans laquelle se trouvait encore le gouvernement dans les premiers temps du Consulat ne permettait pas toujours. « Toute mesure, quelque juste et bienfaisante qu'elle soit, écrivait le général Férino le 20 messidor an VIII, ne pourra ramener la tranquillité dans ces contrées si la troupe est abandonnée du gouvernement et de ses agents : il est des corps qui depuis onze mois n'ont reçu ni solde ni appointements, et dans la plupart des communes, le soldat est nourri par l'habitant. » C'était une des pires difficultés qu'il rencontrât dans ses départements de l'Ardèche, de la Vaucluse, de la Drôme et des Basses-Alpes.

Dans l'Ardèche, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, catholiques et protestants, modérés et violents, sont aux prises depuis dix ans. Les haines sont atroces, les crimes sont innombrables, facilités qu'ils sont, en outre, par le relief tourmenté du pays, qu'habitait dans sa partie montagneuse une population au moins aussi sauvage que le sol lui-même. Au début du Consulat n'arrivent de tous côtés que sinistres nouvelles. Le 1^{er} pluviôse an VIII, le commandant de maréchaussée qui est adjoint au général Nivet est tué à coups de fusil en pleine ville d'Aubenas; en ventôse Montpezat, Vogüé, Joyeuse, bien d'autres localités encore, sont envahies par des bandes qui pillent les caisses publiques, incendient les maisons, mettent les habitants à contribution, abattent les arbres de la liberté, détruisent les barrières du droit de passe. « Ces scélérats, écrit le 22 ventôse Coste, commandant de la gendarmerie de l'Ardèche, marchent avec une audace dont rien n'approche. Ces bandes sont si bien organisées et si bien servies qu'elles se reforment avec la même facilité qu'elles savent se dissoudre. Il semble qu'un génie malin se plaise à protéger ces brigands, qui ne manquent de rien, tandis que nous manquons de tout, n'étant pas payés. »

Dans les situations difficiles où l'on ne sait que faire, on incline naturellement vers les partis dont on n'a pas encore essayé, uniquement parce qu'on n'en a pas encore éprouvé les inconvénients ou l'inutilité. C'est peut-être ce qui inclinait Férino, — que le conseiller d'État Duchatel semble avoir assez exactement jugé en le disant estimable par son caractère et ses intentions droites, mais dépourvu peut-être du tact et du caractère nécessaires à l'exercice des grands pouvoirs dont il fut revêtu, — à essayer d'une amnistie sur laquelle il comptait pour pacifier les esprits.

Tel était aussi le sentiment de Caffarelli, le premier préfet de l'Ardèche, qui ne se faisait pas d'illusion, d'ailleurs, sur les obstacles que rencontrerait cette politique, intensité des passions haineuses, longue impunité des scélérats, horreurs commises par les colonnes mobiles, souvent composées, affirmait-il, d'hommes plus coupables que ceux qu'elles étaient chargées de poursuivre, corruption générale des administrateurs et des administrés. Il ne pensait pas que les passions politiques fussent pour une part importante dans les crimes

qui s'y succédaient sans relâche : il s'agissait de brigands de grands chemins, de gens sans avenu, pillant et volant sans autre but que de se procurer de l'argent par tous les moyens, et aussi quelque protection « par un vernis de royalisme qui flatte les idées des gens les plus ignorants et les plus fanatiques que la France renferme. On ne leur connaît aucun chef de marque, même personne qui les dirige; ni aucun adhérent au-dessus de la classe infime du peuple. » En effet, mais cela même était une mauvaise condition pour le succès de cette amnistie dont on se décida à essayer, sans, semble-t-il, compter beaucoup sur son succès. Elle fut proclamée pour les départements dont Férino était chargé, en thermidor an VIII, en faveur des hommes ayant fait partie des bandes de voleurs de grands chemins, non des coupables de crimes dont l'ordre social réclamait la punition, et l'exécution en était confiée aux préfets.

Dès le début il fut visible qu'il n'y avait pas à attendre de cette mesure la pacification tant désirée, et Caffarelli lui-même était bien forcé d'en convenir. Les brigands l'épouvantaient par leur audace et leur férocité. Une nuit du début de thermidor, ils surprenaient à Joyeuse un poste de trente-sept hommes, le désarmaient, se rendaient aux casernes, signifiaient que si la garnison ne rendait pas ses armes, ses camarades seraient fusillés, et il fallut obéir à cette sommation. Le commandant, qui avait réussi à se sauver, voulut en vain réarmer sa troupe avec les fusils de la garde nationale, qui, à son ordinaire, n'avait porté aucun secours et avait abandonné son poste dès les premiers coups : les hommes qui étaient de garde à la cloche pour sonner le tocsin en cas d'alarme s'étaient enfuis sans l'avoir sonné. On eut l'impression que le projet d'amnistie, alors sur le point d'être conclu, avait été précisément la cause déterminante de ce hardi coup de main : les chefs de bandes, craignant d'être abandonnés d'une partie de leurs hommes, employaient tous les moyens pour les retenir, quand même, parmi eux : et un des plus sûrs était de les rendre odieux. C'est sans doute un calcul de ce genre qui avait amené, non loin de là, le 19 floréal an VIII, un drame particulièrement douloureux : un sergent et quatre soldats de la 63^e demi-brigade, faits prisonniers, avaient été menés sur le pont de la maison Neuve, fusillés, et jetés à l'eau par un bandit redouté, nommé Noguières, qui devait plus tard

être pris lui-même et traduit devant le tribunal spécial de l'Ardèche.

Compter sur une amnistie pour calmer des passions aussi furieuses était évidemment une grande illusion. L'exécution en soulevait d'ailleurs fréquemment des difficultés imprévues : ainsi un amnistié de l'Ardèche étant arrêté dans le Gard pour des faits ayant eu lieu dans ce dernier territoire, était-il en droit d'invoquer son amnistie ? Même, chose plus grave, l'amnistie proclamée en thermidor en vertu d'une autorisation gouvernementale, n'avait pas été suivie d'un arrêté des consuls, et il était à craindre que le tribunal de cassation ne la regardât point comme un acte du gouvernement, comme une loi de l'État, et n'en tint par conséquent aucun compte. Ces difficultés faisaient le désespoir du préfet, qui réclamait en vain un arrêté des consuls mettant le tribunal de cassation (et plus tard le tribunal spécial de l'Ardèche) dans la nécessité de reconnaître l'amnistie comme une loi de l'État. Pour longtemps encore ce malheureux département présenterait cet inextricable mélange de représailles politiques, de vengeances privées et de crimes de droit commun, dont son dernier historien, M. l'abbé Jolivet, a retracé le sinistre tableau pour les temps qui ont précédé le Consulat.

Le Vaucluse n'offrait pas au rétablissement de l'ordre des obstacles naturels aussi redoutables que l'Ardèche, mais la situation morale y était, s'il est possible, pire encore. Le tableau qu'en tracent les correspondances du temps est lamentable. « Cette contrée, écrit le 30 pluviôse un correspondant du ministre de l'Intérieur, était, avant la Révolution, un pays d'immunité : les Français et étrangers qui étaient obligés de s'expatrier, pour quelque cause que ce fût, venaient souvent s'y établir. La Révolution ayant fait tomber toutes les manufactures qui les faisaient vivre, les factieux se sont emparés de cette classe d'hommes qu'ils ont associés à tous les crimes : ce sont principalement ces hommes qui ont pendu, *glaciérisé*, incendié, violé, servi de faux témoins devant la commission d'Orange. Aujourd'hui ils sont organisés en colonnes mobiles. Le commandant Lecourt de Villers évite de les employer dans aucune expédition. Il est sans exemple qu'ils se soient bien conduits. Il conviendrait de faire partir pour les armées ceux

qui sont en état de servir : par là on diminuerait la masse de mauvais sujets qui infeste ce département. » — « Les assassinats et tous les crimes, écrit le 29 frimaire le président du tribunal de police correctionnelle d'Avignon, s'y succèdent avec une rapidité étonnante, sans compter une infinité de crimes qu'on tait par frayeur et qui n'arrivent pas aux autorités constituées. La justice est comme paralysée, les témoins n'osent pas venir déposer, de crainte d'être assassinés. Il n'est pas possible de découvrir les auteurs d'assassinats commis en plein jour et en public. »

Ce ne sont pas là manières de parler : Moureau, commissaire du Directoire près l'administration centrale de Vaucluse, a raconté l'histoire de la femme d'un certain Olivet, massacré sous ses yeux et ayant eu elle-même son chapeau troué de balles, connaissant les assassins, et qui jamais ne voulut les nommer « tant est grande la terreur que les méchants inspirent ». A Apt, et d'ailleurs partout, « il est désespérant de voir l'inutilité des mesures que les tribunaux sont dans le cas de prendre. Les victimes de ces scènes affreuses préfèrent quitter leurs foyers plutôt que de porter la moindre plainte. Les témoins sont terrorisés, et les fonctionnaires publics sont loin de montrer cette énergie que les circonstances paraissent exiger : il n'y a plus que le gouvernement qui puisse prendre des mesures assez vigoureuses pour donner la chasse à cette immensité de brigands et faire renaître la tranquillité dans nos malheureuses contrées ».

Sans doute, mais le malheur est que le gouvernement est lui-même dans la plus pitoyable détresse : le général de brigade Milhaud écrit à Férino que des officiers en route sont réduits quelquefois à demander l'aumône, que les auberges refusent tout crédit aux militaires qui doivent plusieurs mois de pension, n'étant pas payés eux-mêmes, et la détresse des troupes est telle que, forçant nombre de soldats à désertier, elle augmente le nombre des brigands.

Pelet de la Lozère, premier préfet envoyé dans ce malheureux pays, racontant en l'an X comment il l'avait trouvé, montre l'anarchie régnant dans les communes, le brigandage prenant toujours la couleur du parti renversé et ayant ainsi des protecteurs et des auxiliaires, les passions poussées au dernier degré de l'exaspération, les partis ne respirant que vengeance

et chaque jour signalé par quelque assassinat. Vers le début de messidor an VIII, à l'approche de la foire de Beaucaire, grand rendez-vous en tout temps de voleurs et d'assassins, dans un pays dénué de troupes et plein de prisonniers de guerre autrichiens, les inquiétudes du préfet deviennent particulièrement vives; Français de Nantes, le conseiller d'État chargé par les consuls de visiter la 8^e division militaire, consigne dans son rapport (1), — lequel cependant pêche certainement plutôt par optimisme, — ce fait que, pour voyager dans ces contrées, il fallait prendre des passeports des chefs de brigands et payer le rachat du pillage; des placards avertissaient les voituriers que s'ils ne portaient avec eux au moins quatre louis ils seraient fusillés, et plusieurs l'ont été...

Les communes les plus infestées sont l'Isle, Vauréas, Beaumont. A Bollène, les vols et les arrestations de diligences sont comme une profession qui se transmet de père en fils: dans une population de plus de trois mille âmes on ne trouverait pas six familles exemptes de crimes et de complicité de crimes; des brigands, coupables de douze ou quinze assassinats chacun, ont été fusillés dans cette commune et une souscription de plus de 50 000 francs fut faite dans Bollène pour les sauver. Et on craignait, en faisant arrêter six individus de Bollène qui, de notoriété publique, ne vivaient que de vols, de faire avoir à la justice un nouvel affront. Vauréas ne valait guère mieux. Le 5 ventôse an VIII, jour de foire dans cette localité, le chef de brigands Arnaud ayant été arrêté et déposé au corps de garde, dit: « Mes camarades me tireront d'ici! » Il donna un coup de sifflet, et à l'instant deux cents brigands fondirent sur le corps de garde, et désarmèrent les troupes; le commandant de place, un chef de bataillon et deux autres officiers ayant paru tombèrent morts sous la fusillade des bandits aux cris de « Vive le Roi! La victoire est à nous! » Jamais, conclut le rapport, les brigands n'ont montré autant d'audace.

Vauréas touche à la Drôme, dont la situation n'est guère plus enviable, du moins dans la région de Montélimar, et qui demande instamment des troupes, des troupes qui soient bien entretenues, et qui ne tombent pas à la charge des habitants. Dans les derniers jours de brumaire an IX, deux fois de suite,

(1) Rocquain, *État de la France au 18 brumaire*.

presque sous les murs de Montélimar, la diligence de Marseille est arrêtée et pillée. Curnier, commissaire du gouvernement près le tribunal criminel de la Drôme, a donné sur ces attentats quelques détails plein d'intérêt. Dans le principe, les coups de ce genre étaient l'œuvre de déserteurs qui, obligés de se cacher ou désireux de se venger des frais faits à leurs parents par les garnisaires établis chez eux, cherchaient des moyens d'existence en enlevant des sommes appartenant à la République : ils respectaient les propriétés des particuliers, qu'ils traitaient même avec quelques égards. Mais bientôt le vol les familiarisa avec tous les vices et leur donna l'habitude du crime ; des postillons ayant fait résistance, ils les assassinèrent, puis ils volèrent et pillèrent toutes les voitures publiques ou particulières où ils soupçonnaient qu'il y avait quelque chose à prendre.

« Habitant les communes qui avoisinent la grande route, ils savent à ne pas se tromper d'une minute à quelle heure la diligence sera à tel endroit qu'il leur plait de choisir comme le plus commode et le plus sûr pour la dévaliser. Ils se rendent isolément à l'entrée de la nuit au lieu du rendez-vous, en portant même des bèches pour ne donner lieu à aucun soupçon aux patrouilles de gendarmerie qu'ils pourraient rencontrer, passent à travers champs ou par des sentiers détournés, et en arrivant au rendez-vous déterminé, ils sont bientôt armés de pied en cap, parce que des grottes fréquentes qu'il y a dans le bois avoisinant le chemin leur donnent la facilité de cacher leurs armes. Rarement sont-ils obligés de rester en embuscade un demi-quart d'heure : la diligence passe, ils la pillent, détroussent les voyageurs et se retirent isolément chez eux ; souvent même ils reviennent sur leurs pas après que le vol a été accompli, pour faire semblant de porter du secours et d'aller à la poursuite des voleurs. On a bien quelques indices sur ces scélérats par la vie libertine qu'ils mènent, par l'argent qu'on leur voit : mais la terreur qu'ils inspirent empêche de les signaler. » Et Curnier proposait de donner des récompenses aux habitants qui les feraient connaître, de payer des gens pour s'affilier aux brigands et dévoiler leurs projets, mais par-dessus tout de mettre une grande activité dans la poursuite des criminels : or, dans une lettre du 5 frimaire an IX, il signalait qu'il n'avait été informé de deux pillages de diligences, nouvellement arrivés, que par

la voix publique, nullement par aucune autorité judiciaire ou administrative.

Le moment approchait, heureusement, où cette quasi-abdication de l'autorité allait enfin cesser, grâce aux efforts du préfet Descorches (encore un des heureux choix du gouvernement), qui comptait beaucoup sur les tribunaux spéciaux dont la création était alors imminente, et qui au retour d'une tournée dans le sud de son département adressait à ses administrés une véhémence proclamation imbue du meilleur esprit consulaire : « Il fut un temps où chacun, suivant sa manière de penser, pouvait ne voir que des ennemis autour de soi et hésiter sur celui qu'il était préférable de combattre. Mais ces temps de division et de confusion sont déjà loin de nous. Il ne doit plus exister qu'un seul intérêt, se rallier aux intentions du gouvernement, seconder ses efforts pour assurer la paix du dedans comme il a conquis celle du dehors... Profitez de la protection qu'il a dirigée vers vous, de la force armée, imposante par le nombre, bien plus encore par son zèle, son activité, dont elle a déjà donné d'utiles preuves. Des tribunaux terribles pour le crime sont au milieu de vous. Hâtez-vous de concourir avec ces moyens efficaces, mais extraordinaires et passagers, par les moyens habituels, autrement puissants, que vous pourrez tirer de votre nombre, de votre accord. Soyez unis : exprimez hardiment et fortement votre volonté qu'il n'y ait plus de brigandage, et le brigandage est tué pour ne jamais se relever. » Ce ferme langage fut entendu ; la population reprit courage, osa parler et, dès le 20 nivôse an X, Descorches pourra se flatter de la prochaine disparition du brigandage.

Peu de départements ont aussi cruellement souffert que celui des Basses-Alpes, du moins la partie méridionale, la région de Valensole, Oraison, Moustiers, Forcalquier, Castellane, où, au témoignage du commissaire du Directoire près le canton de Moustiers le 8 germinal an VIII, peu de jours se passaient sans quelque agression contre des habitants ou contre des voyageurs, et où un rapport de gendarmerie de frimaire an X accuse la population d'être d'une immoralité reconnue, livrée aux passions effrénées du jeu et du libertinage. La peur, l'insouciance, parfois la connivence, faisaient que les gens gardaient le silence : les brigands répandaient le bruit qu'ils

n'en voulaient qu'aux fonctionnaires républicains, qu'à ceux qui voulaient forcer réquisitionnaires et conscrits à partir, et ils trouvaient des auxiliaires pour répéter qu'il n'y avait qu'à les laisser faire, que ce n'étaient point des criminels mais de pauvres malheureux dont on avait saisi les biens, qu'il fallait bien qu'ils vécussent, et qu'ils n'en voulaient qu'aux auteurs de leur dépouillement. Langage perfide, et dont quantité de fonctionnaires étaient eux-mêmes complices, volontairement ou involontairement, en répétant que c'était toujours aux acquéreurs de biens nationaux que s'attaquaient les brigands. Qu'il en fût souvent ainsi, c'est chose incontestable ; mais que ce fût une règle absolue, c'est un complet travestissement de la vérité.

Nul peut-être n'a plus vigoureusement combattu cette erreur, entretenue pour des fins politiques que l'on devine, que le premier préfet des Basses-Alpes, Texier Olivier, homme au-dessus de tout soupçon de quelque acointance avec les royalistes, qui avait été commissaire du Directoire près le département d'Indre-et-Loire, et qui eut plus d'une fois à regretter les régions pacifiques du Centre. Quand il arriva dans son département, le 11 germinal an VIII, il fut littéralement épouvanté de ce qu'il vit et de ce qu'il apprit : aucun service organisé pour subvenir aux besoins des militaires traversant le département ; gendarmerie hors d'état de sortir de ses casernes par le défaut de solde, qui faisait de la nourriture de l'homme et du cheval un insoluble problème ; cent cinquante hommes de troupe, au plus, dont les trois quarts au moins incapables de tout autre service que de celui de place ; administration dénuée de tous moyens : employés privés d'appointements depuis neuf ou dix mois.

Sa première lettre du 14 germinal au ministre de l'Intérieur est absolument désolée. Dans la seconde (20 germinal), au ministre de la Police générale, Texier Olivier pénètre plus profondément les causes du mal qui sont au nombre de trois : d'abord, et avant tout, le Midi était infesté depuis longtemps par des bandes d'assassins et de voleurs ayant toujours existé mais devenues plus nombreuses par l'effet de la Révolution ; ce noyau primitif s'était grossi de deux sortes d'individus, conscrits ou déserteurs, et fugitifs devenus par degrés criminels sans avoir eu tout d'abord l'intention du crime. Puis

dans ce Midi brûlant les passions révolutionnaires, portées à l'excès, avaient engendré des haines affreuses, des procédures criminelles injustes, et comme, dans ces climats, on ne sait jamais s'arrêter à un juste milieu, comme les fonctionnaires publics oublient qu'ils sont les hommes de la loi pour ne se ressouvenir que de la coterie qui les a élevés à leurs fonctions, on a impliqué indistinctement dans les procédures une infinité de gens qui n'avaient pris aucune part aux excès, qui n'avaient peut-être été coupables que d'en avoir été les spectateurs ; des mandats d'arrêt ont été décernés par centaines et ceux qui en ont été frappés, obligés pour s'y soustraire de quitter leur domicile, ont été chercher un asile dans les montagnes, et le besoin les a réunis aux brigands qui leur ont accordé secours et protection.

Qu'à ces trois éléments se soient réunis quelques émigrés, il est possible ; mais il n'en résulte nullement que le royalisme soit le principal moteur de ces bandes : l'assassinat de quelques fonctionnaires publics a pu le faire croire, mais c'était la fonction, plutôt que l'opinion, qui alors attirait les coups et les vengeances. Nul n'a plus exactement que ce préfet discerné ce qu'on pourrait appeler la psychologie du brigandage.

Passant ensuite aux moyens à employer pour détruire ce mal dont il déplorait les ravages, Texier Olivier n'en voyait que deux : ou le développement d'une grande force, ou un pardon généreux. Il avait ses préférences pour ce dernier, dont il espérait le même succès que dans l'Ouest, bien que d'ailleurs il reconnût lui-même et analysât très justement les profondes différences entre ces deux régions : il adjurait le gouvernement de ne pas se laisser influencer par des têtes ardentes, incapables de voir les choses en grand, par des républicains ardents et peu instruits dans l'art de terminer les révolutions, qui voudraient toujours être les seuls à jouir de la protection gouvernementale. Il était en conséquence partisan enthousiaste du général Férino et de l'amnistie, et demandait une extension et une prolongation de ses pouvoirs, sans se dissimuler d'ailleurs et sans dissimuler qu'une politique de vigueur et d'intimidation était en même temps bien nécessaire : car (lettre du 1^{er} complémentaire an VIII) le brigandage se réveille avec plus de fureur que jamais : les brigands ne marchent plus, comme il y a quelques mois, par petits pelotons, mais par

bandes nombreuses et qui paraissent dirigées par des chefs marquants et expérimentés, qui ont conçu un plan vaste et cherchent à l'exécuter. « Nous sommes ici sur un volcan, et si le gouvernement ne s'empresse de faire passer des troupes nombreuses dans les départements du Midi en proie au brigandage, bientôt on y verra éclore une nouvelle Vendée ! »

Et ses lettres abondent en détails sur les atrocités que ces bandes commettent ; il n'est pas de jour où on n'apprenne un assassinat, un brûlement de pieds, un viol, et cela non seulement sur les routes mais dans des villages assez considérables et au vu de citoyens que la terreur empêche de se réunir pour s'y opposer.

Ce ne sont pas malheureusement faits spéciaux aux Basses-Alpes, mais c'est pour les Basses-Alpes qu'il est le plus facile de s'en rendre compte, parce que ce département est le seul, jusqu'à présent, où cette partie importante et si mal connue, si méconnue même, de l'histoire du Consulat est d'accès facile, grâce à M. Maurel et à une monographie qu'il a consacrée au brigandage dans ce pays. On peut s'y rendre compte de l'erreur grave de ceux qui n'ont voulu voir dans le brigandage qu'un prétexte imaginé par le Premier Consul pour justifier ses usurpations successives sur ce qu'il est convenu d'appeler les libertés nationales.

L'énumération de tous ces attentats est impressionnante : impressionnante par le nombre, impressionnante aussi par le silence que l'historien s'est cru obligé de garder sur les auteurs de ces crimes, dont bien des descendants, honorablement connus, seraient trop affligés de voir leurs noms apparaître dans ce recueil de causes célèbres. Le 22 thermidor an VIII, cinquante brigands armés cernent le village de Brunet qui n'ose faire aucune résistance, se font conduire chez le maire à qui ils signifient l'ordre, les poignards levés sur sa tête, de leur faire verser tout de suite quatre cents louis sous peine d'incendie : comme il proteste de l'impossibilité de lever une pareille somme, les brigands, plaçant près de lui une sentinelle pour l'empêcher de donner l'alarme, vont piller les maisons qui sont ouvertes, enfoncer celles qui sont fermées, massacrent les personnes qu'ils y trouvent, soumettent le village à un pillage systématique de deux heures, puis disparaissent. Un autre jour, aux Aubeires, onze victimes, dont un enfant de

trois mois et un vieillard de quatre-vingt-cinq ans, sont massacrés à coups de bâtons, les brigands ne voulant laisser derrière eux aucun être vivant parce qu'un de leurs chefs a pu être reconnu à la voix : calcul déjoué d'ailleurs, le témoignage d'un enfant ayant pu néanmoins être recueilli et ayant entraîné une condamnation capitale. Le 6 brumaire an IX, six bandits armés et masqués envahissent et dévalisent la bastide de la veuve Arnaud et se retirent en la menaçant de mort si elle parle : elle obéit à cet ordre et ce n'est que par la voix publique qu'on a connaissance du crime. En frimaire an IX est saccagé et incendié en plein jour le château de Grou, appartenant à un notaire qui a eu le courage de dénoncer plusieurs coupables.

C'est en un mot une succession ininterrompue de crimes dans un pays où, comme le remarque l'historien, il n'est pas rare de voir plusieurs années se passer sans qu'il y ait lieu de tenir des assises, faute de causes criminelles : et on s'étonne, en le lisant, que le rapport de Français de Nantes ait pu appliquer aux Basses-Alpes tout entières les descriptions presque idylliques qu'il a faites de la tranquillité régnant dans les passages élevés des montagnes.

Mais nulle part le mal n'atteignait des proportions aussi graves que dans les Bouches-du-Rhône et le Var, parce que nulle part n'avaient été portés aussi loin les excès des partis, les fureurs, les vengeances, la corruption. Le dernier commissaire du Directoire près l'administration des Bouches-du-Rhône, Escalon, est un politicien borné et forcené qui ne voit dans tous les événements fâcheux dont il est le témoin que la main perfide des royalistes, qui ne parle que des assassinats commis par eux au chant du *Réveil du peuple*, des persécutions dirigées par eux contre les républicains, de la nouvelle Vendée qu'ils organisent et qui devient de plus en plus effrayante. Après de longues énumérations des courriers dévalisés, des voyageurs dépouillés, du mépris et du ridicule jetés sur les institutions républicaines, du décadi profané et des dimanches et fêtes soigneusement chômés, il écrit, — car il aime les phrases à effet, — que les cadavres de tant de victimes immolées se soulèvent dans leurs tombes pour demander vengeance : il est de la catégorie des gens qui ne voient de remède au désordre que dans de nouvelles proscriptions. Vernet, qui

le remplace d'abord comme commissaire du gouvernement et qui ensuite, après la création des préfetures, sera sous-préfet d'Aix, partage les mêmes passions, mais à un moindre degré, et n'est pas assez aveuglé par les haines politiques pour ne pas citer aussi, parmi les causes du mal, les évasions quotidiennes du bague de Toulon, qui auraient suffi à elles seules pour peupler le département de criminels s'il n'en avait pas eu déjà une effrayante quantité, et le dénuement de toutes choses qui paralyse les administrations.

Le préfet Delacroix, qui a été, sous le Directoire, ministre des Affaires étrangères et qui a représenté la France auprès de la République batave, est du même parti, mais il est surtout un homme faible, timoré, déjà vieux (tout près de soixante ans), se laissant dominer par son entourage où sont surtout les hommes de la nuance de Vernet, épouvanté à la pensée des obstacles qu'il va rencontrer. Il eut un grand mérite : ce fut de comprendre que le mal provenait surtout du manque de ressources, et qu'il était inutile d'espérer la cessation du brigandage tant que durerait pour l'entretien de la force publique un système de réquisitions fertile en abus et provoquant quantité de plaintes, dont plusieurs justifiées. Le problème, à ses yeux, était avant tout un problème budgétaire : et il voyait juste. « Royalisme et patriotisme, écrivait-il le 11 floréal an VIII, sont ici comme à Amsterdam, affaire de calcul : que le gouvernement soit juste, qu'il paye bien les services qu'il commande et tout le monde lui sera attaché, au moins de fait si ce n'est par théorie... l'enthousiasme que suscite le nom de Bonaparte peut beaucoup, pourra tout, s'il n'est pas contrarié par les injustices de détail que multiplie la désorganisation des services militaires. » Un autre mal extrêmement grave est l'injustice de la justice : plusieurs fois (1) « des accusés ont été relâchés parce qu'ils appartenaient à l'opinion du ou des juges, quoique prévenus, et convaincus dans l'opinion publique de plusieurs assassinats atroces. Il s'était répandu dans les campagnes un esprit de terreur... On n'osait ni dénoncer ces scélérats, ni déposer contre eux. »

Delacroix a eu enfin le mérite d'élever et de maintenir quelque temps à la tête de la police de Marseille un homme

(1) Lettre de prairial, Arch. Nat., F⁷ 7337.

qui a été extrêmement discuté et combattu, qui a eu sans doute une trop haute idée de lui-même, mais qui paraît en somme avoir rendu de réels services dans cette ville infestée de bandits : à l'en croire, c'est grâce à lui que les Marseillais voulant aller le soir au théâtre ne furent plus obligés de s'organiser en caravanes de quartier, marchant militairement ; et même dans les environs de Marseille, « repaire des bandes qui avaient pendu, sabré, assommé, égorgé leurs concitoyens dans les crises de la Révolution », où avait cherché refuge cette armée de vagabonds et de gens sans aveu « pour qui le travail est un supplice et dont le métier est de piller le fruit du travail des autres et de les tuer en cas de résistance », il aurait réussi à améliorer sensiblement la situation. Dans son rapport du 6 floréal an IX, dont nous avons déjà souligné le caractère trop optimiste, Français de Nantes déclare qu'à Marseille on marche à toute heure de la nuit sans aucune crainte et que depuis plus de dix-huit mois il ne s'y est pas commis plus de deux ou trois meurtres.

Si le fait est vrai, il ne serait pas un mince éloge pour l'administration de Lecoqte Puyraveau : mais il y a malheureusement des raisons de douter de son exactitude, et notamment une lettre très importante de Nicot, commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Marseille, au ministre de la Justice (14 frimaire an IX), où sont très bien exposés les causes et les développements du mal : excès atroces, lois répressives parfois insuffisantes, plus souvent trop rigoureusement appliquées par des hommes ineptes ou pervers ayant poussé l'oubli de leurs devoirs au point de se servir de ces lois les uns pour piller, les autres pour opprimer et persécuter. « Presque tous les crimes de tous les partis et de toutes les factions sont restés impunis. Toutes les routes sont infestées de brigands, et jusqu'à présent il ne paraît pas que des mesures vigoureuses, dirigées avec prudence, aient été prises pour les détruire. Il y a quelque temps, les brigands n'arrêtaient et ne pillaient que loin des villes et des villages : aujourd'hui ils pillent et volent aux portes de Marseille, à toute heure, en plein jour, avec une sécurité qui ferait bien croire qu'ils y sont autorisés. Il y a trois ans environ qu'il n'y a plus de sûreté dans les campagnes de Marseille et dans les communes circonvoisines. Les fonctionnaires publics n'ont rien

fait jusqu'à présent pour empêcher ou pour neutraliser le brigandage. On serait même tenté de croire qu'ils l'autorisent, dans l'objet d'imputer des torts au gouvernement. »

Plus graves encore sont d'autres faits que relate le même correspondant : « Lorsque la force armée a été requise pour courir sur les brigands désignés par la qualification de fuyards, il s'en faut de beaucoup que le résultat de la conduite des détachements mis en mouvement à cet effet ait tourné au profit de l'ordre et de la tranquillité publique : il n'a ajouté qu'un excès au mal par l'indiscipline et la licence de ces détachements (du moins lorsque la troupe réglée a été amalgamée avec la troupe sédentaire et les colonnes mobiles), dont la conduite anarchique a constamment tendu au renversement de l'ordre social. Le 28 brumaire, un détachement de la 11^e demi-brigade, commandé par le citoyen Lescolier, poursuivait des réquisitionnaires dans le territoire de la commune d'Auriol : un militaire fut blessé : un réquisitionnaire fut saisi et les détachements réunis le mirent en pièces; son oncle, qui n'était pas dans l'attroupement, fut accusé d'avoir donné asile à son neveu qui venait d'être massacré et saisi dans sa maison de campagne pour être traduit à Marseille. Cet individu, qui aurait dû trouver asile et protection dans l'escorte commandée par Lescolier, fut assassiné entre Aubagne et Roquevaire sous les yeux mêmes du citoyen Lescolier, qui a osé consigner dans le procès-verbal qu'il avait été tué parce qu'il s'était échappé. Le lendemain, un officier porteur de contraintes pour la perception des impositions, qui se rendait dans la commune d'Allauch escorté de quatre fusiliers, fut assailli et assassiné par des brigands.

« Il est plus que probable que les auteurs de cet assassinat se sont crus autorisés à cet acte de vengeance par la raison de l'assassinat commis le jour précédent... On pourrait citer vingt exemples semblables. La force armée assassine sans difficulté ceux qu'elle poursuit lors même qu'ils sont en son pouvoir et ne sont plus dangereux, et à leur tour les brigands en embuscade, usant de représailles, assassinent tous ceux des militaires qu'ils rencontrent et peuvent attaquer avec avantage. »

Une autre cause de faiblesse pour la cause de l'ordre est la déplorable composition des juges de paix : « Hommes ignares, mercenaires, dont beaucoup sont notoirement accusés

de faire le trafic de leurs fonctions, tous d'une partialité flagrante : il serait indispensable de ne confier ces importantes fonctions qu'à des citoyens au-dessus du besoin, et ayant des connaissances, du vrai patriotisme et de la probité. » Où ils prévariquent le plus, c'est dans la formation des listes de jurés, n'y mettant jamais que des hommes sans principes et sans connaissances. « Les cinq sixièmes de ceux qui sont désignés sont des mercenaires qui opinent sur le nom du prévenu : aussi est-il rare que des hommes couverts de crimes aient subi le châtimement qu'ils méritent. »

Telle était la douloureuse situation dans laquelle se trouvaient les Bouches-du-Rhône. Le préfet soupirait après l'arrivée annoncée de la garnison de Malte, environ quatre mille hommes, que les Anglais renverraient sans doute lorsque la paix serait signée. Mais on en était bien loin encore, et d'ici là que d'épreuves à subir ! Rien qu'en vendémiaire an IX, pour ne citer que quelques incidents parmi un très grand nombre d'autres, le 1^{er}, la fête de l'anniversaire de la République est troublée à Auriol par un très vif combat pendant lequel la plupart des habitants restent cachés dans leurs maisons. Le 11, arrestation et pillage d'un courrier venant d'Aix. Un autre jour, trois gendarmes sont attaqués, deux sont tués, le troisième ne doit la vie qu'à la vitesse de son cheval : un détachement de la 18^e légère est forcé par un rassemblement de brigands de se réfugier à Auriol, où le tocsin sonne, mais où les habitants s'enferment chez eux, sauf un petit nombre qui se réunissent à la 8^e légère accourue pour dégager la 18^e. Quinze à vingt brigands pillent une bastide près de Tourves, puis une autre, où une femme est victime de leur brutalité en présence de son mari. Dans la nuit du 29 au 30, huit prisonniers, tous prévenus de grands crimes ou déjà condamnés, s'évadent de la prison de Tarascon par une brèche qu'ils ont réussi à pratiquer dans des murs épais de quatre à cinq pieds : les visites fréquentes qu'ils reçoivent de leurs parents et amis, qui devraient être interdites, mais qui ont eu lieu quand même par la connivence des concierges, leur en ont fourni le moyen.

En brumaire, en frimaire, le mal ne fait que croître. Le 21 frimaire, deux militaires surpris dans un cabaret de Pourcieux sont fusillés sur place ; le 22, c'est le tour d'un officier ; le même jour, une bande de ces *cannibales* (le mot

revient fréquemment dans la correspondance du préfet, et y alterne avec celui d'anthropophages) envahit plusieurs bastides du territoire de Jouques, vole et viole ; six militaires escortant un courrier sont tués près de Trest ; à un malheureux chasseur à cheval qui portait des dépêches pour le service de la gendarmerie les égorgeurs se contentent de couper trois doigts de la main droite. Vernet, qui envoie dans une lettre du 3 nivôse tous ces pénibles détails, et quantité d'autres encore, dit que le nombre des brigands augmente chaque jour, que les crimes se multiplient et que bientôt les routes n'offriront plus aux yeux du voyageur effrayé que les restes épars des victimes immolées à leur rage.

Même en faisant dans tous ces rapports et correspondances la part de l'exagération méridionale, il est impossible de les parcourir sans rester surpris que des historiens, pour contester la nécessité d'avoir armé le gouvernement d'alors de grands pouvoirs, aient dit que la France du Consulat jouissait de toute la paix intérieure désirable. Elle y est parvenue, — tardivement d'ailleurs et non sans peine, — mais c'est à Bonaparte, à ses institutions et principalement à ses tribunaux spéciaux, qui à la fin de frimaire an IX étaient sur le point de naître, et qui seraient venus au monde même si l'attentat de la machine infernale n'avait pas eu lieu, qu'elle l'a due.

Le Var serait peut-être le département qui aurait le plus de titres à disputer aux Bouches-du-Rhône le triste honneur d'avoir le plus souffert de cette prolongation sous le Consulat des désordres révolutionnaires. Le premier préfet que le Consulat y ait envoyé, Fauchet, aux prises avec une besogne surhumaine, envoyait des lettres quasi désespérées, où il ne cesse de se plaindre de tout, de ses collaborateurs, des préfets des départements voisins, de ses administrés, surtout, dont l'immoralité, dit-il, « depuis longtemps ne connaît plus de bornes (1) ». Il n'était pas le seul, d'ailleurs. « Vous ne sauriez imaginer, écrivait le 12 frimaire an VIII Ricard, le commissaire du Directoire, la terreur qu'ils (les brigands) inspirent aux habitants de cette malheureuse contrée (la lisière entre les Bouches-du-Rhône et le Var) : les témoins n'ont jamais rien vu ni rien entendu : la frayeur glace leur courage et les

(1) Arch. Nat., F⁷ 7695.

crimes demeurent impunis... On attend des escortes nombreuses pour pouvoir se mettre en route en sûreté, et les brigands sont avertis d'avance des mouvements que l'on doit faire pour les atteindre. » « Les brigands, dit Fauchet à son tour (germinal an VIII), continuent à désoler ce malheureux pays : les battues générales qu'on a faites n'ont produit aucun résultat avantageux ; tout prouve qu'il y a un grand nombre d'habitants du pays parmi eux, et peut-être même des membres des autorités constituées. Des espions ont été employés et ces espions ont trahi les autorités qui les employaient. »

Un jour, un aide de camp du général Garreau se déguise en brigand, trouve partout sous cet accoutrement un excellent accueil ; on lui rend compte avec une parfaite exactitude des mouvements de troupes qui se préparent et qu'il a lui-même ordonnés. La peur, l'intérêt scellaient cette criminelle alliance ; parfois aussi le ressentiment : trop souvent les violences des troupes, les enlèvements de vivres qu'elles étaient bien forcées de faire, les excès des colonnes mobiles, faisaient que le passage des soldats était aussi redouté, sinon plus redouté, des habitants que celui des brigands.

C'était cette entente entre les uns et les autres qui exaspérait le plus le préfet. « J'emploie, écrivait-il, tous les moyens pour purger ce département, mais la besogne est difficile autant que rebutante. La forêt d'Ollières est pour les brigands un refuge impénétrable et tous les bastidans de cette forêt sont leurs protecteurs. » Il ne parvenait pas à comprendre cette complicité de l'opinion avec des scélérats « semant l'épouvante et l'horreur... dont les crimes surpassent tout ce qu'on connaissait d'épouvantable autrefois, qui volent, qui violent, qui assassinent avec une cruauté inouïe et qui néanmoins à Pourrières, leur repaire habituel, à Rians, Ginasservis, Collobrières, Porcieu, Vinon, comptent autant de partisans que d'habitants ». « Les maires (1) tremblent d'exécuter les lois : ils craignent pour leurs propriétés de la part d'hommes qu'aucun frein n'arrête plus et dans un pays où la démoralisation exerce l'empire le plus absolu. »

Le 6 brumaire, le préfet eut à craindre pour lui-même en retournant de Toulon à Draguignan : ayant envoyé partie de

(1) Lettre du 4 vendémiaire an IX.

son escorte à Gonfaron où des brigands étaient signalés, avec le reste, c'est-à-dire une vingtaine d'hommes et quelques gendarmes, il se prépara à résister s'il le fallait. Il ne fut pas attaqué, mais dut constater avec douleur que douze ou seize hommes au plus de la commune de Pignans s'étaient présentés pour marcher dans ce moment périlleux.

Il ne se doutait guère, en écrivant ces lignes, que la destinée lui réservait à bref délai une large compensation aux nombreuses déceptions qu'il avait subies dans sa lutte contre les brigands. Il était parvenu à gagner un des leurs et à leur tendre, dans une certaine bastide d'Aups, un piège qui réussit au delà de toute espérance. Une mine fut pratiquée sous cette bastide, refuge fréquent des bandits qui infestaient le pays, et dans la nuit du 16 au 17 brumaire, quinze d'entre eux se trouvant réunis dans ce repaire, le feu fut mis aux poudres, la bastide sauta, douze furent tués du coup et les trois autres qui, blessés, avaient réussi à fuir ne tardèrent pas à être pris et fusillés. Parmi les victimes de l'explosion était un nommé Daurel, de Salon, sur lequel on trouva une prière manuscrite douée, était-il dit, du pouvoir absolu de garantir quiconque la portait du danger de périr de mort violente ou de mourir sans confession ; d'autres avaient des crucifix, dont un, surtout, venu, paraît-il, du Saint-Sépulcre de Jérusalem, préservait son porteur de toute condamnation injuste, de toute mort violente. Comme bien on pense, grand bruit fut fait autour de ces trouvailles, qui étaient loin alors d'être une rareté, et de cette alliance regrettable et contre nature du brigandage et de la dévotion. Heureusement le Concordat était enfin prochain, et la réconciliation de la Révolution et de l'Église allait enlever tout prétexte à ces aberrations de la piété.

LA LUTTE CONTRE LE CRIME

Heureusement aussi les succès extérieurs, l'amélioration graduelle de la situation politique et financière, permettaient alors de poursuivre plus énergiquement la lutte contre le crime. Un arrêté consulaire du 29 frimaire an IX ordonna la formation dans les Bouches-du-Rhône et le Var de corps d'éclaireurs, avec promesse de cinq cents francs de récompense pour tout brigand tué ou pris les armes à la main ; à la suite

venaient des commissions militaires qui faisaient des prisonniers bonne et rapide justice : vingt-trois fusillés immédiatement, cent soixante-sept mis à mort après instruction et jugement, cinquante-huit remis en liberté, cinquante-huit autres renvoyés devant les tribunaux ordinaires ou retenus comme très suspects, deux femmes recéleuses et complices des brigands condamnées à mort, tels furent jusqu'au 30 germinal (rapport de Français de Nantes du 6 floréal) les premiers résultats de cette institution excellente. Elle ne tarda pas à s'étendre aux autres départements et en Vaucluse, par exemple, en un mois et demi de temps, du 1^{er} nivôse au 16 pluviôse, il est prononcé vingt-cinq jugements à mort, onze acquittements, cinq plus ample informé, cinq renvois à la commission de la 8^e division militaire. Peu de temps après vint l'arrêté consulaire du 17 nivôse, aux termes duquel toutes les diligences partant à jour et à heure fixe durent avoir sur l'impériale quatre soldats et un caporal avec leurs fusils et chacun vingt cartouches, et être suivies la nuit de deux gendarmes à cheval, de quatre, si elles transportaient plus de cinquante mille francs ; défense absolue était faite à toute escorte de se rendre avant d'avoir tiré au moins vingt cartouches et sans avoir déployé tout le courage ordinaire aux soldats français.

Toutes ces mesures étaient bonnes : elles n'étaient point suffisantes. Ce n'était pas seulement aux soldats qu'il fallait recommander et au besoin imposer du courage : il fallait aussi, et c'était plus difficile, en inspirer aux tribunaux qui avaient peur de sévir, aux officiers municipaux qui n'osaient point dénoncer, aux témoins qui n'osaient point parler. Ce qui revient à dire qu'il fallait, pour rendre à la France quelque sécurité matérielle, des tribunaux qui jugeassent, — au moins jusqu'à rétablissement d'un ordre de choses normal, — sans adjonction de jury : bref, ces tribunaux spéciaux que la loi du 18 pluviôse an IX allait établir dans une trentaine de départements, et qui portèrent au brigandage le coup décisif.

M. MARION.

ADDIS-ABBEBA

LA FLEUR NOUVELLE

LE VOYAGE

Le train arrivé hier soir de Djibouti va repartir de Dirre-Daoua ce matin à sept heures trente.

Les voyageurs reviennent de l'hôtel avec tous leurs bagages, car la Compagnie les oblige à débarquer comme si vraiment leur voyage se terminait ici. Leurs valises déjà ont été fouillées et bouleversées à l'arrivée, elles vont cependant subir une autre visite et un autre bouleversement non moins minutieux pour avoir le droit de reprendre le train quitté hier.

Pourquoi cela ? Personne, au fond, n'en a jamais rien su.

Les étrangers, ceux qui pour la première fois viennent dans le pays sont pleins d'indulgence, malgré ces tracasseries, tant l'émulation de ce jeune peuple à surpasser en toute occasion le zèle de nos fonctionnaires est touchante, même quand il s'agit d'égaliser les procédés délicats de nos douaniers.

Ici les préposés sont plus originaux en leur costume national, mais ce costume aux blanches étoffes n'est pas un uniforme, rien ne peut y faire distinguer la fonction officielle. Un plaisantin pourrait très bien s'amuser à martyriser l'infortuné touriste dans ses plus intimes bagages, sans que le malheureux puisse avoir le moyen de vérifier la qualité de son inquisiteur. Chez nous, dans de telles conditions, ce genre de plaisanterie ne manquerait pas de se produire. Ici, nullement. Aucun Abyssin ne pourrait concevoir la possibilité d'une pareille supercherie. C'est pourquoi la nécessité d'un uniforme identifiant le douanier ne s'est pas encore imposée.

Si les touristes sont indulgents pour le fonctionnaire abyssin, ils le sont bien moins pour le régime subi à l'hôtel de *premier ordre*, où ils ont dû dîner et passer la nuit. Leurs doléances alimentent les premiers instants de conversation au début de cette seconde étape du voyage.

Le pays cependant a changé d'aspect et mérite un regard. C'est la brousse épineuse, la vraie brousse de l'est africain, avec les mimosas en parasol, les ravins encaissés, taillés dans l'argile par l'érosion, les grands fleuves de sable, les champs d'aloès sokotrin et de cisales aux feuilles acérées...

La ligne côtoie un grand massif montagneux, le Tchercher, tout bleu dans l'air matinal.

Naguère étaient là de profondes forêts. Je m'en souviens avec regret en regardant, découpées sur le ciel, les silhouettes de quelques arbres, de grands cèdres, disséminés sur les crêtes dénudées. Ces géants épargnés par le feu me rappellent toute la splendeur sylvestre, son ombre imprégnée de senteurs lourdes et le mystère de son silence.

Les paysans *galla*, pour avoir la place d'un champ de patates sans avoir la peine d'abattre les arbres, ou simplement pour éloigner les singes, mettent le feu en un point et laissent l'incendie dévaster à sa guise. Des montagnes entières se sont embrasées; on les voyait la nuit, couronnées par le feu, secouer dans le ciel des crinières de flamme; l'œuvre de millénaires de vie végétale était anéantie; l'étincelle jaillie de deux silex frappés l'un contre l'autre sur un paquet de mousse par un *galla* stupide et ignorant avait suffi à déclencher le fléau.

Toute la montagne, hier verdoyante, fleurie, peuplée de bêtes et d'oiseaux, apparaît le matin sous le soleil indifférent, fumante et noire; des troncs carbonisés se dressent çà et là, les branches dépouillées et tordues comme des membres convulsés. Ces colosses blessés à mort semblent se raidir avant de chanceler, car au ras de terre, le feu, sournoisement, dévore leur tronc. Un à un ils s'abattent dans des nuages de cendre et l'écho de la montagne dévastée répercute le fracas de leur chute tragique, ce craquement prolongé du bois encore vert, poignant comme un cri de douleur. Puis c'est le silence morne des choses ayant vécu: le feu dévastateur a tué les génies et les sylvains et fait taire à jamais les voix mystérieuses qui ouaient le silence en la pénombre du sous-bois. Ils se sont enfuis,

tous ces dieux de la forêt, avec les gourézas aux longues queues soyeuses, les daims et les coqs de bruyère !...

Aujourd'hui, au fond de la vallée aride, conquise par l'implacable soleil, la victoire est restée à ce champ de patates, et, devant sa hutte, l'Homme satisfait contemple son œuvre. Cela me fait penser à cette Éthiopie où notre civilisation moderne va passer, elle aussi, comme un feu destructeur...

Toute la région subit maintenant des périodes de sécheresse autrefois inconnues. Après chaque orage, l'eau se précipite en cataractes sur les pentes dénudées et dévaste à son tour ce que le feu a épargné. L'Empereur a compris ce danger. Mais il est trop tard, le mal est fait, les décrets et les lois n'y peuvent plus rien. Il faudra pendant des siècles la sollicitude et le labeur de toute une population pour restaurer ce qu'un seul homme a détruit en une seule nuit...

A midi, notre train attend à Afdem le croisement de celui d'Addis. Une heure environ pour déjeuner au buffet. C'est un ancien mécanicien de la compagnie, un Grec, Manusso, auquel on a donné cette entreprise culinaire en guise de retraite, après vingt-cinq ans de services. Le brave homme fait ce qu'il peut et contente à peu près tout le monde, probablement parce qu'il n'est pas du métier...

Nous traversons de vastes plaines, s'élevant lentement jusqu'à 1 400 mètres. Le mont Assabot les domine comme un îlot sombre creusé de profonds ravins où quelques forêts font des taches vertes. C'est là que sont les monastères coptes.

Plaines historiques, me dit le vieux Grec, qui depuis Afdem somnole dans son coin ; et il me conte des anecdotes :

Pendant la révolution qui renversa Lidj-Yassou l'armée régulière de cet empereur demi-fou utilisa la voie ferrée pour marcher contre Addis-Abbeba. En ce temps-là, la ligne n'était construite que jusqu'à Mehesso où nous venons de passer. Là s'arrêtaient les trains. Les soldats trouvèrent à cette gare un convoi de marchandises, chargé de fûts d'alcool. Les grands barils de fer furent défoncés et les hommes burent l'alcool pur comme de l'hydromel. On peut imaginer la suite. Cela évita un massacre, car les soldats ivres-morts ne firent aucune résistance quand l'armée de Tafari arriva.

Dans cette guerre, Lidj-Yassou avait pour lui la voie

ferrée, cette puissante arme moderne, cet instrument de pénétration. Tafari, lui, n'avait que sa mule et les jambes de ses soldats pour venir d'Addis. La puissante arme moderne tua son détenteur, tandis que Tafari triompha parce que son armée, ses soldats (les mêmes que ceux de Lidj-Yassou), étaient restés dans leur ambiance coutumière. Ils purent ainsi demeurer tels que le génie de leur race les avait faits : courageux, endurants et fidèles.

Peut-être si la voie ferrée avait eu son origine à Addis, l'histoire de l'Éthiopie eût été tout autre...

— Et que devint Lidj-Yassou ? demandai-je intéressé par le récit de ce Waterloo spiritueux.

— Après ce combat, pour lui décisif, il prit la fuite. Tafari pouvait alors se débarrasser de ce rival ; il n'avait qu'à laisser faire. Mais ce grand politique cache au fond de son cœur une bonté profonde et le sang répandu répugne à sa délicatesse native. Il donna l'ordre à tous les chefs de ne pas attenter à la vie de son cousin, quelle que soit la résistance qu'il oppose.

Quant à Lidj-Yassou, il n'avait pas le même respect de la vie humaine. Un jour, quelque temps avant sa chute, il tira à bout portant, en pleine poitrine, sur son meilleur ami, un camarade d'enfance, sans raison, par plaisanterie. Le médecin de Tafari, alors dedjaz d'Harrar, le docteur Zervos, put sauver cette victime des effusions impériales.

Pendant que le vieux Grec nous conte ces histoires, le train est parvenu au point culminant de la plaine ; l'air est frais, le sol couvert d'une herbe haute et verte. De rares mimosas jalonnent ces vastes prairies et donnent l'impression d'un parc.

Quelles magnifiques cultures on pourrait faire sur ces terres vierges ! Mais, voilà ! tous ces terrains appartiennent aux monastères du mont Assabot et sans doute les moines veulent conserver la sereine solitude autour de leur retraite. C'est tant mieux, car grâce à eux cette belle nature gardera longtemps encore toute sa sauvage splendeur et la brise tiède qui monte du désert pourra leur porter, pur et sans mélange, le parfum des mimosas en fleurs, plus doux à la méditation et à la prière que l'acre relent des engrais et des fumiers.

Maintenant le train dévale vers la plaine de l'Aouach, grand fleuve qui roule ses eaux puissantes et va se perdre dans les

terres de l'Aoussa, sans jamais trouver son chemin vers la mer.

D'abord nous retrouvons la forêt tropicale africaine avec les grands mimosas et les gigantesques euphorbes candélabres. C'est le royaume de la fièvre portée par les moustiques nocturnes.

A la station de Kora, à flanc de montagne, on domine un lit de rivière où court une eau limpide sous l'ombre des tamariniers : arbres en fleurs, guirlandes de lianes, plantes géantes épanouies dans la pénombre, vision paradisiaque. Mais le chef de gare, un Somali, décharné, aux yeux brillants de l'homme dévoré lentement par la fièvre, passe le long du train d'un pas traînant. Cette apparition me dit combien doit se payer le beau spectacle de ces forêts. Sous ce climat au-dessous de 1200 mètres, la présence de l'eau rend le pays inhabitable par des fièvres inconnues encore, rebelles à la quinine, à l'arsenic, à toutes les médications en usage.

Enfin, voilà l'immense plaine de l'Aouach. Le grand fleuve est invisible, profondément encaissé là-bas, entre les hautes falaises de ses berges. Une steppe couverte d'herbes, en ce moment sèche, couleur d'or, s'étend à perte de vue, sans un arbre, sans un buisson, bossuée de mamelons et de cônes volcaniques. Au loin, devant nous, le formidable rempart du plateau du Choa, la véritable Abyssinie, se déploie de l'est à l'ouest, à peine visibles dans les brumes légères de l'horizon, toute bleue sur le bleu du ciel.

Demain seulement nous escaladerons ce massif, car ce soir le train « couche » à la station de l'Aouach.

Au sortir d'une tranchée nous passons devant un poste de soldats : les gardes du pont. Comme une poutre entre deux murs, la grande charpente métallique enjambe le gouffre et nous porte à cent mètres de hauteur d'une rive à l'autre. Au fond serpente un torrent jaunâtre. Pendant quelques secondes on peut l'apercevoir, en amont et en aval, tordre les remous de ses eaux limoneuses entre ses hautes falaises de basalte. Puis, le pont franchi, le train pénètre dans la rive opposée où continue la plaine, pareille à celle que nous venons de quitter. Le fleuve a disparu, nous ne le reverrons pas.

Le train, je l'ai dit, couche à la station de l'Aouach. Nous aussi, hélas, nous y coucherons ! C'est le même entrepreneur de nourriture qu'à Dirre-Daoua, le grand Bololakos, auquel la Compagnie n'a rien à refuser. Hier à son précédent hôtel, en

arrivant à Dirre-Daoua, on avait le contraste du jardin, des fleurs, de l'air frais; tout cela, après la canicule de Djibouti et le supplice de douze heures de wagon, faisait accepter le dîner de cet industriel. Mais ici, retombés à huit cents mètres d'altitude, le dîner nous paraît exécrable, la chambre étouffante, le voyage trop long.

Quel soulagement le matin à six heures de sentir enfin le train démarrer après ce fastidieux arrêt de quatorze heures!

Encore des steppes d'herbe jaune, des bandes de gazelles au ventre blanc, quelques bergers carailloux à cheval, la lance au poing, poussant devant eux les troupeaux de taureaux à demi sauvages, aux longues cornes acérées.

Puis les champs de scories du Métahara vomis par cette montagne de lave figée en plein ciel.

Au milieu de ce chaos de résidus calcinés au creuset du volcan, stagne un petit lac d'eau magnésienne, bleu comme un lambeau du ciel, comme un trou sur des espaces infinis. Des aigrettes, des flamants roses, immobiles, se reflètent dans le miroir de ces eaux mortes. Aucune verdure sur le bord. Les blocs de scories, vitreux, hérissés de pointes et de boursouflures, plongent dans les profondeurs noires de l'eau, comme l'échine écaillée de monstres antédiluviens, et l'œil jaune d'un crocodile brille par instants au fond d'une crevasse où rien d'autre ne le révélait.

Peu à peu le manteau fauve de la steppe recouvre le sol et s'étend jusqu'au pied des montagnes du Choa. Cette fois nous montons pour ne plus redescendre. A 2 500 mètres ce sont les grands plateaux couverts de céréales. C'est presque un paysage d'Europe, mais ici tout est vaste, plus vaste encore par l'absence d'agglomérations. A peine quelques villages, poignées de huttes rondes aux toits de chaume, plaqués au flanc des collines comme des bouquets de gros champignons bruns.

L'après-midi s'avance, le train monte péniblement. Des gamins demi-nus courent devant les wagons. On leur jette du pain, des morceaux de canne à sucre. L'air devient froid aussitôt le soleil tombé à l'horizon. Un vent subtil et vif, un vent de hautes altitudes, passe sur ces plaines dénudées.

Au loin, adossée à une chaîne de hauteurs aux courbes allongées, une forêt sombre semble exhaler une brume bleuâtre : c'est Addis-Abbeba, la capitale de l'Empire.

LA VILLE

Peu à peu quelques points blancs émergent, c'est la ville, cachée dans sa forêt d'eucalyptus.

Il y a environ cinquante ans, l'empereur Ménélik fonda sa métropole dans cette grande plaine où pas un arbre ne poussait et un Français, Mondon Vidalhet, planta quelques eucalyptus. Aujourd'hui, ces arbres couvrent une superficie de plus de dix mille hectares, leur bois sert de combustible et cette vapeur bleue, aperçue de loin comme un voile jeté sur la forêt, n'est autre que la fumée odorante exhalée par les deux cent mille foyers rustiques, où les femmes abyssines cuisent la traditionnelle *ingira* (1) sur les grands plats d'argile.

Pendant un quart d'heure le train roule à travers les quinconces de ces arbres aux troncs si droits. Des maisons abyssines s'égaillent dans cet immense parc et partout l'odeur pénétrante de la fumée aromatique flotte et traîne dans l'air.

La gare.

Comme à Dirre-Daoua, la foule des badauds sur le quai ; puis la Douane. Troisième visite depuis le départ ! Bouleversement des valises, bousculades, altercations ; enfin la sortie.

Une place, avec un monument doré, des rangées d'autos et de taxis. On reste un peu ahuri de ce brusque jaillissement de civilisation européenne, après ces trois jours de paysages farouchement sauvages, de terres incultes et hostiles, de peuples primitifs. On aurait voulu trouver là des guerriers vêtus de peaux de lion, des mules harnachées de cuirs aux couleurs vives, plaqués de cuivre et d'argent. On éprouve une désillusion.

Cependant, combien ces réminiscences européennes sont superficielles ! Elles suffisent peut-être aux yeux du touriste pour lui donner l'illusion de ce cadre immuable où il aime retrouver les éléments essentiels du voyage à programme. Mais moi, je n'y puis voir qu'un travestissement où ce peuple perd tout son caractère, comme la femme indigène perd tout son charme, toute sa grâce, toute sa beauté, en voulant se vêtir de robes venues de Paris.

(1) Crêpe ronde, nourriture habituelle des Abyssins.

Certes, mon point de vue est purement artistique et ne tient pas compte de la nécessité d'unifier l'humanité entière. Je suis fou, je le sais, de vouloir conserver intacte la personnalité de ce peuple, car nous sommes des barbares qui ne comprenons pas le droit pour chaque race de vivre selon son génie. Nous voulons imposer la même règle de vie à l'Européen, au Malgache, à l'Arabe, au Chinois, à l'Éthiopien; toutes ces races, aux âmes si différentes, doivent se plier à des lois, à une morale commune, élaborées par l'une d'elles et adaptées uniquement à son génie. Tous ces hommes, si disparates, doivent tuer en eux ce qui les différencie de ceux qui s'érigent en modèles. Dans ces sortes d'adaptation, les qualités meurent les premières, les défauts restent et, pour expliquer ce lamentable résultat, on parle de races inférieures.

Je ne veux pas dire que l'Éthiopie doive rester toujours ce qu'elle était il y a deux mille ans; je ne désire pas en faire une curiosité de musée comme les Américains l'ont tenté avec les derniers Peaux-Rouges rescapés de leur offensive alcoolique. Non, ce peuple peut évoluer, il doit même le faire, mais je déplore la précipitation que l'on prétend y apporter.

Aucun touriste, aucun journaliste en tournée d'enquête, ne peut comprendre quel formidable effort de ténacité représentent les quelques pas faits dans le sens souhaité par les partisans d'une jeune Éthiopie. Tous ces enquêteurs, ces pionniers du commerce et de l'industrie, reviennent déçus, mécontents, découragés quand leur séjour se prolonge un peu trop. Le décor préparé sur leur passage leur a d'abord fait illusion, ils ont fondé sur lui leurs espérances, puis la réalité leur est apparue.

Ce décor si dangereux, peut-on en faire un grief à l'Empereur? Non, car il ne l'a pas fait pour tromper, ce n'est point un piège. De très bonne foi, il voudrait faire de son pays une nation comparable à celles d'Europe. Mais il ne peut pas agir d'un seul coup sur le territoire entier; tout s'y oppose, ne serait-ce que l'inertie d'une masse aussi grande, impossible à lancer instantanément. Alors, il est allé au plus pressé. Conscient que nul Européen ne peut comprendre la difficulté profonde du problème et sachant que demander du temps, une ou deux générations de délai, ne serait pas admis, il a réalisé le progrès qu'on lui impose, sur une fraction de son royaume, sur

une faible épaisseur, si je puis dire. Il a pu ainsi présenter d'urgence ce résultat, ce décor, aux gens pressés, pour leur prouver que son peuple était capable de s'adapter et, à l'abri de cette façade, il pourra maintenant construire lentement le reste de l'édifice.

L'œuvre est si formidable que son règne, si long soit-il, ne saurait suffire ; mais l'élan est donné et si le fils suit l'exemple du père, Hailé Sélassié aura fondé une dynastie et une nation libre à jamais.

Ces pensées me sont venues devant cette place encombrée d'autos où, sur son socle de pierre, la statue dorée du lion abyssin n'est plus qu'un emblème impuissant à arrêter le flot humain, cette foule étrangère vomie par cette gare, attirée vers la capitale. Ils ne voient devant eux, ces étrangers, au bout d'un long boulevard, qu'une vaste étendue de sombre feuillage au pied des collines d'Antoto.

La ville semble vouloir se cacher, mais elle croît maintenant plus vite que la forêt sauvage.

Le *Gebbi* (1) domine de sa coupole et de quelques bâtiments blancs. Un belvédère vitré y reflète les feux du soleil comme un phare éblouissant : c'est là que se tient l'Empereur, en général, pendant la journée. Je me souviens d'y avoir été admis une fois en audience privée.

Le souverain était seul, très simplement vêtu, assis devant une table étroite, une puissante jumelle Zeiss à portée de la main. Ses regards pouvaient ainsi scruter au loin le grand cercle de l'horizon, observer et veiller sur cette ville, jadis cloaque ou chaos selon le temps, mais, aujourd'hui, son œuvre personnelle :

« La fleur nouvelle (2) » s'épanouit.

La cage de verre où cet Empereur calme et souriant semblait rayonner, me fit penser à la lanterne de ces phares du large d'où s'élance la lumière pour porter dans la nuit le salut aux marins.

Qui n'a pas connu, il y a vingt ans, les rues d'Addis, chemins muletiers, ravins rocailleux ou fondrières, ne peut apprécier à leur juste valeur les routes goudronnées où l'on roule aujourd'hui en auto. Aux carrefours, des agents règlent la

(1) Palais du souverain.

(2) Fleur nouvelle, se dit, en amharique : Addis-Abbeba.

circulation. Ce sont des Abyssins. Un délégué de M. Chiappe les a initiés, et ils s'en tirent à merveille.

Ce qui surprend, dès l'arrivée, c'est la composition du peuple de la rue. On y croise des caravanes de mulets chargés de ballots de cire, de café, d'ivoire ou de civettes odorantes, toutes poudreuses de la terre des lointaines provinces. Les muletiers, ou *nagadis*, les conduisent, le torse nu, les épaules couvertes de la peau des chèvres noires à longs poils.

D'anciens esclaves Chancallas vont et viennent, portant d'étranges ustensiles de cuisine ou des cornes de bœuf pleines d'hydromel, des Abyssins, avec leur sabre recourbé, couverts de la cape noire, montés sur leurs mules *saggar*, allant l'amble, suivis de leurs porte-fusils et de leurs soldats.

Au milieu de cette foule, vision hallucinante des temps passés, des autos du dernier Salon passent à grand bruit de klakson et de trompe. Derrière les glaces relevées on entrevoit les voiles blanches d'une patricienne abyssine ou le feutre gris d'un dignitaire. Ce mélange de civilisation et de mœurs archaïques est le caractère le plus frappant de l'aspect de cette ville. Mais il ne surprend pas, car il exprime trop exactement l'état d'âme de ce pays, cet état complexe, si difficile à comprendre par la lutte continuelle de tant d'éléments contradictoires et antagonistes.

Je ne tenterai pas une description de la ville, j'en suis incapable, tant est pénible pour moi l'aspect qu'elle prend à mes yeux. Je cède, je m'en rends compte, à un sentiment de jalousie, jalousie contre ce modernisme qui tue peu à peu tout ce que j'aime en ce pays, tout ce qui m'a enchaîné à lui par toutes les fibres de mon cœur.

Je me prends à regretter le temps, pas bien éloigné, où les rues n'étaient accessibles qu'aux mules au pied très sûr, où, la nuit, les ténèbres prenaient possession de la forêt, où une sortie le soir était toujours un peu une aventure.

On allait à cheval, comme aux temps romantiques, avec une suite armée, des porteurs de torches ou de falots. Cette lumière dérangeait les hyènes cherchant les charognes ou les bêtes épuisées laissées en pleine rue par les caravanes arrivées la veille. Des coups de fusil s'entendaient fréquemment au lointain du silence nocturne et parfois les balles perdues traversaient les minces cloisons en pisé des cases ou des maisons euro-

peennes, car, à cette époque (et encore aujourd'hui), fort peu de bâtiments avaient des murs de pierre.

Dès le matin on voyait les chefs et les dignitaires, montés sur de splendides mules noires, passer d'un trot rapide pour se rendre au Gebbi, entourés de l'armée des serviteurs et des soldats. Bien vite, il fallait se ranger, faire place à cette cohorte irrésistible, ou fuir devant elle si le chemin était étroit.

Tout cela avait un puissant caractère, une allure, une grandeur. En ce temps-là, les Abyssins avaient conscience de leur valeur ; ils venaient de repousser l'envahisseur, ils se croyaient le premier peuple de la terre. Ils étaient fiers de leur antique civilisation, et leurs coutumes, sacrées comme des rites, étaient à leurs yeux leur plus beau titre de gloire. Aujourd'hui, ils voudraient cacher tout cela, tuer leur personnalité, sans comprendre que c'est elle qui leur vaut l'indulgence et l'amitié du monde. Aussi, en ce temps-là, accueillaient-ils l'Européen avec aménité, ne croyant avoir jamais aucune concession à lui faire ; ils souriaient sans malice de son ignorance des usages locaux et de son étonnement devant les choses les plus simples.

A ce moment, l'âme abyssine, vue ainsi dans son cadre naturel, m'est apparue avec tout ce qui en fait la beauté ; je l'ai comprise, je l'ai aimée.

Aujourd'hui, ce même Abyssin veut quitter la toge romaine et la cape de laine pour le complet veston ; il abandonne sa mule saggär pour l'auto étincelante, il craint toujours de paraître barbare aux yeux de l'Européen et le regarde avec défiance. Son âme se ferme et nul ne peut plus retrouver, sous cet apprêt factice, ce qui en faisait le charme et la grandeur.

Mais, je répète là des banalités, des choses déjà dites, sur toutes ces grandes civilisations disparues, tuées par le progrès mécanique, cette invasion barbare partie de l'Occident vers l'Orient, à rebours des migrations des peuples.

L'Éthiopie est le dernier soldat des vieilles civilisations humaines où l'individu pouvait se développer et s'épanouir.

Il tombera, lui aussi, au champ de bataille de cette inexorable évolution vers un monde uniforme où la machine régnera sur les peuples asservis.

H. DE MONFREID.

UN CHAPITRE NOUVEAU DES MÉMOIRES D'OUTRE-TOMBE

D'APRÈS LE MANUSCRIT CHAMPION

Le manuscrit de la quatrième partie des *Mémoires d'outre-tombe*, que M. Honoré Champion acquit, en 1893, des descendants de M^{me} Récamier, est un document précieux. Enrichi de corrections autographes, revu plusieurs fois par Chateaubriand, et daté par lui, à la fin de chaque livre, du 22 février 1843, il a déjà une histoire; il est à la fois célèbre et inédit. On y dénicha, en 1900, un « passage confidentiel », que Sainte-Beuve avait cité, — sous une forme un peu différente, — jusqu'à quatre fois avant l'impression des *Mémoires* et qui ne se lit point dans les *Mémoires* imprimés; « c'est, écrivait alors Émile Faguet, la découverte la plus curieuse du monde ». Elle suscita une piquante polémique; certains n'allèrent-ils point jusqu'à mettre en cause la bonne foi de Sainte-Beuve?

On sait aujourd'hui que le critique eut communication, en 1834, des « portefeuilles » de Chateaubriand; sur le manuscrit même il eut licence de prendre des notes abondantes et précises, dont il nourrit l'article qu'il consacra aux *Mémoires* dans la *Revue* du 15 avril. Il usa de ces notes au moins deux autres fois. En 1830, il a loué certaines « paroles » des *Mémoires* « qui semblent couler d'une lèvres d'or, et qui rappellent l'antique beauté avec le sentiment moderne ». Il ajoutait: « Une seule de ces paroles me revient en ce moment; c'est quand, revoyant Venise en 1833, Chateaubriand va promener sa rêverie au Lido, et qu'il y retrouve la mer, *cette patrie qui voyage avec nous*. J'adressai, dit-il, des paroles d'amour aux vagues, mes fidèles compagnes. Je plongeai mes

maines dans la mer ; je portai à ma bouche son eau sacrée sans en sentir l'amertume. » Dès 1834, en rendant compte, ici même, de la lecture des *Mémoires* chez M^{me} Récamier, il avait écrit : « Voilà qu'on en est à la fuite des ans : la jeunesse, alors (et c'est toujours avec les expressions dérobées au poète, avec la plume échappée au cygne, que j'écris de lui) la jeunesse rentre au cœur et, quittant l'écorce, les dehors déjà moins fleuris, elle s'enferme en un sein orageux qu'elle continue de troubler. » Rien qui ressemble à ces deux fragments dans le texte imprimé des *Mémoires d'outre-tombe*. On en retrouve les termes, comme on va le voir, dans le manuscrit Champion.

Le possesseur de ce document capital a jugé, depuis quelques années, que le moment était venu d'en tirer l'aide méthodique que l'on en peut attendre pour arriver à une meilleure connaissance de l'ouvrage qui est décidément le chef-d'œuvre de Chateaubriand. Il a confié à l'un des signataires de cet essai le soin de l'examiner méthodiquement (1). Dès maintenant, sans doute, les lecteurs de la *Revue* prendront plaisir à connaître l'un des chapitres du manuscrit ; c'est un des plus piquants, et peut-être le plus beau : celui-là même d'où Sainte-Beuve a extrait les citations et les allusions qu'à travers le voile de ses articles il a caressées avec le plus de complaisance.

Ce chapitre, comme le texte de Sainte-Beuve le donnait à entendre, s'intitule bien romantiquement : *Réverie au Lido* ; il termine le livre où, sous le titre général : *Séjour à Venise*, Chateaubriand rendait compte de la semaine qu'en septembre 1833, il passa dans « la ville des Doges » à attendre un message de la duchesse de Berry. Arrivé le mardi 10 septembre en compagnie de l'inséparable Pilorge, il s'étonne, d'abord, de ne trouver, poste restante, aucune des indications qu'on lui avait promises. La princesse déçue qui, pour la seconde fois en cette année, le dépêchait en ambassade jusqu'à Prague, auprès de Charles X, le laissait démuni d'instructions : bah ! tant

(1) Dans un livre en préparation, *Chateaubriand, Madame Récamier et les Mémoires d'outre-tombe*. Ce travail n'aurait pu être mené à bien sans l'aide précieuse que l'amitié de M. le professeur Charles Lenormant a bien voulu me consentir. Petit-neveu de M^{me} Récamier, il a mis ses archives à ma disposition avec une libéralité pour laquelle je lui exprime ma vive gratitude. — M. L.

pis ! ou plutôt tant mieux, comme il l'écrivit aussitôt à M^{me} Récamier : « ... On est bien bon, mais bien étourdi. Je vais être obligé d'attendre des réponses de Florence ; c'est donc huit jours à courir Venise. Je les mettrai à profit... » A profit pour le rêve et pour la poésie. Foin de la politique ! Feu René ressuscite, comme disait jadis M^{me} de Duras, avec tous ses songes ; avec tous ses souvenirs aussi. Chateaubriand, en effet, est déjà venu à Venise, vingt-sept ans plus tôt, au mois de juillet 1806 ; il n'y est demeuré que cinq jours, — cinq jours, fiévreux, remplis par les préparatifs de son embarquement pour la Grèce. Il a méconnu alors le charme de la « ville anadyomène ». Entre son regard et la beauté de Venise s'interposait la beauté de Natalie de Noailles... A vingt-sept ans de distance, c'est le fantôme de la malheureuse « enchanteresse » qu'il retrouvait devant ses pas : elle était vivante encore, mais, depuis 1817, plongée dans une démente plus douloureuse que la mort.

Un autre fantôme aussi le hantait : celui de l'homme que, depuis quelque quinze ans, il considérait comme son rival de gloire. Byron avait découvert la beauté mélancolique de Venise que les yeux prévenus de René avaient laissée échapper ; il l'avait célébrée magnifiquement au quatrième chant de *Childe Harold* ; enfin il avait vécu dans la « cité-fée ».

Ces deux fantômes ramènent Chateaubriand au delà de la lagune, vers la mer : la mer où, en 1806, il invoquait l'étoile du soir en rêvant à son « enchanteresse » ; la mer au long de laquelle galopait Byron.

Le lundi 16 septembre, comme Goëthe en 1786, comme Byron entre 1816 et 1822, il s'est fait conduire en gondole au Lido, « isle longue et étroite » qui « s'étend du nord-est au sud-ouest, en face de Venise, et sépare les lagunes de l'Adriatique ». « Malheureusement, explique-t-il, étant parti assez tard, je fus pris par la pluie, en débarquant, et je n'eus pas le temps de traverser l'isle pour aller à la mer. » Le lendemain, avant l'aube, — car il a reçu enfin la convocation espérée : la princesse de Bauffremont, messagère de la duchesse de Berry, l'attendra dès onze heures, — il se fait réveiller pour aller « saluer l'Adriatique ».

Voici, d'abord, la relation inédite de son arrivée au Lido.

SÉJOUR A VENISE

Mardi 17.

« J'ai accompli mon dessein.

« Débarqué à l'aube en dehors de Saint-Nicolo, j'ai pris mon chemin en laissant le fort à gauche. Je trébuchais parmi des pierres sépulcrales : j'étais dans un cimetière sans clôture où jadis on avait jeté les enfants de Judas. Les pierres portaient des inscriptions en hébreu ; une des dates est de l'an 1435 et ce n'est pas la plus ancienne. La défunte juive s'appelait *Violante* ; elle m'attendait depuis trois cent quatre-vingt-dix-huit ans, pour lire son nom et le révéler. A l'époque de son décès, le Doge Foscari commençait la série des tragiques aventures de sa famille : heureuse la juive inconnue dont la tombe voit passer l'oiseau marin, si elle n'a pas eu de fils.

« Au même lieu, un retranchement fait avec des voliges de vieilles barques, protège un nouveau cimetière ; naufrage réparé des débris de naufrages. A travers les trous des chevilles qui cousirent ces planches à la carcasse des bateaux, j'épiais la mort autour de deux urnes cinéraires ; le petit jour les éclairait : le lever du soleil sur le champ où les hommes ne se lèvent plus, est plus triste que son coucher...

« Je continuais de marcher en m'avancant vers l'Adriatique ; je ne la voyais pas, quoique j'en fusse tout près. Le Lido est une zone de dunes irrégulières assez approchantes des buttes aréneuses du désert de Sabbah, qui continuent à la mer Morte. Les dunes sont recouvertes d'herbes coriaces ; ces herbes sont quelquefois successives ; quelquefois séparées en touffes, elles sortent du sable chauve, comme une mèche de cheveux restée au crâne d'un mort. Le rampant du terrain vers la mer, est parsemé de fenouils, de sauges, de chardons à feuilles gladiées et bleuâtres ; les flots semblent les avoir peintes de leur couleur : ces chardons épineux, glauques et épais rappellent les nopals, et font la transition des végétaux du nord à ceux du midi. Un vent faible rasant le sol, sifflait dans ces plantes rigides : on aurait cru que la terre se plaignait. Des eaux pluviales stagnantes formaient des flaques dans des tourbières. Ça et là quelques chardonnerets voletaient avec de petits cris, sur des buissons de juncs marins. Un troupeau de vaches

parfumées de leur lait, et dont le taureau mêlait son sourd mugissement à celui de Neptune, me suivait comme si j'eusse été son berger.

« Ma joie et ma tristesse furent grandes quand je découvris la mer et ses fronces grisâtres, à la lueur du crépuscule. Je laisse ici sous le nom de *Réverie* un crayon imparfait de ce que je vis, sentis, et pensai dans ces moments confus de méditations et d'images.

Il avait écrit, d'abord : « ...dans ces moments confus de songe, de méditations et de souvenir. » Il a rayé ce dernier mot. C'est bien le souvenir, cependant, qui domine toute cette rêverie : souvenir douloureux d'un passé lointain, sans doute ; souvenir aussi d'un passé plus récent, moins orageux et qui se continue dans la douceur du présent : on peut le deviner ; c'est le nom de Juliette Récamier que composent les lettres tracées ici, par René, sur le sable...

Les pages qui suivent tenaient tellement au cœur de Chateaubriand que, dès 1836, il en voulut enrichir, sous une forme incomplète et détournée, son *Essai sur la littérature anglaise*. Allégées par des coupures opportunes, remaniées par quelques corrections prudentes, mêlées à d'autres citations prises dans la première partie des *Mémoires*, elles y composent, sous ce titre : *Lord Byron au Lido*, un chapitre d'une beauté mystérieuse et inachevée. Les voici rétablies dans leur texte intégral et publiées pour la première fois telles que leur auteur en 1845 encore projetait de les insérer dans ses *Mémoires* pour clore le récit de son « séjour à Venise ».

RÉVERIE AU LIDO

Venise, 17 septembre 1833.

« Il n'est sorti de la mer qu'une aurore ébauchée et sans sourire. La transformation des ténèbres en lumière, avec ses changeantes merveilles, son aphonie et sa mélodie, ses étoiles éteintes tour à tour dans l'or et les roses du matin, ne s'est point opérée. Quatre ou cinq barques serraient le vent à la côte ; un grand vaisseau disparaissait à l'horizon. Des mouettes, posées, marquetaient en troupe la plage mouillée ; quelques-unes volaient pesamment au-dessus de la houle du large. Le

reflux avait laissé le dessin de ses arceaux concentriques sur la grève. Le sable, guirlandé de fucus, était ridé par chaque flot, comme un front sur lequel le temps a passé. La lame déroulante enchainait ses festons blancs à la rive abandonnée.

« J'adressai des paroles d'amour aux vagues, mes compagnes : ainsi que de jeunes filles se tenant par la main dans une ronde, elles m'avaient entouré à ma naissance. Je caressai ces berceuses de ma couche ; je plongeai mes mains dans la mer ; je portai à ma bouche son eau sacrée, sans en sentir l'amertume : puis je me promenai au limbe des flots, écoutant leur bruit dolent, familier et doux à mon oreille. Je remplissais mes poches de coquillages dont les Vénitiennes se font des colliers. Souvent je m'arrêtais pour contempler l'immensité pélagienne avec des yeux attendris. Un mât, un nuage, c'était assez pour réveiller mes souvenirs.

« Sur cette mer j'avais passé il y a longues années ; en face du Lido une tempête m'assaillit. Je me disais au milieu de cette tempête « que j'en avais affronté d'autres, mais qu'à l'époque de ma traversée de l'Océan j'étais jeune, et qu'alors les dangers m'étaient des plaisirs (1) ». Je me regardais donc comme bien vieux lorsque je voguais vers la Grèce et la Syrie ? Sous quel amas de jours suis-je donc enseveli ?

« Que fais-je maintenant au steppe de l'Adriatique ? des folies de l'âge voisin du berceau : j'ai écrit un nom tout près du réseau d'écume, où la dernière onde vient mourir ; les lames successives ont attaqué lentement le nom consolateur ; ce n'est qu'au seizième déroulement qu'elles l'ont emporté lettre à lettre et comme à regret : je sentais qu'elles effaçaient ma vie.

« Lord Byron chevauchait le long de cette mer solitaire : quels étaient ses pensers et ses chants, ses abattements et ses espérances ? Élevait-il la voix pour confier à la tourmente les inspirations de son génie ? Est-ce au murmure de cette vague qu'il emprunta ces accents ?

*... If my fame should be, as my fortunes are,
Of harty growth and blight, and dull oblivion bar
My name from out the temple where the dead
Are honoured by the nations, — let it be.*

(1) *Itinéraire.*

« (Si ma renommée doit être comme le sont mes fortunes, d'une croissance hâtive et frêle; si l'obscur oubli doit rayer mon nom du temple où les morts sont honorés par les nations: — soit.)

« Byron sentait que ses *fortunes* étaient d'une *croissance frêle* et hâtive; dans ses moments de doute sur sa gloire, puisqu'il ne croyait pas à une autre immortalité, il ne lui restait de joie que le néant. Ses dégoûts eussent été moins amers, sa fuite ici-bas moins stérile, s'il eût changé de voie : au bout de ses passions épuisées, quelque généreux effort l'aurait fait parvenir à une existence nouvelle. On est incrédule parce qu'on s'arrête à la surface de la matière : creusez la terre, vous trouverez le ciel. Voici la borne au pied de laquelle Byron marqua sa tombe : était-ce pour rappeler Homère enseveli sur le rivage de l'île d'Ios ? Dieu avait mesuré ailleurs la fosse du poète que je précédai dans la vie. Déjà j'étais revenu des forêts américaines lorsqu'auprès de Londres, sous l'orme de Childe Harold enfant, je rêvai les ennuis de René et le vague de sa tristesse. J'ai vu la trace des premiers pas de Byron dans les sentiers de la colline d'Harrow ; je rencontre les vestiges de ses derniers pas à l'une des stations de son pèlerinage : non ; je les cherche en vain ces vestiges. Soulevé par l'ouragan, le sable a couvert l'empreinte des fers du coursier demeuré sans maître : « Pêcheur de Malamocco, as-tu entendu parler de lord Byron ? — Il chevauchait presque tous les jours ici. — Sais-tu où il est allé ? » Le pêcheur a regardé la mer. Et la mer s'est souvenue de l'ordre que lui donna le Christ : *tace ; obmutesce*, « tais-toi, sois muette ». Virgile, avant Byron, avait franchi le golfe redouté du poète de Tibur : qui ramènera d'Athènes Byron et Virgile ? A ces mêmes plages Venise pleure ses pompes : le Bucentaure n'y baigne plus ses flancs d'or à l'ombre de sa tente de pourpre ; quelques tartanes se cachent derrière les caps déserts, comme au temps primitif de la République.

« Un jour fut d'orage : prêt à périr entre Malte et les Sirtes, j'enfermai dans une bouteille vide ce billet : *F. A. de Chateaubriand, naufragé sur l'isle de Lampedouse le 26 décembre 1806, en revenant de la Terre sainte* (1). Un verre fragile, quelques

(1) *Itinéraire.*

lignes ballottées sur un abyme, est tout ce qui convenait à ma mémoire. Les courants auraient poussé mon épitaphe vagabonde au Lido, comme aujourd'hui le flot des ans a rejeté à ce bord ma vie errante. Dinelli, capitaine en second de ma polaque d'Alexandrie, était vénitien : il passait de nuit avec moi trois ou quatre heures du sablier, appuyé contre le mât et chantant (1) aux coups des rafales :

*Si tanta mi piace
Si rara Bella,
Io perdero la pace
Quando se destera.*

« Dinelli s'est-il reposé *sul margine d'un rio* auprès de sa maîtresse endormie ? S'est-elle réveillée ? Mon vaisseau existait-il encore ? A-t-il sombré ? A-t-il été radoubé ? Son passager n'a pu faire rajuster sa vie ! Peut-être ce bâtiment dont j'aperçois la vergue lointaine, est le même qui fut chargé de mon ancienne destinée ? Peut-être la carène démembrée de mon esquif a-t-elle fourni les palissades du cimetière israélite ?

« Mais ai-je tout dit dans l'*Itinéraire* sur ce voyage commencé au port de Desdémone et fini au pays de Chimène ? Allais-je au tombeau du Christ dans les dispositions du repentir ? Une seule pensée remplissait mon âme : je devrais les moments : sous ma voile impatiente, les regards attachés à l'étoile du soir, je lui demandais l'aiglon pour cingler plus vite. Comme le cœur me battait en abordant les côtes d'Espagne ! Que de malheurs ont suivi ce mystère ! Le soleil les éclaire encore ; la raison que je conserve, me les rappelle (2).

« Venise, quand je vous vis, un quart de siècle écoulé, vous étiez sous l'empire du grand homme, votre oppresseur et le mien ; une isle attendait sa tombe ; une isle est la vôtre : vous dormez l'un et l'autre immortels dans vos Sainte-Hélène.

(1) Chateaubriand déforme ici, en les citant de mémoire, quelques vers d'une chanson populaire, — italienne plutôt que proprement vénitienne, — dont je dois la découverte aux obligeantes recherches de MM. René Dollot, consul général de France à Milan, et Georges Gueyraud, consul à Venise. Cette chanson (recueillie et éditée par M. Carlo Schmidt, à Trieste) s'intitule : *Sul margine d'un rio* ; les quatre vers que chantonnait Dinelli en constituent le refrain. — M. L.

(2) Tel est, présenté dans son contexte et à la place que Chateaubriand lui avait assignée, le passage si discuté en 1900 et qui était plus long dans la citation de Sainte-Beuve.

Venise ! nos destins ont été pareils ! mes songes s'évanouissent à mesure que vos palais s'écroulent ; les heures de mon printemps se sont noircies, comme les arabesques dont le faite de vos monuments est orné. Mais vous périssez à votre insçu ; moi, je sais mes ruines ; votre ciel voluptueux, la vénusté des flots qui vous lavent, me trouvent aussi sensible que je le fus jamais. Inutilement je vieillis ; je rêve encore mille chimères. L'énergie de ma nature s'est resserrée au fond de mon cœur ; les ans, au lieu de m'assagir, n'ont réussi qu'à chasser ma jeunesse extérieure, à la faire rentrer dans mon sein. Quelles caresses l'attireront maintenant au dehors, pour l'empêcher de m'étouffer ? Quelle rosée descendra sur moi ? Quelle brise, émanée des fleurs, me pénétrera de sa tiède haleine ? Le vent qui souffle sur une tête à demi dépouillée, ne vient d'aucun rivage heureux ! »

Cette page, où René vieillissant confronte sa propre décadence à la décadence de Venise, forme, en outre, l'un des anneaux rompus qui rattachaient, dans les *Mémoires*, le livre du « séjour à Venise » au livre suivant. Rentré du Lido, Chateaubriand écrit : « L'intervalle était immense entre ces rêveries et les vérités dans lesquelles je rentrais en me présentant à l'hôtel de la princesse de Bauffremont : il me fallait sauter de 1806, dont le souvenir venait de m'occuper, à 1833, là où je me trouvais en réalité : Marco Polo tomba de la Chine à Venise, précisément après une absence de vingt-sept ans. » Ce prélude d'un livre nouveau ne se comprend guère aujourd'hui dans les textes imprimés : aux pages précédentes, il s'agit de toutes « les plus hautes intelligences qui se sont donné rendez-vous à Venise » ; à peine si, le jour même de son arrivée, Chateaubriand a évoqué, en quelques lignes, deux ou trois des personnages qu'il y a rencontrés en 1806... La « rêverie au Lido » renoue la chaîne brisée.

Elle suscita, dès les premières heures, l'admiration de l'auditoire d'élite qui l'entendit à l'Abbaye-aux-Bois. Presque tous les articles qui rendirent compte des lectures des *Mémoires*, y firent des allusions : dans la préface qu'il mit au recueil de ces articles, Nisard disait : « Lisez la *Description de Venise* et les *Rêveries au Lido* ; *Atala* et René n'ont pas plus

de magnificence, ni plus de mélancolie. » Lisez : conseil facile. Mais Chateaubriand, qui savait la valeur de ces pages, paraissait décidé à les conserver jalousement dans ses « portefeuilles ». Journaux et revues, à l'envi, imploraient une miette du festin servi dans la pénombre. La *Revue* fut favorisée : elle eut toute la *Préface testamentaire*. Mais Édouard Mennechet implora en vain, pour le *Panorama littéraire de l'Europe*, « le travail sur Venise » dont il avait entendu conter merveille. Chateaubriand le lui refusa, parce que, ne pouvant « le communiquer en entier », il ne voulait pas le mutiler ; entre autres excuses, il donnait celle-ci : « Les souvenirs de mon premier passage à Venise en 1806, et mes dernières rêveries au Lido en 1833, ne se mêleraient plus à la beauté et à la tristesse de la merveilleuse cité mourante. »

A la fin du mois de mai 1845, bravant sa « vieillesse » et les inquiétudes de l'amitié, il osa faire, accompagné de Daniéolo, nouveau secrétaire, un dernier voyage à Venise où le comte de Chambord, « son jeune roi », réclamait ses conseils. Dans quel état allait-il trouver la ville ?

On avait beaucoup parlé, à l'Abbaye-au-Bois, d'un projet malencontreux qui, la rattachant à la terre ferme, en aurait changé le caractère ; Chateaubriand avait même ajouté à sa description cette note résignée et mélancolique : « Venise va cesser d'être la ville des féeries ; on prépare un pont qui la réunira à Fusina ; un conduit, non suspendu dans les airs sur des arcades, amènera obscurément au palais ducal, le long d'un viaduc, des eaux cachées ; un chemin de fer déposera les voyageurs à l'entrée du pont. Venise, devenue cité continentale, verra peu à peu se combler ses canaux ; des rues les remplaceront et, au lieu de gondoles, des omnibus transporteront les habitants à travers les lagunes. C'est encore une des merveilles du vieux monde qui périt avec moi ! » Sur place, Chateaubriand constata que les novellistes avaient exagéré, et que la merveille lui survivrait. Mais, en douze ans, bien des souvenirs s'étaient effacés, à commencer par celui de Byron : on ne parlait pas plus de lui que d'un pêcheur de la lagune. Il l'écrivit à M^{me} Récamier, et le lui confirma dans cette lettre qui ne parvint jamais à son adresse (1) :

(1) Arrêtée sans doute par la censure autrichienne, elle a été retrouvée récemment dans les Archives de Leningrad ; M^{me} le docteur Le Savoureux Plékhanov

Venise, 8 juin 1845.

« Que vous écrire de Venise ? Quand je regarde la mer si triste, je pense à vous et à tout ce que ces lieux ont vu de plus charmant dans la vie. Ne craignez rien pour le pont. Il ne déparera point Venise. C'est une artère de plus pour amener le sang au cœur. Comme tout change ! Hélas ! nous-mêmes ne changeons-nous pas ? Suis-je ce que j'étais lorsque je vous ai connue ? Il faut bien qu'il en soit ainsi, car la vie serait trop triste s'il restait un point qui n'eût point changé. Adieu, Venise que je ne reverrai plus sans doute. Il n'y a que vous, Juliette, que je ne puis consentir à quitter. Votre pensée et votre écriture même m'attendaient ici. J'ai baisé respectueusement votre lettre dans la ville des Souvenirs. Madame de Chateaubriand se félicite beaucoup de vous voir. Tenez-lui toujours bonne compagnie. Je vous quitte, en jetant un regard sur cette triste mer qui ne se souvient déjà plus de lord Byron. J'ai chargé hier au soir le plus beau soleil couchant de vous dire tous mes adieux et de vous faire tous mes amours. Je partirai dans quelques jours d'ici pour vous rejoindre. Nous sommes bien malheureux d'être enchaînés l'un et l'autre à nos rudes climats... »

René, courbé sous « l'exorbitance des années », avait donc revu le Lido ; cette lettre contient le thème d'une nouvelle « rêverie » : consacrée aux nécessités consolatrices du changement, elle eût fait un curieux contraste à la première : quel malheur que Chateaubriand ne l'ait point écrite !

Il pensa sans doute à l'écrire. On peut l'induire de trois lettres, qu'il envoya à M^{me} Récamier au cours de l'été suivant. La reine de l'Abbaye-aux-Bois se reposait alors au château de Maintenon. Loin d'elle, Chateaubriand gémissait son ennui : il eut l'idée, le 2 septembre, de relire le livre de ses *Mémoires* consacré à Venise, le chercha en vain chez lui, dépêcha aussitôt ce billet à Juliette : « En voulant mettre de l'ordre dans mes manuscrits, j'ai trouvé qu'il me manquait tout le séjour à Venise où se trouve ma promenade au Lido. N'auriez-vous point cette partie de mon manuscrit ?... »

en a publié le texte d'après une photographie dans le *Bulletin de la Société Chateaubriand* (1930). — C'est dans le même *Bulletin* (1932) qu'a paru la lettre de Natalie de Noailles, reproduite par nous dans *Figaro*, et si heureusement commentée ici par M. Marcel Duchemin : voyez la *Revue* du 1^{er} janvier 1933. — M. L.

Cinq jours plus tard suivirent ces précisions :

« La *promenade au Lido* n'est point séparée ; elle est réunie à la description de Venise que vous avez. Au reste, comme il plaira à Dieu. Je vous l'ai portée un jour dans un mouchoir de soie ; ce mouchoir aussi n'a pas été rendu. Nous verrons cela quand vous serez revenue. »

Nouvelle recommandation enfin, le 23 septembre :

« N'oubliez pas de chercher dans votre mémoire mon morceau sur Venise : il me tient un peu au cœur, parce qu'il met fin à mon travail. Après quoi, je m'en irai paisiblement dans une autre vie, si vous voulez bien penser à moi... »

Nul doute qu'au mois d'octobre Juliette, dès son retour, n'ait retrouvé facilement les feuillets oubliés. Chateaubriand les relut : il se contenta d'ajouter à l'un de ses chapitres cette note inédite que le « manuscrit Champion » a conservée : « Qu'est devenu lord Byron lui-même ? On voyait l'endroit où il se baignait : on avait placé son nom au milieu du grand canal. Aujourd'hui, on ne sait même pas ce nom. Venise est muette. Les armes du noble Lord ont disparu du lieu où on les avait exposées. L'Autriche a étendu son silence ; elle a battu l'eau et tout s'est tu. » Quelques cadences, et souveraines ; mais quelques cadences, au lieu d'une méditation ! Après quoi, le mélancolique reviseur, — il le croyait, du moins, — « mit fin à son travail ».

Et, cependant la *Réverie au Lido* ne se lit point dans les textes imprimés. Le « manuscrit Champion » l'a conservée. Quel est donc le rapport de ce manuscrit avec les autres copies des *Mémoires* ? A cette question et à plusieurs autres le travail annoncé plus haut essaiera de répondre. On souhaiterait que, s'ajoutant aux publications récentes ou prochaines, il ouvrit avec elles, dans l'histoire des *Mémoires d'outre-tombe*, une décisive période : celle où cette grande œuvre reprendra, par une édition vraiment critique, le visage harmonieux que dans la pleine lucidité de sa vieillesse lui avait sculpté Chateaubriand.

MAURICE LEVAILLANT.

ÉDOUARD CHAMPION.

LA POLITIQUE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Le vote de la loi de finances et les discussions qui l'ont précédé ont attiré à nouveau l'attention du pays sur la politique française du pétrole.

Un des points de divergence, entre la majorité du Sénat et celle de la Chambre, était, en effet, l'article 116 relatif au monopole du pétrole. Le Gouvernement avait inséré, sous ce titre, dans le projet de loi, un texte chargeant une commission d'étudier la possibilité d'établir en France le monopole d'importation des pétroles et d'en indiquer les conditions d'organisation. La Chambre des députés, allant plus loin, votait un article qui, sans mettre en discussion le principe du monopole d'importation, confiait à la commission le soin d'en fixer les conditions pratiques et d'étudier la possibilité de son extension aux opérations de raffinage. Le Sénat, après avoir disjoint à plusieurs reprises l'article 116, a fini, pour permettre le vote du budget, par l'adopter sous une forme transactionnelle, qui charge la commission de rechercher, pour les soumettre au Parlement, les conditions pratiques d'organisation du monopole d'importation et la possibilité d'établir celui du raffinage.

Jusqu'au moment où seront connues les conclusions de cette commission et le résultat du vote par lequel le Parlement doit consacrer ses travaux, l'avenir de notre industrie du pétrole est incertain.

Aussi est-il intéressant d'étudier quelle a été, en cette matière, la politique qu'il s'agit maintenant de modifier si brutalement.

Rappelons, tout d'abord, que la France n'extraît de son sol que 75 000 tonnes de pétrole par an, provenant presque exclusivement de Pechelbronn en Alsace ; elle ne produit guère plus de 220 000 tonnes de combustibles et carburants de remplacement. Le concours de ses colonies est, pour le moment, insignifiant. Elle doit donc s'adresser à l'étranger pour la presque totalité de ses besoins en combustibles liquides : 4 488 575 tonnes en 1932. Jusqu'à ces dernières années, elle n'importait que des produits finis. En conséquence, la valeur entière de ses consommations, qui était de l'ordre de deux milliards de francs, profitait à ses fournisseurs étrangers.

D'autre part, l'expérience de 1917 a montré, avec une évidence qui faillit être tragique, l'importance des quantités de pétrole nécessaires à une nation en état de guerre, et le danger qu'il y a pour elle à dépendre entièrement de ses voisins pour toutes les étapes de ce ravitaillement : extraction, raffinage et transport.

LES RÉGIMES SUCCESSIFS

Les méthodes de la politique française des pétroles sont assez variées. Elles ont d'ailleurs mis longtemps pour se constituer.

Avant la guerre, le pétrole était considéré comme un produit d'épicerie. Il était importé par dix maisons, toutes françaises, qui conservèrent leur liberté jusqu'en 1917. A cette époque, dans l'impossibilité de faire face aux besoins du pays, elles en appelèrent à l'État. Celui-ci, pour participer aux organismes de répartition interalliés, créa le monopole d'importation des pétroles, confié au Commissariat des essences et pétroles. Les produits étaient revendus aux anciens importateurs, et la vente était libre à l'intérieur du pays.

Ce régime exceptionnel, qui aurait dû finir avec les hostilités, dura jusqu'en 1921.

Le Gouvernement était, en effet, tenté de conserver au Trésor les bénéfices que lui procurait le monopole. Il y était poussé par la Royal Dutch. Cette société se rendait compte que les traités de paix ne manqueraient pas d'accorder à la France, en compensation des dommages qu'elle avait subis, une part importante dans la succession des intérêts pétroliers allemands

à l'étranger; et elle s'offrait à gérer cette part, en l'absence de société française compétente. Elle avait avantage, si ses offres étaient acceptées, à voir conserver le monopole, qui la mettait à l'abri de la concurrence étrangère, en particulier de celle de la Standard Oil. Elle constitua même dans ce dessein une Société pour l'Exploitation des Pétroles, où elle se réservait une participation majoritaire.

Suivre la Royal Dutch dans cette voie eût été nous brouiller avec les États-Unis; aussi le Gouvernement n'insista pas, et, le 1^{er} juillet 1921, le monopole fut-il remplacé par un régime provisoire de liberté.

L'importation était libre; elle n'était subordonnée qu'à l'obtention pour chaque lot d'une autorisation soumise à certaines conditions, telles que l'obligation d'entretenir un approvisionnement équivalent au quart des quantités importées annuellement.

Aussitôt les grands trusts s'installèrent en France.

En 1921, la Royal Dutch acquit le contrôle de la maison Deutsch de la Meurthe, qui devint la Société Jupiter; l'Anglo-Persian fonda, avec la Banque de la Seine et la Société Navale de l'Ouest, la Société Générale des Huiles de Pétrole; la Standard Oil créa l'Économique et la Standard Franco-Américaine. En 1923, elle acheta la Compagnie Générale des Pétroles à Marseille et acquit la Pétroléenne.

Avec la loi du 10 janvier 1923, nous voyons apparaître la première manifestation consciente d'une politique française des pétroles. Le régime provisoire de 1921 est rendu définitif, avec cette modification qu'il suffit d'une autorisation générale par importateur, au lieu d'une spéciale à chaque lot.

Pour centraliser la politique du pétrole, il est créé un Office National des Combustibles Liquides, qui n'est autre qu'une direction du ministère du Commerce, pourvue de la personnalité morale. L'Office échappe aux règles de la comptabilité publique. Il possède ses recettes propres, qui sont principalement des impôts sur les combustibles liquides. Il a également ses dépenses : ce sont toutes celles destinées à développer la politique française des pétroles. La moitié de ses ressources doit être affectée en subventions à la flotte pétrolière. Il soutient aussi l'enseignement technique.

A ce titre il a fondé l'École Nationale Supérieure du Pétrole de Strasbourg qui forme des ingénieurs très estimés en France et à l'étranger, et qui poursuit des études de laboratoire. L'office favorise également les recherches industrielles ou de prospection, par des participations à des sociétés ayant cet objet.

Mais sa tâche principale a été la direction de notre politique du pétrole à partir de 1925.

Nous espérons que l'exposé que nous en ferons montrera la grandeur et le succès de cette belle œuvre. Son principal artisan a été le directeur de l'Office National des Combustibles Liquides, M. L. Pineau, dont l'exemple prouve l'heureuse action que peut exercer un haut fonctionnaire qui sait suivre l'intérêt supérieur du pays à travers les difficultés de sa tâche quotidienne.

Le régime définitif de 1925 ne dura que trois ans. Dès 1926, le principe du monopole était adopté par l'article 53 de la loi de finances prévoyant que « l'importation du pétrole brut et de ses dérivés ne pourra être faite que par les représentants de l'État ou les personnes accréditées par lui ». Le même article spécifiait d'ailleurs que l'organisation du monopole devrait faire l'objet d'une loi spéciale.

Ces dispositions couronnaient une série d'efforts en faveur du monopole dont l'origine remonte à 1903, qui s'étaient manifestés depuis la guerre par de nombreuses propositions de loi, mais qui n'avaient jusqu'alors jamais abouti.

Le revirement était dû à la pression des importateurs français, qui ne pouvaient lutter contre les filiales des trusts étrangers. Celles-ci installaient, depuis 1921, un nouveau procédé de distribution par pompes, et menaient une guerre de prix contre laquelle les industriels français ne pouvaient soutenir la concurrence, faute de capitaux. Quitte à disparaître, ils préféraient être expropriés par le monopole, moyennant indemnité, plutôt que de succomber dans une lutte qui absorbait toutes leurs ressources.

L'élaboration du nouveau statut fut précédée par une enquête parlementaire très approfondie, conduite par une commission mixte, dont les procès-verbaux sont très instructifs.

Cette étude aboutit, en 1928, au vote de deux lois, qui sont devenues la charte de l'industrie du pétrole en France.

Celle du 30 mars, relative à l'importation, institue un régime, non de monopole, mais plutôt de concession. Étant prise en application de l'article 53 de la loi du 4 avril 1926, elle indique les formalités et conditions que l'État impose aux industriels qui désirent être accrédités par lui pour importer des pétroles. Ceux-ci doivent obtenir des autorisations d'importation qui sont données par décret; elles portent sur des quantités déterminées et sont valables pour trois ans, en ce qui concerne les produits finis, vingt ans pour le pétrole brut. Les importateurs déjà installés ont droit à une autorisation égale au maximum de leurs importations au cours des cinq dernières années.

Le contingentement a pour but de réduire la concurrence. La plus longue durée des autorisations relatives au pétrole brut est un avantage nécessaire réservé aux raffineurs.

Ceux-ci sont également protégés par la loi douanière du 16 mars 1928, qui institue deux séries de droits de douane. Les uns, plus forts, frappent les produits finis importés de l'étranger; les autres, plus faibles, s'appliquent aux produits fabriqués par les raffineries françaises, qui reçoivent le pétrole brut en franchise de droits. La différence entre les droits forts et les droits faibles constitue la protection de l'industrie du raffinage; tandis que l'extraction nationale, qui ne paye aucun droit de douane, profite, évidemment, du montant de ceux-ci.

Ces deux lois ont donné aux importateurs un avantage à raffiner en France; et nous voyons se construire, sur le territoire, un équipement industriel, que nous décrirons plus loin, et qui sera capable de traiter environ cinq millions de tonnes par an.

LES « CHAMPS » DE MÉSOPOTAMIE

La création d'une industrie du raffinage eût été, pour le pays, un succès bien relatif, s'il n'était parvenu à obtenir, corrélativement, un approvisionnement de pétrole brut quelque peu indépendant.

Mais l'achat de concessions, ou la prospection de terrain

susceptibles de renfermer du pétrole, comportent des difficultés techniques et financières considérables. Pour faire sa place à la France, dans la compétition autour des gisements de pétrole, il fallait autre chose qu'une administration ou une réglementation.

M. Poincaré le comprit, et, dès 1923, il s'appliqua à susciter la création d'une société destinée à être un « outil capable de réaliser une politique nationale du pétrole ». Il lui assignait comme but la mise en valeur des richesses éventuelles de la France et des colonies, et l'obtention de participations dans des pays de production variés. Plus particulièrement, il la désignait pour exploiter la part française des pétroles de Mésopotamie.

Ce dernier point, devenu le principal, nécessite des explications.

Longtemps avant la guerre, les richesses pétrolières de la Mésopotamie avaient été présumées et avaient donné lieu à toute sorte de compétitions. La Sublime Porte, à qui appartenaient ces territoires, avait réussi à promettre à tous les concurrents sans rien accorder à aucun d'eux. Mais, ceux-ci finirent par s'entendre entre eux, et une société fut fondée, sous le nom de Turkish Petroleum Company, à laquelle participaient l'Anglo-Persian pour 50 pour 100, la Royal Dutch pour 25 pour 100, et la Deutsche Bank pour 25 pour 100. En raison de son importance politique, le texte qui consacrait cet accord fut soumis au visa des chancelleries des pays intéressés. On était au début de 1914.

Une partie trop peu connue de la guerre se déroula en Asie, et eut des objectifs pétroliers. Les Russes défendaient sur le Caucase leurs puits de pétrole de la région. Les Anglais protégeaient le canal de Suez, et essayaient de s'étendre le long de la Méditerranée, pour obtenir sur celle-ci un débouché à leur pétrole persan. En même temps, ils occupaient la Mésopotamie pour protéger leurs champs de Perse.

On put craindre un moment que les zones d'action de l'Angleterre et de la Russie ne se chevauchassent. Pour éviter le retour en pleine guerre d'une ancienne rivalité, on décida la création d'un État tampon français. A cet effet, l'accord Sykes-Picot de mai 1916 reconnaissait à la France

la suzeraineté sur les vilayets de Damas, Alep et Mossoul.

Avant de ratifier cet accord, le ministre anglais demanda à l'ambassadeur de France la confirmation des concessions britanniques dans les territoires cédés. Celui-ci accepta, sans paraître soupçonner les richesses pétrolières qu'il abandonnait.

Cette erreur ne portait heureusement pas tort à nous seuls. Au début de la guerre, la part allemande dans la Turkish Petroleum Company, société anglaise, avait été mise sous séquestre par le gouvernement britannique. Maintenant que les droits de cette société étaient consolidés, la part allemande pouvait être mise en vente, et être attribuée plus ou moins directement à l'Anglo-Persian. Celle-ci se trouverait détenir les trois quarts du capital de la Turkish Petroleum Company. Dans cette éventualité, la Royal Dutch n'aurait aucun moyen pour contrebalancer l'influence de sa trop puissante associée. Elle avait donc intérêt à susciter aux capitaux allemands des successeurs non britanniques.

Aussi voyons-nous, peu de temps après, la diplomatie française parfaitement au courant d'une question qu'elle paraissait jusqu'alors ignorer.

A la conférence de la paix, l'Angleterre redemanda Mossoul pour la zone d'influence anglo-arabe, tandis que la France réclamait, à titre de dommages de guerre, la succession aux intérêts pétroliers allemands dans le monde.

Les discussions furent longues et laborieuses. Elles finirent par aboutir à l'accord de San Remo du 24 avril 1920. Ce document consacrait la coopération cordiale de la France et de l'Angleterre, et leur soutien mutuel pour leurs ressortissants en Galicie, en Roumanie, en Russie, dans les colonies françaises, et dans les colonies britanniques de la couronne.

Au sujet des champs de Mésopotamie, il était entendu que le gouvernement français recevrait 25 pour 100 du pétrole brut extrait, si le gouvernement britannique exploitait lui-même, ou 25 pour 100 des actions de la compagnie qui serait chargée de l'exploitation. Il était prévu que le gouvernement indigène pourrait exiger, également, une part de 20 pour 100 des actions, dont la moitié serait prélevée sur la participation française. Enfin l'Angleterre promettait de donner son appui à l'accord qui pourrait être conclu, entre l'Anglo-Persian

et le gouvernement français, pour réserver à ce dernier une part, pouvant s'élever jusqu'au quart, des pétroles bruts envoyés de Perse à la Méditerranée par des pipe-lines traversant des régions sous l'influence française.

Dès que le pacte de San Remo fut connu, il souleva les protestations des industriels américains, très énergiquement soutenus par leur gouvernement, qui, se réclamant du principe de la porte ouverte, n'admettait pas l'exclusion de ses nationaux du partage de la succession des intérêts allemands.

En 1923, on aboutit à une entente de principe : l'Anglo-Persian abandonnait la moitié de sa participation à un groupe américain, moyennant une *royalty* de 10 pour 100 sur le pétrole brut extrait. En même temps, il était constitué une participation de 5 pour 100, prélevée sur la part de chacun des associés, en faveur du négociateur de cet accord et de celui de 1914, M. Gulbenkian, un Arménien surnommé le Talleyrand des pétroles.

La solution de l'exploitation des pétroles de Mésopotamie par une société privée ayant prévalu, il était indiqué de créer, pour recueillir la participation française, la société prévue par M. Poincaré. Le 24 mars 1924 fut constituée la Compagnie Française des Pétroles au capital de 25 millions. Ce dernier est représenté par des actions A et des actions B. Les premières ont vingt voix aux assemblées et ne peuvent appartenir qu'à des Français ; les deuxièmes, dont la vente est libre, ne possèdent qu'une voix. Les membres du conseil d'administration doivent être français et agréés par l'État. De plus, deux commissaires du gouvernement surveillent la société et disposent contre ses décisions d'un veto suspensif qui, en certaines matières graves, peut devenir définitif, après une procédure devant le vice-président du Conseil d'État.

Ces dispositions assuraient la nationalité de la société, ainsi que la conformité de ses décisions à l'intérêt national.

On n'avait toutefois pas voulu pousser l'imitation de l'Anglo-Persian, jusqu'à faire participer l'État au capital, pour ne pas effaroucher les souscripteurs privés, d'un recrutement laborieux, à cette époque de difficultés financières.

Par la convention du 17 mai 1924, la Compagnie recevait, presque aussitôt, le droit de lever les quarante mille actions de

une livre représentant la part française dans la Turkish Petroleum Company. Elle accordait en contre-partie à l'État une participation dans ses bénéfices futurs et le droit de lui acheter, par priorité sur tout autre acquéreur, et à prix égaux, 80 pour 100 du tonnage des produits qu'elle retirerait de la Mésopotamie.

L'activité de la Compagnie a d'abord eu pour but de se procurer les concours financiers nécessaires pour suivre les augmentations successives du capital de la Turkish Petroleum Company. Ce dernier étant passé de 160 000 livres à 4 millions, la Compagnie Française des Pétroles a dû porter le sien, par étapes successives, jusqu'à 205 200 000 francs en 1930.

En même temps, la société avait à faire préciser ses droits et à se faire reconnaître ceux qui avaient été accordés aux Allemands en 1914, en particulier en ce qui concerne la protection de la société contre la concurrence de ses participants.

Il fallut en venir à des procès.

Ces difficultés, en même temps que celles relatives à la constitution de la société, furent réglées définitivement par un accord connu sous le nom de *Working agreement* du 31 juillet 1928.

Conformément à l'entente de principe de 1923, les quatre groupes participants : Anglo-Persian, Anglo-Saxon (représentant la Royal Dutch), Compagnie Française des Pétroles, et Near East Corporation (réunissant les intérêts américains), recevaient chacun 23,75 pour 100 du capital, les 5 pour 100 complémentaires étant attribués à M. Gulbenkian. L'Anglo-Persian avait droit, avant toute répartition, au dixième du pétrole brut extrait.

L'accord de 1914 n'était pas confirmé, mais ses dispositions étaient reprises dans le nouveau texte. Celui-ci prévoit en plus que la société distribuera aux associés, non pas des dividendes, mais du pétrole brut.

La société prenait le nom d'*Irak Petroleum Company*.

Elle n'avait d'ailleurs pas attendu la conclusion du *Working agreement* pour commencer ses travaux. Après plusieurs campagnes géologiques, elle avait pu entreprendre, en 1927, des forages d'exploration. L'un des premiers puits forés à Baba

Gurgur donna une production de 12 000 tonnes par jour. Il fallut le fermer en hâte.

Actuellement trente-trois puits sont forés, et l'on compte que pour obtenir la production de quatre millions de tonnes, il suffira d'en utiliser quinze.

L'évacuation de cet important tonnage de pétrole jusqu'à un port de la Méditerranée était un gros problème. Il fallait construire une pipe-line, ou canalisation à travers laquelle le pétrole serait pompé de relais en relais jusqu'à destination. Le tracé de cette conduite suscita de grosses difficultés entre les associés et en particulier entre les groupes français et anglais. L'accord se fit en 1930 sur un onéreux compromis. La canalisation comprend deux sections. L'une septentrionale traverse la Syrie et aboutit en rade de Tripoli : elle a 330 kilomètres de long. La section méridionale suit la première jusqu'à Haditha sur l'Euphrate, elle se prolonge ensuite vers le sud-ouest pour rester en territoire d'influence britannique, et elle aboutit à Caïffa. Longue de 990 kilomètres, elle se heurte à plus de difficultés techniques que la précédente.

Déjà 130 kilomètres de canalisation sont alignés et la Compagnie Française des Pétroles compte que la ligne Nord sera terminée dans dix-huit mois.

UNE COMPAGNIE FRANÇAISE

Reportons-nous maintenant à la situation de la Compagnie Française des Pétroles en 1928.

La richesse de la Mésopotamie est prouvée, l'accord entre les participants de la Turkish Petroleum Company est en voie de conclusion ; le nouveau régime pétrolier vient d'être voté. Mais n'ayant pas de droits acquis, la société doit, pour pouvoir importer et raffiner son pétrole brut, entrer en pourparlers avec l'État. Celui-ci, la voyant appelée à une grande prospérité, exige d'elle, en contre-partie, une part dans son capital, ce qui lui avait été refusé en 1924.

Tel est l'objet de la convention du 25 juin 1930, dans la forme sous laquelle elle a été ratifiée par la loi du 23 juillet 1931 après une longue et pénible discussion.

La société devient une société mixte, l'État souscrivant une augmentation de capital correspondant à 33 pour 100 du

capital total. Le nombre d'actions A et B qui lui sont attribuées lui assure 40 pour 100 des voix à l'assemblée générale. Au Conseil d'administration, il se contente des deux sièges de ses commissaires du Gouvernement. Mais pour que ceux-ci ne risquent pas de faire figure de minorité impuissante, ils sont pourvus d'un droit de veto.

A l'assemblée générale, ils ont le droit d'exiger une majorité des trois quarts pour les questions touchant au caractère de la société et à la politique du gouvernement. Comme ils détiennent les trois cinquièmes des voix, leur opposition est sans recours. Au Conseil d'administration, ils ne disposent que d'un veto suspensif, qui en général rend simplement nécessaire une nouvelle délibération. Sur certaines matières seulement, le veto peut aboutir à une procédure d'arbitrage devant le vice-président du Conseil d'État.

Malgré ses nouveaux droits d'actionnaire, l'État conserve intégralement la participation aux bénéfices qui lui avait été reconnue par la convention de 1924.

Pour raffiner en France le pétrole qu'elle doit recevoir, la Compagnie Française des Pétroles constitue une filiale : la Compagnie Française de Raffinage, dont 55 pour 100 du capital sera fourni par elle-même, 10 pour 100 par l'État et le complément par des importateurs indépendants français.

En plus des droits d'importation que la nouvelle société tiendra, suivant le droit commun, de la participation de ces derniers, l'État s'engage à lui donner des autorisations correspondant au quart de la consommation annuelle du pays.

A ces deux titres la Compagnie Française de Raffinage aura à traiter environ deux millions de tonnes de pétrole brut. A cet effet, elle a prévu la construction de deux usines.

La première, l'usine de Normandie, à Gonfreville près du Havre, sera la plus importante et fabriquera toute la gamme des produits du pétrole.

Située sur le canal du Havre à Tancarville, elle recevra le pétrole brut du port pétrolier du Havre par une pipe-line, et expédiera les produits finis, en péniches sur le canal et la Seine, et par voies ferrées.

La réalisation de l'usine est déjà fort avancée, le premier navire de pétrole brut a été reçu il y a quelques mois.

La deuxième usine, la raffinerie de Provence, sera construite à La Mède près de Martigues sur l'étang de Berre. Un appontement et quelques réservoirs existent déjà, mais on attend, pour commencer les travaux proprement dits, l'expérience de l'usine de Normandie.

La Compagnie Française des Pétroles ne s'est, d'ailleurs, pas cantonnée dans les activités qui lui étaient imposées par contrat. Suivant les intentions qu'avait eues M. Poincaré en la créant, elle s'est intéressée à diverses sociétés françaises de recherche et de prospection. Aucune d'elles n'a encore obtenu de résultats rémunérateurs, mais sur les champs pétrolifères, plus qu'ailleurs, il faut beaucoup chercher pour trouver.

Prévoyant le moment où elle aura à importer elle-même l'huile brute de Mésopotamie, la Compagnie Française des Pétroles a jeté les bases d'une filiale de transports pétroliers : la Compagnie Navale des Pétroles.

SOCIÉTÉS DE RAFFINAGE

Concurremment avec la Compagnie Française des Pétroles, d'autres groupes ou d'autres sociétés, profitant des lois de 1928 et des autorisations d'importation de pétrole brut accordées par les décrets du 1^{er} avril 1931, ont constitué des organisations de raffinage.

La plus ancienne en date est celle de Pechelbronn qui traite environ, par an, 70 000 tonnes de pétrole extrait de ses puits et quelques dizaines de milliers de tonnes d'importation. La société a reçu le droit de construire une autre raffinerie à Saint-Marc près de Brest. Cette usine serait en rapports assez étroits avec celle de Brest-Port-Pétrolier.

La Société Générale des Huiles de Pétrole, filiale de l'Anglo-Persian, possède depuis 1923 une usine à Courchelettes près de Douai, qui traite annuellement 200 000 tonnes : elle en construit une autre à l'Avera, près de Martigues, d'une capacité de 300 000 tonnes de pétrole brut.

A Dunkerque, la Raffinerie des Pétroles du Nord a mis en fonction une installation prévue pour 300 000 tonnes également.

La Société Jupiter a établi, d'une part à Petit-Couronne, et d'autre part à Pauillac, deux usines inaugurées à la fin de l'année dernière, qui sont autorisées à livrer, à elles deux,

à la consommation, 422 300 tonnes de produits contingentés.

A Port-Jérôme, en Basse-Seine, se construisent actuellement deux raffineries : celle de la Société Franco-Américaine de Raffinage (filiale de la Standard-Oil) qui traitera environ un million de tonnes de pétrole brut, et une des raffineries du groupe Vacuum Oil Company et Compagnie Industrielle des Pétroles qui recevra, ainsi qu'une autre usine de Frontignan, environ 500 000 tonnes.

La Société des Raffineries de Pétrole de la Gironde, sous le contrôle de la Texas Oil Company, exploite depuis plus d'un an, au Bec d'Ambès, une usine de 300 000 tonnes de capacité annuelle.

La première des raffineries issues de la loi de 1928 est celle de la Compagnie des Produits Chimiques et Raffineries de Berre, entreprise sous l'impulsion de la Société de Saint-Gobain avant même que le texte de la loi n'ait été définitivement voté par le Parlement.

Cette usine a la même capacité de traitement que la précédente.

La dernière usine prévue est celle dont la construction à Donges, en Loire-Inférieure, a été autorisée à la Société des Consommateurs de Pétrole ; elle ne traiterait qu'une centaine de mille tonnes par an.

La brève statistique suivante indique la progression des importations de pétrole brut, en comparaison de celles de l'ensemble des produits du pétrole.

Années.	Pétrole brut. tonnes	Ensemble des importations. tonnes
1927. . .	4 061	2 221 810
1929. . .	23 262	3 037 168
1931. . .	518 559	4 022 118
1932. . .	1 035 819	4 488 575

Elle montre, à la fois, l'ascension brusque des unes et la progression soutenue des autres.

Aux termes des décrets d'autorisation d'importation, toutes les raffineries doivent être en marche normale le 1^{er} octobre 1934. C'est environ vers cette époque qu'arrivera en Méditerranée le pétrole de Mésopotamie.

Les usines de raffinage seront alors capables de traiter l'ensemble des besoins du pays et elles seront alimentées, pour un cinquième environ, par du pétrole brut extrait sous un contrôle français.

Ce succès ne doit pas arrêter les efforts de notre politique. Elle a encore bien des buts à poursuivre.

Il lui appartient d'améliorer le ravitaillement du pays en huile brute, en développant l'extraction métropolitaine et surtout coloniale et en s'efforçant d'acquérir à l'étranger des concessions d'une exploitation la plus indépendante possible.

En même temps, elle cherchera à maintenir notre industrie au courant des progrès de la technique du raffinage, qui tend à ne plus se contenter de séparer par distillation les éléments contenus dans le pétrole brut, mais à les modifier soit d'une façon sommaire par *craking*, soit d'une manière plus scientifique et plus avantageuse par hydrogénation. En ce point, le raffinage se rapproche d'une autre industrie, dont le développement et la mise au point sont également à encourager, celle des carburants et combustibles liquides de remplacement.

L'EXTENSION DU MONOPOLE

Dans le cadre forcément restreint de cette étude, nous n'avons pu indiquer que les grands traits de la politique française du pétrole :

Depuis 1926, il existe, en droit, un monopole d'importation ; mais les lois de 1928 l'ont organisé sous une forme de liberté contrôlée qui se rapproche du régime de la concession.

Cette adaptation, ainsi que la participation de l'État dans une Société mixte de production et de raffinage, ont permis d'affranchir très notablement le pays de la dépendance politique et économique de ses fournisseurs étrangers, tout en n'imposant au Trésor que des immobilisations très modiques, et en limitant les interventions gouvernementales, dans l'industrie du pétrole, aux nécessités de son orientation dans un sens national.

Quelles que soient les modalités que la commission, prévue par la dernière loi de finances, puisse imaginer pour renforcer le monopole d'importation, ou créer celui de raffinage, elles

engageront certainement l'État dans des dépenses de premier établissement considérables, et limiteront la liberté des industriels.

Ces effets seront d'autant plus regrettables que, la technique du raffinage étant loin d'avoir fini son évolution, les installations risquent de se trouver subitement démodées, et les entreprises ont besoin d'être dirigées avec souplesse et initiative.

Il y a également lieu de ne pas méconnaître les légitimes intérêts des sociétés qui viennent, à l'appel de l'État, de doter le pays d'un outillage précieux.

Par sa répercussion sur les deniers publics, et sur l'avenir même de l'industrie du pétrole en France, l'extension du monopole envisagée dépasse de beaucoup le cadre d'un article inséré par manœuvre politique dans une loi de finances et adopté par lassitude et pour obtenir le vote du budget. Elle mérite, après une sérieuse étude par une commission, un large débat au Parlement.

Nous gardons confiance que, une fois encore, la politique française des pétroles évitera les écueils sur lesquels on craint de la voir échouer, et saura rester au service des intérêts supérieurs du pays.

G. DE LABARRIÈRE.

COMMENT ON PLACE

UN EMPRUNT EN U. R. S. S.

Le bruit fait en Russie même et à l'étranger, par les organes de propagande soviétique, autour du dernier « emprunt » dit de « la quatrième et dernière année du plan quinquennal », s'est à peine apaisé que le 17 mai les Soviets ont lancé un nouvel emprunt, celui du « premier emprunt d'État du second plan quinquennal ». C'est la trentième fois que l'État prolétarien a recours à la bourse de ses citoyens pour combler le déficit de son budget. Trente emprunts en dix ans, — le premier remonte à 1922, — ou trois par année, sans compter les autres souscriptions « volontaires », les loteries, etc., tel est le chiffre record atteint en matière de politique financière par les Soviets. La totalité de ces emprunts représente plus de 12 milliards de roubles (près de 156 milliards de francs français au cours officiel). Rien que pour 1932, l'État soviétique s'est procuré 35 milliards de francs par le moyen de ces emprunts intérieurs.

C'est en partie grâce à ces emprunts que les bolchéviks réussissent à se maintenir au pouvoir; sans emprunts intérieurs, il y aurait longtemps que le rouble tchervonetz se serait effondré dans l'inflation et que toute l'économie de l'U. R. S. S. serait elle-même à bas.

Alors que le premier emprunt soviétique, qui remonte au temps de Lénine, ne s'élevait qu'à la somme modique de 100 millions de roubles, celui qui a été lancé en juin 1932 atteignait 3 milliards 200 millions (le dernier est de 3 milliards). Cinq jours après l'ouverture de la souscription, c'est-à-dire le 15 juin, 1 milliard 560 millions de roubles étaient

déjà souscrits dont 225 millions par la seule ville de Moscou (261 623 000 de roubles en deux jours pour le nouvel emprunt), ce qui correspond à plus de 100 roubles par tête d'habitant. Deux mois plus tard, le même emprunt était couvert dans la proportion de 81,8 pour 100, les sommes souscrites atteignant 2 milliards 619 millions de roubles. Le 20 septembre, c'est-à-dire au bout de cent jours, la proportion fut portée à 84 pour 100. A la fin elle atteignit 85,9 et on peut dire que l'emprunt était arrivé à son point mort, les « masses » étant à bout de souffle, après avoir déboursé 2 710 000 000 de roubles (1).

Voyons comment, à propos de l'avant-dernier emprunt, une telle opération est menée au pays des Soviets, comment on exécute le « lancement » et le « placement » d'un emprunt. Cela nous éclairera sur les procédés financiers des autorités d'U. R. S. S. et sur leurs procédés de gouvernement en général.

Comment un pays prolétarien, dont la majorité de la population ne parvient pas à manger à sa faim, réussit-il à mobiliser de telles sommes? A en croire les bolchéviks eux-mêmes, le fait serait dû à l'« enthousiasme des masses », conscientes du caractère grandiose de la « construction socialiste » et se sentant heureuses d'y contribuer. « Les travailleurs soviétiques ne sont pas comme les bourgeois français », aiment à répéter les journaux bolchéviques relatant les grandes victoires remportées sur le « front financier ». Les « bourgeois français », prétendent-ils, comme ceux des autres pays capitalistes, ne veulent pas entendre parler des emprunts d'État, car ils sont extrêmement méfiants et ont toujours peur de perdre leur argent. Tandis que chez les Soviets, c'est une tout autre chose : « On sait à qui on peut confier son argent : c'est à son propre gouvernement ouvrier et paysan, à son parti natal (*sic*) communiste. » Du moins c'est le commissaire du peuple aux Finances, M. Grinko, qui l'affirme. Et la presse de faire chorus : « Qu'on nous montre un autre pays dont le gouvernement peut compter sur un tel concours de ses citoyens : il n'en existe pas (2). »

Dans cette affirmation se révèle toute l'hypocrisie des Soviets. A la vérité, en U. R. S. S., les emprunts ont un carac-

(1) *Izvestia*, du 19 août 1932; la *Pravda*, du 10 mai 1933.

(2) *Izvestia* et *Pravda*, de juin 1932.

tère to
dits «
butio
frappe

To
gouve
Le «
dans
financ
ainsi
comp
à mel
dress
établi
leurs
ment
réuss
de to
vérifi
d'épa
seign
Il y
salai
sur
les «
emp
du g
nier
à ch
I
cent
pou
l'en
la p
carac
pres

rière tout différent de ceux qu'ils revêtent dans les autres pays, dits « capitalistes » : c'est une sorte d'imposition, de contribution exceptionnelle mais fréquente dont le gouvernement frappe la population.

CAMPAGNE DE LANCEMENT

Tout d'abord, un emprunt, comme n'importe quel acte gouvernemental en pays prolétarien, est l'objet d'un plan. Le « Gosplan » et les Commissariats intéressés l'étudient dans ses menus détails avec la collaboration des spécialistes financiers et des diverses organisations du parti. On élabore ainsi le programme de la répartition, — opération peu compliquée étant donné que l'écrasante majorité des éléments à mettre à contribution se trouvent être salariés de l'État. On dresse la liste des ouvriers et autres travailleurs de chaque établissement dans chaque ville ou bourgade, le montant de leurs salaires ou rétributions; on calcule la capacité de paiement des éléments non contrôlables, tels que paysans ayant réussi à conserver des exploitations individuelles, et en général de tous ceux qui ne se trouvent pas à la solde de l'État; on vérifie « à toutes fins utiles » l'état des *sberkasses* (caisses d'épargne) si maigres qu'elles soient, etc., et d'après les renseignements ainsi recueillis on se livre aux calculs nécessaires. Il y aura tant de prélèvements dits « volontaires » sur les salaires des ouvriers, sur les traitements des fonctionnaires, sur les honoraires des savants et des *spets* (spécialistes), sur les « revenus » des kolhoziens, etc. Lors de l'avant-dernier emprunt ce prélèvement se montait au minimum à trois quarts du gain mensuel. Ce taux est maintenu également pour le dernier. La part revenant à chaque ville, à chaque région, à chaque bourg est établi à l'avance.

Le plan de répartition une fois fixé l'*Aquitprop*, organe central de la propagande et de l'agitation, entre en scène pour préparer le terrain en vue du lancement imminent de l'emprunt, et surtout pour tâcher de lui donner, aux yeux de la population de l'U. R. S. S. aussi bien que de l'étranger, un caractère benévole et de masquer son véritable caractère de pression.

Il faut avant tout faire retomber l'initiative même du lance-

ment sur les « travailleurs » eux-mêmes. Une vingtaine de jours avant la date fixée pour ce lancement, la presse commence à « enregistrer » ici et là, dans tout le pays, les « résolutions des travailleurs » sollicitant le gouvernement et le parti de lancer un emprunt pour l'heureux achèvement de la « construction socialiste ». Ces « sollicitations », préparées dans les coulisses, s'inspirent de l'actualité. Ainsi le premier emprunt de l'« industrialisation », qui remonte à 1927, se donnait comme une riposte à l'ultimatum britannique. Les travailleurs invitaient en termes énergiques le gouvernement à permettre aux citoyens de l'U. R. S. S. de contribuer de leurs deniers au développement industriel et technique du pays. Le second emprunt de l'« industrialisation », lancé également à la « demande générale », présentait une « réplique » au « sabotage de Chakhti ». Le troisième, réclamé lui aussi par les travailleurs, devait servir d'avertissement aux « impérialistes ». L'avant-dernier emprunt, à en croire la presse soviétique, fut décrété, lui aussi, à la demande générale et pressante des masses. Le gouvernement n'aurait fait que céder aux instances des travailleurs, comme il l'aurait fait enfin pour le dernier, lancé, paraît-il, sur « l'heureuse initiative » des ouvriers des usines W W 1 et 10 de la ville de Toula.

En même temps l'*Aquitprop* arrête les grandes lignes d'une campagne dont le succès doit assurer le bon placement de l'emprunt. Car, tout brûlants qu'ils soient d'« enthousiasme », les travailleurs soviétiques, évidemment, ont besoin d'être encouragés et de voir préciser ce qu'ils souhaitent si ardemment. La « campagne » a précisément pour objet de surexciter l'enthousiasme et d'apporter tous éclaircissements désirables. « Caractère bénévole de la souscription, oui, c'est entendu, faisait remarquer, à propos de l'emprunt de la quatrième et dernière année du plan quinquennal, l'organe officiel du commissariat compétent, l'*Economitcheskaja Jizn*, mais on ne peut pas laisser aller les choses par *samotiek* (c'est-à-dire, de soi-même, sans direction). » Aussi le gouvernement et le parti, par la voix du Conseil central des Unions professionnelles, proposent-ils aux travailleurs de faire cadeau au gouvernement, à titre de souscription « volontaire », des trois quarts de leurs gains mensuels, — au

minim
destin
ment
Ap
prop
en co
et en
Le
dans
et qui
missi
comm
englo
publi
sûreté
respo
Russi
300 0
milit
Lors
2 680
là de
en vi
les «
camp
D
les c
gand
parti
« Sa
prop
et ri
satio
par
le p
I
mili

(1
(2
enfr

minimum bien entendu. C'est là un avertissement « délicat » destiné à faire connaître aux intéressés le taux du prélèvement à opérer sur leurs salaires ou rétributions.

Après la conception du programme, l'exécution. L'*Aguit-prop* donne les directives aux diverses organisations du parti, en commençant par les présidioms des bureaux régionaux et en finissant par les « cellules » de moindres villages.

Le rôle principal, officiel aussi bien qu'occulte, est tenu dans cette campagne par les organismes créés spécialement et qui portent le nom de *Comsod*, ce qui signifie : « Commission d'aide au crédit d'État et aux caisses d'épargne ». Ces commissions sont composées de telle sorte qu'elles peuvent englober tous les principaux représentants de l'autorité publique, du parti et des services financiers. Pour plus de sûreté dans l'action, les autorités publiques locales *sont tenues responsables* de l'activité des *comsods*. Rien que dans la Russie proprement dite (R. F. S. S. R.) il existe plus de 300 000 *comsods* groupant plus de 1 500 000 propagandistes militants et travailleurs de choc (*oudarniks*) du front financier. Lors de la dernière campagne, 585 000 *comsods* groupant 2 680 000 travailleurs ont été mobilisés (1). On peut juger par là de la puissante activité de ces organes. Chaque rayon, soit en ville, soit en province, est divisé en secteurs et réparti entre les « activistes » *intéressés personnellement* à l'issue de la campagne.

Des cours spéciaux créés auprès des *comsods* préparent les cadres d'instructeurs qui dirigent la propagande. Les propagandistes sont recrutés parmi les multiples organismes du parti : *komsomols*, pionniers, unions professionnelles et « Sans-Dieu ». On n'oublie pas les enfants. Ils organisent leurs propres « quartiers généraux », leurs propres « états-majors » et rivalisent avec les adultes dans la campagne de « mobilisation des ressources » pour l'État. D'habitude, ils débutent par leurs propres familles, encouragés dans cette initiative par le pouvoir bolchévique (2).

Les *comsods* sont en outre secondés par des associations militarisées telles que l'*Ossoaviochime*, l'*Avtodor*, etc., qui

(1) La *Pravda*, du 10 mai 1933.

(2) Les cas ne sont pas rares où les parents sont dénoncés par leurs propres enfants pour n'avoir pas rempli leur devoir envers l'État.

insistent sur la nécessité de l'emprunt au point de vue de la défense du pays, menacé par les « impérialistes » et les « capitalistes ».

Enfin, ils sont contrôlés obstinément par les membres des Comités centraux ou exécutifs de rayon, les agents du fisc, les contrôleurs de l'inspection ouvrière et paysanne et par les représentants de la presse soviétique, ces *rabkors* (correspondants ouvriers) et *selkors* (correspondants paysans) qui, organisés en « brigades », parcourent le pays pour signaler l'« enthousiasme des masses ».

Au cours de la campagne pour l'emprunt de 1932, les populations ahuries ont vu se dérouler devant leurs yeux tout le battage d'une propagande ultra-moderne qui entend rivaliser avec l'Amérique et même la dépasser. Les journaux exhortaient les travailleurs à manifester leur patriotisme prolétarien; les appels ardents des grands chefs, les meetings « grandioses » se succédaient; des tracts, des *aquitlistovkis* étaient lancés par millions. Une multitude d'affiches, de bulletins spéciaux, montraient par des schémas les progrès quotidiens du placement. Des avions lançaient des « papillons »; des tanks et des « tankettes » portaient des chiffres impressionnants; les animaux des Jardins zoologiques étaient affublés de pancartes où on lisait qu'« ils allaient aider les secteurs défaillants »; des trains transportaient des propagandistes qui devaient haranguer la foule dans chaque station; des radios d'information s'entrecroisaient; des ballons sphériques survolaient les *kolhoz* et leur faisaient savoir qu'« en souscrivant à l'emprunt de la quatrième et dernière année du plan quinquennal, ils renforceraient les capacités défensives du pays », autrement dit, sa puissance militaire. Des séances cinématographiques montraient des diagrammes et des statistiques. Ajoutez des courses cyclistes de propagande, des conférences par toutes sortes d'orateurs « improvisés » : ouvriers d'usines, maîtres d'école, étudiants, militaires, etc., montant sur les estrades dressées dans les jardins publics, sur les scènes des théâtres, devant l'écran des cinémas et haranguant la foule, excitant son patriotisme soviétique, etc.

Mais si impressionnantes qu'elles soient, ces manifestations resteraient peut-être sans effets suffisants si l'infortuné « souscripteur volontaire » n'était relancé et traqué individuellement.

L'ART DE DÉTROUSSER LA POPULATION

Au signal donné, les régiments de « propagandistes » se ruent sur le contribuable, le harcèlent, le noient sous une avalanche de « mots d'ordre » et de formules solennelles puisées dans l'arsenal inépuisable de l'Aguitprop. Ils pénètrent partout, dans les usines, les fabriques, les casernes, les kolhoz, chez les particuliers, dans les maisonnettes des gardes-barrières, jusque dans les wagons des trains, comme s'il s'agissait d'un recensement. C'est surtout dans les campagnes que s'exerce cette « propagande en masse ». Formés en « brigades », les agents des comsods envahissent les villages et les kolhoz, pareils à des nuées de sauterelles dévastatrices, faisant la chasse au moujik, le poursuivant jusque dans son travail et, au bout de quelques minutes d'entretien, arrivent, par un copieux « bourrage de crâne », à lui faire partager l'« enthousiasme des masses ».

Pour l'avant-dernier emprunt, dans un seul rayon de la région de Moscou, les villages ont été travaillés par plus de deux cents comsods qui comprenaient vingt-trois brigades féminines. « Plus de mille meetings ont été organisés dans les kolhoz, dans les secteurs et dans les champs. Les kolhoz ayant souscrit à proportion de leur revenu mensuel, ont pris l'engagement d'effectuer le placement parmi les exploitants individuels. Les enfants qui se trouvaient aux champs à côté de leurs parents, ont souscrit chacun pour 5 à 15 roubles (1). »

Dans un autre rayon, dans l'Asie centrale, opéraient des brigades composées d'athées militants (2). Dans la région du Caucase du Nord, travaillaient des brigades de choc dépêchées de Moscou, fortes de deux mille *oudarniks*.

Mais quels sont au juste les procédés employés par ces propagandistes pour « enlever » les souscriptions ?

Tous relèvent plus ou moins du battage et du bluff. Voici par exemple la méthode dite de « l'émulation socialiste ». Dans chaque entreprise, établissement, collectivité, etc., des « instigateurs bénévoles » annoncent à cor et à cri, par leurs propos aussi bien que par la voie de la presse, que leurs

(1) *La Pravda*. — (2) *Pravda Vostoka*.

souscriptions se montent, par rapport à leurs salaires, à des sommes énormes ; et, en même temps, ils invitent leurs collègues, leur entourage à les imiter. Comme « l'invitation » est faite publiquement et qu'elle est *personnelle* (... « et j'invite les camarades Un tel et Un tel... »), la situation du camarade ainsi invité devient très délicate : s'il refuse d'obtempérer, il prend attitude de rébellion à l'égard du pouvoir soviétique, et il reste à la merci d'une dénonciation de son invitant. En règle générale, il s'exécute. Combien de ces « invitations » sont dictées par la jalousie, la haine, le désir de faire une méchante farce. Dans une « invite » publiée par les journaux soviétiques, nous avons trouvé ce propos d'un instigateur zélé : « Moi, Un tel, je souscris pour une somme de tant et j'invite *ma mère* à en faire autant (1). » Comme il devait en vouloir à la pauvre femme !

Incontestablement le système de l'« émulation socialiste » donne des résultats : trop de souscripteurs cèdent à la crainte d'attirer fâcheusement l'attention sur eux. Qu'on en juge par l'exemple du dernier emprunt : des « travailleurs », dont le gain ne dépasse pas 160 roubles par mois, déclarent souscrire pour une somme de 500 roubles, alors que l'imposition « normale » n'est que des trois quarts du gain. De pauvres ouvriers ne gagnant que 73 roubles par mois, surenchérisent « dans un élan d'abnégation prolétarienne » en souscrivant pour 220 roubles ; d'autres, gagnant 80 et 88 roubles, souscrivent pour 240 et 265 roubles. Certains donnent sans hésitation à l'État 400 roubles, bien qu'ils n'en gagnent que 120. Des ouvrières recevant en tout et pour tout 45 roubles par mois, sacrifient 100 roubles en faveur du gouvernement, « défenseur de l'égalité des sexes » (2). Un instituteur qui ne touche ses modestes émoluments que tous les trois et même tous les quatre mois, et qui est chroniquement affamé, trouve le moyen de verser à la caisse de l'État, dans un enthousiasme spontané fort suspect, une somme de beaucoup supérieure à son traitement théorique, sans oublier, — cela va sans dire, — d'exhorter ses collègues de différents rayons à faire preuve du même esprit de sacrifice...

L'activité des propagandistes s'exerce malicieusement aux

(1) Zaria Vostoka. — (2) Pravda Vostoka, Bakinski Rahotchi.

dépens des privilèges, car il y en a en U. R. S. S. Parmi eux citons Maxime Gorki, qui non seulement gagne beaucoup d'argent mais est encore autorisé, — ce qui n'est pas sans surprendre, — à le garder sans être inquiété. Le célèbre écrivain a été souvent harcelé par ses confrères, moins privilégiés, afin de participer aux emprunts. Une vingtaine d'écrivains soviétiques ont été mobilisés pour encourager, — d'ailleurs très respectueusement, — le maître, si bien qu'enfin celui-ci a dû desserrer les cordons de sa bourse et s'acquitter de son devoir envers l'État prolétarien avec 5 000 roubles dépréciés pris sur les 900 000 marks-or qu'il venait de toucher du Gosizdat (Éditions d'État). Les hauts personnages soviétiques, y compris les membres du gouvernement et du Comité central, n'échappent pas aux importunes sollicitations des propagandistes. Les petits employés des administrations sont autorisés et encouragés à agir sur leurs supérieurs et même à donner à leurs « invités » un caractère tantôt de raillerie et tantôt de morale pédantesque.

On n'oublie naturellement pas les *spets* et les techniciens savants largement rétribués. Voici un « académicien » du nouveau régime, « fort heureux de contribuer à l'achèvement de l'œuvre grandiose de la construction socialiste », qui apporte sur l'autel prolétarien sa « modeste obole » de 2 000 roubles et qui invite ses collègues à ne pas oublier leur devoir sacré vis-à-vis de l'État, protecteur des sciences (1). Les *spets* étrangers sont eux aussi mis à contribution et estiment que le mieux est de mettre la main à la poche. Un ingénieur étranger d'une entreprise soviétique n'hésite pas à reconnaître toute « l'importance de l'emprunt lancé » et à souscrire pour 1 000 roubles ; en revanche, afin de n'être pas le seul de sa catégorie à se laisser dépouiller, il invite tous les *spets* étrangers à souscrire « pour une somme qui ne soit pas inférieure à leurs honoraires mensuels » (2).

Ce ne sont pas seulement les individus que l'« émulation socialiste » met en rivalité, mais aussi les collectivités. Les femmes « défient » les hommes ; les hommes « défient » les femmes ; les enfants « défient » les adultes, etc. Une entreprise ayant souscrit pour telle somme « défie » une entreprise ana-

(1) *Izvestia*. — (2) *Pravda Vostoka*.

logue d'une autre région. Même procédé à la campagne : le kolhoz Staline, ayant souscrit à raison de tant de roubles par tête, « défie » le kolhoz Lénine; celui-ci ayant versé une somme plus forte que le précédent « défie » à son tour le kolhoz Kaganovitch, etc.

Un autre procédé pour réchauffer le zèle des souscripteurs, c'est d'évoquer, sous les plus sombres couleurs, le péril du « sabotage » de l'emprunt. Dans toutes les entreprises, dans les usines aussi bien que dans les kolhoz, les éléments actifs, militants des cellules du parti organisent des meetings « grandioses » auxquels sont conviés tous les ouvriers. Des orateurs prononcent des discours pathétiques sur le rôle et la portée de l'emprunt, sans oublier de dire que toutes les tentatives susceptibles de « saboter » l'emprunt doivent être considérées comme des crimes envers l'État prolétarien. Après quoi ils déclarent que le plus sûr moyen pour détruire les effets du sabotage, c'est que chacun s'impose de lourds sacrifices. Des résolutions, préparées d'avance, sont mises aux voix. Le président pose aussitôt la question rituelle qui paraît une véritable plaisanterie si l'on songe que toute liberté d'action et d'opinion a été supprimée par les Soviets : « Y a-t-il quelqu'un qui se déclare contre ? » Naturellement personne ne tient à acquérir le titre de « saboteur de l'emprunt ». Les résolutions sont votées à l'unanimité et les journaux locaux publient la nouvelle que les travailleurs de telle entreprise, de telle usine, etc., « mus par des sentiments très bolchévistes », ont décidé de se priver de leurs salaires pendant un, deux, ou trois mois, afin de permettre à l'État prolétarien de déjouer les manœuvres des « impérialistes ».

Les agents gouvernementaux viennent-ils à constater que dans une entreprise, un rayon, ou une région, la population se trouve en état de verser à l'État plus qu'elle ne veut donner, alors le « plan croisé » entre en scène. Il s'agit d'un surenchérissement dans le zèle civique auquel les propagandistes et les agents du fisc veulent donner le caractère de spontanéité. Par la bouche de compères choisis parmi les zélés du parti, la population de la région, les travailleurs de l'entreprise sont censés déclarer aux autorités : « Vous nous demandez tant, eh bien ! nous vous offrons davantage. » Et les percepteurs ne quitteront la place qu'après avoir complètement dépouillé les malheureux souscripteurs.

Au contraire, l'affaire s'annonce-t-elle mal, les souscripteurs, déjà tondus ou trop avertis, font-ils les récalcitrants, alors interviennent les Comités exécutifs ou centraux régionaux, ou encore l'inspection ouvrière et paysanne. Ces organes, ayant reconnu excessives les suggestions du comsod, et les ayant soumises publiquement à une critique sévère, décident, dans un « esprit libéral », de ramener l'imposition à un taux moins élevé. Les « souscripteurs volontaires » regimberaient-ils encore, on abaisse de nouveau le taux de l'imposition. Bref, on procède par marchandage.

LES ACTES DE PRESSION

Enfin, si toutes ces méthodes de propagande par la persuasion demeurent insuffisantes, on a recours aux grands moyens de pression. Officiellement les autorités soviétiques interdisent d'y recourir. En 1932, un décret du commissariat de la Justice sur le maintien de la « législation révolutionnaire » et qui enjoignait aux autorités de ne pas se livrer à des actes arbitraires à l'égard des citoyens, les condamnait. Mais les actes officiels sont une chose, et la pratique une autre. Et le fisc soviétique n'a nullement renoncé à exercer une pression matérielle sur les souscripteurs « volontaires » à l'enthousiasme trop tiède. Cela est facile dans un pays, où, grâce à un monstrueux développement des monopoles de l'État, le citoyen est livré sans défense possible à cet État.

Le citoyen qui ne veut ou ne peut pas souscrire à un emprunt se voit privé de sa carte d'alimentation, ce qui le réduit à la famine. De telles mesures ont été appliquées non seulement à des récalcitrants complets, mais aussi à des citoyens qui refusaient de dépasser la norme établie, c'est-à-dire les trois quarts de leurs gains mensuels (1). Dans d'autres cas, les coopératives refusaient de leur fournir des *promtovar* (marchandises industrielles). On n'épargnait même pas les *oudarniks* (« travailleurs de choc ») à qui l'on enlevait leurs livrets de faveur; on refusait encore de verser les primes accordées aux ouvriers pour la meilleure exécution du travail.

Mais c'est surtout à la campagne que s'exerce l'arbitraire.

(1) La *Pravda*, du 28 juin 1932.

Les paysans, dans nombre de régions, ont été imposés d'office. Les autorités locales (présidents des soviets villageois) n'hésitaient pas à faire vendre leurs bêtes ou leurs hardes. Certains fonctionnaires zélés se livraient, comme mesure de contrainte, à des voies de fait et autres violences sur la personne des paysans ou les mettaient en état d'arrestation (1). Dans d'autres cas, les autorités faisaient exclure des kolhoz les paysans qui ne pouvaient pas souscrire (2). Dans certaines régions, les autorités villageoises faisaient cesser l'avance des produits manufacturés aux paysans non souscripteurs (3).

Notons que les agents du « parti », les fonctionnaires, les propagandistes préposés au placement d'un emprunt, sont intéressés au succès de leur mission par des primes et des avantages d'ordre divers qui leur sont attribués en cas de réussite; s'ils échouent, au contraire, des sanctions les frappent. Leur zèle par conséquent est ardent et chacun d'eux cherche à inventer les meilleurs moyens de « persuader » le contribuable afin qu'il se prive avec « enthousiasme » de ses ressources au profit de l'État. Les journaux soviétiques citent quelques-uns de ces procédés.

Voici par exemple une scène typique de marchandage entre un président du soviet rural et un paysan pauvre s'obstinant à ne pas souscrire. Le président propose au brave homme d'acquiescer au moins une obligation. L'autre se dérobe, invoquant le manque de ressources. Le président alors lui donne cet avertissement : « Puisque tu te dérobes, je t'ordonne d'avoir à souscrire deux obligations. » Le paysan proteste de nouveau et avec encore plus de raison. L'autre lui fait observer : « Si tu t'obstines, j'ajouterai encore une obligation. » L'entêté continue à assurer qu'il ne peut rien souscrire. Alors le représentant de l'autorité jette sur la table un paquet d'obligations, met dessus une pierre afin que le vent ne les emporte pas, et s'en va tranquillement en jetant au paysan d'un ton significatif : « Que tu les prennes ou que tu ne les prennes pas, cela n'a aucune importance : de toute façon, on t'obligera à payer (4). » Phrase dont le paysan, à moins qu'il ne soit un imbécile, devine le véritable sens : « Gare au Guépéou ! »

(1) *Bakinski Rabotchi* du 11 septembre 1932. — (2) *La Pravda*, du 2 juillet. —

(3) *Bakinski Rabotchi* du 4 août 1932. *Ekonomitcheskaja Jizn* du 15 janvier 1933. —

(4) *Zaria Vostoka*.

Autre méthode employée par un président de section dans une usine. Ses exhortations n'ayant pas eu de succès, il use de ce stratagème « ingénieux » : s'étant muni d'une feuille de papier, il se rend à la section, assemble les ouvriers et leur déclare : « Camarades, le comité central est convoqué pour demain. En qualité d'éléments actifs, vous devez y assister. Inscrivez-vous sur cette feuille. » L'honneur est grand et chacun s'empresse de déférer à la demande. Ayant ainsi réuni les signatures, le reste n'est qu'un jeu : en regard du nom de chaque ouvrier, le président trace quelques chiffres, et voilà la souscription « volontaire » toute prête !

Un autre « camarade responsable » procède d'une façon encore plus simple : devant chaque montant de souscription il ajoute d'office le chiffre 1. Ainsi le souscripteur pour cinquante roubles voit sa part de sacrifice devenir de cent cinquante roubles.

Un secrétaire de cellule a trouvé mieux pour exploiter les futures recrues de l'armée rouge. Il organise une « soirée » au cours de laquelle il doit passer en revue les conscrits et leur faire subir un « examen politique » ; il appelle à tour de rôle chacun des conscrits et, après leur avoir posé diverses questions sur leur état social, situation de famille, etc., il leur demande ensuite d'un air malicieux : « Et l'emprunt d'État ? Où en êtes-vous ? Combien gagnez-vous par mois et pour quelle somme vous êtes-vous inscrit ? » Si le candidat n'a pas souscrit dans une mesure satisfaisante, le secrétaire l'oblige à accroître le chiffre de sa cotisation sous la menace de le faire refuser au moment de son incorporation dans l'armée rouge en tant qu'« élément étranger et indésirable » (1).

L'« ENTHOUSIASME DES MASSES » DIMINUE

Pressurés et détroussés périodiquement, les « travailleurs » ne font-ils jamais entendre de protestations ? Il leur arrive parfois de regimber, et la presse soviétique de s'indigner au moindre signe de résistance. Cette indiscipline s'est manifestée au cours de la campagne pour le placement de l'emprunt de 1932 et, fait curieux, précisément dans les rangs des

(1) Bakinski Rahatchi.

travailleurs régulièrement inscrits au parti communiste.

Un komsomol, invité par les propagandistes à accomplir son devoir civique, répondit avec désinvolture : « Il n'y a que les imbéciles qui souscrivent. » Un ouvrier ayant déjà souscrit pour vingt-cinq roubles était encore harcelé par les agents fiscaux. « Vendez-moi la viande à soixante kopeks, dit-il, et j'augmenterai ma souscription. » Un chef d'équipe, assailli par les percepteurs, leur dit : « Voilà, je souscris pour dix roubles et f... moi la paix », et s'adressant aux ouvriers, il leur cria : « Venez, les gars, souscrivez chacun pour dix roubles et pas plus (1). »

Un détenteur d'obligations de l'emprunt précédent répliqua : « Autorisez-moi à vendre pour trois cents roubles mes obligations du dernier emprunt et je souscrirai pour le nouveau. » On sait que les obligations des emprunts ne sont pas réalisables avant l'échéance.

Au moment où les propagandistes faisaient miroiter aux yeux d'un groupe d'ouvriers la possibilité de gagner les gros lots de l'emprunt, on entendit cette remarque sceptique : « Pas de plaisanteries ; on sait que les gros lots ne sont pas pour les souscripteurs : les numéros qui sortent sont toujours ceux des obligations non placées (2). » Quand, par un hasard exceptionnel, un souscripteur gagne un lot, les difficultés sont accumulées pour l'empêcher d'en bénéficier.

Jusqu'ici les Soviets, grâce à un mélange de « bourrage de crâne » et de pression, ont réussi à placer leurs emprunts intéressants auprès de souscripteurs plus ou moins volontaires. Mais trop est trop. A force d'abuser de la crédulité des « travailleurs », ils risquent de tarir la principale source où ils puisaient les capitaux nécessaires au financement de leur plan quinquennal, de leur propagande en pays étrangers, etc. Les « travailleurs » commencent à s'apercevoir que l'on se moque d'eux : l'emprunt n'est qu'un écrasant impôt, un moyen de les dépouiller du fruit de leur travail pour faire durer l'État soviétique.

★ ★ ★

(1) *Bakinski Rabotchi*, des 22 juin, 17 juillet, 1^{er}, 4 et 25 août. — (2) *Idem*.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

ONDES ET PROJECTILES.

LA GUERRE ET LA PAIX ENTRE DEUX THÉORIES

LES ONDES

Qu'est-ce que la lumière? Quel est ce subtil messager qui nous met en relation immédiate avec ce qui nous entoure et nous a fait découvrir l'univers? Plusieurs fois, dans l'histoire de la science, on a cru le savoir de façon définitive; plusieurs fois la certitude a fait place au doute. Deux grandes théories se sont disputé la faveur des physiciens : l'une, la théorie des ondes, a été poussée très loin dans ses conséquences; l'autre, plus sommaire, assimilait un rayon de lumière à la trajectoire de projectiles ténus lancés par les corps lumineux. Il paraît aujourd'hui certain que chacune de ces théories contenait une part de vérité, et qu'une synthèse des deux, englobant les ondes et les projectiles, la balistique des corpuscules et les phénomènes vibratoires, soit une chose possible. Je voudrais essayer de donner ici une idée du grand mouvement scientifique qui nous conduit à ce résultat inattendu.

La théorie des ondes lumineuses, il y a seulement quarante ans, était en plein épanouissement; personne n'aurait osé émettre le moindre doute sur son aptitude à tout expliquer, et il est certain qu'elle groupait, en un harmonieux ensemble, un nombre immense de faits. Déjà Huyghens, à la fin du ^{xvii}^e siècle, avait développé un embryon de théorie des ondes lumineuses,

et montré le parti que l'on peut en tirer pour expliquer certains faits; mais d'autres phénomènes restaient en dehors, et Newton était fondé à déclarer irrecevable cette théorie encore imparfaite.

Au commencement du XIX^e siècle, avec Thomas Young et avec Fresnel, toutes les difficultés avaient paru s'évanouir. Toutes les particularités de la propagation de la lumière se groupaient autour de la théorie des ondes. Le son contourne les obstacles, tandis que la lumière se propage en ligne droite; Fresnel montre que cela tient à l'extrême ténuité des vagues lumineuses. Pour parcourir un millimètre (avec une merveilleuse rapidité, car elle ferait sept fois le tour de la terre en une seconde si elle pouvait tourner en cercle) elle fait environ deux mille pas; le moindre obstacle arrête ces ondes minuscules. Cependant, en examinant les choses dans le détail, on voit que cette propagation ne peut être rigoureusement rectiligne; les moindres particularités, parfois paradoxales, prévues par la théorie des ondes, se trouvent vérifiées par l'expérience. La complexité de la lumière blanche, une des grandes découvertes de Newton, s'explique par la superposition d'une infinité de vibrations diverses; les *radiations simples* se distinguent les unes des autres par la rapidité plus ou moins grande de la vibration. Enfin, le phénomène de la polarisation de la lumière conduit à l'idée que la vibration lumineuse est transversale par rapport à la direction de la propagation, comme celle d'un fil tendu et frappé en un point, mais en opposition complète avec ce que peut transmettre un fluide comme l'air ou l'eau. Dès 1825, tous ces résultats étaient acquis, et furent bientôt regardés comme hors de toute contestation.

C'est sur ces bases que se développe, tout le long du XIX^e siècle, la science de la lumière rapidement élargie et devenue la science des radiations. La lumière c'est, en principe, ce que notre œil perçoit; comme dans les autres domaines de la physique, ce sont nos sensations qui nous ont d'abord révélé le monde; la physiologie des sensations et la physique pure sont, à l'origine, étroitement confondues. Mais peu à peu les deux sciences se séparent, séparation devenue nécessaire quand il est établi que l'œil nous montre seulement une infime partie de l'ensemble des radiations, décelées par des rétines artificielles moins spécialisées que la nôtre ou spécialisées

autrement. La découverte des rayons X en 1895, celle des ondes électromagnétiques en 1888 achèvent de nous révéler l'immense domaine des radiations, formant un des éléments fondamentaux de l'univers. Et tout cela n'est que vibrations, se propageant à travers l'espace avec la même vitesse de trois cent mille kilomètres par seconde, avec une rapidité de vibrations toujours énorme, mais cependant plus ou moins grande.

L'ÉTHER

C'est là, si l'on avait été sage, qu'il aurait fallu borner la théorie ondulatoire de la lumière : *quelque chose* de périodique, de vibratoire, qui se propage. Mais l'esprit humain n'aime pas l'abstraction ; il lui faut un support à ses pensées ; le verbe *vibrer* demande un sujet. Une vibration se propage. Qu'est-ce qui vibre ? Et qu'est-ce qui propage la vibration de proche en proche, avec une rapidité presque incroyable ? Le sujet du verbe *vibrer* existait depuis longtemps, c'était le substantif *éther*. Car ce rôle grammatical ne pouvait convenir à la *matière*, qui n'est pas nécessaire à la propagation de la lumière, qui ne fait même que la ralentir et la gêner. Entre le Soleil et la Terre il n'y a rien, et cependant la quantité d'énergie que nous envoie le soleil est réellement formidable ; l'éther est là pour la transmettre.

Mais qu'est-ce que ce mystérieux éther ? Les physiciens ne pouvaient pas se contenter d'un mot sans y attacher aucun sens précis ; ils devaient chercher à pénétrer, sinon l'essence, au moins les propriétés de ce qui peut se cacher sous ce mot. Pour définir l'éther, le mot *fluide*, qui accepte volontiers l'épithète *subtil*, était assez tentant ; mais pour les physiciens le mot *fluide* a un sens déplorablement précis. Un fluide c'est l'air, c'est l'eau, c'est un corps qui change de forme sans résister, pourvu que l'on respecte son volume. Un tel fluide propage admirablement les ondes sonores, où chaque tranche comprime la suivante, mais ne peut rien transmettre qui ressemble à l'onde lumineuse telle que nous la connaissons. Si l'éther n'est pas un fluide, et s'il ressemble à un milieu matériel, serait-ce un solide ? Acier ? Caoutchouc ? On a même dit quelque chose comme de la poix ? Mais ce *solide* doit se laisser traverser par les corps sans opposer la moindre résistance.

Finalement, toutes les tentatives faites pour sortir l'éther du domaine purement verbal ont conduit à mettre au monde de véritables monstres, milieux immatériels construits à l'image de la matière, doués des propriétés les plus contradictoires et ne pouvant remplir le rôle qu'on leur assigne.

Sans essayer de *construire* l'éther, qui nous échappe, ne pouvait-on arriver à rendre son existence certaine? Voyez ce qui se passe pour l'air qui nous entoure. Immobile, il nous est nécessaire, mais ne se manifeste pas à nos sens; nous le sentons dès qu'il se déplace ou que nous nous déplaçons rapidement par rapport à lui. Ne pourrait-il en être de même pour l'éther? Notre Terre y roule dans son orbite avec une vitesse de trente kilomètres par seconde; s'il existe un éther immobile, le mouvement de la Terre doit se manifester par un *vent d'éther*, qui doit agir sur la propagation de la lumière, comme le vent agit sur la propagation du son dans l'air. Vingt fois on a essayé de mettre en évidence une telle influence; toujours le résultat a été négatif. La plus parfaite de ces expériences a été celle de Michelson, qui remonte à 1881; l'effet du vent d'éther, qui aurait dû être facilement observable, ne se manifesta pas. La même expérience a été, depuis, répétée bien des fois, en plaine, sur des sommets, en ballon; au grand désappointement des physiciens, l'espoir de manifester le mouvement de la Terre par rapport à un milieu extérieur a toujours été déçu.

Ce fut l'origine de ce grand et beau mouvement d'idées que l'on a désigné sous le nom, un peu vague et trompeur, de *relativité*, que quelques-uns ont regardé comme un mouvement révolutionnaire, voire comme néfaste et dissolvant, et qui cependant n'était qu'un magnifique prolongement d'idées de simple bon sens, — poussées, peut-on dire, jusqu'au paradoxe. On peut bien définir le mouvement relatif de deux corps; le mouvement ou le repos *absolu* par rapport à un éther immobile, par rapport au néant, cela n'a aucun sens. Un éther ayant des propriétés qui ressemblent, si peu que ce soit, à celles d'un milieu élastique, cet éther n'existe pas. Il y a toujours des vibrations; mais le verbe *vibrer* n'a plus de sujet.

LA THÉORIE ÉLECTROMAGNÉTIQUE

L'un des derniers et le plus puissant de ceux qui aient essayé de construire un éther a été l'illustre physicien écossais Clerk Maxwell, qui prit les choses de beaucoup plus haut que ses devanciers. La lumière n'est pas la seule action qui se manifeste à travers l'espace vide ; deux corps électrisés agissent l'un sur l'autre, l'aimant dévie l'aiguille d'une boussole sans que la présence d'aucun milieu matériel soit nécessaire à la propagation de ces actions. Est-il possible de les expliquer par les propriétés d'un *éther*, qui remplirait tout l'espace ? Mais déjà un éther est chargé de transmettre la lumière ; est-il raisonnable d'en imaginer deux ? Ceci pose le problème que Maxwell tente de résoudre : construire un éther dont les propriétés expliquent à la fois la propagation de la lumière et les actions électromagnétiques.

L'échec, une fois de plus, fut complet ; aucun milieu ressemblant aux milieux élastiques que nous connaissons ne peut rendre compte de cet ensemble complexe et divers. Mais de cet échec sortit une des plus belles choses de la physique moderne, la « théorie électromagnétique de la lumière ». La notion d'ondes électromagnétiques nous est aujourd'hui familière ; tout le monde sait qu'elles sont produites dans des usines où l'on utilise toutes les ressources de l'électrotechnique, qu'elles sont émises par des antennes et qu'on les reçoit partout. Vers 1860, à l'époque où Maxwell élaborait sa théorie, rien de tout cela n'existait ; personne n'avait vu se propager une onde électrique, personne n'en avait mesuré la vitesse de propagation. Et cependant, en partant des lois des phénomènes électromagnétiques, connues depuis Coulomb, Ampère et Faraday, Maxwell affirme que de telles ondes doivent exister : il en calcule la vitesse et la trouve justement égale à la vitesse de la lumière. Il affirme alors qu'entre la lumière et l'onde électromagnétique il y a non pas *analogie* mais *identité*. Toutes les radiations, visibles ou invisibles, sont réellement des ondes électromagnétiques, qui ne diffèrent entre elles que par la rapidité plus ou moins grande de leurs vibrations. Quant à l'éther, dépouillé de toute réalité, on l'abandonne au vocabulaire des poètes.

Il fallut du temps pour que les physiciens s'habituaient à cette nouvelle manière d'exprimer les choses. Il semblait même à ceux qui étaient nourris de la théorie des ondes que la théorie électromagnétique n'expliquait rien ; elle noyait l'énigme de la lumière dans l'inconnu de l'électricité. Ce fut seulement après que Hertz eut produit, par des moyens d'une admirable simplicité, des ondes électriques et mesuré leur vitesse, que l'on aperçut réellement la grandeur de l'œuvre de Maxwell ; chose remarquable, elle ne changea presque rien aux habitudes prises. Fresnel et ses successeurs parlaient de vibrations, en attachant à ce mot le sens concret qui s'attache au déplacement d'un milieu matériel. Toute idée de ce genre a disparu ; il y a seulement changement périodique et rapide de l'état électromagnétique dans l'espace ; on peut aussi bien parler de vibrations ou d'oscillations en prenant ces mots comme des métaphores. On parle bien, et tout le monde comprend ce que l'on veut dire, des *oscillations* de la politique ou de l'opinion publique. L'avènement de la théorie électromagnétique ne changea rien à l'expression des lois ; l'œuvre de Fresnel et de ses successeurs n'en fut en rien atteinte. Elle fut, au contraire, complétée et précisée. L'émission de la lumière se trouva rattachée au mouvement des charges électriques, comme celle des ondes électriques se rattache au courant électrique dans l'antenne ; l'influence des champs électromagnétiques sur la propagation de la lumière, dont Faraday avait découvert le premier exemple, cessa d'être une incompréhensible énigme.

L'ATOMISATION DE LA LUMIÈRE

Mais voici que, peu à peu, presque sans bruit, des faits nouveaux venaient introduire dans l'étude de la lumière des idées bien autrement révolutionnaires que celles de Maxwell et d'Einstein. L'atomisme, de plus en plus précis, envahissait progressivement toute la physique. Après la matière, l'électricité se résolvait en atomes ; un corps électrisé contenait réellement un certain nombre d'atomes d'électricité, très petits et très nombreux, mais séparables et dénombrables comme des grains de sable. Et voici qu'à son tour la lumière se révélait comme séparable en grain séparés, en atomes de lumière !

C'est dans ses rapports avec la matière que la lumière se manifestait sous cet aspect nouveau ; il semblait que la matière, totalement *atomisée* dans l'esprit des physiciens, voulût, par une sorte de contagion, imposer son régime à la lumière agissant sur elle ou émise par elle.

C'est d'abord dans la production de la lumière par les corps solides chauffés que cette notion s'est introduite. Tout corps solide chauffé émet de la lumière ; cela se relie à l'agitation rapide des charges électriques que contient tout corps. Mais pour expliquer numériquement les faits, Planck fut obligé d'introduire cette étrange hypothèse que l'émission se fait non pas d'une manière continue mais par petits paquets indivisibles, par *quanta* déterminés. C'était la première tentative d'atomisation de la lumière. Plus tard, d'autres phénomènes allaient conduire à la même nécessité, qui s'accroît encore après la découverte des rayons X, de la même famille ondulatoire que la lumière, mais où l'aspect *atomique* se révèle d'une manière encore plus évidente. L'effet photo-électrique, consistant en atomes d'électricité lancés par les atomes de matière soumis à un rayonnement, évoque invinciblement l'idée qu'il y a non pas effet continu d'une *onde*, mais phénomène de *choc* entre la matière et un projectile qui serait la lumière ; il est presque impossible d'en décrire les lois sans introduire, sous une forme ou sous une autre, le *quantum* de lumière, qui ressemble de bien près à un atome de rayonnement.

Peu à peu, et presque malgré eux, les physiciens atomistes se trouvent pris par cette notion de corpuscule de lumière ; ils s'en servent presque sans oser le dire, sachant bien que l'onde lumineuse reste une réalité, sans laquelle il serait impossible de comprendre et même d'énoncer les lois de l'optique. Un beau jour, il y a moins de dix ans, toute fausse honte disparaît ; le nom de *photon* apparaît pour désigner l'atome de lumière ; à partir de ce moment, les publications scientifiques sont pleines de ce mot nouveau ; on parle du choc d'un *photon* contre un atome de matière ou d'électricité, de son « énergie cinétique » et de sa « quantité de mouvement » ; on applique à ses chocs les règles de la mécanique, sans plus se soucier de l'onde que si la nature vibratoire de la lumière n'avait jamais été reconnue.

Si le mot de *photon* était nouveau, l'idée de la lumière

due à des projectiles était, au contraire, fort ancienne. C'était l'idée de Newton et surtout de ses successeurs, qui s'intitulaient eux-mêmes Newtoniens, disciples moins prudents, comme il arrive souvent, que n'avait été le maître. C'était l'idée de la « théorie de l'émission » qui, semblait-il, avait été définitivement mise hors de combat, au début du siècle dernier, par la théorie des ondes. De fait, cette théorie corpusculaire, jusqu'à l'avènement de l'atomisme, n'avait jamais rien expliqué. Tous les faits les plus évidents de l'optique la contredisaient; elle n'était même pas capable de faire comprendre la constitution complexe de la lumière blanche, mélange de radiations simples en nombre infini, formant une série continue. Imaginer une diversité de projectiles égale à la diversité des radiations simples? Mais celles-ci se succèdent par degrés insensibles; on ne peut leur faire correspondre des objets distincts, si nombreux qu'ils soient. Le succès de la théorie des ondes avait été complet; l'écrasement de la « théorie de l'émission » avait été tel que le nom en était presque oublié.

Aussi l'étonnement fut-il grand, parmi les professionnels de l'optique et des radiations, lorsque l'on vit ressusciter cette théorie corpusculaire, d'abord timidement, puis d'une façon éclatante. Et le plus grave était que les « atomistes » savaient très bien l'impuissance totale de leur théorie à se substituer aux ondes, à coordonner les faits innombrables de l'optique, dont la liaison forme un des plus beaux corps de doctrine de la physique. La situation se trouva, pendant un certain temps, intolérable et presque ridicule; dans le même numéro d'un recueil scientifique on voyait un mémoire où la lumière était traitée comme un ensemble d'ondes électromagnétiques (car il restait impossible de traiter autrement les problèmes de l'optique classique) et un travail d'un « atomiste » où l'on voyait les *photons* briser des atomes et rebondir sur des électrons. Les deux théories paraissant inconciliables, toute unité de doctrine paraissait avoir disparu.

LA MÉCANIQUE ONDULATOIRE

Fallait-il renoncer pour toujours à nous faire une image cohérente de l'un des plus grands phénomènes de la nature, et admettre un partage du domaine scientifique entre deux

théories inconciliables ? Nous devons à M. Louis de Broglie d'apercevoir la possibilité d'échapper à cette triste nécessité. Les deux théories de la lumière ne seraient contradictoires qu'en apparence ; ce n'est pas un humiliant partage qui devrait amener la paix dans le domaine scientifique, c'est une fusion complète des aspects aperçus de deux points de vue différents, dont chacun montre une partie de la vérité. Selon les cas, c'est l'un ou l'autre aspect qui est le plus important, mais les deux éléments, onde et projectile, sont toujours présents. Il n'y a pas d'onde sans quelque chose qui joue le rôle d'un projectile, que l'optique ondulatoire avait négligé, et que les atomistes avaient bien vu, en négligeant l'onde : et il n'y a pas de mouvement d'un corps sans production d'un phénomène ondulatoire, dont la nature nous échappe, mais qui est.

Dans la mécanique classique, où l'on étudie des masses relativement grandes (fût-ce un milligramme, ce qui est immense à l'échelle atomique) avec des vitesses faibles (fût-ce celle d'un obus, vitesse dérisoire par rapport à celle de la lumière), le côté *ondulatoire* du phénomène est complètement insensible. Il se révèle surtout dans les mouvements rapides de l'atome d'électricité, de l'*électron* dont la masse est la plus petite que l'on puisse isoler. Une belle découverte, prévue par Louis de Broglie et confirmée par l'expérience, est venue mettre en évidence ce caractère ondulatoire de la charge électrique en mouvement. L'électron lancé, image parfaite, semblait-il, du rayon corpusculaire, peut subir sur des cristaux une réflexion régulière comme le fait une onde ; les atomistes avaient essayé d'*atomiser* la lumière ; nous venons de voir *onduler* le projectile.

Tout un corps de doctrine, presque une science nouvelle, est en train de se former autour des idées de Louis de Broglie ; c'est dans la mécanique interne de l'atome qu'elle trouve ses plus grands succès. L'atome est formé de charges électriques en mouvement ; la mécanique classique avait été incapable d'asservir ces mouvements à ses lois. Il en est résulté, pendant des années, une étrange anarchie, à laquelle on avait fini presque par s'habituer, mais qui n'en était pas moins singulièrement incommode pour les esprits épris de logique. Après avoir appliqué strictement des principes solides, et arrivant à des impossibilités, on était obligé de dire,

comme dans certaines lois humaines : « par dérogation spéciale, tel article de loi cessera d'être applicable dans tel cas ». Cela peut servir à éviter des catastrophes, mais n'est pas d'une très bonne méthode scientifique lorsque la « dérogation » n'est justifiée par aucune bonne raison. La mécanique ondulatoire explique l'échec et rétablit les choses : on avait oublié l'onde associée à ces mouvements intra-atomiques. Ce ne sont pas les lois de la mécanique qu'il fallait appliquer, mais celles de la propagation des ondes ; toute « dérogation » est abolie.

Ainsi, les ondes sont partout ; à tout mouvement s'associe mystérieusement une onde ; la mécanique est annexée à une sorte d'optique ondulatoire généralisée. Mais qu'est-ce qui ondule ? Et comment ? Ici, silence complet. Quelle réalité se cache sous cette *vibration*, qui ne peut être prise que comme une métaphore pour dire que *quelque chose* varie périodiquement ? Que nous voilà loin des *vibrations de l'éther*, qui servaient de support aux idées de Fresnel et de ses successeurs ! L'onde de Louis de Broglie, associée à tout mouvement, reste mystérieuse, vide de toute image concrète ; les équations qui la représentent contiennent des symboles, que l'on traite suivant les règles de l'algèbre, mais qui ne représentent rien de tangible. Les cadres rigides, si solides en apparence, qui contenaient la science d'il y a cinquante ans, se sont trouvés trop étroits pour contenir tous les faits ; les nouveaux cadres sont bien autrement larges, mais il a fallu renoncer à leur donner des contours précis. Il faut renoncer, probablement pour toujours, à imaginer des *ressorts cachés* qui régleraient l'Univers, à peu près comme l'on imaginerait le mécanisme d'une horloge que l'on ne saurait pas démonter ; ces mécanismes imaginaires, au fond un peu enfantins, se sont tous brisés.

Tout regret serait vain ; les nouvelles théories ont conduit à d'importantes découvertes, même dans le domaine purement expérimental, en suggérant des recherches de laboratoire que personne n'aurait songé à entreprendre. Admirons la hardiesse de la construction, l'importance des liens qu'elle établit entre choses qui nous paraissaient entièrement irréductibles les unes aux autres, enfin la beauté des résultats tangibles suggérés par de pures formules mathématiques.

CHARLES FABRY.

QUINZE JOURS A VIENNE

LE CONFLIT AUSTRO-ALLEMAND

Le train qui m'emmène en Autriche par la Suisse est beaucoup plus rempli que d'ordinaire. Depuis le règne de l'hitlérisme en Allemagne, de nombreux voyageurs évitent la traversée du Reich et plusieurs de mes compagnons de route vont à Prague par l'Arlberg, ce qui leur impose un long détour. C'est qu'aux peuples de l'Europe centrale le national-socialisme apparaît avec une figure singulièrement plus menaçante qu'à ceux des pays occidentaux, vis-à-vis desquels Hitler se croit tenu à une certaine prudence diplomatique. Pour l'instant, c'est en agissant violemment contre les États les plus faibles, fussent-ils germaniques, qu'Hitler tente de remporter les succès extérieurs qu'il avait promis aux masses.

Aussi s'en prend-il à l'Autriche qui a protesté contre l'intrusion des autorités du troisième Reich dans ses affaires intérieures. M. Frank, ministre bavarois, et un de ses collègues, sont venus récemment à Vienne, après avoir prononcé un discours sommant le gouvernement Dollfuss de se retirer, et avec l'intention avouée d'encourager l'opposition des nazis autrichiens. Ils s'imaginaient que, grâce à ces procédés d'intimidation, ils triompheraient aussi facilement qu'à Munich, du docteur Held. Mais, en homme énergique, fort de la volonté de la majorité de ses compatriotes qui se refusaient à subir le *Diktat* de Berlin, le docteur Dollfuss a relevé l'inconvenance

de la visite de M. Frank. Dans la réunion privée des nationaux-socialistes viennois, où celui-ci prit la parole, le commissaire de police n'hésita pas à l'interrompre dès qu'il se mêla des affaires intérieures de l'Autriche et parla de l'oppression que subissaient ses amis politiques dans ce pays.

Les ministres bavarois repartirent, ulcérés de ce séjour, où, — selon les termes mêmes employés pour les accueillir, — leur sécurité fut parfaitement assurée, quoique leur visite n'eût pas été considérée comme bienvenue. Leur manque de tact méritait cette leçon, mais depuis, Hitler, loin de les désavouer, les soutient et donne à l'affaire l'allure d'un véritable conflit entre deux pays, puisqu'on annonce aujourd'hui qu'à partir du 1^{er} juin les Allemands désireux de se rendre en touristes en Autriche devront acquitter une taxe de 1 000 marks et que ceux qui y entreraient par une voie détournée seront passibles d'une amende de 1 000 marks.

Pratiquement il s'agit de ruiner les stations autrichiennes de tourisme, dont la clientèle est en grande partie allemande. Sans s'inquiéter des souffrances qu'on fera ainsi supporter au pays « frère », à la terre natale du « Führer », on espère, à Berlin, grâce à cette pression, amener à capitulation le gouvernement de Vienne et l'obliger à céder la place à une dictature hitlérienne.

Pour atteindre ce but on compte sur les nationaux-socialistes autrichiens, avant tout dévoués au parti et qui approuvent toutes ses violences, y compris celles qu'il fait à leur pays. Aujourd'hui même un exemple inattendu m'en est donné à la gare d'Innsbruck où le court arrêt de notre train coïncide avec celui du Berlin-Rome dans lequel se trouve M. Gœbbels, ministre de la propagande du Reich. De vigoureux *heil* sont poussés en son honneur par un petit groupe de ses partisans qui a pu pénétrer sur le quai. Des saluts fascistes s'échangent ; les nationaux-socialistes autrichiens oublient que ce geste est imité d'un pays qui a annexé le Tyrol du sud et qu'il s'adresse au ministre d'un gouvernement qui cherche en ce moment même à ruiner le Tyrol du nord.

On comprend, devant de tels faits, que les journaux chrétiens-sociaux qualifient de haute trahison l'attitude des hitlériens d'Autriche.

Mercredi 31 mai.

Vienne a accueilli les événements avec un parfait sang-froid qui doit quelque peu décevoir les hitlériens ; ceux-ci s'attendaient à ce que l'opinion fût affolée par leurs mesures. Seule l'Université, où les nationaux-socialistes sont très nombreux, parmi les professeurs aussi bien que parmi les élèves, a été très agitée dans ces derniers temps. Mais actuellement elle est provisoirement fermée à la suite des bagarres provoquées par les nazis à la fête de l'association des étudiants catholiques que devait présider le chancelier et à laquelle, devant le tapage, il jugea plus digne de ne pas assister.

Quant à l'opinion moyenne, si elle est sans doute un peu inquiète de voir le pays s'engager, après tant d'épreuves depuis la catastrophe de 1918, dans un conflit économique avec son puissant voisin, elle est révoltée des procédés d'intimidation appliqués par le gouvernement de Berlin ; à l'exception des journaux nationaux-socialistes, toute la presse approuve les mesures de représailles modérées qui viennent d'être adoptées ici. La principale est de refuser dorénavant, pour les importations d'Allemagne, toutes les demandes de devises qui dépasseraient la valeur des exportations. Comme le bilan de la balance commerciale entre les deux pays était jusqu'à présent très favorable au Reich, celui-ci sera forcément touché par une telle mesure. Certains journaux prétendent même qu'il le sera plus que l'Autriche ne sera atteinte de la non-venue des touristes allemands, ceux-ci ne dépensant que le quart environ des sommes que valait à leur pays son excédent d'importations.

Quoi qu'il en soit, on a l'impression d'entrer dans une période de conflit où les adversaires sont encore loin d'avoir utilisé toutes leurs armes. Du côté autrichien, l'accentuation de la lutte intérieure contre le national-socialisme est notamment une autre forme de réponse aux agressions d'Hitler. Dès maintenant des perquisitions ont été opérées aux différents sièges du parti où les armes ont été saisies, mais on n'a pas encore pris la décision, dont il est fort question, d'interdire complètement le mouvement.

Toutefois on se demande de bien des côtés si l'opinion résistera à la longue à une pression économique qui atteindra

très durement l'industrie touristique et tout spécialement le Tyrol, le Vorarlberg et Salzbourg. Aussi certains prétendent-ils qu'il faudra forcément arriver à un compromis et que si M. Dollfuss s'y refuse, ce sera la tâche de son successeur.

Personne ne pourrait mieux nous éclairer sur la possibilité d'un tel compromis que le chef du parti chrétien-social, l'ancien chancelier et actuel ministre de la Guerre, le général Vaugoin.

Jeudi 1^{er} juin.

Descendant d'un militaire français des armées impériales, qui s'était fixé en Autriche, M. Vaugoin est réputé pour son énergie. Ministre de la Guerre, ou plus exactement « de l'armée », depuis plus de dix ans, il a complètement réorganisé cette armée où les socialistes avaient supprimé toute discipline, même extérieure, puisque les soldats étaient dispensés de saluer les officiers. Tout cela changea quand M. Vaugoin, récemment promu au grade de général en reconnaissance de ses services, prit la direction des affaires militaires, et aujourd'hui tout le monde s'accorde à reconnaître les qualités de la nouvelle petite armée autrichienne.

En dehors de cette résurrection matérielle, M. Vaugoin en a poursuivi une spirituelle. Dans ses discours comme dans ses actes, il a sans doute été le premier ministre qui ait fait appel au patriotisme autrichien. Il n'a jamais hésité à affirmer la volonté de l'Autriche de ne pas devenir une colonie du Reich.

Aussi, quand je lui demande ce qu'il pense de l'éventualité, évoquée par les nationaux-socialistes, d'une coalition entre les chrétiens-sociaux et eux, M. Vaugoin me répond d'une façon catégorique :

— C'est chose impossible, pour des raisons de politique aussi bien intérieure qu'extérieure ; en outre, l'attitude qu'ont eue jusqu'à présent les nationaux-socialistes fait que la question est toute tranchée.

Je demande alors à M. Vaugoin si le gouvernement est satisfait des résultats moraux de ses efforts patriotiques et si les adhésions au « front autrichien » récemment créé au-dessus des partis sont nombreux.

— Certainement, me répond le ministre ; nous sommes exceptionnellement satisfaits de l'accueil fait à notre action dans la population. Les quelques grandes manifestations qui

ont eu lieu depuis qu'elle est engagée ont montré que plusieurs dizaines de milliers de citoyens se sont enthousiasmés pour le patriotisme autrichien et comprennent de mieux en mieux les mesures du gouvernement, si bien que le front patriotique déborde largement des cadres des partis majoritaires et groupe des millions de personnes. Un énorme afflux d'adhérents se dirige vers ce « front patriotique » qui n'a été fondé que tout récemment. Non seulement des partis entiers et de grandes corporations s'y joignent, mais les adhésions individuelles, — parmi lesquelles on compte celles d'anciens adversaires des partis au pouvoir, — sont également si importantes que, par moments, il faut arrêter les inscriptions pour mettre de l'ordre dans les listes.

« Tout d'abord, continue M. Vaugoin, le mouvement hitlérien d'Autriche avait reçu une vive impulsion du succès des nationaux-socialistes allemands. Mais la conduite des nazis autrichiens, les méthodes qu'ils ont employées et qui choquent notre esprit civilisé, de même que les mesures prises par le gouvernement ont amené le mouvement au point mort et même, en certains endroits, ont déterminé son recul.

« Quant aux souffrances que risque de causer à une partie de la population le boycottage, nous espérons y remédier, en dehors des mesures déjà prises par le gouvernement, en attirant des touristes d'autres pays. Une grande propagande est entreprise à cet effet et semble promise à un plein succès. »

Avant de quitter M. Vaugoin, qui se montre fort optimiste quant au conflit avec le Reich, je me permets de lui demander si, d'une façon générale, il croit que l'Autriche actuelle est susceptible d'un avenir digne de son passé et de ses glorieuses traditions.

« Le peuple autrichien, me répond-il, s'appuyant sur son histoire et sur sa population si vigoureuse, ne se laissera pas abattre. L'Autriche restera debout et déploiera toute son activité pour obtenir une amélioration de sa situation économique. Elle travaillera par tous les moyens à assurer sa reconstruction et son avenir. »

Vendredi 2 juin.

Le désarroi causé, dans les classes moyennes surtout, par les souffrances matérielles et la crainte que le pays n'étouffe

maintenant dans d'étroites barrières douanières, expliquent le succès de l'hitlérisme auprès de certains Autrichiens. Rien n'est cependant plus contraire à leur tradition que les excès des nazis et que la doctrine raciste elle-même. A l'heure actuelle encore, c'est l'honneur de Vienne d'accueillir et de traiter avec un grand libéralisme les sujets de l'ancien empire qui appartiennent aux races les plus diverses et font souvent partie de l'un ou de l'autre des divers États héritiers de la double monarchie. C'est même là une des raisons du peu de considération qu'Hitler a toujours témoigné à son pays natal et principalement à sa capitale. Le journal légitimiste *der Oesterreicher* a très judicieusement rappelé ces jours derniers aux Viennois ce qu'Hitler pensait de leur noble ville qui a toujours été un si grand foyer de civilisation.

Dans son livre, *Mon combat*, il a exprimé son opinion d'avant guerre : « Ce conglomérat de races qui existait dans la capitale de l'empire m'était antipathique; antipathique m'était tout ce mélange de peuples, de Tchèques, de Polonais, de Hongrois, de Ruthènes, de Serbes, de Croates; etc... parmi lesquels on retrouvait, comme l'éternel champignon vénéneux de l'humanité, des Juifs et toujours des Juifs,

« La ville gigantesque m'apparaissait comme l'incarnation de la honte du mélange des sangs. »

Après la guerre l'opinion d'Hitler est restée tout aussi hostile; il l'a ainsi exprimée le 6 février 1932 dans une interview à la *Stampa* :

« Vienne me fait l'effet d'une trop grosse tête qui aurait déjà été ramenée à des dimensions plus modestes par une opération chirurgicale, mais qui devra encore être diminuée bien davantage. Il y a des centaines de milliers de gens qui restent sur les bords du Danube et qui feraient mieux d'émigrer.

« Je ne considère pas les Viennois comme de bons Allemands; je doute de la sincérité du mouvement en faveur de l'Anschluss, qui est presque toujours repris par les Autrichiens quand ils ont précisément besoin d'un nouvel et prochain emprunt. »

On peut s'étonner après de telles déclarations qu'il y ait des Viennois hitlériens. Il y en a cependant, mais c'est surtout dans certaines provinces, telles que la Styrie ou le Tyrol, que le mouvement a pris une grande envergure. Ses partisans

estiment que si des élections avaient lieu ils obtiendraient 40 pour 100 des suffrages. Sans doute ce chiffre est-il exagéré ; et, sauf à Innsbruck, il ne correspond pas aux résultats des rares élections partielles qui ont eu lieu récemment. Il n'en reste pas moins que le « socialisme brun », comme l'appellent les partisans du gouvernement, a des adeptes nombreux et surtout très violents. Quoique leur succès semble de moins en moins probable, il est intéressant de se rendre compte de leur état d'esprit et c'est pourquoi je m'efforce de faire parler certains d'entre eux. Naturellement tous se plaignent d'abord de ce qu'ils appellent la trahison du gouvernement vis-à-vis de la cause allemande. Or, s'il est difficile à des Français de juger le bien fondé d'un tel reproche, il semble cependant que la réponse faite ces derniers jours par M. Schuschnig, ministre de la Justice, soit péremptoire : « L'Autriche a fait bien plus pour l'expansion de la véritable culture allemande que la Prusse ; aujourd'hui encore, en maintenant un foyer indépendant de civilisation germanique en dehors de l'Allemagne prussianisée et caporalisée, le gouvernement de Vienne rend un véritable service à la cause bien comprise du germanisme, qu'il ne faut pas confondre avec celle de l'unitarisme voulu à Berlin. »

Mais le germanisme ainsi compris n'est pas celui des nazis autrichiens. D'autre part ils reprochent au gouvernement de ne pas engager la lutte contre les Israélites qui, déjà nombreux avant 1914, sont venus en grand nombre de Galicie lors de l'invasion russe et occupent de nombreuses situations libérales. Enfin on accuse le gouvernement, — surtout parmi les jeunes gens, — de ne pas mener assez vigoureusement la lutte contre le socialisme et ses lois qui, à l'heure actuelle, pèsent encore si lourdement sur la vie économique de Vienne. Reproche un peu inattendu quand on sait que les socialistes ont tout fait pour rendre l'existence intenable au gouvernement Dollfuss contre lequel ils se sont alliés aux nazis dans les conseils provinciaux. Ils viennent seulement de renoncer à une tactique aussi dangereuse devant la perspective du sort qu'ils attendait au cas de l'instauration d'un régime hitlérien.

Ils avaient même cherché à soulever l'opinion des pays occidentaux contre la prétendue dictature établie à Vienne en mars dernier. Certes, depuis cette époque, le Parlement n'a

plus été convoqué, mais sans pour cela que le régime sous lequel vit le pays ait sensiblement changé. S'il a fallu provisoirement renoncer au système parlementaire, bien que le gouvernement ait eu une petite majorité à la Chambre, c'est que l'obstruction faite par les socialistes et les pangermanistes rendait impossible l'aboutissement d'aucune réforme. Le président socialiste, M. Renner, et les deux vice-présidents ayant accru les difficultés en démissionnant pour un motif futile, le gouvernement se décida à mettre le Parlement en vacances.

Dans les milieux de gauche, on réclama d'abord des élections immédiates et on intervint à Paris pour qu'on fasse de ces élections la condition indispensable de l'emprunt. Mais cela aurait été folie dans les circonstances présentes et n'aurait abouti qu'à la formation d'une Chambre sans majorité et divisée en fractions; de l'avis général elle se serait composée par tiers, de nazis, de socialistes et de chrétiens-sociaux auxquels se seraient ajoutés quelques représentants des *Heimwehren*. Quant à l'idée émise parfois à l'étranger d'une coalition rouge et noire, c'est-à-dire des marxistes et des cléricaux, elle est impossible pour bien des raisons. Si les chefs du parti chrétien-social se résolvaient à une telle décision, une grande fraction de leurs troupes et tous leurs alliés des *heimwehren*, qui sont le plus solide soutien de l'Autriche indépendante, les abandonneraient. D'ailleurs le socialisme est en pleine décroissance à Vienne comme dans les autres centres de l'Europe centrale et personne n'a envie de s'attacher à lui.

Aussi n'est-il pas question d'un accord et le gouvernement travaille-t-il, au contraire, à élaborer une nouvelle constitution dégagée des principes marxistes et des formules démagogiques qui avaient triomphé en 1918. On ne sait pas encore grand chose de cette constitution qui sera, sans doute, terminée à l'automne et dont le chancelier a déclaré qu'elle réserverait « une place spéciale aux intérêts corporatifs ». En tout cas, elle affirmera la tendance de la réforme réalisée il y a trois ans en vue du renforcement du principe d'autorité et de la diminution de l'emprise des partis sur la vie nationale.

Socialistes et hitlériens ont même accusé à diverses reprises le gouvernement, dans leurs journaux, de préparer en fait, par son action en faveur d'un État autrichien indépendant et fort, la restauration des Habsbourg. Rien n'est plus faux si

on considère la politique actuelle du chancelier Dollfuss qui n'a jamais donné le moindre encouragement au légitimisme. Seuls son patriotisme et les événements l'ont amené à prendre une attitude résolue en face des socialismes brun et rouge sans pour cela qu'il ait mis en cause la question de régime. Mais l'Autriche étant la création des Habsbourg, il est naturel que le réveil de l'idée autrichienne donne une nouvelle impulsion au mouvement légitimiste.

Jeudi 8 juin.

Les péripéties du conflit avec le gouvernement allemand et le national-socialisme accaparent l'opinion publique. En face de Salzbourg les autorités du Reich, dépassant les ordres officiels de Berlin, ont interdit tout passage d'Autrichiens n'appartenant pas au parti nazi. Or le tracé de la frontière est tel qu'il faut, pour se rendre de Salzbourg à certains villages du Tyrol, faire un détour de cent kilomètres si on ne passe pas par le territoire allemand. C'est donc un véritable problème de corridor qu'ont posé là les nazis bavarois. Toutefois comme les Autrichiens, loin de s'affoler de cette vexation, ont simplement arrêté tout le trafic en ce point de la frontière, les Bavarois annoncent qu'ils vont remettre les choses en l'état où elles se trouvaient auparavant.

Quant aux mesures prises contre le mouvement national-socialiste à l'intérieur du pays, elles ont surtout pour but d'épurer l'armée et l'administration et de la débarrasser de ces ennemis de l'État. On apprend aujourd'hui que les listes des militaires affiliés au parti ont été saisies. Ils sont moins nombreux qu'on ne le craignait et il n'y a pas d'officiers parmi eux, ce qui montre que M. Vaugoin a bien l'armée en mains.

L'idée autrichienne est d'ailleurs de plus en plus populaire. Ce soir même, je l'entends acclamer dans une réunion du parti chrétien-social où parle le chancelier. La salle est comble. A l'intérieur, des membres de la Heimwehr en uniforme montent la garde et cela contribue à l'aspect patriotique de la réunion. Quand M. Dollfuss se lève, une ovation formidable éclate et, aussitôt, cet orateur, d'apparence frêle, parle avec une énergie et une autorité qui révèlent un véritable homme d'État. Il résume l'œuvre d'assainissement poursuivie par lui, œuvre qui a réussi le prodige d'équilibrer en des temps si

difficiles le budget de cette Autriche dont l'économie est si fragile. Pour l'avenir, il annonce son intention de poursuivre ce redressement économique en n'hésitant pas plus à lutter contre les méfaits du marxisme que contre ceux de l'hittérisme. La soirée se termine sur l'hymne autrichien que l'assistance chante debout.

Lundi 12 juin.

Hier, pour la première fois, les militaires ont porté de nouveau l'ancienne tenue autrichienne qui vient de leur être rendue. Depuis 1919, en effet, on y avait substitué les uniformes et les insignes de la Reichswehr allemande. Aussi la mesure a-t-elle un sens politique et le bon accueil qu'elle a reçu de la population est-il un heureux indice de son état d'esprit.

Ce matin Vienne a un réveil pénible : les nationaux-socialistes n'ont pas pu supporter le calme dans lequel se déroulaient les événements et ont commencé à craindre que le gouvernement ne vienne à bout de toutes leurs combinaisons. Alors ils ont recours à un nouveau procédé d'intimidation : le terrorisme. Avec indignation on apprend que des bombes ont éclaté en divers points de la ville, tandis que le chef des Heimwehren du Tyrol, M. Steidl, était blessé à coups de revolver et qu'un autre attentat avait échoué contre le gouverneur de Styrie, M. Rintelen. D'autre part, les étudiants nazis manifestent sur le Ring et provoquent des bagarres assez sérieuses.

Cette fois on sent l'opinion assez émue et inquiète de l'avenir. Des groupes se forment devant les marchands de journaux et discutent des répercussions éventuelles d'une pareille situation. Chacun se demande si l'Europe occidentale est prête à soutenir l'Autriche jusqu'au bout.

Mardi 13 juin.

Toutefois l'effet produit est le contraire de celui qu'escomptait la psychologie trop simpliste des nazis. Le gouvernement et ses partisans ne se laissent pas démonter par ces actes de terrorisme qui, par leur caractère révoltant, renforcent la volonté de résistance de la population. Ce soir a lieu à Vienne une manifestation aussi significative qu'imposante. C'est une

grande réunion patriotique organisée par les Heimwehren dans la plus grande salle de concerts de la ville. A l'entrée, les sections en tenue forment une magnifique garde d'honneur que le prince Stahremberg, leur chef fédéral, précédé de son étendard, passe en revue. La salle est comble et très brillante; à côté du ministre de la Guerre et de nombreux officiers, on aperçoit de nombreux représentants de la vieille aristocratie impériale. En dehors des discours, le programme de la fête comprend une partie musicale, qui se compose surtout de marches militaires de l'ancienne Autriche, parmi lesquelles celle du prince Eugène, dont on a mis à profit le second centenaire pour rappeler aux Autrichiens quelques pages brillantes de leur histoire.

Les souvenirs de l'Empire et de sa lutte contre les Turcs pour la défense de la civilisation sont également évoqués par les deux orateurs, le major Fey, ministre de la Sûreté, et le prince Stahremberg, qui s'élèvent avec force contre les hitlériens. Ils annoncent leur intention de venir à bout des tentatives de désordre exécutées par des agents de l'étranger, comme ils sont venus à bout de la menace rouge qui, voilà quelques années, pesait sur Vienne. Vis-à-vis de la Prusse ils n'hésitent pas à rappeler les souvenirs de 1866 et spirituellement le prince Stahremberg déclare que « les Autrichiens n'ont pas de leçon de germanisme à recevoir de ces gens des environs de Berlin, qui, il y a deux cents ans, parlaient encore des dialectes slaves ».

Dimanche 18 juin.

Pendant toute la semaine, les nationaux-socialistes ont organisé des manifestations violentes et ont prétendu les justifier par le patriotisme. En dehors de la continuation des actes de terrorisme, l'arrestation de l'attaché de presse autrichien à Berlin, en représailles de l'arrestation de l'agitateur Habitch, député au Reichstag, que le gouvernement de Berlin avait prétendu nommer dans la même fonction à Vienne, mais qui n'y avait jamais été agréé, a encore accru la tension entre les deux États. Cet acte contraire aux droits des gens a fort heureusement révolté la majeure partie de l'opinion autrichienne.

Le chancelier Dollfuss rentré hier de Londres veut bien

me donner pour la *Revue* une déclaration dans laquelle il affirme la volonté de vivre de son pays.

— Je n'ai pas cherché, me dit-il, le conflit avec l'Allemagne que je suis même le premier à déplorer. Mais nous ne pouvions accepter l'immixtion des gouvernants du Reich dans nos affaires intérieures. Que dirait-on à Berlin si nous nous permettions en cette matière le quart seulement de ce qui a été fait chez nous? Quel État accepterait que les représentants d'un pays voisin viennent officiellement chez lui pour encourager les partis d'opposition à une véritable rébellion contre les autorités? Subir une telle action, et agréer, notamment, comme attaché à la Légation, un agitateur comme M. Habitch, eût équivalu à une renonciation complète de notre indépendance.

« Cette renonciation, nous ne saurions l'admettre, car notre pays a un patrimoine culturel à défendre et son glorieux passé lui fait un devoir de ne pas abandonner son rôle traditionnel en Europe centrale. Notre situation actuelle est certes difficile et l'Autriche a besoin de l'Europe pour sauvegarder son indépendance, mais je suis certain que l'Europe a également besoin de l'indépendance autrichienne. »

Celle-ci s'impose en effet, et le chancelier rapporte, de Londres comme de Paris, l'impression que les grandes Puissances occidentales en ont compris la nécessité. Seul le maintien de cette indépendance peut épargner aux peuples de la vallée du Danube l'hégémonie prussienne et leur permettre de garder leur originalité tout en étant largement ouverts aux influences de la civilisation occidentale. Souhaitons que la courageuse attitude de M. Dollfuss et de ses collaborateurs soit encouragée. Le patriotisme autrichien, qui connaît un réveil inespéré, a besoin de sentir le pays soutenu matériellement et surtout moralement pour affermir sa confiance dans un avenir meilleur. L'échec de M. Dollfuss serait bientôt suivi de la disparition totale de l'Autriche et c'est pourquoi il faut tout faire pour éviter la réalisation, d'ailleurs improbable, d'une telle éventualité.

ANDRÉ NICOLAS.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

UN ROMANCIER ANGLAIS

M. CHARLES MORGAN ⁽¹⁾

C'est à Athènes, dans le jardin de M. Andréadès, que j'eus le plaisir de rencontrer M. Charles Morgan. Il avait alors trente-six ans et n'en a pas encore quarante. Il venait de remporter avec *Premier amour*, ce joli livre appelé depuis le *Portrait dans un miroir*, le prix Fémina-Vie heureuse et, après avoir assisté aux fêtes de Delphes, s'apprêtait à partir pour Rhodes afin de se mettre en vacances. Je vis un grand jeune homme à courte moustache noisette, aux yeux gais, mais baignés pourtant de rêverie et de tendresse, un visage osseux, aux traits fins et, dans toute son apparence, ayant quelque chose à la fois de robuste et de décidé, de secret et de frémissant. Plus tard, je le reconnus sans peine à la première page de son premier livre, en lisant ce qu'il écrit de son héros John Lynwood : « La fierté de l'enfant et la modestie qui résulte de l'empreinte de la discipline, l'amour de l'indépendance et l'habitude de la contrainte, l'horreur de la méchanceté et une connaissance précoce de ce qu'elle a de plus raffiné, lui composaient une physionomie complexe, qui eût donné à une femme sensible des sujets de craindre pour lui. Elle aurait vu sans doute que ce garçon était physiquement résistant ; mais

(1) Charles Langbridge Morgan, *The Gunroom*, Londres, A. and C. Black édit., 1919. — *My name is Legion*, Londres, Heinemann, 1925. — *Portrait in a Mirror*, Londres, MacMillan, 1929 ; trad. franç. de J. G. Delamain, Paris, Stock, 1932. — *The Fountain*, Londres, MacMillan, 1932.

elle aurait observé avec inquiétude sur ses lèvres et dans ses yeux les indices d'une imagination qui le ferait souffrir, et qui devait prêter une saillie dangereuse aux impressions de laideur comme à celles de la beauté. » Ces lignes qui décrivent un enfant de dix-huit ans étaient encore, quand je le vis, le portrait de l'auteur.

Son prix le mettait en vedette et faisait de lui le Benjamin des lettres anglaises, avec M. Aldous Huxley. Chargé du feuilleton dramatique du *Times*, c'est pour ce grand journal qu'il allait rendre compte des représentations d'Eschyle organisées sur le théâtre du vieil oracle de la Pythie par M. et M^{me} Sikelianos. J'ai toujours eu beaucoup de respect pour le *Times*. Il nous fut facile de parler de nos amis communs. Nous trouvâmes bientôt d'autres terrains d'entente. La conversation tomba sur George Moore, qui était en train justement d'achever son roman grec, *Aphrodite à Aulis* : M. Charles Morgan était chargé par le vieux maître d'écrire sa biographie. J'admirais que dans Athènes un jeune homme si cultivé eût hâte de tourner le dos à l'Acropole pour aller mener sur un rocher une vie de bains de mer et de soleil : absence de pédantisme qui donne au caractère anglais un charme si rafraîchissant. Deux jours plus tard je retrouvai M. Charles Morgan dans un diner. Une jeune femme à bandeaux blonds, à profil noble, l'accompagnait. Elle portait une robe lamée d'or, tombant à grands plis des épaules, qui, au milieu des robes de couturiers, venues de Paris, lui donnait une dignité sans date, faisant un peu « tableau ». Une guirlande d'olivier posée sur les cheveux achevait de lui prêter les traits d'une figure de Botticelli. M^{me} Charles Morgan a écrit, sous son nom d'Hilda Vaughan, d'excellents romans paysans ; ce nom cher aux amis de la poésie anglaise leur rappelle Henry Vaughan, le grand lyrique du temps de Milton ; on aimait à reconnaître dans la démarche lente et dorée de la jeune femme, sous la couronne d'Ophélie, la Muse du poète du *Silix scintillans*.

M. Charles Morgan est né avec la vocation d'écrire. Fils d'un père qui était un ingénieur distingué, il entra dans la marine à l'âge de quatorze ans, comme cadet aux écoles d'Osborne et de Dartmouth ; la carrière d'officier sur les vaisseaux de Sa Majesté semblait en effet lui promettre des occasions de voir du pays et le loisir nécessaire à la composition. Il est sage

de ne pas demander son pain à son talent. C'est ainsi que beaucoup d'écrivains, depuis Maupassant et Huymans jusqu'à M. Pierre Benoit, ont jugé prudent d'accepter, à l'époque de leurs débuts, un emploi dans l'administration. Un vaisseau de guerre vaut bien un bureau. Pour combien de romanciers, de Pierre Loti à M. Claude Farrère ou à M. Paul Chack, les heures de quart sur la passerelle, le décor des escales, les aventures de leur odyssée de marins, n'ont-elles pas fourni tout ce qu'il faut pour écrire ! Il est vrai que cette méthode paraît peu pratiquée dans la marine anglaise. La mer n'a pas donné à nos voisins plus de romanciers que leurs colonies ne leur ont donné de peintres orientalistes. Le roman anglais est terrien et métropolitain. La seule exception est Conrad, qui était polonais et qui appartenait à la marine marchande ; encore n'a-t-il commencé à écrire qu'après l'âge de la retraite.

Il faut croire que la *Royal Navy*, sans que cela soit écrit nulle part dans les règlements, favorise moins les dons littéraires que ne fait la marine française : le fait est qu'au bout de deux ans de campagne, d'abord dans l'escadre de l'Atlantique (à l'époque d'Agadir), puis dans la mer de Chine, le jeune officier démissionnait. Il venait de passer les examens d'Oxford quand la guerre éclata. Il avait vingt ans. Il reprit du service dans la division navale qui fut dirigée à la fin de septembre 1914 au secours d'Anvers. Là se borna encore une fois sa carrière militaire. Interné en Hollande avec les troupes de la place qui avait succombé, il fit un an de forteresse, jusqu'au début de 1916, où les officiers britanniques reçurent des instructions de leur gouvernement, les autorisant à rester prisonniers sur parole : Morgan passa ainsi deux ans avec quelques camarades dans une petite ferme de la province de Gueldre. Ces divers épisodes forment le cadre de son dernier roman, *la Source*. Pendant les longs loisirs de cette captivité, il avait en effet commencé à écrire. Il composait des vers, qui n'ont pas été recueillis. Il avait également achevé un roman. En novembre 1917, il fut enfin remis en liberté sur parole. Le bateau qui le ramenait de Rotterdam fut torpillé et coula en moins de dix minutes ; le jeune homme perdit ses manuscrits dans le naufrage. C'était la fin de ses aventures. Deux ans plus tard, à l'automne de 1919, paraissait son premier roman, *the Gunroom*.

Je disais sa dernière aventure : j'avais tort. Le *Gunroom*, c'est, sur un vaisseau de guerre, le mess des aspirants, ce qu'on appellerait, en français, leur carré, pour le distinguer du *Wardroom*, qui est le salon des officiers et de l'état-major. Il me semble que je traduirais ce titre par le mot *Aspirant*, comme Loti a écrit *Matelot*. L'auteur racontait dans ce livre une part de sa vie. Il faisait le récit de son expérience, l'histoire d'une désillusion : comment il avait dû reconnaître qu'il n'était pas fait pour la vareuse bleu-marine. C'était un document très modéré de ton, dépouillé de tout accent de rancune personnelle, plein de respect pour la noblesse d'une grande institution et pour les caractères admirables que l'auteur y a rencontrés.

Le livre fit du bruit. Mais l'Amirauté, en Angleterre, c'est l'Arche, le saint des saints. L'auteur s'était permis quelques plaintes sur le régime intérieur auquel se trouvaient soumis les jeunes officiers. Il ne critiquait pas la rigueur de la discipline ; il demandait que des usages absurdes n'y ajoutassent pas des épreuves inutilement cruelles. Enfin, il paraissait se permettre de penser que tout n'était pas parfait dans la marine anglaise. L'effet fut immédiat. On a dit que le livre fut interdit : on n'a jamais donné la preuve d'une pareille mesure. Mais le résultat fut le même : une espèce d'étouffement, un véritable escamotage. Du jour au lendemain, tous les exemplaires disparurent. Le volume, à peine publié, s'évanouit, devint introuvable. Jamais il ne fut réimprimé, de sorte qu'il demeure à peu près inédit. Il ne fut pas moins englouti que l'avaient été les manuscrits de Hollande : le torpillage fut définitif. C'est ainsi que *the Gunroom* est une rareté de bibliophile, presque aussi recherchée que les premières éditions d'*Ulysse*. Je n'ai pu lire le roman que dans l'exemplaire de l'auteur.

C'est un livre très curieux et qui demeure, sinon le meilleur, peut-être le plus significatif que M. Morgan ait écrit. Son attitude morale s'y dessine déjà tout entière. Tous les groupes fermés, les sociétés dont le recrutement repose sur le choix, toutes celles surtout dont l'objet est la production d'un type humain spécialisé, ont établi certaines épreuves et fixé à l'entrée une période d'initiation. S'il s'agit de produire une créature de combat, de lui inculquer des réflexes d'attaque et de défense, de la dresser en vue d'une crise d'où il n'y a d'autre

issue que la victoire de l'équipage, on conçoit qu'il est assez vain de condamner l'inhumanité d'une éducation qui consiste à vous mettre à part des mortels ordinaires et des simples pékins; l'apprenti n'a jamais pris assez tôt les sentiments du groupe, ni remplacé d'assez bonne heure ses instincts personnels par des automatismes qui sont ceux de l'être collectif dont il doit faire partie. Il s'agit qu'il devienne une arme, une pièce solidaire des autres dans une machine de guerre. A cet égard, le dressage donné par les anciens est chose peut-être plus importante que les exercices réglementaires. C'est le sens des brimades, qui font partie depuis toujours des rites d'association dans toutes les chevaleries, les ateliers, les régiments et les franc-maçonneries du monde. Il est aussi absurde de s'en plaindre que des mœurs d'une tribu étrangère. Un vaisseau est un monde à part, un univers de fer, une île, une forteresse flottante d'acier, de tours et de canons, à laquelle on ne peut pas plus reprocher d'avoir ses lois spéciales et ses habitants insolites, qu'il n'est juste de lui demander de l'eau fraîche et des fleurs.

Je pense que M. Morgan est trop intelligent pour méconnaître ces vérités, mais ce n'est pas une raison pour nous empêcher de comprendre les siennes. Il y a en lui quelque chose qui se révolte contre l'uniforme et répugne à la fabrication des têtes en série. Cette façon de mécaniser les cerveaux, de briser les volontés pour les faire entrer dans des cadres, lui paraît aussi monstrueuse que la pratique chinoise d'estropier les femmes et de leur mutiler les pieds. Cet usage se perpétue par une tradition séculaire : il vient un jour où l'antiquité d'un abus cesse d'être une raison suffisante de son existence et, ce jour-là, on est bien près de le condamner.

Le fond des choses est que pour l'auteur il y avait une méprise. Il s'était embarqué sur un malentendu. Il rêvait de trouver sur un bateau la liberté, et il se heurtait de toutes parts à la plus dure des oppressions. Il y avait maldonne. Le jeune homme ne réussissait pas mal dans son état; ce qui lui manquait pour s'y plaire, c'était l'ambition. Il s'apercevait qu'il n'avait aucune envie d'être amiral. Bien mieux, — blasphème inouï pour un Anglais, — il s'avouait qu'il y avait pour lui des gloires préférables à celle de gagner la bataille de Trafalgar. En deux mots, il n'avait soif que de la vie spirituelle.

Qu'importe de gagner le monde, si l'on perd son âme ? Tout le système où l'aspirant se voyait engagé, depuis les brimades de son ancien jusqu'aux exercices de tir, depuis la soute de la chaufferie jusqu'aux limites de l'Empire, était un système de force, une entreprise d'intérêts et de domination, un monde de la matière et de la puissance, et le jeune homme y étouffait et y cherchait en vain une ouverture pour respirer. Égaré dans l'action, il souffrait de se sentir né pour la beauté, pour l'art, pour la vie intérieure et contemplative. C'était un poète fourvoyé dans une batterie. Son cœur s'irritait contre des lois d'airain, prenait parti pour toutes les faiblesses. Et il se demandait combien de temps le ciel souffrirait l'injustice et « jusques à quand prévaudrait un ordre fondé sur la violence, comme une armée d'occupation campée dans le royaume de Dieu ».

C'est un débat qui dure depuis que le monde est monde, et il n'est pas probable que le problème soit jamais complètement résolu. Ce qui importe du reste n'est peut-être pas qu'il le soit, mais plutôt l'attitude que nous prenons devant lui. Celle du réaliste a ses droits, et il n'est pas prouvé qu'en faisant ses affaires d'une façon un peu brutale, il n'avance pas aussi celles de l'humanité. Mais l'auteur du *Gunroom* se range nettement parmi les autres, du côté des mystiques, des maîtres du renoncement et de la vie profonde, du côté « de Blake et de Jésus », pour emprunter ses expressions ; et toute la question pour lui est de montrer comment une existence intime passée dans l'ombre et le silence, peut être plus précieuse pour le monde que celle des puissants du monde, comment elle peut rayonner et communiquer à l'insu de tous ses mérites et ses vertus.

Ce thème est le motif essentiel des romans de M. Morgan, mais principalement de celui qui suivit *the Gunroom*. Comme il arrive, l'auteur, pressé d'aborder un sujet qui lui tenait au cœur, a voulu dire trop de choses à la fois, et convient de bonne grâce que ce nouveau roman, *Je m'appelle Légion*, est un livre manqué. Mais, comme c'est aussi le cas de beaucoup de livres de ce genre, il n'offre pas moins d'intérêt que plus d'un ouvrage réussi. L'auteur se propose d'y traiter le problème du spirituel et de sa place dans la vie. C'est l'histoire d'une jeune

filles, Irma Pennell, fille d'une mère malheureuse et un peu visionnaire, et qui croit hériter d'un don surnaturel et d'un pouvoir de seconde vue.

— Que veux-tu? demande M^{me} Fane-Herbert à sa fille Margaret, l'héroïne du *Gunroom*. Une révolution au nom du Christ?

— Oui, c'est cela, dit la jeune fille.

Cette révolution spirituelle souhaitée par Margaret, Irma se sent chargée de la réaliser. On lui croit le don des miracles. En réalité, elle échoue toujours, et chacune de ses tentatives se termine par un désastre. Autour de la pauvre inspirée, thaumaturge impuissante, grimace tout un peuple de vices : hobreux libertins, paysans cupides et sensuels, filles perverses, mondains corrompus, danseuses russes, vieilles matrones coquettes à mines d'entremetteuses, toute la fange du ruisseau et toute la boue des campagnes, la dégradation, la misère, le cauchemar du péché. On sent dans ce livre le vertige de détraquement universel, ce remuement des bas-fonds qui a marqué sinistrement les années de l'après-guerre.

On ne peut s'empêcher de remarquer combien cette donnée est voisine de celle du fameux livre de M. Bernanos, *Sous le soleil de Satan*. Les deux livres sont contemporains, également apocalyptiques, ce sont les enfants du même désordre. Certaines scènes sont superposables. Les défauts sont les mêmes. Les phénomènes surnaturels ont besoin, pour nous émouvoir, d'être plus attestés que les autres; ils ne peuvent se passer d'être vrais, puisqu'il nous manque ici la mesure de la vraisemblance. Le support historique est une nécessité indispensable du sujet. Quand le curé d'Ars parle du diable, je suis bien forcé de l'en croire : je suis moins convaincu, si je n'ai pour garantie que la fantaisie d'un romancier. L'histoire de la malheureuse Irma serait-elle très différente, s'il s'agissait d'un conte de mauvais œil ou d'un cas de *jettatura*?

Pour compliquer encore les choses, l'auteur, après avoir montré son héroïne comme une malade atteinte d'un mal sacré, a voulu la montrer guérie : c'est l'histoire d'une cure, d'une cure par l'amour. Il résulte de là une nouvelle équivoque. On ne peut savoir s'il tient Irma pour une voyante ou une aveugle, pour une folle ou pour une sainte. Est-elle chose du Ciel ou de l'Enfer? Impossible d'en décider. Il

semble bien qu'un dieu l'habite, mais pour trouver son équilibre, il faut que l'inspirée consente à redescendre sur la terre, qu'elle abdique l'orgueil cruel qui la tourmente, qu'elle accepte le destin d'une femme et accueille l'humble amour humain. Nouveau thème, ou plutôt nouvelle façon de poser le problème de l'esprit et de la chair, et qui allait, avec quelques variantes, être l'objet des deux derniers livres de M. Charles Morgan.

Inutile de résumer le *Portrait dans un miroir*, que chacun peut lire désormais dans une très bonne version française de Mme Delamain. C'est à mon gré, jusqu'à ce jour, le meilleur livre de l'auteur et l'un des plus charmants romans contemporains. Je n'en connais guère, depuis l'admirable *Cat's Cradle* (la *Princesse blanche*) de M. Maurice Baring, qui mérite mieux cette louange dont on n'a presque plus l'occasion de se servir, et qu'exprime le mot : délicat. Par ce temps qui a inventé le nom de *Sex-Literature*, presque aussi hideux que la chose qu'il désigne, c'est là un mérite qui se fait rare. George Moore me disait un jour qu'il ne savait rien de si triste que le sujet de ce roman : « Quoi de plus mélancolique qu'un amour inutile ? » Pour moi, j'avoue que j'y goûte une qualité nostalgique et un charme qui me ravit. Je ne doute guère que l'auteur (il s'agit du roman d'un peintre) n'ait pensé à *Dominique*. Il semble que l'écrivain, écœuré des sottises des jeunes émancipées, qui montrent leurs jambes à qui mieux mieux et se moquent des crinolines et des préjugés de leurs grand'mères, se soit reporté avec tendresse vers cet âge calomnié du règne de Victoria, qui fait pitié aux gens de « goût » : il trouve dans cette société bourgeoise de 1875 (c'est l'époque où se passe son roman) la même valeur poétique, la même couleur de « temps perdu » que nous sommes surpris de découvrir aux meubles et aux défroques de la présidence du Maréchal, que nous voyons réunis au Pavillon de Marsan.

Avez-vous jamais songé, devant de vieux célibataires, dont vous considérez en souriant les petits travers et les manies, que ces cœurs qui vous paraissent froids peuvent couvrir de vieilles cendres et cacher leur secret ? Vous êtes-vous demandé si leur vie en apparence ingrate n'est pas remplie au fond par la dévotion à une seule image et la fidélité d'un unique sou-

venir ? Êtes-vous bien sûrs que c'est l'égoïsme et l'avarice du cœur qui les a condamnés à une vieillesse solitaire ? Qui sait s'ils ne conservent pas au fond de leur mémoire la présence d'une image qui les console de tout le reste et qu'ils ont préférée à ce que pouvaient leur offrir de mieux les vivantes qu'ils ont connues ? Telles sont les confidences que nous fait sur le soir de sa vie le vieux maître Nigel Frew.

Il nous raconte avant de fermer les yeux ce qui fut le charme de sa jeunesse et la vision qui n'a cessé d'illuminer ses jours. Il avait dix-huit ans lorsque Claire lui apparut. Elle était la fiancée d'un autre. La vue de la jeune fille l'inonda de bonheur : ce n'était qu'une image, un parfum, un éclat, il ne lui en demandait pas davantage. Il lui suffisait qu'elle existât comme la lumière. Il voulut faire son portrait, sans y réussir, tant il souhaitait d'y faire tenir de choses diverses, et elle de son côté s'appliquait à ressembler à l'idée que son peintre se faisait d'elle. Plus tard, il la revit mariée. C'était une autre femme : elle n'était plus inaccessible. Je ne sais quoi de sensuel, qui ne les effleurait pas jadis, se mêle à leurs rapports. Claire appartient désormais à la trouble atmosphère du désir. Un soir, elle va tomber dans les bras de Nigel : mais ce n'est plus que le « double » impur, le corps, l'opacité du fantôme qu'il aimait. Elle ne réussit qu'à dissiper cette ombre comme on détruit en s'y plongeant le visage qui s'était formé à la surface d'une eau dormante. « Ce qu'on a possédé en esprit, point d'espoir de le posséder dans la chair. » L'amour est *cosa mentale* : notre seul trésor est une image, une création de notre âme, un songe que nous portons en nous et qui n'a pas de substance.

Cette charmante esquisse, qu'on eût appelée autrefois une nouvelle ou une anecdote, l'auteur, dans son dernier ouvrage, a voulu lui donner les proportions d'un poème. L'artiste, dans ce roman de prédilection, a certainement voulu dire son dernier mot et utiliser toute son expérience d'écrivain et de moraliste. Il y a mis beaucoup de lui-même. Il s'est servi du cadre de ses souvenirs de Hollande, au temps de son internement. C'est un aspect de la guerre que nous n'avons guère connu, ou qui n'a été éprouvé par les autres combattants qu'à l'hôpital, lorsqu'une blessure grave les avait mis hors de ser-

vice : cette captivité un peu humiliante équivalait en fait à une libération. Elle mettait l'artiste hors du jeu. C'était comme une trêve, une sorte de parenthèse, un temps de halte que le destin lui ménageait au milieu de la vie. Pour beaucoup, ces instants de recueillement, accordés par le caprice du sort, furent les seuls dont ils purent jouir dans toute leur existence. Je me rappelle un officier de ma connaissance qui, au lendemain d'un premier engagement, se promenait dans un champ des Flandres, devant le front de ses hommes couchés à l'ombre d'une haie, et attendant des ordres qui ne venaient pas. « Je suis, se répétait-il, un prisonnier de guerre. » Il voulait dire par là qu'il cessait de s'appartenir, qu'il était le jouet de puissances inconnues. Être prisonnier en Hollande représentait pour M. Morgan la situation inverse : en réalité, c'était l'évasion, l'*alibi* qu'il avait cherché toute sa vie. Il avait le droit de se livrer pour un temps indéterminé à sa passion favorite, à l'existence contemplative. C'était une sorte de retraite, de séjour dans une Chartreuse forcée et bienvenue, dont il n'avait pas à rougir : il ne l'avait pas choisie et pouvait y consentir sans scrupule. Au milieu de la tempête qui agitait le monde et le poussait vers des destinées ignorées, il était le moyeu de la roue qui demeure en paix et avance, immobile au sein du tourbillon, sans participer à l'agitation des rayons et des jantes.

C'est dans cette atmosphère déjà étrange et singulière que M. Morgan place son roman. Peut-être en a-t-il eu l'idée il y a quinze ans, et nous raconte-t-il un rêve qui a distrait les heures vides de sa captivité. Il imagine que son héros, Lewis Alison, retrouve en Hollande une jeune Anglaise dont il a été le précepteur. La jeune fille, dont la mère est devenue la femme d'un baron hollandais, a épousé elle-même un officier allemand : elle s'appelle Julie von Narwitz. Son mari, devinant ce qu'elle aurait à souffrir en Allemagne pendant la guerre (c'est un peu la situation que nous décrivent les mémoires de la princesse Blücher), a eu la générosité de la renvoyer chez sa mère. Cependant elle n'a jamais aimé ce stoïcien de mari. C'est dans son vieil ami Alison qu'elle retrouve son enfance, son maître, sa patrie. On devine le reste.

Si tout le livre valait les cent premières pages, la *Source*

serait assurément le chef-d'œuvre du romancier. Il y a une scène de tournoi de tennis, entre champions anglais et hollandais, pendant qu'on apprend les premières nouvelles de la bataille du Jutland, qui est presque comparable à la scène des courses dans *Anna Karénine*. C'est au cours de cette scène où Julie, le désespoir dans l'âme, arrache des cris d'admiration et déploie en face de la galerie le cran indomptable, le *grit* de la vieille Angleterre, qu'elle a tout à coup la révélation de son amour et brusquement voit clair dans son cœur. Elle a dans cet instant une réaction bien anglaise : envahie par un sentiment plus fort qu'elle, elle repousse ce sentiment et bannit sur-le-champ l'ennemi de sa présence. C'est un acte de liberté digne d'une héroïne. Stendhal eût goûté ce mouvement. Au bout de six mois, le pendule revient automatiquement à la position opposée : c'est Julie qui va chercher d'elle-même l'exilé et qui se jette dans ses bras.

Il y a sans doute dans cette histoire plus d'un souvenir de la *Chartreuse de Parme* et de la tour Farnèse. J'avais cru y voir aussi une réminiscence de *Tristan* : je pensais, à cause du titre, à une scène célèbre, souvent représentée sur les ivoires du moyen âge, celle où les deux amants se donnent rendez-vous au bord de la fontaine et aperçoivent soudain entre eux, réfléchi par le miroir de l'eau, le visage du roi Mark qui les épie du haut d'un arbre. Mais en réalité le véritable modèle de l'auteur est sous la main : il est évident qu'il s'est proposé de refaire le triste roman de D.-H. Lawrence, et de donner une réplique à *l'Amant de Lady Chatterley*.

Il suffit de le lire pour s'en convaincre : tout concorde, la situation des deux héros, la figure elle-même du mari et jusqu'à sa mutilation et à son agonie finale ; tout, principalement le rôle attribué à la femme, son rôle de messagère, d'instrument de la connaissance profonde, de « fenêtre ouverte sur le divin ». C'est la Diotime de Platon. C'est par l'amour que s'accomplit le chef-d'œuvre mystique, l'acte suprême de la contemplation, ce qu'on appelle la vie unitive. J'avoue que cette partie du livre, en dépit de grandes beautés, me satisfait moins que la première. Ce qui me gêne, ce n'est pas tant une affaire d'amour semblable à beaucoup d'autres, ni non plus une intrigue où c'est un officier prussien qui a le beau rôle et

montre aux deux amants l'exemple du détachement héroïque (je dois dire que ce Sganarelle sublime m'agace un peu et me paraît, sur la fin, légèrement phraseur : il meurt pompeusement, le jour de l'armistice, en même temps que l'Allemagne s'écroule, ce qui est très « *Götterdämmerung* », en unissant lui-même les deux coupables qui l'ont trahi). Non, ce qui m'irrite, c'est ce mélange de religiosité là où elle n'a que faire, et cette confusion du sentiment et de la vertu.

Mais ceci ne gâte vraiment que les derniers épisodes du livre. En fait, ce n'est pas cela qui reste dans la mémoire. Remercions plutôt l'auteur d'avoir créé un type de femmes qui nous hante : toutes belles et toujours malheureuses, Margaret, Irma, Violet, Angela, Natalia, toutes pareilles à des princesses captives, à des prisonnières victimes d'un inexplicable enchantement, prises (comme dit l'une d'elles) dans le grand « rets » du monde, — le « piège », dit Shakespeare, — et qui pourtant portent en elles la puissance divine, l'attrait, le charme d'amour qui est le mot de la vie et le secret de la délivrance. C'est par là que l'homme peut atteindre la seule chose qui ne change pas, le sens de l'éternel.

Il arrive sans doute à l'auteur de se laisser aller à des méditations un peu prolixes, à des rêveries un peu fumeuses. Quel mystique est tout à fait clair ? Au lieu de discuter ses vues, sachons-lui gré de certains traits, de quelques-unes de ses flèches qui, au lieu de retomber à terre, « prennent leur vol et se perdent dans le ciel comme des oiseaux ». Ses erreurs ne sont pas nouvelles : on les connaît depuis Rousseau (ce n'est pas par hasard que ses deux héroïnes les plus aimables portent les noms immortels de Claire et de Julie). Il faut le remercier d'avoir retrouvé, par delà l'*Héloïse*, un dernier écho de l'*Astrée*, un reste de cette vieille veine de poésie amoureuse, qui coule en Europe depuis le moyen âge, et cette qualité perdue, le romanesque.

LOUIS GILLET.

A LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE DE LONDRES

Lundi 12 juin.

Il semble que les Anglais ont tenu à réagir contre le scepticisme qui a présidé à la naissance de la Conférence économique. La bonne éducation enseigne qu'il importe de ne pas prendre le public à témoin de ses maux et de ses soucis. Or, on sait que nos voisins sont passés maîtres dans l'art de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Le roi d'Angleterre en personne a donc ouvert aujourd'hui cette mémorable Conférence ; son discours laconique, — il n'a pas duré dix minutes, — est cependant un modèle du genre, car il donne à la fois à l'assemblée une leçon de modestie et de courage.

Changement de décor : M. MacDonald lui succède à la tribune. Le Premier britannique prononce un discours inspiré, comme il sied à un apôtre du socialisme. Mais il n'est pas interdit aux croyants de montrer de l'habileté. M. MacDonald le prouve en déclarant que « la question des dettes de guerre, bien qu'elle ne puisse être traitée dans cette enceinte, doit être résolue avant que tout obstacle au rétablissement économique ait été écarté ». Affirmation de principe, qui a le don de réjouir tous les débiteurs présents, mais non, naturellement, les représentants du plus grand pays créancier, les États-Unis.

Finis pour les discours : la vérification des pouvoirs et la liste des membres nommés au bureau forment le reste du menu de la séance officielle. Mais on constate que M. MacDonald a formé son bureau en majorité avec les nations qui ont maille à partir avec l'Institut genevois : U. R. S. S., Argentine, États-Unis et Japon. Nous sommes en Angleterre. L'esprit sportif est de rigueur.

Jusqu'ici, la clarté règne. Un Salon de vernissage ne donne

pas lieu à équivoque ! Mais en dehors de l'enceinte du Musée géologique, des bruits circulent. Il se tient depuis quelques jours des conciliabules à la Banque d'Angleterre entre ses représentants, ceux de la *Federal Reserve Bank* et de la Banque de France. Le gouverneur, M. Montagu Norman, a soigné particulièrement sa légende d'homme mystérieux. Il semble que tout ce qui se passe dans sa maison revête ce caractère. Heureusement que, ce soir, M. Daladier veut bien nous dire que ces conversations sont en bonne voie : une stabilité de fait des monnaies non rattachées à l'étalon-or, livre et dollar, serait à la veille d'aboutir... M. Harrison, gouverneur de la *Federal Reserve Bank*, serait très accommodant, mais il y a M. Roosevelt et son Congrès : il est bien difficile de résister au charme de l'inflation.

Une autre rumeur circule dans la ville : l'Amérique aurait refusé le paiement symbolique de l'Angleterre pour son échéance du 15 juin, 2 millions de livres sur quelque 19 millions dus. M. Daladier lui-même donne créance à ce bruit.

Mardi 13 juin.

Grand branlebas au Savoy Hôtel, où est descendue la délégation française. M. Daladier doit exposer ce matin, à la Conférence, la thèse française. Son plaidoyer en faveur de la stabilité monétaire, qui sera l'événement marquant du jour, porte la marque de la Banque de France. Il énonce avec beaucoup de clarté la thèse française, à savoir qu'il n'existe pas de possibilité d'entente si l'on ne met d'abord fin à la guerre des monnaies. Mais comme il lui faut proposer quelque plan constructif aux membres de cette Conférence, dont l'ordre du jour annoté de la Commission préparatoire embrasse tous les problèmes de l'univers, il énonce quels sont, à son avis, les moyens les plus pratiques de remédier à la crise : ententes entre les producteurs, particulièrement dans le domaine agricole où l'abondance des matières dépasse malheureusement les besoins de la consommation ; semaine de quarante heures, programme de travaux publics... M. Daladier a séduit aujourd'hui la droite et la gauche. C'est parfait pour une discussion générale.

Nous avons entendu un certain nombre de discours. Le ministre des Finances de M. Mussolini, M. Jung, a demandé une solution rapide de la question des dettes ; le général Smuts, représentant de l'État sud-africain, également ; M. von Neurath, lui, est allé

plus loin, puisqu'il a déclaré que, sans règlement des grandes questions politiques en cours, la Conférence n'avait aucune chance d'aboutir. Il semble que tous les orateurs de cette Conférence aient apporté de l'eau au moulin de ceux qui proclament la primauté du politique sur l'économique. Singulier paradoxe, mais la logique ne mène pas le monde.

En somme, que ce soit sur la question des dettes ou sur celle des monnaies, l'Amérique joue le grand rôle : les Anglais y contribuent en ne faisant pas défaut, et M. MacDonald par ses promesses données à Washington que les États-Unis présideraient aux destinées monétaires de la Conférence de Londres.

Mercredi 14 juin.

Il fait sombre. Nous sommes à la veille de l'échéance du 15 juin. M. Neville Chamberlain n'a toujours pas fait sa déclaration à la Chambre des communes. La température de la Conférence économique est à la baisse. On voit de moins en moins clair; les délégués des petites Puissances attendent avec impatience que les grands pays aient fixé leur attitude. Ils veulent savoir s'ils peuvent compter sur leurs aînés pour rebâtir le monde; sinon ils s'entendront entre eux. Les conventions d'Oslo et d'Ouchy, le dernier pacte de la Petite Entente, leur tracent la voie à suivre. Heureusement que, ce matin, M. Neville Chamberlain, l'austère chancelier de l'Échiquier de la Grande-Bretagne, est venu revigorer la Conférence par un discours peu réglementaire: il a duré trente-cinq minutes, au lieu des quinze minutes autorisées. Dans un exposé magistral il a défini la politique de son pays. Il a conquis les ministres des Finances présents, surtout ceux qui opèrent en régime parlementaire, en condamnant la politique de diminution du coût de la production qui a pour résultat de réduire exagérément le revenu national et de déséquilibrer les budgets. Seule la hausse des prix peut nous délivrer du présent cauchemar. Ce fut là le thème principal de son discours. Cependant, il ne se contente pas d'énoncer des axiomes. Pour lui, cette fameuse hausse doit être obtenue par une politique libérale de crédits et l'intervention des instituts d'émission sur le marché des valeurs. Les ententes entre producteurs non moins que l'abaissement des tarifs douaniers doivent concourir à ce résultat.

Le nouveau vice-président de la Conférence, M. Hymans, est

intervenir éloquentement en faveur de la stabilité monétaire, M. Benès aussi en tant que représentant de la Petite Entente ; ils ont donc apporté de l'eau au moulin de la France. Mais quelle que soit la vigueur de leurs discours parfaitement composés et équilibrés, M. Hymans souhaitant surtout l'abaissement des barrières douanières en général, et M. Benès celui des pays créanciers en particulier, c'est à M. Cordell Hull qu'est suspendue la Conférence. Très rapidement, il déçoit ses auditeurs. Un éloge du libre-échangeisme de la part du représentant du plus grand pays créancier du monde et également le plus responsable du protectionnisme qui sévit dans le monde, voilà qui semble une gageure. Mais non, M. Cordell Hull est honnête. Même on a l'impression qu'il est un « bon Européen » : il en est souvent ainsi des Américains qui ont franchi l'Atlantique. Malheureusement, il n'exprime guère son pays. Les différends qui subsistent entre la délégation américaine, les représentants de la Federal Reserve Bank et le gouvernement de Washington même présidé par M. Roosevelt nous commandent la prudence.

Jeu- 15 juin.

Les journaux annoncent ce matin l'heureuse issue des négociations anglo-américaines sur les dettes. Il était temps. C'est aujourd'hui le jour de l'échéance. L'Angleterre est en fête, le soleil s'est mis de la partie. Pensez donc ! L'Angleterre paiera seulement un dixième de la somme due et elle ne sera pas mise en défaut.

L'intérêt n'est pas en séance. Le déjeuner de la presse internationale, présidé par M. MacDonald, a donné lieu à des effusions anglo-saxonnes ; malheureusement la réunion du bureau où doivent être nommés les présidents de commission est ajournée d'heure en heure. M. MacDonald s'est-il trop engagé à l'égard des Américains et les Français veulent-ils lui faire payer la liberté qu'il a prise de disposer avant terme d'une présidence de commission monétaire qui ne lui appartenait pas ? On ne sait. Toujours est-il que, lorsque M. MacDonald annonce à huit heures une suspension temporaire pour permettre aux travaux du bureau de se terminer, un grand soulagement se produit chez les délégués. Enfin, il annonce la constitution des bureaux des commissions monétaire et économique.

De la commission économique je ne parlerai pas ; la France en a refusé la présidence, M. Colijn, délégué des Pays-Bas, l'a obtenue. C'est parfait. Mais la commission monétaire ? En définitive, c'est M. Cox, délégué de l'Amérique, qui en assumera la direction. Les deux vice-présidents seraient M. Jung, ministre d'Italie, et M. Kienbock, président de la Banque nationale d'Autriche ; M. Georges Bonnet est nommé rapporteur.

Notre ministre des Finances a déployé toute la journée une activité fébrile. Le soir, il a proposé lui-même au bureau de porter M. Cox à la présidence, mais non sans avoir obtenu de lui une déclaration à la presse en faveur d'une saine politique financière.

Vendredi 16 juin.

Le communiqué de M. Woodin disant que le gouvernement américain n'a donné son agrément à aucune proposition concernant une stabilisation des monnaies fait l'effet d'une douche écossaise sur la délégation française ; elle permet à la presse britannique d'annoncer un accord anglo-américain sur les changes. Heureusement pour nous, les Anglais ne se soucient pas de dévaloriser leur livre, car, dans ce cas, ils paieraient plus cher leurs importations en matières premières et denrées alimentaires. D'ailleurs, le concours de la Banque de France est indispensable pour assurer cette stabilité de fait dont M. Neville Chamberlain a dit lui-même dans son discours qu'elle était indispensable à la bonne marche des travaux de la Conférence.

Ce vendredi a été la première journée de travail effectif de la Conférence. Sans doute, les commissions monétaires n'ont-elles siégé que quelques instants, mais le Comité restreint de la commission monétaire, composé des membres du bureau (président, vice-présidents et rapporteur), augmenté des représentants de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie, a décidé la création de deux sous-comités avec un ordre du jour détaillé. Le premier sous-comité chargé d'examiner les mesures immédiates de redressement financier, le second d'étudier les conditions permanentes d'un étalon monétaire international.

Le premier sous-comité a divisé son programme en trois rubriques : 1^o politique de crédit, niveau des prix, — ce qui, dans le langage financier anglo-saxon, signifie hausse ; 2^o limitation des fluctuations de changes ; 3^o endettements, reprises des mouvements des capitaux.

La Conférence s'oriente donc vers une politique de hausse des prix par une politique libérale de crédits, l'intervention des banques d'émission, mais pas par l'inflation. Les experts de trésorerie et les représentants des banques d'émission sont, d'ailleurs, arrivés à un accord qui n'attend plus que l'approbation de Washington. Celui-ci suppose une stabilité de fait, assez large cependant pour ne pas provoquer une nouvelle baisse des matières premières à New-York. On a le droit d'être optimiste sur l'avenir immédiat de la Conférence. Le docteur Schacht, à la réunion des créanciers de l'Allemagne, a semblé décidé à assurer le service des plans Dawes et Young. Mais pourquoi faut-il que l'Allemagne gâte toujours la situation internationale par quelque signalée maladresse ? On annonce, ce soir, que M. Hugenberg demanderait à la Commission économique le retour à son pays des colonies perdues et des grands territoires à exploiter dans l'Est de l'Europe...

Samedi 17 juin.

La proposition de M. Hugenberg ne sera pas reprise par la délégation allemande. Mais les Allemands sont tenaces ; M. von Neurath, dans son discours d'ouverture, n'a-t-il pas dit que la Conférence économique n'aboutirait à aucun résultat tant que les problèmes politiques n'auraient pas été résolus ?

Ce matin, M. Bonnet a conféré longuement avec M. Jung : ils semblent en parfaite communauté de vues. Est-ce l'effet du pacte à quatre ou conformité de doctrine financière ? Je ne sais ! Toujours est-il qu'ils s'entendent. Il a également vu M. Madgearu, ministre des Finances de Roumanie, au sujet de l'endettement des pays de l'Europe, qui est inscrit en troisième à l'ordre du jour du Comité financier.

M. Bonnet déploie une inlassable activité, et cela le jour où il doit se rendre au garden party offert par le roi d'Angleterre aux délégués de la Conférence économique.

La première semaine de la Conférence s'est déroulée sans accrocs graves. Peu de résultats, mais aucune nation n'est encore froissée. C'est un cas rare dans une Conférence mondiale.

STANISLAS DE LA ROCHEFOUCAULD.

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA : *le Barbier de Séville*, opéra-comique en deux actes, livret de Sterbini d'après Beaumarchais, traduction française de Castil-Blaze, revue par M. Jean Chantavoine, musique de Rossini. — THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES : *Ballets 1933*. — THÉÂTRE DU CHATELET : *Ballets russes de Monte-Carlo*.

Le Barbier de Séville, dont la partition passe pour n'avoir coûté à Rossini, en 1816, que treize jours de joyeux labeur, avait été admis aux honneurs de l'Opéra en 1851, mais ne s'y était pas attardé, d'humeur légère et plus à l'aise sur les scènes moins graves de l'Opéra-Comique ou du Théâtre-Italien. L'Opéra vient de le reprendre. S'il s'en échappe une fois de plus, c'est qu'il a le cœur bien ingrat, car rien ne fut épargné pour le bien accueillir, et une fête d'art a célébré le retour de cet enfant prodigue.

On a remonté pour la circonstance la scène tournante, dont l'expérience avait si brillamment réussi à l'*Illustre Fregona*. Il est certain que Beaumarchais non plus que Rossini n'avaient songé à cet artifice. Ils ne prévoyaient pas davantage l'éclairage électrique et ses jeux de rayons dont pourtant aucun théâtre ne se prive aujourd'hui, même pour jouer Shakespeare ou Aristophane.

Le spectacle dont M. Charles Martin a conçu le détail et l'ensemble est d'un goût instruit et délicat qui choisit l'allusion, modère la couleur, met en relief les personnages avec leurs costumes vigoureusement accusés, et dans l'espace rétréci du cercle divisé loge quatre tableaux en juste perspective, évoquant avec art, par des traits authentiques, une Espagne de comédie. Je ne sais trop si la scène tournante conviendrait à un drame ni même à une comédie de caractère. On se représente mal Hamlet poursuivant sur un terrain qui se dérobe le spectre de son père, ou le Misanthrope introduit par une porte qui vient à lui dans le salon

de Célimène. Ainsi entraînés malgré eux, ils deviendraient burlesques, par cet effet irrésistible dont M. Henri Bergson a donné, en son livre du *Rire*, l'analyse profonde, et qui tient à la dégradation de l'énergie humaine, devenue mécanique. Mais la comédie de Beaumarchais est une comédie non de caractère, mais d'intrigue, piquée de traits de mœurs et pailletée de mots d'auteur.

Beaumarchais, qui s'était essayé sans succès dans le drame, a voulu, cette fois, amuser à tout prix : il y a pleinement réussi. Il connaissait la musique ; du moins, on aime à le croire, puisqu'il en avait donné des leçons, comme Basile, en sa jeunesse. Sa première idée était de faire du *Barbier de Séville* un opéra-comique. Il y a renoncé, si l'on en croit sa *Lettre* au lecteur, par crainte de ralentir une précipitation qu'il savait indispensable, peut-être aussi par complaisance pour son texte, qu'il fallait pour le rendre apte au chant abrégé de beaucoup. Sterbini, quarante ans plus tard, s'est chargé de ce travail et s'en est tiré avec adresse. Souvent remanié depuis lors, l'ouvrage retrouve à l'Opéra sa forme première. M. Jean Chantavoine a revu et retouché avec délicatesse la traduction de Castil-Blaze, qui parfois s'écarte un peu des paroles italiennes, car en ce temps on tenait moins à la fidélité qu'à l'élégance ; devenue plus exacte, elle garde un tour bien français. La comédie de Beaumarchais avait quatre actes. L'opéra-comique n'en a que deux. L'action change de lieu plus fréquemment. Ce qui était possible, au début du siècle dernier, grâce à un décor rudimentaire, le redevient aujourd'hui, par le dernier progrès de la décoration. Les transitions en dialogue, où le chant s'atténue en récitatif, ont été restituées ; elles gagnent certainement au nouveau procédé, parce qu'elles s'accompagnent d'un mouvement visible, qui les complète et les explique. Surtout la musique, que n'avait pas épargnée le zèle des restaurateurs, reproduit note pour note la partition qui se trouve à Bologne, écrite de la main de Rossini. Entre toutes les versions, celle de l'auteur est sans aucun doute préférable ; mais il fallait y penser.

L'interprétation est de choix. M^{lle} Fanny Heldy prête à Rosine sa grâce exquise, sa voix brillante, et joue le rôle en fine comédienne. Rien n'est plus délicieux, à voir comme à entendre, que son embarras vite dissimulé sous un gros mensonge, quand Bartolo l'interroge sur ce feuillet qui manque ou ce doigt taché d'encre, ou sa confusion légère devant Figaro qui l'adjure de répondre à son galant, car la réponse est déjà faite, et elle la tire

de son corsage en murmurant dans un souffle : « La voici ». Figaro, qui pourtant pensait se connaître en ruse, demeure ébahi. Ce jeu de scène est de l'invention de Sterbini. Beaumarchais peut lui en savoir gré. M. Ponzio est excellent dans le rôle de Figaro, avec sa voix généreuse, sa rondeur amusante et son infatigable entrain : il le rend sympathique, ce qui certainement était dans l'intention de Beaumarchais ; il y a trop de ressemblance entre le personnage et l'auteur pour qu'on en puisse douter. M. Villabella chante avec la plus séduisante vaillance les airs amoureux du ténor, imite tour à tour le soldat aviné, le professeur de musique intimidé, sans se départir d'une élégance native qui triomphe à la fin sous l'habit éticelant du grand seigneur. M. Huberty a fort bien compris, lui aussi, le rôle de Bartolo, ce « beau, gros, court, jeune vieillard », qu'il fait inquiétant d'assurance, de malice, d'autorité posée et réfléchie. Et après que Rosine, pour la leçon de chant, a jeté en fusées les plus italiennes vocalises, il réussit à faire acclamer à son tour, tant il y met de goût et d'esprit, un air de l'autre siècle, à la mode française. Les rôles de moindre importance sont tenus encore par des artistes de premier plan, comme M. Froumenty, fort plaisant en celui du valet, et M^{lle} Lapeyrette, qui n'a pas dédaigné d'être aujourd'hui la servante Berta, commère accorte, de qui la bonne humeur est communicative, et le rhume réjouissant. Son air, que l'on supprimait d'ordinaire en France, lui a été rendu, et lui a valu, par une vivacité comique mais toujours musicale, un succès mérité. Pour diriger l'orchestre, on avait fait appel à un jeune chef, déjà célèbre en Italie, M. Mario Cordone. Dès l'ouverture on a pu juger de son talent à susciter le son, marquer l'accent, tracer la phrase avec ses nerfs en relief et son frémissement intérieur, l'arrêter net et la reprendre à l'instant même, comme à bout de baguette et sans presque y toucher. Rien dans la musique n'est plus national que le rythme, parce qu'il tient à l'instinct de la race et à la coutume populaire.

La musique de Rossini, à cette époque, est italienne sans mélange. Il lui faudra plusieurs années de séjour à Paris pour épurer sa verve et la rendre obéissante, dans *Guillaume Tell*, aux exigences d'un goût plus sévère à nos scrupules de vérité. Après quoi, épuisé par cet effort, il ne produira plus rien au théâtre. Mais avec *le Barbier de Séville*, vraiment il aurait tort de se gêner. En dépit de ce titre à l'espagnole et de l'auteur français, l'intrigue n'est-elle pas empruntée à la tradition de la comédie italienne ?

Il n'y a vu qu'une farce aimable, enjouée, trépidante, et l'a traitée en conséquence. Ce n'est pas qu'il ne soit capable, quand il veut, de finesse. La brève symphonie de l'orage, au deuxième acte, est une merveille de concision. Sans imitation directe, presque sans bruit, et par le seul secours du quatuor à cordes, elle rend sensible, dans l'appartement clos, l'averse qui tombe au dehors, soudaine et furieuse, comme elles sont en ces chauds climats. Un autre détail que je n'avais pas remarqué avant cette reprise n'est pas moins savoureux : c'est, quand le faux maître de musique se présente au soupçonneux Bartolo, cette volontaire maladresse de l'harmonie qui, en retard sur le chant, confond tonique et dominante, et prend un air niais, mais après trois notes, se remet d'aplomb. Rossini laisse tomber en passant ces trouvailles, et à d'autres le soin de les ramasser. Il est heureux. Il chante. Les idées affluent si pressées et rapides qu'il n'a que le temps de les cueillir, les appuyer d'un accompagnement succinct, les lier d'une ritournelle, et nous les jeter à la face en riant de notre surprise. Fleurs hâtives, épanouies en plein soleil, et de faible parfum. Mais quel éclat éblouissant ! Rossini peut répéter, en le modifiant à peine, pour qui veut écouter sa musique, l'avertissement de Beaumarchais, qui s'adressait au lecteur : « Je souhaite vous rencontrer dans un de ces moments heureux où dégagé de soins, content de votre santé, de vos affaires... », et cette grâce sera, je l'espère, accordée à tous ceux qui iront entendre le *Barbier de Séville*.

*
* * *

Comme l'empire d'Alexandre, l'héritage artistique de Diaghilev se divise entre ses lieutenants. On croirait même qu'ils se le disputent, car il est difficile d'attribuer au hasard la rencontre, en notre ville, exactement aux mêmes dates, de deux compagnies rivales. M. Massine, qui dirige les *Ballets russes de Monte-Carlo*, s'est établi au Châtelet pendant qu'une fraction dissidente, sous le commandement de M. Balanchine, occupait le théâtre des Champs-Élysées, sous le titre, numérique et éphémère, de *Ballets 1933*.

« Il faut vivre », disait un quémandeur à je ne sais plus quel bourru, qui répondait : « Je n'en vois pas la nécessité. » Après quoi, je suppose qu'il donnait son obole. Je ne vois pas la nécessité de produire des ouvrages médiocres, avec des moyens insuffisants.

On doit
détrime
M.
Diaghilev
à brise
des arg
régie
sionna
C'e
la dan
par Te
un pe
comm
que co
malad
scène
des fa
lard e
plaisa
On
l'œuv
le pul
les no
par u
vieille
mont
ration
fabric
gume
de l'
quitt
route
à la
Un
vain
tect
le ch
les
Ce n
régie

On doit, si on le peut, venir en aide aux artistes, mais non au détriment de l'art, qui n'admet pas la charité.

M. Balanchine avait été choisi pour maître de ballet par Diaghilev en ce temps de fureur iconoclaste où l'on s'acharnait à briser les pas et les figures, dans une agitation disloquée et sur des arguments saugrenus. C'est lui, si je ne me trompe, qui avait réglé ainsi la chorégraphie du *Fils prodigue*, ballet de convulsionnaires. De cette crise épileptiforme, il ne s'est pas remis encore.

C'est, je suppose, par ironie qu'il dédie « à l'esprit classique de la danse » cette fantaisie sur quelques airs de Mozart, habillés par Tchaïkovski d'un orchestre sonore et large, et où ils flottent un peu. En jupes rouges, en maillot noir, ou parées de sequins comme des bohédiennes de théâtre, les danseuses n'y exécutent que contorsions incohérentes, inutiles écarts, sautilllements d'une maladresse que l'on veut croire feinte, et l'une, qu'amène sur la scène un attelage humain mais en grand deuil, semble se souvenir des farces macabres d'Erik Satie si fier d'avoir montré un corbillard en un ballet de sa façon. On ne recommence pas une bonne plaisanterie ; encore moins une mauvaise.

On nous avait prôné d'avance comme une grande merveille l'œuvre de deux Allemands, MM. Bert Brecht et Kurt Weill, dont le public parisien a déjà pu applaudir, peut-être même prononcer les noms, car leur *Opéra de quatre sous* les lui a mis en mémoire par un succès prolongé. Mais ce n'était que l'arrangement d'une vieille farce, anglaise d'origine. *Les Sept péchés capitaux* nous montrent de quoi les auteurs sont capables, livrés à leur inspiration et sans un modèle à copier. Je crois qu'ils ont voulu se fabriquer un style populaire par un mélange de conventions. L'argument ressemble à un conte de fées, de mauvaises fées, et le lieu de l'action est une Amérique de roman-cinéma. Deux sœurs quittent le foyer pour chercher fortune et rencontrent sur leur route les sept tentations. L'une, devenue écuyère de cirque, cède à la colère et se prend de querelle avec le directeur de la troupe. Un peu plus tard, danseuse, elle doit, pour garder sa légèreté, vaincre la gourmandise. L'argent dont la comble un riche protecteur passe aux mains d'un jeune fainéant qui la trahit : c'est le châtiement de la luxure. L'une des sœurs chante et l'autre fait les gestes. Un ensemble de quatre voix représente la famille. Ce n'est pas là une grande nouveauté. Jusqu'à la fin de l'ancien régime, le ballet avait toujours des paroles, pour les chanteurs

et pour les chœurs, qui alternaient avec la symphonie. L'unique différence est que les musiciens de jadis traçaient des phrases et en formaient des airs, au lieu que celui-ci se contente d'une récitation monotone et sans ponctuation, pour imiter sans doute la complainte de quelque bateleur narrant cette fable morale sur un champ de foire et désignant tour à tour de sa baguette les péchés inscrits sur la toile du décor. L'orchestre, pareil à un orgue mécanique, moud ses refrains qui viennent du dancing, tangos cassés, valse déchues. Tout est d'emprunt, rien pour lier et faire corps. On ne peut écouter que distraîtement cette musique du pauvre, qui est, à dire vrai, une pauvre musique. M^{me} Tilly Losch a le visage expressif et le mouvement prompt ; mais bien d'autres, sur les scènes ordinaires de nos music-halls, en font autant. Le reste n'est qu'une pantomime approximative, moins par la faute du maître de ballet, sans doute, que par la faiblesse des exécutants, qui ne sont pas encore sortis d'apprentissage.

Les Songes, dont M. André Derain a conçu le décor et le scénario, isolent en une chambre spacieuse, dont les fenêtres s'ouvrent sur la nuit noire, une danseuse qui ne pense qu'à son art et voit venir à elle, dans l'illusion d'un aimable sommeil, des fantômes costumés qui tour à tour l'invitent à la danse russe, espagnole, romantique, classique. M^{lle} Tamara Toumanova, qui a fait ses classes à l'Opéra et y tenait l'emploi d'enfant prodige il y a peu d'années, est aujourd'hui l'étoile d'une compagnie où il faut avouer que personne, même de loin, ne peut soutenir la comparaison avec cette jeune artiste. Le succès de la soirée fut pour elle, mérité par sa prestesse et son enjouement, accru encore par la joie d'une rare aubaine, la danse étant proscrite ou ridiculisée dans les autres parties du spectacle. La partition de M. Darius Milhaud est agréable, les idées en sont claires, et les rythmes marqués. Mais le sujet exigeait, à ce qu'il me semble, des différences plus tranchées entre les épisodes dont chacun doit suggérer d'autres images.

* * *

Le théâtre du Châtelet fut le premier qui accueillit les Ballets russes, lorsqu'ils arrivaient à Paris, portant en leurs bagages les splendeurs de *Cléopâtre* et de *Schéhérazade*. Vingt-cinq ans ont passé. De vieux amis se retrouvaient, évoquant le souvenir de ceux qui ne sont plus et coudoyés au passage par une foule ano-

nyme.
et les
fait l'
épithè
sa va
La lai
du pl
la mu
grima
s'anne
de gr
n'a c
tuosité
le Tr
s'est
lemen
étant
zele,
nous
et de
ses i
exer
qual
d'en
I
je su
où i
rébu
plau
scèn
dev
reto
com
sen
sac
lov
for
mo
de
av

nyme. Mais la salle, qui est la plus spacieuse de Paris, était comble et les applaudissements qui éclataient de toutes parts ont bientôt fait l'unanimité de l'assistance, devant un beau spectacle. Cette épithète, démonétisée jadis par une circulation exagérée, reprend sa valeur aujourd'hui, où l'on a rarement l'occasion d'en user. La laideur a été mise à la mode, mais ceux-là mêmes qui suivent du plus près la mode sont les plus prompts à s'en lasser. Le décor, la musique et la danse ont mieux à nous offrir qu'un concours de grimaces. On commence à s'en aviser. Des temps plus heureux s'annoncent. Ce grand succès en est le présage. M. Massine, après de gracieux débuts dans le *Joseph* de Richard Strauss en 1914, n'a cessé de développer son talent par le travail, jusqu'à la virtuosité prestigieuse qui triomphait quelques années plus tard dans le *Tricorne* de Falla, et qu'il garde inaltérable depuis lors. Il ne s'est risqué à régler des ballets qu'après d'autres études, non seulement au théâtre, mais aussi dans les concerts et les musées, étant sensible à tous les arts. Il les a poursuivies avec le même zèle, depuis que Diaghilev a cessé d'y veiller, et c'est pourquoi nous le retrouvons aujourd'hui dans la pleine maturité du goût et de l'esprit. Il possède aussi l'instrument qu'il faut pour traduire ses idées, à la tête d'une compagnie permanente et constamment exercée où se distinguent aujourd'hui plusieurs artistes remarquables et où l'instruction et la discipline assurent aux mouvements d'ensemble une exécution précise et sûre.

Le ballet des *Matelots*, qui commençait le spectacle, était mis là, je suppose, pour nous faire mesurer le chemin parcouru depuis 1926, où il a vu le jour. C'était le temps où le décor devait contenir un rébus, et c'est pourquoi M. Pruna, en une perspective d'ailleurs plausible de guinguettes et de faubourg, a déposé au milieu de la scène un cube dont les faces présentées l'une après l'autre font deviner par des allégories sommaires le départ, l'absence, et le retour. La chorégraphie n'ajoute aucune explication, se gardant comme d'un déshonneur de tout geste qui pourrait exprimer un sentiment, fort ingénieuse mais un peu fatigante par son agitation saccadée et son acrobatie à perdre haleine. M^{lles} Alexandra Danilova et Tatiana Chamié, MM. Voizikovski, Massine et Lichine forment le brillant quintette qui joue sans fausse note et dans un mouvement toujours accéléré les traits vertigineux de ce concerto de cabrioles. La musique de M. Georges Auric, de connivence avec ce spectacle, est une suite de gais refrains sans importance

que vrille en nos oreilles, marquant bien la cadence, un orchestre siffleur. Cette musique est-elle, comme on dit pour les vins, de garde ? Ne risque-t-elle pas de tourner à l'aigre en vieillissant ? Je préfère aux *Matelots* d'autres ouvrages de l'auteur, comme les *Fâcheux*, dont la sève est plus généreuse.

Le *Beau Danube*, qui remonte à peu près à la même époque, est déjà d'un autre style. C'est une fantaisie, fort habilement ordonnée et orchestrée par M. Désormière, sur la musique de Johann Strauss, où la valse célèbre n'intervient que pour une citation brève, entre des fragments empruntés à d'autres valses et aussi à des polkas, des mazurkas, des galops, introduisant la diversité du rythme, qui était indispensable. Devant la toile de fond qui agrandit une gravure de l'époque et représente, sous les acacias d'un autre printemps, une calèche du second Empire, se joue et se danse une comédie aisée à suivre, et plaisante au regard, en de délicieux costumes. La jeune fille en tulle blanc rencontre le hussard tout gainé de gris perle. Leur pas de deux sera superbe, puisque l'élégance cambrée de M. Massine et sa décision martiale y enveloppe et entraîne en sa douceur légère M^{lle} Riabouchinska. Mais sur la foule endimanchée de modistes et de dandys on a jeté des prospectus annonçant un athlète de tapis, tatoué jusqu'aux yeux avec leur prune en virgule, et une danseuse en robe rouge qui reconnaît le hussard. C'est M^{lle} Danilova, d'une verve musclée et toujours gracieuse, et la dispute entre les deux femmes où elles se donnent la réplique par gestes sans en venir aux mains, l'une furieuse et l'autre dégoûtée, est réglée dans la plus pure tradition de la danse, qui doit tout dire en son langage immatériel. Les parents imbus de dignité bourgeoise dérobent à ce scandale leur fille éplorée, mais bientôt cèdent à ses larmes, en une scène d'attendrissement où l'on ne peut oublier cette petite sœur tirant d'une main suppliante la redingote paternelle. La réconciliation est générale pour le galop dont l'allégresse déchaînée garde pourtant son équilibre et un sourire de bonne compagnie.

Le succès de cette composition charmante a été très vif. Mais celui des *Présages* est allé jusqu'à l'enthousiasme. Ce ballet, qui est le plus récent ouvrage de M. Massine, se présentait cependant sans renommée acquise, et le sujet exigeait, pour qu'on pût s'y reconnaître, un sérieux effort d'attention. Mais il y a d'autres moyens, si l'on veut intéresser le public, que de lui représenter

toujours ce qu'il a déjà vu, et ce n'est jamais en vain qu'on l'invite à élever ses pensées. La musique est empruntée à la cinquième symphonie de Tchaïkovski. Peut-être, si je l'écoutais au concert, y découvrirais-je par endroits quelques redondances, mais le spectacle vient à point pour illustrer d'images le développement quand il devient trop explicite, et sans un regard en arrière on se laisse porter au flot d'une musique qui coule à pleins bords et où l'orage même est baigné d'harmonie.

Ce ballet est un drame, et un drame philosophique. Est-ce une ambition trop haute ? Mais les grands ballets de l'époque romantique, tels que *Sylvia* ou *Giselle*, ne craignaient pas d'offrir des situations pathétiques. Ceux du siècle précédent présentaient au public des allégories sur le bonheur des peuples, le danger des passions, ou lui donnaient, comme dans l'apothéose de *Castor et Pollux*, une leçon d'astronomie. Quant à la force des sentiments qui s'y pouvaient traduire, Beaumarchais en témoigne quand il propose en exemple un célèbre danseur : « La passion la plus fougueuse semble naître et sortir de la plus douce ivresse. Impétueux, turbulent, il exprime une colère si bouillante et si vraie, qu'il m'arrache à mon siège et me fait froncer le sourcil. » Le ballet peut aussi avoir le mot pour rire. Mais c'est une erreur des temps modernes, de vouloir qu'il amuse toujours.

La toile de fond, peinte par le prince Chervachidzé sur la maquette de M. André Masson, m'avait paru d'abord inutilement bariolée. Mais quand les groupes dansants ont paru, chacun de leurs costumes y a trouvé son rappel de couleur, comme en un dissonant accord où vibreraient à la fois toutes les notes de la gamme. J'avoue n'avoir pas bien compris ce qui se passe au premier tableau, entre l'Action, qui est unique, un trio de Tentations, et un ensemble qui figure le Mouvement. Mais ce qui suit est fort clair. M^{lle} Baronova et M. Lichine forment un couple heureux que troublent les présages et soudain vient menacer le Sort, vêtu de gris comme un oiseau nocturne, avec des griffes de rapace. C'est M. Voïzikovski, terrible à voir devant ces génuflexions terrorisées, ces mains jointes qui l'implorent. Il s'éloigne, mais laisse la tristesse après lui comme un poison lent qui rendra désormais l'insouciance impossible. Vainement la légèreté, sous les traits de M^{me} Riabouchinska, cherche le divertissement d'une danse étincelante. Il faut être un héros pour défier le sort. Cette entrée de guerriers est admirable. Leur phalange serrée les soude l'un à

l'autre, avec des mouvements d'un si rigoureux synchronisme qu'on croit voir, masquant la clarté du jour, un nuage qui marche. Devant eux, M. Voizikovski les dirige du geste, marque le pas, toujours enclos en son costume qui masque entièrement son visage, mais le mouvement de ce bras qui se lève, du corps qui se redresse, de la tête brusquement tournée, comme à l'affût d'une proie, a tant de netteté, de justesse, de vigueur, qu'il traverse l'enveloppe et nous impose, plus forte justement de n'avoir plus figure humaine, l'idée de la domination invincible et dure. Ce fut une minute d'émotion profonde. L'auteur de cette scène et son principal interprète s'y sont montrés dignes l'un de l'autre et tous deux grands artistes. Beaumarchais, parmi nous, aurait bondi de son fauteuil, et Diaghilev, s'il revenait au monde, sourirait de bonheur.

LOUIS LALOY.

M. P.-B. Gheusi m'adresse, au sujet de *Frasquita*, une lettre trop courtoise pour que je ne me fasse pas un devoir de la citer ici, et d'y rendre réponse :

« Que vous n'aimiez pas la musique de Lehar, je le comprends... Mais que vous affirmiez qu'il n'y a pas de corps de ballet à l'Opéra-Comique, où mes quarante-quatre danseuses font l'admiration même des abonnés de l'Opéra, ceci est une erreur que vous pourrez rectifier vous-même, si vous venez, un jour de ballet, rue Favart.

« L'ainée de ma troupe de ballet a vingt-trois ans. »

Ce reproche amical m'est fort sensible, mais ne me paraît pas entièrement mérité. Les personnes dont je me suis permis de dire qu'elles ne savaient pas danser sont les chanteuses de l'Opéra-Comique et non pas ses danseuses. Quant à celles-ci, je n'ai pu apprécier leurs talents pour la danse classique en un spectacle où elles imitaient les « girls » du music-hall. Ce que j'en apprendrais avive mon regret de ne les avoir pas vues en un meilleur emploi, et c'est avec joie que j'irai, à la première occasion, les applaudir.

L. L.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA CONFÉRENCE DE LONDRES

« La politique américaine incertaine et presque contradictoire constituera probablement d'un bout à l'autre le plus grand obstacle au succès de la Conférence. » C'est le *Times* qui, dans son éditorial du 20 juin, s'exprime ainsi. Il est permis de craindre qu'il n'ait raison. On pouvait espérer que le président Roosevelt, s'élevant au-dessus des conceptions étroitement nationales, apporterait à la Conférence économique de Londres des propositions précises où apparaîtrait l'accord profond des intérêts américains bien entendus avec les intérêts de tous les peuples. S. M. le roi George V, en ouvrant, le 12 juin, la Conférence, a souligné le caractère solennel de ces assises économiques où tous les États sont représentés. C'était une magnifique occasion pour les États-Unis et leur Président de prouver la supériorité des conceptions du nouveau monde et de saisir la direction morale de l'économie universelle.

Ce que, jusqu'ici, au contraire, le Nouveau monde présente à l'ancien, c'est le spectacle d'un irréductible dissentiment entre le Président et le Sénat. A Londres, le secrétaire d'État Cordell Hull et le gouverneur de la Federal Reserve Bank, M. Harrison, ont en face d'eux le sénateur Pittman, président de la Commission des Affaires extérieures, qui les surveille et les contre-carre. Les initiatives prises à Londres par la délégation ont été désavouées à Washington. Le professeur Moley, qui passe pour le conseiller le plus écouté du Président, s'est embarqué le 20 juin ; il tentera d'apporter quelque unité dans les vues américaines et surtout l'écho des derniers débats du Congrès dont la présomptueuse incompétence ne laisse au Président ni la latitude d'agir

ni la possibilité d'innover. Mais M. Moley, professeur et théoricien, manque de l'expérience des grandes affaires. Il semble que, d'ores et déjà, les États-Unis, faute de s'élever au-dessus de l'horizon étroit de leurs intérêts immédiats, aient manqué l'occasion d'apporter au monde un inestimable bienfait et d'acquérir pour eux-mêmes une incomparable gloire. Le Président n'a pas obtenu du Congrès les pouvoirs qui lui auraient permis de s'emparer d'un tel rôle.

Pour tout esprit raisonnable, il est évident que le désarroi monétaire est la cause principale de la stagnation des affaires. M. Daladier, président du Conseil, dans le bref et excellent discours qu'il a prononcé à l'ouverture de la Conférence, n'a pas manqué de le dire avec force : l'établissement d'un rapport fixe et invariable entre les monnaies, c'est-à-dire d'un rapport permanent entre chacune d'elles et l'or, est la préface indispensable à une utile conférence économique. Que penserait-on, disait M. Daladier, d'un architecte qui se servirait d'un mètre en caoutchouc ? A défaut d'une stabilisation définitive, on pouvait établir une stabilisation de fait, et déjà c'était presque chose faite. M. Neville Chamberlain, chancelier de l'Échiquier, s'était, dès le 6 juin, prononcé à la Chambre des communes pour un retour à « un étalon monétaire international stable », c'est-à-dire à l'étalon-or. Mais les Américains, qui n'ont abandonné que depuis quelques semaines la monnaie or, se persuadent que déjà l'inflation a galvanisé les affaires chez eux et entendent se réserver le bénéfice trompeur d'une telle opération pendant tout le temps qu'ils le croiront nécessaire. Ce qu'ils espèrent, c'est au contraire amener les États qui restent fidèles à l'étalon-or, en particulier la France, à une nouvelle inflation. De la Conférence de Londres, ils attendent un abaissement général des droits de douanes qui leur permettrait d'accroître leurs exportations ; l'élévation prohibitive de leurs tarifs leur laisse une marge de réduction sans danger. Ils sont venus à Londres sans plan précis, sans doctrine, se fiant au hasard des circonstances pour obtenir quelque succès. Ils ont déçu ceux qui attendaient de leurs doctrines des lumières nouvelles et de leurs initiatives un redressement de la situation économique. A moins que ne se produise quelque géniale et féconde improvisation, on entrevoit déjà l'échec de la Conférence.

On croyait généralement que l'ouverture de la Conférence, coïncidant avec l'échéance des dettes intergouvernementales

le 15 juin, serait pour les Américains l'occasion d'offrir à leurs créanciers un règlement définitif de ces dettes dont le poids mort est un obstacle à toute reprise des affaires. Rien de pareil ne s'est produit. Le Président n'a pas réussi à vaincre l'aveuglement du Congrès. Les Anglais, en acquittant l'échéance du 15 décembre, avaient pris soin d'avertir qu'un règlement devrait intervenir avant le 15 juin, car ils ne pourraient pas faire face à cette nouvelle échéance ; M. MacDonald, revenant de Washington, avait rapporté l'assurance vague qu'un règlement interviendrait. Le président Roosevelt a suggéré à l'ambassadeur d'Angleterre le paiement d'un acompte, symbole à la fois de la bonne volonté et de l'impuissance britannique ; le 12 juin, le cabinet de Londres décida, malgré l'opposition de plusieurs ministres, d'offrir 2 millions de livres.

Les Américains ont agréé le versement qui a été fait en argent-métal, mais n'ont rien cédé, ni rien promis ; les négociations paraissent suspendues. L'Italie et quelques autres Puissances ont opéré, elles aussi, des paiements réduits. La France, la Pologne, la Belgique, la Yougoslavie, la Lithuanie n'ont rien versé. La France a fait remettre par son ambassadeur une note exposant les motifs pour lesquels elle s'en tient à la résolution votée par la Chambre le 13 décembre ; elle avait espéré, dit en substance la note, que l'échéance du 15 juin ne se présenterait pas sans que fût intervenu un arrangement ; les circonstances ne l'ayant pas permis, le gouvernement français n'entend pas rompre unilatéralement des engagements librement consentis, mais il pense toujours qu'un règlement est nécessaire au redressement économique et au développement des résultats déjà obtenus « qui sont dus pour une si large part aux sacrifices de la France en ce qui concerne ses propres créances ». Dès le lendemain arrivait une réponse glaciale du gouvernement de Washington rappelant que les problèmes soulevés par le défaut du 15 décembre n'ont été ni résolus ni même discutés entre les deux gouvernements. On nous laisse entendre que, pour être admis à négocier, il faudra acquitter l'échéance du 15 décembre et une partie au moins de celle du 15 juin. Nous répondons que nous ne paierons rien tant que nous ne serons pas assurés d'un règlement définitif et reconnu par le Congrès et par le Président. Les Américains ont complètement oublié que c'est eux qui, par l'initiative du président Hoover, ont bouleversé l'économie des dettes et des créances,

et que les accords de Lausanne ne peuvent être ratifiés si la question des dettes n'est pas réglée. Ainsi se prolonge une situation absurde, nuisible à chacune des parties, obstacle à toute entente et à toute collaboration.

Durant les premières séances de la Conférence, les délégués américains semblaient enclins à un accord notamment sur le principe de la stabilisation ; mais, dès le 15, une note du département du Trésor rappelait que c'est à Washington, non à Londres, que doit être traitée la question monétaire. Le 17, à la suite d'un télégramme de Washington, M. Harrison, gouverneur de la Federal Reserve Bank, s'embarquait pour les États-Unis. Le dollar ne sera pas stabilisé, il ne peut pas l'être puisque l'inflation monétaire est le pivot de la politique du Président et que l'expérience n'a pas duré assez longtemps pour devenir décevante ; les Américains chercheront à ébranler l'assiette financière des pays qui, comme la France, restent attachés à l'étalon-or parce qu'ils ont fait, une fois, déjà, l'amère expérience de l'inflation. Il faudra nous défendre.

L'économiste anglais bien connu, M. Keynes, mène campagne pour une redistribution de l'encaisse métallique des États qui, par une prudente gestion, ont renforcé la couverture or de leur monnaie : c'est, naturellement, la France qui est visée. Le sénateur Pittman a déposé à la Conférence un projet qui, tout en paraissant se rallier à l'étalon-or, en transformerait et en fausserait radicalement le principe ; l'encaisse des banques d'émission serait uniformément limitée à 25 pour 100. Les États pourraient introduire 20 pour 100 d'argent-métal dans leur encaisse. Des mesures diverses seraient prises pour revaloriser l'argent. Nos lecteurs ont déjà deviné que M. Pittman est sénateur de l'État de Nevada où sont d'importantes mines d'argent ; ses électeurs apprendront avec plaisir qu'il ne les oublie pas. Telles sont les larges vues que les Américains apportent à la Conférence.

Les États-Unis comptent sur l'inflation pour galvaniser leur industrie et sur l'abaissement des tarifs douaniers pour écouler leur surproduction en Europe. Il fallait opposer à ce programme un moyen moins dangereux que l'inflation pour relever les prix de gros et ranimer les échanges. M. Albert Sarraut, dans le plan qu'il a exposé le 19 juin à la Conférence, propose une série de mesures destinées à mieux organiser la production et les marchés. Cette méthode a été préconisée par les experts de la

Société des nations ; elle généralise et place sous le contrôle des gouvernements le système des cartels de production et de vente, déjà expérimenté avec succès pour certains articles ; on limiterait l'expérience aux produits dont l'usage est le plus général : blé, vin, coton, bois, laine, charbon, cuivre, argent. Ce projet a été accueilli avec faveur. Il est naturellement d'une réalisation difficile. C'est pourtant dans cette voie qu'il faudra entrer si l'on veut aboutir à quelque résultat d'intérêt général.

La baisse des prix de gros, le chômage qui en est la suite ont pour origine une surproduction dont il faut chercher la raison dans le développement des machines et la simplification des techniques industrielles. Mais est-il possible d'empêcher les pays neufs de se lancer dans une production de plus en plus intense ? Quelle autorité leur imposera des restrictions ? La Russie soviétique, par exemple, au lieu d'améliorer patiemment, organiquement, la production agricole qui enrichirait ses paysans et en ferait des acheteurs de produits industriels, prétend mettre son peuple, en quelques années, en état de se suffire à lui-même et bientôt d'exporter des articles manufacturés. Qui donc les achètera ? « L'autarchie », que certains considèrent comme un idéal, est une illusion dangereuse : la loi de la vie est entr'aide et solidarité, harmonie et ententes, sacrifices et abnégation. On n'aperçoit rien de tel à Londres. C'est devenu une manie, spécialement chère à M. MacDonald, de convoquer conférences sur conférences. Vain trompe-l'œil si l'on n'en prépare le succès par des négociations préalables ; une Conférence mondiale n'a pas à débroussailler les questions, mais à entériner des solutions mûrement étudiées et préparées. Le besoin maladif des palabres à grande mise en scène n'a d'autre résultat que de tromper les peuples. Nous craignons que celle-ci n'ait, en outre, pour effet de montrer plus profond que jamais le fossé qui sépare les conceptions aventureuses des Américains des méthodes européennes.

N'écartons pas cependant tout espoir que la Conférence puisse porter quelques bons fruits. La sécurité des capitaux est avant tout un fait d'ordre moral. Si donc il apparaît que l'Angleterre et la France marchent d'accord, il en résultera, même si les États-Unis se contentent d'observer une attitude de réserve sympathique et d'aimable isolement, un renouveau de confiance et un regain de prospérité. Tout dépend donc, une fois de plus, de

l'Angleterre. Sa position actuelle est à mi-chemin entre Paris et Washington. Si elle se rapproche des doctrines françaises telles que M. Georges Bonnet les a clairement exposées le 21 juin, des solutions utiles, dans la voie indiquée par le projet Sarraut, pourront être adoptées ; on pourra aboutir, avec ou sans l'Amérique, à une trêve monétaire, à une série d'ententes entre producteurs pour canaliser la production et faciliter la vente. Mais il faudrait aussi que le baromètre politique n'indiquât pas : tempête.

LE DIFFÉREND AUSTRO-ALLEMAND

Les Autrichiens sont des Allemands qui parlent la langue allemande et appartiennent à la civilisation germanique, mais ils ne sont pas des Allemands comme ceux de Berlin ou de Kœnigsberg : s'il était besoin de le démontrer, les événements actuels en apporteraient la preuve. Le conflit dramatique qui met aux prises le gouvernement du chancelier Dollfuss et son petit État de six millions d'âmes avec le puissant Reich du chancelier Hitler oppose deux conceptions du droit, deux formes de la civilisation ; plus exactement il oppose au droit de la force la force du droit. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement le sort d'un petit État qui porte un grand nom trop lourd pour sa taille, ce n'est pas seulement le statut territorial de l'Europe centrale ; c'est l'indépendance des peuples et la liberté des États ; c'est aussi l'avenir de la civilisation chrétienne en face d'une offensive formidable de paganisme.

Plusieurs doctrines, dans l'Europe d'après la guerre, s'offrent à l'admiration des foules et posent leur candidature à la direction universelle des États. Issues d'autant de révolutions, elles se donnent comme des doctrines de rénovation ; elles appellent, par des routes différentes mais sensiblement parallèles, l'humanité à une sorte de palingénésie politique et sociale. Dissemblables entre elles, elles offrent cependant des traits communs ; l'un des plus dangereux est le goût de la propagande. Le bolchévisme ne serait pas inquiétant pour les autres peuples témoins des souffrances inouïes des populations soumises à l'U. R. S. S., si, en même temps qu'il est le gouvernement de la Russie, il n'était aussi la III^e Internationale qui entretient partout sa propagande subversive, s'attaque au fondement même des États, et se croit tout permis quand il s'agit de faire des prosélytes. Le fas-

cisme, plus prudent dans ses méthodes et plus discret dans sa propagande, ne s'attribue pas moins la gloire d'avoir découvert la forme future des sociétés civilisées et créé le modèle de l'État nouveau. Voici, enfin, le national-socialisme allemand pour qui la race est le seul fondement possible de la nation et de l'État et qui, au nom de la supériorité de la race germanique qu'il affirme comme un dogme, pose les droits de l'Allemagne au-dessus de tous les autres droits. Il a entrepris, pour commencer, — comme nous l'exposions dans la précédente chronique, — de rassembler tous les groupements humains qui lui paraissent appartenir à la famille germanique.

Mais, en face de lui, se dresse un peuple qui, fier d'être un rameau du tronc germanique, entend rester un rameau indépendant ; il se vante même, en face des brutalités hitlériennes, de représenter authentiquement le vrai germanisme, christianisé par Charlemagne et les empereurs du moyen âge, celui que n'ont pas altéré le sang des Slaves et des Lithuaniens de Prusse ni les théogonies barbares du paganisme nordique. Hitler, Autrichien lui-même, avait, dès son arrivée au pouvoir, cru réaliser en quelques jours une union qui, si elle n'était pas tout de suite une annexion pure et simple, serait du moins une assimilation complète. Le parti national-socialiste a essaimé des groupes en Autriche ; à la première poussée, ils s'empareraient du pouvoir avec l'aide de tous ceux qui estiment urgent de débarrasser l'Autriche du fléau marxiste ; personne n'oserait s'y opposer, et le tour serait joué.

Les choses n'allèrent pas aussi aisément que le Führer l'avait espéré. Le chef des *Heimwehren* d'Autriche, le prince Stahremberg, est le descendant de celui qui défendit Vienne en 1683 contre les Turcs et aida Sobieski et ses Polonais à les vaincre ; en face d'une nouvelle offensive de la barbarie, il n'a pas hésité à se ranger avec ses milices derrière l'énergique gouvernement de M. Dollfuss : « Comme en 1866, a-t-il dit, il ne s'agit pas d'un conflit entre l'Allemagne et nous, mais, au contraire, d'un conflit entre l'idée allemande et l'idée grand-prussienne. » Les premiers incidents, provoqués par le sans-gêne inouï des nazis et que nous avons déjà relatés, soulevèrent chez Hitler et son état-major raciste une violente irritation ; son journal, le *Völkische Beobachter*, ne craint pas d'imprimer : « La lutte ne prendra pas fin tant que les traîtres Dollfuss, Vaugoin et consorts

ne seront pas chassés du pays. » Traîtres à quoi ? Les nazis se défendent d'intervenir dans les affaires intérieures des pays étrangers, — les bolchévistes de Russie s'en défendent aussi, — mais le groupe national-socialiste d'Autriche relève des directions du parti.

Cependant les incidents se multipliaient, de plus en plus violents. D'abord la double expulsion des attachés de presse à Vienne et à Berlin, dont il a été question dans l'article *Quinze jours à Vienne*. Puis, ce furent les crimes à la manière des nazis : le 11 juin, attentat contre M. Steidl, gouverneur du Tyrol et chef des *Heimwehren* de la province, contre M. Rintelen, chef des *Heimwehren* de Styrie, enfin l'abominable attentat de Krems, où quelques jeunes nazis jetèrent des bombes sur un groupe de la police auxiliaire qui revenait de l'exercice et blessèrent trente hommes; la garnison de Krems avait été travaillée et un sous-lieutenant a été arrêté comme complice des assassins. Ce furent, de tous côtés, des attentats contre les fonctionnaires, des bombes dans les magasins israélites, des manifestations, des assassinats. Pendant le séjour de M. Dollfuss à Londres pour la Conférence, la terreur redoubla. Précipitant son retour, le chancelier s'est décidé à des mesures énergiques, les mêmes que prennent en Allemagne les hitlériens contre les groupements qui pourraient faire un semblant d'opposition : dissolution du parti et des formations d'assaut, défense à ses journaux de parler de l'activité du parti interdit, occupation et fermeture des « maisons brunes », arrestations, enquêtes, perquisitions ; mais, en Autriche, les procédés sont plus doux ; on n'assassine pas les détenus comme il arrive fréquemment dans les camps de concentration du Reich.

Cette interdiction de toute activité politique du parti hitlérien a été favorablement accueillie en Autriche. Le gouvernement a pour lui le droit et la force, et il aura de plus en plus avec lui l'opinion. Sans doute, surtout dans le Tyrol, le Vorarlberg et Salzbourg, travaillés par les Allemands du voisinage et qui sont dans la dépendance économique de la Bavière, les partisans d'Hitler sont encore nombreux ; mais le gouvernement serait maître de l'avenir si les socialistes cessaient de le combattre. Le socialisme s'est rendu odieux en Autriche, surtout dans les provinces, et M. Dollfuss ne pourrait tenir tête à l'hitlérisme s'il ne résistait aussi au socialisme. Les socialistes ont sous les yeux le spectacle du total effondrement de leur parti en Allemagne ; s'ils souhaitent

subir le même sort, ils n'ont qu'à renverser M. Dollfuss. C'est ce qu'a fort bien compris le sage M. Renner, ancien chancelier. « La démocratie, a-t-il écrit dans la *Zeitschrift für soziales Recht*, doit avoir le courage de ne pas être doctrinaire. Il doit y avoir place, dans sa doctrine, pour les circonstances exceptionnelles auxquelles elle doit faire face par ses propres moyens, ces moyens fussent-ils eux-mêmes de nature exceptionnelle. » Mais M. Otto Bauer reste intransigeant, tout au moins dans ses articles. Si le mal qu'ils préparent ainsi se réalise un jour, nous lui souhaitons pour châtimement de tomber sous la griffe d'Hitler.

La phrase du journal d'Hitler que nous citions tout à l'heure se continue en ces termes : « L'Autriche s'éveillera et ce sera la mort du parti du Centre dans ce pays. » En M. Dollfuss, c'est, en effet, sa haine contre le Centre allemand et le parti catholique bavarois que le chancelier Hitler poursuit. On ne saurait comprendre le caractère poignant du drame qui se joue entre le Reich hitlérien et l'Autriche qu'à la lumière du remarquable et émouvant article de M. Robert d'Harcourt que la *Revue* a publié le 15 juin. Les temps qu'il prédit arrivent à grands pas. La résistance de l'Autriche est le signal de mesures violentes contre de nombreux prêtres catholiques et de procès politiques contre les chefs du Centre. L'assassinat impuni d'Erzberger et de Rathenau engendre toutes les violences contre les catholiques et contre les juifs : M. Bolz, de Stuttgart, a été arrêté ; M. Held, ancien président du Conseil bavarois, et M. Wirth, ancien chancelier, seraient, dit-on, poursuivis pour haute trahison. Hitler entend briser l'organisation que naguère on croyait si forte, du Centre, comme il vient de détruire celle du parti nationaliste de M. Hugenberg et celle du Casque d'acier. L'arrestation de M. de Bismarck, petit-fils du grand chancelier, complète le tableau. Toutes les échines se courbent devant le maître du Reich. Seule ose résister la petite Autriche.

Que fait l'Europe pour soutenir au moins moralement son effort et son courage ? Le Saint-Siège a signé avec M. Dollfuss, le 5 juin, un concordat qui est une nouvelle consécration de l'indépendance de l'Autriche. M. Dollfuss vient d'aller en Angleterre et, à cette occasion, sir John Simon, en quelques mots précis, a proclamé les sympathies du gouvernement britannique pour « l'Autriche indépendante » et pour son chancelier. Les fonds de l'emprunt sont à la disposition de l'Autriche. M. Mussolini, malgré ses affinités

avec Hitler et les sympathies de ses Chemises noires pour les Chemises brunes (ces sympathies ont été récemment jusqu'à l'envoi d'une délégation fasciste à la cérémonie antifrançaise en l'honneur de l'assassin Schlageter, à Dusseldorf), a fait entendre à Berlin qu'il n'admettrait sous aucune forme l'Anschluss. Son journal, le *Popolo d'Italia*, écrivait récemment : « Berlin ne devrait pas perdre de vue que, tout en désirant entretenir avec l'Allemagne des rapports de bon voisinage, l'Autriche défend aujourd'hui un bien que nul peuple n'est disposé à aliéner volontairement, puisque c'est son indépendance. » Les Tchécoslovaques comprennent de mieux en mieux que leur propre indépendance est liée au statut d'une Autriche libre.

Mais ces sympathies platoniques sont-elles suffisantes ? Répondent-elles à la grandeur et à l'urgence du péril ? « Nous n'aurons de repos, a dit au Congrès de Passau le Dr Schemm, ministre nazi de l'Éducation à Munich, tant que ne sera pas accomplie la tâche de faire de tous les Allemands un seul peuple, et nous briserons avec violence et cruauté tous ceux qui se mettront en travers. » Et il désignait la Tchécoslovaquie et l'Autriche au premier rang. Dans l'esprit du « pacte à Quatre », les Puissances devraient sans délai se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour sauvegarder l'indépendance de l'Autriche et, par là, la paix de l'Europe. L'offensive hitlérienne en Autriche pose dans toute son acuité le problème de l'aménagement de l'Europe centrale. On prête à M. Mussolini l'intention de rapprocher l'Autriche et la Hongrie pour les opposer à la Petite Entente. Le voyage récent de M. Gœmbœs à Berlin se rattacherait à ce projet. Solution dangereuse, puisqu'elle instituerait un antagonisme permanent entre deux groupes d'États et préparerait l'entente Berlin-Rome-Vienne-Budapest. C'est vers un accord général des Puissances danubiennes qu'il faut s'orienter. Il n'y a pas de question plus urgente, plus essentielle : l'avenir de l'Europe en dépend.

RENÉ PINON.

